

ésident

هكذا من الأهل

Le Monde

Cahier

« Initiatives-Métiers »

10 pages d'offres d'emploi

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15949 - 7 F

MERCREDI 8 MAI 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

France Télévision : M. Elkabbach appelle à défendre le service public

JEAN-PIERRE ELKABBACH, président de France Télévision, a adressé à chacun des salariés de sa société une lettre les appelant à faire front face à la « campagne de déstabilisation » dont « la télévision publique » est, selon lui, la cible. Cette initiative fait suite aux polémiques sur les contrats conclus entre France Télévision et ses animateurs-producteurs, six mois après que le rapport d'Alain Colotier, député (UDF) du Val-de-Marne, en eut révélé le montant (640 millions de francs de chiffre d'affaires garanti pour six animateurs). M. Elkabbach défend les résultats de la société qu'il dirige et sa politique de programmes. Jacques Peskine, président du principal syndicat des producteurs audiovisuels, souhaite, dans un entretien au Monde, que ce scandale permette un assainissement du financement des programmes.

Lire page 20
et notre éditorial page 13

Le massacre de Cana

Israël continue de donner des versions contradictoires du bombardement de Cana, le 18 avril, au Liban sud. Les Nations unies ne semblent pas disposées à privilégier la thèse de leurs propres enquêteurs. p. 2 et la chronique d'Agathe Logeart p. 29

Hassan II devant les députés

Les communistes et d'autres députés de gauche ne devaient pas assister au discours que le roi du Maroc devait prononcer à l'Assemblée nationale mardi 7 mai. p. 3
notre enquête p. 12
et un point de vue p. 14

Les crimes dans l'ex-Yougoslavie

Le premier procès pour crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie s'est ouvert, mardi 7 mai, devant le Tribunal international de La Haye. p. 4

Paribas cède Poliet à Saint-Gobain

Paribas a annoncé, mardi 7 mai, la cession de Poliet, sa filiale spécialisée dans les matériaux de construction, à Saint-Gobain. p. 17

Le crime de Sens

Deux frères ont été incarcérés, accusés d'avoir tiré, de leur voiture, samedi 4 mai, sur un jeune d'origine maghrébine dans une cité de Sens (Yonne). La famille de la victime dénonce un crime « raciste ». p. 9

Allemagne, 3 DM; Autriche-Germanie, 3 F; Belgique, 25 FB; Espagne, 165 Ptas; France, 7 F; Grèce, 200 Dr; Italie, 1.482 L; Japon, 100 Y; Royaume-Uni, 10 £; Suède, 10 Sk; Suisse, 1 F; Turquie, 1 Lira; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2 \$.

M 0147-0608-7.00 F



Le chômage perturbe la vie d'un couple sur quatre

L'Insee révèle une forte augmentation de la précarité sociale

SELON UNE ENQUÊTE de l'Insee, rendue publique mardi 7 mai, un quart des ménages français a été affecté par le chômage entre janvier 1993 et octobre 1994. Dans près de 8 % des cas, ce sont tous les adultes du ménage qui ont été demandeurs d'emploi durant ces vingt-deux mois.

La crise de l'emploi n'est pas sans conséquence sur la vie des couples. Aux dires des conseillers conjugaux et des psychologues, le chômage peut jouer un rôle de révélateur et d'accélérateur de conflits latents, conduisant même dans certains cas à la séparation. La forme de socialisation dont le chômage prive l'homme l'entraîne dans son identité et sa vitalité, tandis que les femmes vivent leur propre perte d'emploi comme un « retour vers une autre définition d'elles-mêmes », selon la psychologue Irène Thery.

Un nombre non négligeable de couples, qu'Oddie Saint-Raymond, chercheur au CNRS, qualifie de « distendus », vivent un autre type de séparation, géographique et limitée aux jours ouvrables : pour préserver l'emploi des deux



membres du couple, suivre l'entreprise qui se délocalise, ou encore pour sortir d'une longue situation de chômage, l'on accepte plus facilement aujourd'hui de vivre et de travailler dans deux villes différentes durant la semaine, pour ne se retrouver que le week-end.

Lire page 8

Parole de président

UN AN APRÈS, la fracture sociale est toujours là ! Personne ne peut certes en faire sérieusement grief au président de la République : une aussi grave maladie ne se guérit pas en un an. Jacques Chirac pourrait ajouter, à son avantage : diagnostiquée si tard ! Mais il ne pouvait y avoir

plus cruel rappel de cette réalité que l'étude de l'Insee, selon laquelle un quart des ménages de ce pays comportant des adultes en âge de travailler a fait une expérience récente du chômage ; pour seulement quatre sur dix qui auraient connu la stabilité de l'emploi pour tous les membres de la famille.

Voilà bien rudement identifiée, plus encore qu'à travers les statistiques mensuelles et le taux de chômage, la profondeur du mal français. Est-il besoin de chercher plus loin l'absence de confiance dans l'avenir, la faiblesse de la consommation et de la demande intérieure, le recours massif à l'épargne ? L'effet de propagation de la peur est tel qu'il explique à lui seul la crispation d'une société.

C'est sans doute pourquoi Jacques Chirac a éprouvé le besoin

de redonner sens, dans nos colosses, à sa démarche, pour montrer que celle-ci continue d'être inspirée par la conscience de cette fracture et la nécessité de la réduire. Exercice difficile, puisqu'il s'agit de tenir les deux bouts de la chaîne : d'un côté le poids de la réalité unique - « la France doit s'adapter au rythme du monde » - de l'autre l'impératif de la cohésion sociale. Bref, malgré les apparences d'une politique gouvernementale classiquement placée sous le signe de l'austérité, je n'oublie pas que je vous ai compris.

Le doute existait sur la capacité du candidat Chirac à tenir tout ce qu'il promettait. Le doute subsiste sur celle du président à faire prévaloir la cohérence dont il se réclame désormais. Sous bénéfice d'inventaire.

Le président peut et devrait être crédité dans le pays de parler vrai : réduire les dépenses, faire des choix, remettre en ordre la sécurité sociale. Après la démagogie de la campagne électorale, qu'il s'agisse de la feuille de paie ou du niveau des dépenses de santé, mieux vaut en effet savoir à quoi s'en tenir.

J.-M. C.

Lire la suite page 13

La dernière mission de William Colby

« N'OUBLIEZ JAMAIS une chose : tout ce que vous savez peut être un mensonge... » Sur un ton sévère, la voix achève ainsi l'introduction du CD-Rom *Spycraft: The Great Game*. S'agit-il de celle de William Colby ? Le jeu d'espionnage interactif ne le dit pas. Édité par la société américaine Activision et commercialisé en mars aux États-Unis, il est en vente en France depuis quelques jours. L'essence de la publicité qui accompagne son lancement repose sur la collaboration de William Colby et d'Oleg Kalouguine, adversaires lorsqu'ils dirigeaient respectivement la CIA et le KGB, et associés dans cette entreprise ludique.

En tout cas, cette paire de maîtres espions était attendue début juin sur les bords de la mer Noire, à Sochi, pour faire la promotion de ce jeu, à l'occasion d'un festival de films d'espionnage. La mort accidentelle de William Colby donnera-t-elle un coup de pouce supplémentaire à *Spycraft* ? Son corps a été retrouvé le 6 mai sur la berge de la rivière Wicomico, un affluent du Potomac, dans le Maryland, à 65 kilomètres au sud de Washington. Colby avait été porté disparu le 27 avril à la suite de la découverte du canot vert dans le-

quel il effectuait une promenade. La mort a été attribuée à une noyade provoquée par une hypothermie, la température de l'eau ne dépassant pas les 10° C.

« Il n'y a absolument rien d'inhabituel dans cette affaire », a déclaré le shérif Fred Davis. Mais un ex-patron de la CIA peut-il mourir d'un banal accident de canot ? Les amateurs de roman d'espionnage auront du mal à le croire. Il se serait noyé faute de ne pas avoir enfilé son gilet de sauvetage... Thorn, l'agent virtuel de la CIA dans la peau duquel se glisse le joueur de *Spycraft*, ne s'en satisfait sûrement pas. Le jeu commence par un entraînement aux techniques de base de l'espionnage. Grâce à l'analyse d'images satellites et à un logiciel de reconnaissance de caractères, il faut découvrir le numéro d'immatriculation d'une berline marron. Puis déterminer combien de chars ont leur moteur allumé en superposant deux photos, dont l'une a été prise selon un procédé infrarouge.

Une fois formé, Thorn peut s'attaquer à « la » mission. Un politicien russe, qui ressemble à l'ultra-nationaliste Vladimir Ijirnovski, est criblé de balles sur la place Rouge. C'est le point de départ d'un imbroglio où tra-

quants de drogue, mafia rouge, marchands de canons et agents doubles complotent contre la vie du président des États-Unis. Le CD-Rom exploite des techniques de pointe, comme le logiciel développé pour étudier la trajectoire de la balle qui a tué John F. Kennedy ou une analyse de son destinée à situer le lieu d'un appel téléphonique grâce à son ambiance sonore. Internet joue un rôle central dans cette enquête. On y trouve les héros virtuels du CD-Rom et des joueurs qui, en se connectant sur le réseau, peuvent obtenir des informations utiles à leurs investigations.

En fait, le scénario a été entièrement écrit par James Thomas, chef du bureau de Washington pour le *Sunday Times* de Londres et auteur de romans d'espionnage. En tant que journaliste, il a suivi de près les carrières de William Colby et d'Oleg Kalouguine. L'ex-patron de la CIA a quitté son poste en 1976. A une époque où la plupart des techniques utilisées par Thorn n'existaient pas.

Michel Alberganti

Lire la notice nécrologique de William Colby page 10

Rivalité franco-américaine au Proche-Orient

LA QUERELLE franco-américaine à propos de la récente crise au Liban s'étant estompée après la conclusion d'un cessez-le-feu, Paris est maintenant soucieux d'éviter les malentendus avec Washington et d'empêcher les amalgames. On rencontre la même volonté d'apaisement outre-Atlantique. « Nous partageons les mêmes objectifs et, heureusement, tout s'est terminé pour le mieux », commente ainsi un conseiller du secrétaire d'État américain, Warren Christopher.

Il reste néanmoins que cette crise a été un révélateur : si les États-Unis ont tenté de s'opposer à toute participation de la France, d'abord aux tractations pour un cessez-le-feu, puis à la surveillance de la trêve, c'est certes parce qu'« ils ne sont pas partageux », selon l'expression d'un diplomate, mais c'est aussi et surtout parce qu'ils soupçonnaient la « politique arabe et méditerranéenne » de la France d'être « anti-américaine ». Interprétation vivement contestée à Paris, où nul ne caresse l'ambition illusoire de supplanter les États-Unis, par excellence

- et reconnu comme tel - du processus de paix israélo-arabe, que la France soutient sans réserve et dont la crise libanaise est un épiphénomène. Washington n'a visiblement pas admis de s'être vu refuser le statut d'observateur à la conférence euro-méditerranéenne qui s'était réunie en novembre 1995 à Barcelone. La décision a beau avoir été prise par l'ensemble des participants, désireux de se retrouver entre rivaux de cette mer intérieure, la France n'en apparaît pas moins, aux yeux des États-Unis, comme l'élément moteur de cet ostracisme.

Le reproche lui en a été fait lors des multiples contacts entre les deux pays pendant la crise libanaise - dont le chassé-croisé entre Warren Christopher et Hervé de Charette sur le terrain et les échanges de propos aigres-doux de leurs porte-parole n'étaient que la partie visible.

Mouna Naim
et Laurent Zecchini

Lire la suite page 13

Une équipe pour le Grand Stade ?



PATRICK BRAOUZEZEC

A LA VEILLE de la finale de la Coupe des coupes de football entre le PSG et le Rapid de Vienne, Patrick Braouezec cherche un avenir pour le Stade de France. Le maire (PCF) de Saint-Denis veut y installer un deuxième grand club parisien.

Lire page 22

L'Espagne de Franco en photos

LA CAIXA de Barcelone, la plus importante fondation culturelle d'Europe, présente jusqu'au 9 juin l'exposition « Photographie et société du temps de l'Espagne de Franco ». Cette rétrospective entend retracer en deux cents images l'évolution de la société durant les quarante ans de dictature. Trois ans de recherches dans les collections publiques, chez les particuliers, dans les archives et agences, ont permis de découvrir de nombreux documents inédits, notamment sur la période allant de 1939 à 1950, considérée comme la plus dure. Dans un entretien au Monde, Javier Tusell, historien du franquisme, explique que les Espagnols, en particulier les jeunes générations, connaissent mal cette période de leur histoire.

Lire page 25

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Agenda	24
Société	8	Aliments	24
Carnet	10	Météorologie	24
Horizons	12	Mots croisés	24
Entreprises	16	Culture	25
Finances/marchés	18	Radio-Télévision	25

LIBAN SUD L'armée israélienne a donné des versions différentes, voire contradictoires, des circonstances du massacre, le 18 avril, de cent deux civils libanais lors d'un

bombardement du QG fidjien de la Force intérimaire de l'ONU (Finul) à Cana, au Liban sud. ● LE PORTE-PAROLE de la Finul, Timour Goksel, a affirmé une nouvelle fois lundi 6 mai

que les « casques bleus » avaient rédamé à plusieurs reprises l'arrêt des tirs israéliens, mais que ces demandes ne furent suivies d'aucun effet. ● LA VERSION fournie lundi

aux experts de l'ONU par le commandant de l'artillerie de Tsalhal, selon laquelle il s'agirait d'une « erreur cartographique », n'a pas convaincu. Pour autant, le rapport

que publiera l'ONU à ce sujet devrait se borner à mettre côte à côte les faits tels qu'ils ont été constatés par les enquêteurs de l'ONU et la version israélienne de ces mêmes faits.

Israël donne des versions contradictoires du bombardement de Cana

Tsalhal a affirmé, lundi 6 mai, sans réussir à convaincre diplomates et experts, qu'une « erreur cartographique » explique le pilonnage du quartier général des « casques bleus » fidjiens

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Au soir du 18 avril, quelques heures après que les images du carnage de Cana eurent suscité une grande émotion dans le monde, le premier ministre israélien, Shimon Pérès, et le chef d'état-major des armées, le général Amnon Shahak, rejetèrent « l'entière responsabilité » du drame sur les combattants du mouvement chite Hezbollah, accusés de s'être postés « à 300 mètres » du camp de l'ONU où s'étaient réfugiés plus de 500 civils libanais, et « d'avoir tiré, quinze mi-

non pas contre les civils israéliens, mais contre des soldats dans la zone occupée par l'Etat juif au sud du Liban. « Aucune erreur d'appréciation n'a été commise », ajouta, ce jour-là, le général Shahak. Nous ne savions pas qu'il y avait des civils dans le camp (...). Nous avons estimé que nos forces étaient en danger et nous avons riposté sur la source du feu. »

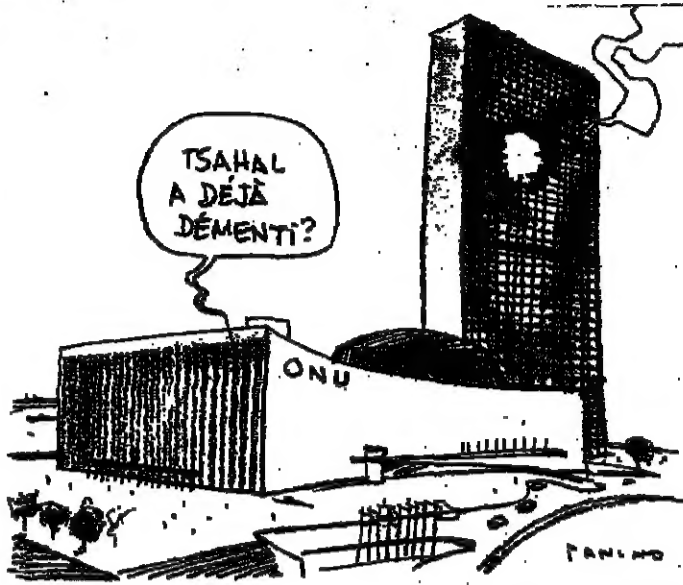
Trois jours plus tard, le 21 avril, le général Matan Vilnai, numéro deux de l'état-major général, admit qu'une « erreur militaire » a peut-être été commise et annonce que si

hommes « ont agi correctement », l'autre à Maariv, dans lequel il explique plus longuement les circonstances du massacre. « Quand le feu du Hezbollah a commencé de menacer, dans une certaine mesure, nos soldats, quand nous avons cru que certains étaient blessés, il fut décidé de riposter (...). Nous savions exactement d'où les tirs venaient et que cet endroit se trouvait à 350 mètres d'un poste des Nations unies. Quarante obus ont été tirés [par nous] et la plupart touchèrent effectivement la zone de la cible. Certains obus s'écrasèrent sur le camp [onusien] lui-même. »

PRÉSENCE DE CIVILS

Ce même jour, le 23 avril, le correspondant militaire du prestigieux quotidien Haaretz, publie l'essentiel d'un « briefing » reçu, la veille, d'une « haute source militaire ». Selon cette source, « la décision de pilonner » Cana fut prise « pour venir en aide à une force postée non loin du camp des Nations unies (...). Le commandant de cette force [probablement un commando] qui était attaqué a cru par erreur que plusieurs membres de son unité avaient été blessés par les tirs de mortier du Hezbollah. Il demanda par radio qu'un tir d'artillerie soit déclenché contre la position des terroristes. »

Le 24 avril, le correspondant militaire du Yediot confirme cette version à partir des confidences d'une autre « haute source dans l'armée ». Mais il ajoute une révélation : « Lorsque l'unité [qui se croyait en danger] a demandé l'assistance de l'artillerie, un drone [petit avion de reconnaissance télécommandé] fut envoyé au-dessus de la zone concernée pour essayer d'identifier la source des tirs. A cause du mauvais temps, cela ne fut pas possible et un



hélicoptère de combat fut à son tour envoyé sur la zone, sans succès. C'est alors que les terroristes ont tiré des roquettes Katoucha, ce qui a permis à l'artillerie [israélienne] de les repérer et d'ouvrir le feu (...). La question demeure : comment se fait-il que Tsalhal ait ignoré qu'il y avait là des civils alors que la télévision [israélienne] avait diffusé, la veille du 18 avril, des images du camp onusien de Cana où l'on voyait les civils libanais à l'intérieur ? »

Le 25 avril, le général Vilnai tente, maladroitement, de démentir le tout. « Nous ne savions pas combien il y avait de personnes réfugiées dans le camp. Au moment où notre artillerie a ouvert le feu, nous n'avons aucun drone dans la zone à cause du mauvais temps. Il n'y avait pas non plus d'avion ou d'hélicoptère. » Dimanche 5 mai, le numéro deux de

l'armée sera obligé de reconnaître qu'un drone, filmé par un soldat de l'ONU, avait bien été envoyé, ce jour-là, au-dessus de Cana.

ERREURS ET SANCTIONS

Bien que le scandale en gestation ne semble guère passionner l'opinion publique israélienne, le climat dans l'armée se dégrade entre les différentes branches. « Nous savions bien sûr, déclare le 25 avril dans une conférence de presse, le patron des renseignements militaires, le général Moshé Yaalon, nous savions dès le deuxième jour de l'opération [12 avril] qu'il y avait des civils réfugiés à Cana. Dans mon service, il n'y a pas de discussion sur le point de savoir s'ils sont 200 ou 600. Nous ne sommes pas là pour les compter mais pour informer le commandement. Il y a division des

responsabilités sur ce point. (...) L'officier qui a donné l'ordre [d'ouvrir le feu] ne le savait peut-être pas. (...) La vraie question est : était-il correct d'ouvrir le feu dans de telles circonstances ? »

Le 27 avril, le général d'artillerie Dan Harel termine son investigation interne et Tsalhal fait remettre à l'agence israélienne de presse Itim un résumé des conclusions de son rapport. Selon le Jerusalem Post, qui en publie quelques extraits, « le pilonnage de Cana était justifié, le processus de décision des officiers qui ont donné l'ordre fut correct (...). Cependant, la conduite de plusieurs officiers sur le terrain comporte des erreurs (...). Ce jour-là, contrairement à ce que prétendent certains éléments étrangers [le quotidien londonien The Independent du 6 mai], Tsalhal n'envoya aucun avion sans pilote au-dessus de la zone (...). Le service des renseignements militaires n'a commis aucune erreur. »

En revanche, le commandant de l'unité qui avait réclamé des tirs de soutien « croyant que certains de ses hommes étaient blessés, alors qu'aucun ne le fut, a apparemment exagéré » le danger de sa situation. Néanmoins, « le processus de décision [d'ouvrir le feu] ayant été correct pendant chacune de ses différentes phases », le comité d'investigation « recommande qu'aucune mesure ne soit prise contre quiconque mêlé à l'incident. » Lundi 6 mai, peu avant la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur cette affaire, Ourl Dromi, porte-parole du gouvernement, n'en était plus aussi sûr. « S'il s'avère que des soldats ou des officiers ont commis des erreurs, déclare-t-il, ils seront punis. »

Patrice Claude

La mission de l'avion sans pilote

Confrontés à l'enquête de l'ONU et aux révélations de The Independent sur la présence, niée par l'armée, d'un avion israélien de reconnaissance sans pilote (drone) filmé par un « casque bleu », le jour du carnage de Cana, le premier ministre Shimon Pérès et le haut commandement de Tsalhal ont présenté une nouvelle version des faits. Puisqu'il a été filmé, « un drone était bien dans les environs ce jour-là », a admis, lundi 6 mai, M. Pérès, mais cela ne prouve pas que l'appareil survolait le camp de Cana ou qu'il a pu voir tout ce qui s'y passait. D'ailleurs il n'était pas au-dessus de Cana (...). Nous avons vérifié et ré-évalué et l'armée reconnaît qu'elle a fait une erreur » en assurant aux enquêteurs de l'ONU qu'il n'y avait pas de drone. « L'appareil n'avait pas été envoyé pour observer Cana mais pour une autre mission », a pour sa part assuré le numéro deux de l'état-major général des armées, le général Matan Vilnai. « Le drone, a-t-il ajouté, n'a été envoyé au-dessus de Cana que huit à dix minutes après » la fin du bombardement israélien.

nutes avant notre pilonnage [sur Cana], deux roquettes Katoucha et des obus de mortier en direction d'Israël. »

Il ne sera plus jamais question, ensuite, de cette « direction ». Les tirs du Hezbollah, sera-t-il révélé plus tard, étaient dirigés « l'opération « Raines de la colère » en était à son septième jour et une famille entière de onze civils libanais avait été tuée quelques heures plus tôt par un missile israélien à Nabatieh -

la formation d'une commission d'enquête gouvernementale ne lui paraît « pas nécessaire », l'armée qui « n'a rien à cacher » a cependant nommé le commandant de l'artillerie, Dan Harel, à la tête d'un comité d'investigation militaire interne.

Le lendemain, le général Shahak accorde deux entretiens qui seront publiés, le 23 avril, l'un au premier quotidien d'Israël Yediot Aharonot, dans lequel il répète que ses

Tsalhal connaissait parfaitement les positions des soldats de l'ONU au Liban sud

AMMAN
de notre correspondante
au Proche-Orient

Déployée, depuis 1978, au Liban sud, en vertu de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui exige le retrait inconditionnel d'Israël du pays du Cédre, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a très peu modifié son implantation au fil des ans, et ses positions sont clairement identifiables.

Tous les postes de la Finul arborent le drapeau de l'ONU, sont peints en blanc et sont souvent installés au sommet des monticules qui jalonnent la région. C'est le cas du quartier général du contingent fidjien à Cana, érigé, en 1978, à l'une des sorties du village qu'il surplombe.

Cette position, qui abrite une centaine d'hommes, est relativement grande, et protégée sur toute sa surface par des barbelés. Des miradors se dressent aux quatre coins.

« Les Israéliens nous bombardent et jouent au chat et à la souris avec nous »

Dès le début de l'opération israélienne contre le Liban, le 11 avril, des habitants des villages proches des positions des « casques bleus » étaient venus s'abriter sous le drapeau de l'ONU, et trois jours après le début de l'opération, c'est-à-dire bien avant le drame de Cana, la Finul avait officiellement annoncé qu'environ 6 000 personnes avaient trouvé refuge dans ses diverses positions.



« L'armée israélienne était au courant que des civils se trouvaient à Cana », a réaffirmé, lundi 6 mai, le porte-parole de cette force, Timour Goksel, soulignant par ailleurs que, « dans tous les cas, qu'il y ait des civils ou pas, l'armée israélienne n'avait pas à bombarder une base de l'ONU ». Interrogé immédiatement après le drame auquel il avait assisté, le commandant du contingent fidjien, le colonel Wame Wawaqanivavalli, avait déclaré au Monde que sur les vingt-cinq obus tirés par l'artillerie israélienne, « dix à douze étaient tombés dans l'enceinte du camp ».

Or, dès le premier obus, les Fidjiens ont averti par radio l'état-major de la Finul que les Israéliens tiraient sur leur position. M. Goksel avait déclaré, ce même soir : « Nous avons demandé à plusieurs reprises à Israël de faire cesser ses tirs sur le QG fidjien, mais en vain. »

Dès le déclenchement de l'opération israélienne, la Finul a tenté

de venir en aide aux populations civiles, en organisant des convois humanitaires en direction des villages isolés par les bombardements. Or la quasi-totalité de ces convois ont été la cible de bombardements israéliens de proximité pour entraver leur mouvement, ce qui prouve que les artilleriers israéliens savent, quand ils le veulent, être précis, puisque les obus s'écrasèrent toujours autour du convoi mais ne le touchaient jamais.

Lors d'un incident de ce genre, le 24 avril, soit une semaine après le massacre de Cana, le porte-parole de la Finul à Tyr, Mikhael Lindval, avait expliqué que l'Etat juif « est informé du parcours [des convois onusiens] et donne son feu vert ». « Avant notre arrivée à destination, les Israéliens nous bombardent et jouent au chat et à la souris avec nous, avait-il ajouté. Bien que les véhicules du convoi soient frappés de l'emblème de la Finul, les obus tombent tantôt devant, tantôt derrière, et nous sommes obligés de nous arrêter deux ou trois heures avant de redémarrer. »

L'argument de l'« erreur cartographique » invoqué par le commandant de l'artillerie israélienne, le général Dan Harel, ne paraît pas crédible. Les Israéliens ont occupé toute cette région, qu'ils survolaient sans arrêt, de 1982 à 1985, et ont donc eu largement le loisir de dessiner des cartes extrêmement précises.

Toujours selon le général Harel, l'artillerie a tiré pour se porter au secours d'une unité terrestre israélienne, attaquée par le mouvement chite Hezbollah dans la « zone de sécurité ». Or Cana est relativement éloigné de cette « zone » occupée par Tsalhal, dont elle est séparée par plusieurs villages.

Françoise Chipaux

Le rapport du Conseil de sécurité se contente d'être purement descriptif

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Dépêché à New York lundi 6 mai, pour donner le point de vue du gouvernement israélien sur le bombardement, le 18 avril, du camp de l'ONU où s'étaient réfugiés des civils libanais, à Cana, au Liban sud, le commandant de l'artillerie israélienne, le général Dan Harel, a affirmé que Tsalhal ignorait leur présence en ce lieu. « Pourquoi aurions-nous délibérément attaqué une base de l'ONU ? », s'est-il interrogé devant les journalistes. « Nous ne savions même pas que des civils libanais se trouvaient à l'intérieur du camp. »

Le général Harel a affirmé que l'avion de reconnaissance sans pilote - un « drone » -, capté sur film vidéo par un soldat de l'ONU, faisait « une autre mission » et n'a été détourné que pour observer les résultats du bombardement israélien, lequel aurait manqué sa véritable cible à cause d'une « erreur cartographique ».

Pour l'ONU, la version israélienne des faits reste « incompatible » avec les conclusions de l'enquête menée par le général Frank Van Kappen. « Il est extrêmement difficile de croire qu'une erreur cartographique ait pu avoir lieu, confie un diplomate. Pour Israël, la précision militaire est une question de survie. Nous restons tout à fait méfiant quant à ce genre d'argumentation. »

Un rapport basé sur l'enquête de l'ONU, qui devrait, selon le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, être publié « très prochainement », ne tirera toutefois aucune conclusion. Alors que selon le rapport préliminaire des enquêteurs, le bombardement israélien de la base de l'ONU était « délibéré », le texte qui sera rendu public, selon des sources informées, se bornera à décrire les faits tels qu'ils ont été constatés par les enquêteurs et à y adjoindre la version israélienne.

« Sans la coopération israélienne, il aurait été juridiquement impossible de prouver quoi que se soit, et les contredire publiquement aurait été politiquement malavisé », commente un diplomate.

Réuni à huis clos en présence du secrétaire général de l'ONU, le Conseil de sécurité a tout simplement été informé que les travaux d'un groupe d'experts sur le bombardement de Cana ne sont pas encore terminés. Tout en exprimant leur « souci de clarification »,

Beirut souhaite la publication du document

« Il serait honteux que l'ONU garde le silence sur une agression dont elle a été victime et au cours de laquelle des enfants, des femmes et d'autres civils ont été tués et mutilés. Nous demandons au secrétaire général de l'ONU de publier le rapport intégral sur le massacre de Cana », a déclaré, lundi 6 mai, lors d'une conférence de presse, le président du Parlement libanais, Nabih Berri. D'autre part, quelques milliers de personnes se sont rassemblées à Cana, pour rendre hommage à la mémoire des 102 victimes civiles du bombardement israélien du 18 avril.

Des religieux musulmans et chrétiens et des personnalités politiques ainsi que des proches des victimes avaient répondu à l'appel d'un député chite du Liban sud, Habib Sadek, président du Conseil culturel de cette région. « Cana sera le symbole de l'unité entre les Libanais, chrétiens et musulmans », proclamaient les participants. - (AFP)

les membres du Conseil n'ont pas réclamé la publication immédiate du rapport, qu'ils ont qualifié de « document interne » du secrétariat. Un diplomate membre du Conseil a même rappelé que l'enquête n'a pas été demandée par ce dernier, laissant donc M. Boutros-Ghali libre de « donner les informations qu'il souhaite sous la forme qu'il entend ».

« NE PAS ATTISER LES PASSIONS »

« Il n'est dans l'intérêt de personne de montrer Israël du doigt, explique un autre diplomate. Même si le rapport conclut clairement que l'attaque était délibérée, toute action au Conseil sera bloquée par Washington. C'est pour cela que nous sommes beaucoup moins pressés que la presse de voir ce rapport. » Le manque d'enthousiasme d'un pays comme l'Egypte, seul pays arabe membre du Conseil, est attribué par certains au souci du Caire de ne pas mettre le secrétaire général en position difficile vis-à-vis des Etats Unis sur l'appui desquels celui-ci compte pour obtenir la reconduction de son mandat à la tête de l'ONU.

Washington, de son côté, estime qu'il faut désormais « se tourner vers l'avenir ». Rappelant la « fragilité » du cessez-le-feu entre le Liban et Israël, un diplomate américain indique que toute action du Conseil de sécurité « ne servirait qu'à attiser les passions dans la région, et cela serait préjudiciable à toutes les parties concernées. S'il subsiste un soupçon de bon sens dans cette maison, quelles que soient les conclusions de l'enquête, ils n'en feront pas une montagne. » M. Boutros-Ghali a néanmoins affirmé, à l'issue de la réunion, que « le rapport sur Cana sera publié, car [le Conseil a] une responsabilité envers les « casques bleus », et ne sera pas dilué ».

Afsané Bassir Pour

Les élections indiennes tournent au délire à Madras

Le scrutin législatif, qui s'achève mardi 7 mai, a été marqué dans l'Etat du Tamil Nadu par une dissidence au sein du Parti du Congrès

MADRAS
(Etat du Tamil Nadu)
de notre envoyé spécial

Une ancienne actrice devenue chef-ministre (premier ministre) qui tente de conserver son pouvoir. Un ancien scénariste, lui-même ex-chef ministre de l'Etat, qui tente de la reconquérir. Une star du cinéma tamoul qui entre en scène pour soutenir un groupe de révoltés en rupture avec le premier ministre de la République de l'Inde, Narasimha Rao.

Au Tamil Nadu, dans cet extrême sud-est indien où les électeurs viennent de voter pour choisir leurs représentants au Parlement de New Delhi mais aussi pour renouveler leur Assemblée locale, la réalité dépasse souvent la fiction : les principaux hommes politiques sont presque tous d'anciens comédiens dont le caractère leur a permis de franchir cette frontière mal définie qui sépare souvent, en Inde, le cinéma et la politique. Ce n'est certes pas un hasard dans ce « pays des Tamouls » puisque Madras est devenue la capitale incontestée du septième art, ravissant depuis peu ce titre à la prestigieuse Bombay.

M^{me} Jayalalitha, l'actuelle chef ministre, doit sa réussite à sa longue association, à la scène et à la ville, à son prédécesseur, le flamboyant M. G. Ramachandran (surnommé « MGR »), qui fut longtemps la star la plus révéralisée du cinéma tamoul avant d'être porté au pouvoir par ses fans. A sa mort, en 1987, Madras bascula dans l'hybris et plusieurs personnes se donnèrent la mort dans les rues.

Quand on revoyait aujourd'hui les films où Jayalalitha jouait la parodie des dieux incarnés à l'écran par son compère, et même « MGR », on est saisi par une sorte de vertige : la douce dévotion au dieu devenu matrone à la quarantaine, bien entamée, à la carrure imposante sous son gilet pare-balles et dont la réputation d'autocratie n'est plus à faire. Plusieurs avocats, journalistes et opposants ont été passés à tabac par son service d'ordre musclé.

En cinq ans de règne, la dame semble avoir été saisie par une invraisemblable mégalomanie, instituant un culte de la personnalité où la folle l'a souvent emporté sur la pathétique : ses fidèles tatouaient son nom sur leurs bras ou leur front, simulant des tentatives de suicide pour montrer leur esprit de sacrifice au *puratchi* Thalaivi (le chef révolutionnaire), certains parlementaires de son parti choisissaient de descendre le perron de sa résidence en roulant en boule sur eux-mêmes en signe de dévotion, etc.

Lors de l'un des ses anniversaires fêtés dans un temple, des dizaines de personnes moururent piétinées par une foule en délire. Récemment, Jayalalitha a forcé un

membre de son parti, l'ADMK, à se prosterner devant elle en signe de repentir pour avoir osé tenter de lui succéder. Elle a ensuite obligé le grand quotidien de Madras, *The Hindu*, à publier la photo de cette humiliation. Plus encore : « C'est le ministre le plus corrompu que l'Inde ait jamais connu », affirme l'universitaire S. Guhan.

FRONTE TAMOULE

Dans un tel contexte, son rival, l'ancien scénariste et ex-chef-ministre Karunanidhi, présente un sérieux menace. Cet ancien militant du mouvement dravidien (régionalisme de l'Inde du Sud) s'est allié avec des dissidents du Parti du Congrès, entrés en rébellion quand le premier ministre Narasimha Rao a décidé de faire alliance avec Jayalalitha. Il bénéficie aussi du soutien de l'acteur Rajinikanth, star suprême du cinéma tamoul, qui s'est prononcé en faveur de l'alliance entre son parti, le DMK, et les dissidents du Parti du Congrès.

Plus qu'aucun autre appui, celui-ci est fondamental dans le contexte d'un Etat où le club des fans votera pour les candidats favoris de leurs idoles. Revenu d'un court séjour aux Etats-Unis, Rajinikanth a récemment reçu un accueil triomphal à Madras où la foule a vu débarquer de l'avion un homme nouveau : « Raju » s'était rasé le crâne, fait pousser une élégante barbe poivre et sel et a déclaré : « Si Jayalalitha est réélue, même Dieu ne pourra pas sauver le Tamil Nadu ». Immédiatement, nombre de ses fans se sont coupés les cheveux et mis en campagne pour le DMK.

Au-delà de l'aspect grotesque de la politique dans cet Etat dont la moindre des contradictions n'est pas d'avoir été le berceau des plus grands scientifiques, le Tamil Nadu est un enjeu important dans l'actualité électorale : M. Rao n'a pas compris que sa décision de s'allier avec Jayalalitha provoquerait la fureur des membres tamouls de son parti.

La dissidence émanée par le ministre du commerce R. Chandrababu, l'un des architectes de la politique de libéralisation économique, et G. K. Moopanar, l'un des caciques locaux du Congrès, a été la réponse à ce manque de jugement. M. Rao : « J'avais mes doutes sur Jayalalitha dont la corruption et l'autocratie ont désormais atteint des sommets », nous déclare M. Chandrababu. « J'en ai parlé au premier ministre mais il ne m'a pas écouté ». « Le pouvoir de Jayalalitha est une atteinte à la dignité des Tamouls », ajoute G. K. Moopanar. Alors que le Parti du Congrès est en perte de vitesse au niveau fédéral, M. Rao n'avait donc vraiment pas besoin de cette fronde tamoule.

Bruno Philip

Le scrutin municipal au Kwazulu-Natal de nouveau repoussé

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le gouvernement sud-africain a décidé, lundi 6 mai, que la persistance de la violence politique dans le Kwazulu-Natal ne permettrait pas d'organiser des élections municipales dans cette province à la date prévue du 29 mai. Déjà repoussé une première fois, le scrutin aura lieu avant la fin de juin, a annoncé le ministre des affaires provinciales et constitutionnelles, Chris Flamer, au terme d'une réunion extraordinaire du gouvernement, convoquée par le président Nelson Mandela.

Cette décision risque d'aggraver encore la tension entre les partisans du Congrès national africain (ANC) et ceux de l'Inkatha, le parti à dominante zouloue de Mangosuthu Buthelezi. Ce dernier n'a cessé, ces dernières semaines, de dénoncer la demande de report du scrutin comme une manœuvre de l'ANC visant à retarder la victoire de sa formation, qu'il considère comme acquise.

APPROPRIATIONS

M. Buthelezi avait menacé de démissionner de son poste de ministre de l'Intérieur au sein du gouverne-

ment d'union nationale en cas de réponse positive à cette demande. Renonçant à mettre sa menace à exécution, le chef de l'Inkatha a déclaré accepter la décision gouvernementale. Mais le président de son parti et premier ministre du Kwazulu-Natal, Frank Mdlalose, a averti qu'elle pouvait être mal accueillie dans la province. Les affrontements entre les partisans de l'Inkatha et de l'ANC y ont fait près de 15 000 morts depuis le milieu des années 80. Le Kwazulu-Natal est la première province par sa population (8,5 millions d'habitants, en majorité zoulous), la deuxième par son poids économique. La recrudescence de la violence politique dans cette région, à l'approche des élections municipales, menace la stabilité de la « nouvelle » Afrique du Sud tout entière.

L'Inkatha veut confirmer son emprise politique sur cette région, depuis les élections générales d'avril 1994. Après avoir obtenu moins de 1 % des voix lors du scrutin municipal dans le reste du pays, en novembre, ce parti est convaincu de pouvoir renforcer sa domination dans ce bastion. L'ANC n'a guère réussi à étendre son audience dans

La réception de Hassan II à l'Assemblée nationale suscite des remous au sein du PS

M. Chirac a eu un tête-à-tête « confiant » avec le roi du Maroc

La réception du roi du Maroc à l'Assemblée nationale, mardi 7 mai, au second jour de sa visite d'Etat en France, continue de susciter des remous

dans les milieux de gauche, notamment au sein du PS. Le porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué que la question des droits de l'homme serait

« vraisemblablement » évoquée dans les conversations entre Hassan II et Jacques Chirac, et ce « dans un esprit de confiance ».

LE POINT d'orgue de la seconde journée de la visite d'Etat de Hassan II à Paris devait être, mardi 7 mai, sa réception convoquée à l'Assemblée nationale, où il devait prononcer une allocution devant les députés. La veille, en fin d'après-midi, le roi du Maroc, qui s'est fait accompagner en France par deux de ses enfants, le prince Moulay Rachid et la princesse Lalla Maryam, ainsi que par son premier ministre et ministre des affaires étrangères, Abdelatif Filali, avait eu un premier tête-à-tête avec Jacques Chirac, qualifié de « chaleureux et de confiant », avant de participer, au palais de l'Élysée, à un « dîner familial ». Le porte-parole du Quai d'Orsay avait auparavant indiqué que la question des droits de l'homme serait « vraisemblablement » évoquée dans les conversations, « dans un esprit de confiance ».

A cet égard, plusieurs associations françaises et marocaines, réunies dans un collectif, Pour les droits de l'homme au Maroc, ont appelé à un rassemblement, mardi, à 18 heures, devant la brasserie Lipp, à l'endroit même où fut enlevé, le 29 octobre 1965, l'oppo-

sant Mehdi Ben Barka - « le disparu le plus célèbre du Maroc », selon l'expression de son fils Béchir.

Certes, en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme, le Maroc « n'est pas la Chine », a souligné, lundi, lors d'une conférence de presse, l'un des organisateurs de ce rassemblement, le député européen (Convergences-Ecologie-Solidarité) Noël Mamère.

UN MOINDRE MAL

Mais il lui reste néanmoins « bien du chemin à parcourir » avant de pouvoir être considéré « comme un Etat de droit ». Ce n'est « pas contre la visite du roi en France que nous protestons. A-t-il précisé, mais contre sa réception au Palais-Bourbon ». Le président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, Robert Verdier, s'est élevé, lui aussi, contre la présence du souverain chérifien à l'Assemblée nationale, « lieu du débat démocratique devant être réservé aux représentants d'Etats qui, pour l'essentiel, respectent les droits de l'homme ».

Opinion que partagent les députés du groupe communiste, qui

ont décidé de boycotter l'allocution royale, mais qui est loin de faire l'unanimité dans les rangs socialistes. Député PS des Deux-Sèvres, Ségolène Royal a indiqué qu'une réunion du groupe socialiste était prévue mardi, « afin de décider de la présence ou non à l'Assemblée » des élus du PS, alors que François Hollande, porte-parole du parti, jugeait que la visite de Hassan II « n'est pas choquante en soi » et que l'essentiel des députés socialistes ne bouderaient pas la séance.

« Aux yeux de certains responsables français, le Maroc, comparé à l'Algérie, représente un moindre mal, y compris pour lutter contre l'islamisme. Cette vision est totalement fautive », a insisté Abraham Serfaty, qui a passé dix-sept ans en prison. Rappelant le cauchemar de la famille du général félon Mohamed Oufkir, la tragédie des « disparus », l'existence de « dizaines de prisonniers politiques », il a dénoncé le caractère « moyenâgeux » du régime et les travers d'une justice maintenue « sous la coupe du roi ».

Son épouse, Christine Daurer-Serfaty, interdite de séjour sur place depuis plusieurs années, a

néanmoins pu se rendre au Maroc où elle tente d'obtenir la levée du bannissement dont son mari, privé de passeport marocain, est l'objet, depuis sa libération-expulsion vers la France, en septembre 1991. Bien que M^{me} Serfaty n'ait pu entrer en contact avec les autorités locales, « le fait qu'elle n'a pas été rejointe à son arrivée est un signe positif », a estimé M. Serfaty.

Une représentante d'Amnesty International assistait à cette conférence de presse. L'organisation de défense des droits de l'homme s'est récemment félicitée de la libération, en juin 1991, de plus de trois cents détenus ou « disparus » sahraouis. Tout en reconnaissant que la situation « s'est sensiblement améliorée » depuis ces cinq dernières années, elle s'est dite « préoccupée » par le sort de « plusieurs centaines d'autres personnes », des militants sahraouis pour la plupart, « dont on est sans nouvelles ». Quelques dizaines de personnes se sont rassemblées, lundi, place du Palais-Royal, à Paris, pour protester contre la politique marocaine à l'égard du Sahara occidental.

C. S.

L'« opposition de Sa Majesté » dispose d'une étroite marge de manœuvre

RABAT

de notre envoyée spéciale

L'Assemblée nationale, devant laquelle Hassan II devait s'exprimer mardi 7 mai, diffère, à bien des égards, de la Chambre des représentants marocaine. Contrairement aux 577 députés français, les 333 parlementaires qui siègent à Rabat ne sont pas tous, tant s'en faut, des élus. Un tiers seulement sont issus du suffrage universel direct. Le tiers restant est désigné par un « deuxième collège », formé par les représentants d'institutions locales ou professionnelles.

Ce Parlement offre une tribune aux tenants de l'opposition, sans menacer la toute-puissance du Palais. Grâce à la forte présence des députés du parti de l'istigial, et de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), les apparences du pluralisme sont sauves. A l'Assemblée, comme partout ailleurs, l'influence de Hassan II demeure hégémonique. Au cas, fort improbable, où des « élus de la nation » se montreraient indociles, le fameux « tiers restant » est là pour rappeler aux étourdis les réalités du *makhzen*, pouvoir central, organisé autour du roi.

Minoritaires au Parlement, les « opposants de Sa Majesté » disposent d'une marge de manœuvre étroite. Beaucoup s'en accommodent. D'autres tentent, quand ils le peuvent, de ruer dans

les brancards. Pour dénoncer les « tripotillages » qui avaient, selon son expression, entaché les résultats des élections législatives de 1993, le dirigeant de l'USFP, Abderrahman Youssoufi, avait choisi de s'exiler provisoirement en France.

« Le Maroc est un lion qu'il faut guider avec une laisse »

Les temps ont-ils changé ? Allié au sein du Bloc démocratique, l'USFP et l'istigial, les principales formations de l'opposition semblent en tout cas résolues à ne pas rater le prochain coche électoral. Le scénario est à peu près connu. Annoncée par le roi, le 20 août 1995, une révision de la Constitution, qui vise à instaurer le bicaméralisme, devrait être soumise à référendum, peut-être à la mi-septembre. Une fois opérée ce remodelage constitutionnel, de nouvelles élections législa-

tives, attendues pour le courant de 1997, devraient ouvrir la voie à un « gouvernement d'alternance », aux couleurs de l'opposition.

L'apparente simplicité de cette partition ne berne cependant personne. D'aucuns redoutent que cette seconde Chambre, sorte de Sénat à la marocaine, ne soit utilisée par le Palais comme le sont les 111 députés désignés au suffrage indirect : un bâton dans les roues de l'opposition.

Cette crainte n'est pas nouvelle. « Deux sources de souveraineté ont toujours coexisté au Maroc : la souveraineté monarchique et la souveraineté populaire. Aux yeux du roi, bien sûr, cette dernière est - et doit rester - secondaire. C'est tout l'enjeu du débat actuel sur la Constitution », commente un expert de la vie politique locale. Dans *La Mémoire d'un roi*, Hassan II ne dit pas autre chose : « Mon père - Dieu ait son âme - me disait toujours : « Le Maroc est un lion qu'il faut guider avec une laisse. Il ne doit jamais sentir la chaîne. Donc, nous passons notre temps à composer : quand il tire trop, je lâche, et quand il se relâche, je tire un peu. »

Il n'est pas sûr que la majorité des

Marocains se passionnent pour ces joutes byzantines. « Ce qui intéresse les gens, c'est le prix du navet et les problèmes qu'ils ont avec le makhzen (représentant du pouvoir dans le quartier). La politique se fait sans eux, et ils le savent très bien », soupire un opposant. On pourrait presque en dire autant de la mouvance islamiste. « L'alternance ne nous concerne pas, puisque nous sommes exclus du champ politique », explique, sans amertume, un animateur du mouvement Justice et Bien-faisance.

De cet « autre Maroc », immense et silencieux, celui des bidonvilles et des campagnes miséreuses, où sévissent le chômage et l'analphabétisme, nul notable de la scène politique ne semble se préoccuper. Pas même le plus grand d'entre eux. Ce n'est pas un roi qui devrait être reçu au Palais-Bourbon, mais un monarque solitaire, soucieux du prestige de son trône. Voudrait-on le lui reprocher ? « Je possède un coefficient de narcissisme suffisant, assure-t-il, pour ne pas vouloir apparaître à tout prix beau et bon. »

Catherine Simon

LES CATHOLIQUES FRANÇAIS

DU BAPTÊME DE CLOVIS A JEAN-PAUL II



1500 ans après le baptême de Clovis, premier roi chrétien, le pape viendra en France célébrer cet événement fondateur.

L'HISTOIRE retrace les quinze siècles d'existence d'une grande nation chrétienne, du sacre de Reims à Vatican II. Et aux derniers démêlés de Rome avec le monde moderne : « affaire Gaillot », prises de position sur l'avortement et la sexualité...

N° 199 - MAI 1996 - 36 F - EN KIOSQUE

Frédéric Chambon

Boris Eltsine exclut le report de l'élection présidentielle suggéré par son entourage

Le chef de l'Etat russe a rencontré tous les autres principaux candidats

Quel jeu joue le Kremlin à moins d'un mois et demi de l'élection présidentielle prévue pour le 16 juin ? Démarrant les rumeurs d'un report de

l'élection, préconisé par son chef de la sécurité Alexandre Korjakov et certains milieux financiers, M. Eltsine n'en a pas moins des

MOSCOU
de notre correspondante

L'élection présidentielle se tiendra en Russie « dans les délais constitutionnels », a promis Boris Eltsine lundi 6 mai, pour calmer la tempête soulevée 24 heures plus tôt par son élimination grise, le général Alexandre Korjakov. Le puissant chef de ses services de sécurité avait en effet dénoncé, de même que tenez les ténors du monde financier proches de son clan, l'instabilité que provoquerait le scrutin quelle qu'en soit l'issue et s'était déclaré en faveur d'un report de celui-ci.

Boris Eltsine, dans une brève déclaration à l'agence Interfax, a relevé que son garde du corps favori n'était « pas seul à penser qu'une victoire de Zouganov (le chef communiste) entraînerait une guerre civile ». Mais l'élection aura néanmoins lieu parce que le président en titre, a-t-il ajouté, « garde confiance dans la sagesse des électeurs » - c'est-à-dire dans une défaite de Guennadi Zouganov. En précisant que le général Korjakov a été informé qu'il ne « doit plus se

mêler de politique » « ni faire de telles déclarations ».

Ces assurances ont suffi à calmer les « inquiétudes » de Washington. Mais en Russie - où les rumeurs de report possible du scrutin font partie du paysage pré-électoral -, elles n'ont bien sûr pas coupé court aux interrogations sur les intentions réelles du Kremlin. Les analystes n'accordent qu'une valeur très relative à tous les sondages affirmant que Boris Eltsine a fini par combler, fin avril, l'important écart qui le séparait de Guennadi Zouganov. C'est pourquoi la « sortie » d'Alexandre Korjakov a été comprise, en toute logique, comme une confirmation d'autres sondages, secrets, donnant Boris Eltsine toujours largement dépassé par le chef communiste. Les occupants du Kremlin et les élites au pouvoir, tout en préparant le scrutin, explorent donc parallèlement d'autres moyens de garder le statu quo. Outre un éventuel report de l'élection présidentielle prévue le 16 juin, « possible en cas d'instauration d'un état d'urgence ou de guerre », a pré-

conisé lundi le conseiller juridique du président, des manœuvres sont lancées dans deux directions.

La première est le « compromis historique » avec les communistes proposés dans l'appel des 13 avec le soutien en sous-main du général Korjakov. Les déclarations intempestives de ce dernier et la réponse de Boris Eltsine ne signifient pas que l'idée soit abandonnée : il peut s'agir de concessions mutuelles pré-arrangées, valables quel que soit le résultat du scrutin. Quel intérêt pour Guennadi Zouganov, qui risque d'y perdre une partie de son électorat ? Il a conscience qu'il aurait d'énormes difficultés, économiques notamment, s'il parvenait seul au pouvoir.

Mais d'autres manœuvres imaginées au Kremlin semblaient, mardi, plus prometteuses : c'est le coin enfoncé entre les membres de ce que les médias russes appellent la « troisième force », constituée du populaire général Alexandre Lebed et de l'opposant démocrate Grigori Iavlinski. Boris Eltsine vient de les rencontrer successivement, brisant

semble-t-il une alliance qui n'a pas su se déclarer à temps alors même qu'elle correspondait aux aspirations d'une majorité de Russes qui refusent de choisir entre la « peste » du pouvoir actuel et le « choléra » communiste. Le général Lebed a annoncé qu'il ne se désisterait « sans doute pas » en faveur de M. Iavlinski et ce dernier n'a pas exclu, en revanche, de se désister en faveur de Boris Eltsine. Le prix qu'il réclame est « un changement radical du cours politique » avec, entre autres, la fin de la guerre en Tchétchénie et le renvoi des principaux responsables de celle-ci. Une partie de l'entourage de M. Eltsine, dont des banquiers exclus des faveurs du « clan Korjakov » et des chefs d'administrations régionales, milient en faveur d'une entente avec les réformateurs non communistes. Mais, tout autant que la première hypothèse, elle suppose d'admettre des opposants dans le sillage, ce qui ne correspond guère aux penchants du président en titre.

Sophie Stihab

La Russie demande le rappel de neuf diplomates britanniques

Moscou les accuse d'espionnage

LA RUSSIE a demandé à Londres, mardi 7 mai, de rappeler neuf de ses diplomates en poste à Moscou, suite à l'arrestation d'un citoyen russe accusé d'espionnage au profit de la Grande-Bretagne, a rapporté l'agence Interfax, en citant des « sources bien informées au sein de l'une des administrations fédérales ». Moscou avait déjà annoncé, lundi, l'expulsion de plusieurs diplomates britanniques accusés d'espionnage sans préciser leur identité ni leur nombre. « Une série d'agents spéciaux britanniques travaillant sous couvert de l'ambassade sont déclarés persona non grata et expulsés de Russie pour leurs activités incompatibles avec le statut diplomatique », avait indiqué, lundi, le porte-parole des services russes de sécurité (FSB, ex KGB). Peu auparavant, ce même porte-parole avait annoncé l'arrestation d'un citoyen russe, employé d'un ministère, pris « en flagrant délit de communication avec le centre des services spéciaux britanniques ».

Cet « agent », dont l'identité n'a pas été révélée, aurait reconnu tra-

vailer, moyennant finances, pour la Grande-Bretagne, selon le communiqué officiel diffusé par les services russes de sécurité. D'après l'article 64 du code pénal russe, il encourt la peine de mort pour « haute trahison ». Rejetant les accusations d'espionnage à l'encontre de ses diplomates, le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, avait prévenu, lundi, que la Grande-Bretagne répondrait de manière « significative » à leur éventuelle expulsion.

Si les vagues d'expulsions de diplomates, fréquentes à l'époque soviétique, se sont nettement réduites depuis la fin de l'URSS, la reprise de ce genre de mesures de la part de Moscou est interprétée par plusieurs analystes comme une concession faite par le président russe aux forces nationalistes. En favorisant les sentiments anti-occidentaux d'une partie de l'électorat russe, Boris Eltsine tenterait de s'attirer les votes des nostalgiques de l'URSS à la veille de l'élection présidentielle du 16 juin. - (AFP, Reuters)

Le premier procès pour crime de guerre dans l'ex-Yugoslavie s'est ouvert devant le Tribunal pénal international de La Haye

LA HAYE
de notre correspondant

« L'ouverture du procès de Dusko Tadic constitue une étape cruciale pour la juridiction mise sur pied en février 1993 par l'ONU, a expliqué, lundi 6 mai, le porte-parole du TPI, Christian Chartier. Elle prouve que le TPI fonctionne, que les enquêteurs sont aptes à soumettre des dossiers aux juges, et que les accusés bénéficient d'une défense en bonne et due forme. En outre, elle permet de donner la parole aux victimes des exactions commises en ex-Yugoslavie. »

Selon les décomptes du bureau du procureur, une centaine de personnes défilèrent pendant plusieurs semaines à la barre des témoins à charge. Des experts, des historiens, des journalistes et, surtout, des victimes qui raconteront, face à celui qu'ils considèrent comme leur bourreau, ce qu'était la vie quotidienne dans les camps de prisonniers de la région de Prijedor, notamment au camp d'Omarska, où ont transité trois mille cinq cents détenus bosniaques, principalement d'origine musulmane. Ces victimes viendront évaluer le dossier monté par l'accusation contre Dusko Tadic, Serbe de Bosnie, âgé de quarante

ans, marié, père de deux petites filles, ancien cafetier et professeur de karaté.

Selon l'accusation, « l'objectif de Dusko Tadic était de torturer et d'assassiner les non-Serbes »

Dusko Tadic a été arrêté en février 1994 en Allemagne et inculpé en 1995 par le TPI pour « complicité de génocide, meurtres, viols et coups et blessures ». Selon son défenseur, Mr Vladimiroff, cet homme trapu, à la chevelure sombre, est « un homme ordinaire ». Mais l'acte d'accusation, rédigé par le bureau du procureur Richard Goldstone, dessine de cet individu, détenu dans une prison de Scheveningue, dans la banlieue de La Haye, depuis avril 1995, une image plus inquiétante. Selon le rapport de l'accusation, Dusko Tadic bénéficiait

d'un statut spécial. Alors que la guerre faisait rage en Bosnie-Herzégovine, Tadic n'était pas un militaire, mais un « visiteur » dans les camps de prisonniers musulmans.

« Dusko Tadic n'occupait pas une place ordinaire. Son objectif était de torturer et d'assassiner les non-Serbes. Il avait le pouvoir de diriger les actions des hommes qu'il accompagnait et celles des gardes du camp », affirme dans un document Michael Keegan, membre du bureau du procureur. L'inculpé « barrait et torturait quotidiennement des détenus, il est responsable personnellement du meurtre de treize prisonniers ». Parmi les faits reprochés, on note « le passage à tabac de trois Bosniaques jusqu'à l'évanouissement. Ensuite, Tadic a forcé un troisième prisonnier à boire de l'huile de moteur et à arracher avec les dents les testicules d'un détenu évanoui ».

Outre l'horreur des faits reprochés, le cas Tadic permet au TPI de prouver la validité de sa fonction. « Nous sommes un tribunal, créé pour juger. Nous y sommes enfin prêts », affirme Christian Chartier. Le TPI a créé ses propres règles de procédure et pour la première fois le procès Tadic lui permet de se

« roder », comme l'indique l'un de ses membres, alors que deux autres inculpés sont entre ses mains, mais un « visiteur » dans les camps de prisonniers musulmans.

Dès mardi, l'accusation devait présenter les grandes lignes de son dossier. En réponse, la défense devait annoncer sa stratégie : il n'est pas question de nier les faits, mais en l'occurrence il y a erreur sur la personne. Dusko Tadic n'était pas présent sur les lieux des exactions, et la défense présentera une cinquantaine de témoins à décharge. Le procès devrait durer plusieurs mois. L'accusé a annoncé, dans la soirée de lundi, son intention d'entamer une grève de la faim pour obtenir des « conditions objectives » du déroulement de son procès. S'il est reconnu coupable, Dusko Tadic sera un grand criminel en regard du droit commun, mais il n'en restera pas moins que l'un des nombreux exécutants des crimes de grande ampleur commis sous couvert d'épuration ethnique en ex-Yugoslavie.

Alain Franco

Des militants écologistes allemands se déchaînent pour empêcher le retour de déchets nucléaires traités à La Hague

BONN
de notre correspondant

Des milliers de militants antinucléaires se sont donné rendez-vous depuis quelques jours à Gorleben, le plus célèbre des sites de stockage pour déchets nucléaires allemands (Land de Basse-Saxe). Encadrés par d'importants dispositifs de police qui n'ont pas pu empêcher des débordements de violence, les protestataires sont bien décidés à empêcher l'arrivée du premier convoi de déchets nucléaires en provenance de l'usine de retraitement

française de La Hague (Le Monde du 17 février).

Le chargement attendu, qui devrait comporter 11 tonnes de déchets vitrifiés provenant de centrales allemandes, devait atteindre le site de stockage par la voie ferrée mercredi 8 mai. Mais il n'est pas sûr que le calendrier initialement prévu soit respecté, tant la tension reste vive dans la région. Des centaines d'actes de vandalisme ont été commis contre l'infrastructure ferroviaire locale depuis la mi-mars : pylônes arrachés, voies sciées ou bloquées par des « sabots » métalliques, alertes à la bombe. Au total, on a dénombré deux cents délits liés à ce transport de déchets, qui intervient un an tout juste après un premier convoi, cette fois venu de Bavière.

APPROFONDISSEMENTS

Quatre-vingt-neuf personnes ont été arrêtées et deux policiers blessés dans la journée de lundi, après un week-end très « chaud », au cours duquel plus de 200 manifestants en partie masqués avaient été mis en garde à vue en marge d'un rassemblement de 10 000 personnes. Des affrontements avec la police ont eu lieu au moment où les forces de l'ordre tentaient de libérer la voie ferrée, en vertu d'un

arrêté administratif contre lequel ont été déposées sans succès plusieurs plaintes en justice.

A Dannenberg, un bourg proche du site de stockage, un rassemblement aux flambeaux a eu lieu dans la nuit de lundi à mardi pour protester contre les « déchets assassins » et évoquer le souvenir de Tchernobyl. Cette fois, l'atmosphère était au recueillement. Il est vrai que la marche, à laquelle participaient de nombreux habitants de la région, était en partie animée par des pasteurs de l'Eglise protestante.

Les manifestants ont répondu à l'appel de plusieurs comités écologistes locaux. Réunis autour de mots d'ordre inspirés d'un esprit de résistance à l'autorité de l'Etat (« barrons la route ! »), les militants de la cause antinucléaire ont fait de Gorleben leur nouvelle citadelle. Plus que de s'en prendre aux centrales nucléaires elles-mêmes, qui fournissent aujourd'hui un tiers de l'électricité du pays, les opposants visent l'autre bout de la filière. En bloquant le stockage des déchets, on cherche à démontrer le caractère inacceptable de l'ensemble du projet nucléaire.

« Recourir à l'énergie nucléaire, c'est comme prendre un avion sans savoir où on va atterrir », disait ré-

cemment Monika Griefhahn, ministre SPD de l'environnement du Land de Basse-Saxe, qui a tenté par tous les moyens de s'opposer au choix du site de Gorleben pour le stockage de déchets nucléaires allemands. Le problème, c'est que l'Allemagne n'a pas été en mesure de se doter de capacité de retraitement qui lui soit propre. Elle devra donc récupérer, au cours des douze années qui viennent, 120 convois en provenance de La Hague et 50 en provenance de Sellafield (Angleterre). Gorleben a pour l'instant le statut de site de stockage provisoire (c'est-à-dire que les déchets resteront dans un hangar pendant quarante à cinquante ans), et il faudra encore de longues luttes pour imposer l'idée qu'un gisement de sel peut être transformé en site de stockage définitif.

Le ministre de l'environnement, Angela Merkel, a répété mardi 7 mai que « stopper le convoi maintenant serait une capitulation pour l'Etat de droit ». Soulignant que, « même en cas d'accident, le transport ne présente aucun danger pour la population », M^{me} Merkel a conclu : « Si nous voulons tenir nos engagements, il n'y a pas d'alternative ».

Lucas Delattre

POUR DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES COURS D'ANGLAIS OU D'ALLEMAND, CONTACTEZ :
21, rue Théophile Renaudin, 75015 Paris
Tél : 1 44 19 66 66
Boulevard 56 55 28 12 Lille 20 40 28 38
Lyon 78 24 60 74
Herald Office
Bishop Lane, Oxford OX2 0EY, England

OXFORD
INTENSIVE LANGUAGE SCHOOLS

L'embargo sur la gelée britannique devrait être...

ussie demande
appel de neuf
lates britanniques

L'embargo sur la gélatine bovine britannique devrait être maintenu

L'Europe juge que toutes les garanties ne sont pas encore réunies

Lors de la réunion des ministres de l'agriculture des Quinze, à Otrante (Italie) les 6 et 7 mai, l'Allemand Jochen Borchert a annoncé qu'il s'opposait à la levée de l'embar-

LE BLOCUS total devrait être maintenu. Six semaines après la mise en place d'un spectaculaire cordon sanitaire vis-à-vis du cheptel bovin britannique et des produits dérivés de ces animaux, l'Union européenne entend maintenir l'ensemble des mesures frappant la Grande-Bretagne. Et pour la seconde fois en trois semaines, contrairement à ce qui était généralement tenu pour acquis, l'Union européenne ne devrait pas assouplir l'embargo sur les produits (gélatine et suif) dérivés des carcasses bovines britanniques. Le maintien de l'embargo sur la gélatine bovine britannique a d'ores et déjà de profondes répercussions internationales dans ce secteur industriel où l'Europe détient une position dominante, assurant près de la moitié d'une production mondiale estimée à 220 000 tonnes.

Les experts du Comité vétérinaire permanent de l'Union devaient se rencontrer les 7 et 8 mai, notamment pour traiter de cette question, mais, anticipant sur leurs possibles conclusions, Jochen Borchert, ministre allemand de l'Agriculture, excluait formellement, le lundi 6 mai, toute hypothèse d'assouplissement. « Il n'y aura pas de levée de l'embargo sur la gélatine lors du Comité permanent vétérinaire », a affirmé M. Borchert, dans le cadre d'une rencontre avec la presse organisée en marge de la réunion informelle qui réunissait les ministres de l'Agriculture des Quinze à Otrante (Italie), les États membres n'y sont pas encore prêts. « Je veux une décision sur ces produits sur la base des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé », a pour sa part déclaré le commissaire européen à l'Agriculture Franz Fisi-

cher lors de la même réunion. A Genève, au siège de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), on souligne que la gélatine d'origine bovine présente dans la chaîne alimentaire peut être considérée comme sans danger « si elle est obtenue par un procédé de fabrication dont on a montré qu'il met en œuvre des conditions de production qui inactivent sensiblement une éventuelle infectiosité résiduelle qui aurait pu exister dans les tissus d'origine ». Mais on souligne dans le même temps que des études complémentaires sont nécessaires avant de pouvoir faire une « évaluation complète du risque ».

RÉTENTION D'INFORMATION

La même prudence est de mise au sein de l'Office international des épizooties, qui, après avoir réuni ses experts les 2 et 3 mai à Paris, souligne, dans un communiqué diffusé le 6 mai, que rien ne justifie de modifier les règles préventives vis-à-vis des produits d'origine bovine mais que des articles du code zootechnique international devront être « renforcés » afin « d'assurer la sécurité du commerce international des bovins et de leurs produits (animaux vivants, viande, embryons, etc.) ».

Si les techniques d'inactivation des agents transmissibles non conventionnels sont connues, celles mises en œuvre par les firmes britanniques productrices de gélatine bovine n'ont pas été communiquées dans le détail par les autorités britanniques au conseil scientifique vétérinaire de l'Union européenne. C'est cette rétention d'information qui avait conduit ce comité à conclure, dans un document confidentiel daté du 6 avril, que ces produits devaient être considérés comme

potentiellement infectieux (Le Monde du 22 avril). Les conclusions du comité scientifique vétérinaire de l'Union avaient été reprises par le Comité vétérinaire permanent et l'embargo maintenu. Si aucun élément scientifique nouveau n'a été versé au dossier on voit mal aujourd'hui sur quelles bases rationnelles cet embargo pourrait être assoupli.

« Je ne discerne rien me laissant penser que certains États membres sont prêts à envisager l'allègement de l'embargo », confiait lundi 6 mai à Bruxelles un haut responsable de l'UE à l'Agence Reuter. L'intensification des recherches britanniques sur la possible transmission *in utero* de la maladie de la « vache folle » et la confirmation que des bovins ont été nourris avec des farines animales contaminées longtemps après les interdictions officielles d'utilisation de ces aliments ont récemment compliqué les données du problème, tout comme la prochaine publication dans une revue scientifique internationale de nouvelles études prospectives pessimistes quant à la persistance de l'épidémie bovine sur le sol britannique.

La volonté maintes fois exprimée ces dernières semaines par le gouvernement britannique d'obtenir un assouplissement de l'embargo sur les gélatines d'origine bovine, première étape vers une normalisation des relations commerciales, est-elle encore vraiment d'actualité ? Les responsables de l'Union doivent-ils jamais compter avec l'émotion internationale suscitée par la maladie de la « vache folle » et sa possible transmission à l'homme par voie alimentaire. La mobilisation des mouvements de consommateurs et les modifications des comportements alimentaires font que cette crise ne pourra être traitée de manière fractionnée, produite par produit. A Paris, on estime que les décisions politiques à venir ne pourront se fonder que sur l'analyse que fera le futur comité scientifique multidisciplinaire européen dont Jacques Chirac a proposé et obtenu la création.

Jean-Yves Nau

Accord décisif au Guatemala entre la guérilla et le gouvernement

Après trente-six ans de guerre et cent mille morts, la plupart des forces politiques et tous les secteurs sociaux souhaitent parvenir à une paix définitive, si possible avant la fin de l'année

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

A l'issue d'intenses négociations menées durant plus d'un an, la guérilla et le gouvernement guatémaltèques ont signé, lundi 6 mai, à Mexico, un accord sur la terre, l'éducation et la santé. Selon le « commandant » Gaspar Ilom, l'un des principaux dirigeants de la guérilla, les deux parties ont accepté le principe d'une « modernisation agraire » qui prévoit notamment la création d'un fonds destiné à répartir des terres au profit des travailleurs agricoles et à faciliter l'accès au crédit bancaire.

Une véritable euphorie régnait lundi dans le salon du ministère mexicain des affaires étrangères, où avait lieu la cérémonie de signature de ce nouvel accord en présence des représentants des Nations unies et de Rigoberta Menchu, Prix Nobel de la paix. « Le processus de paix est désormais irréversible », a souligné le sous-

secrétaire de l'ONU pour les affaires politiques, Marrack Goulding. Les dirigeants de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), où sont regroupées les quatre organisations de guérilla, ont surtout exprimé leur satisfaction quant aux progrès enregistrés sur la question agraire, l'une des principales causes du conflit dans un pays où une petite oligarchie contrôle toujours les meilleures terres, au détriment de la majorité indigène.

Un nouveau cadastre sera dressé pour établir l'identité des véritables propriétaires et corriger les abus. Les deux parties sont également convenues d'augmenter significativement l'impôt sur les terres en friche afin d'obliger les propriétaires à les travailler ou à les revendre au fonds qui sera chargé de les redistribuer aux travailleurs agricoles.

S'exprimant au nom de l'URNG, le « commandant » Pablo Monsanto a tenu à signaler le rôle joué par le nouveau président du Gua-

temala, le conservateur Alvaro Arzu, qui a pris ses fonctions en janvier et a rencontré les dirigeants de la guérilla à deux reprises, ce que n'avaient jamais osé ses prédécesseurs. « Nous ne sommes pas encore parvenus à une solution définitive, a-t-il cependant précisé, mais cet accord ouvre la voie à de nouveaux compromis pour résoudre les différends ».

Deux autres problèmes sensibles restent à négocier : l'épuration de l'armée et les réformes constitutionnelles. Après trente-six ans de guerre et cent mille morts, la plupart des forces politiques et tous les secteurs sociaux, y compris les grands producteurs de café et de sucre, souhaitent parvenir à une paix définitive, si possible avant la fin de l'année. Depuis que le gouvernement et la guérilla ont décrété, le 20 mars, la « suspension temporaire des opérations militaires offensives », aucun incident n'a été signalé.

Bertrand de la Grange

Francophonie : le français à l'épreuve d'Internet

LE HAUT CONSEIL de la francophonie, organisme français présidé de droit par le chef de l'Etat, mais majoritairement composé de personnalités étrangères, a tenu sa XII^e session, à Paris, du 30 avril au 3 mai, sur le thème « Francophonie et nouvelles technologies ».

M. Chirac n'a finalement pas dissous cette structure léguaire par son prédécesseur, et il serait même déterminé à la « renouveler ». L'intérêt planétaire suscité par Internet a axé les débats - très techniques - sur l'accroissement de la participation francophone aux informations. Si M. Chirac a déclaré que « 90 % des informations transitent par Internet sont en anglais », Joël de Rosnay, invité comme expert, a indiqué que ce pourcentage serait déjà tombé à 60 % en raison notamment de l'irruption des Latino-Américains sur la toile (Web). Des travaux orchestrés par le secrétaire général (socialiste) du Haut Conseil, Stéfano Farandjis, ont ressorti que les utilisateurs du français, devant la place prise par Internet dans la commu-

nication, souhaitent une convention internationale sur les droits d'auteur et une commission d'éthique. Cependant les quarante-neuf ministres francophones responsables des informations ne se réuniront qu'en 1997. Le Forum francophone des affaires se tiendra, lui, à Aoste, en octobre.

En liaison avec le Haut Conseil, le téléaste Dominique Gallet, auteur de l'essai *Pour une ambition francophone*, a dévoilé le premier « disque optique compact » (CD Rom) sur la francophonie, réalisé avec l'université Paris-VII. Plus classiquement, a été présenté le livre d'un jeune journaliste, Gilles Kraemer, *Trois siècles de presse francophone dans le monde* (L'Harmattan). Au chapitre des nouvelles circulant dans les coulisses, on a appris que le Brésil, après la Suède et l'Italie, n'endiguait plus de ses diplomates la connaissance du français et que le Liechtenstein, divorçant du système allemand, a remplacé le français par l'anglais dans le primaire. Des participants n'ont pas man-

qué de faire des gorges chaudes sur le scandale suscité en avril à Genève par le refus « bruyant » du Sénégalais Maxime Sène de quitter ses fonctions de délégué de l'Agence de la francophonie (à laquelle Berne va adhérer). Au rayon des moins mauvaises nouvelles, l'information qui a filtré du Quai d'Orsay selon laquelle la ponction sur les crédits 1996 de l'action culturelle et linguistique française à l'étranger sera, à la demande de l'Élysée, ramenée de 372 millions de francs à 120 millions de francs. Un arbitrage portant sur des sommes comparables est en cours au ministère de la coopération. En revanche, le ministère de la culture a supprimé sa subvention à l'université Senghor d'Alexandrie. M. Chirac a répété ce qu'il avait déjà dit au sommet de Cotonou, en décembre 1995, sans être écouté : « J'ai demandé au gouvernement de ne pas amputer les crédits consacrés à la coopération francophone ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Les Tories dénoncent l'Europe, les travaillistes accusent le gouvernement

LONDRES

de notre correspondant
Ebranlés par leur défaite aux élections locales du 2 mai, les conservateurs britanniques cherchent à se rassurer, et leur allégerie, n'estant à profit le refus des députés de l'opposition d'assouplir l'embargo contre les produits bovins, ressort l'épouvantail européen. Ainsi Teresa Gorman, la passionaria eurosceptique, compte demander un référendum sur la participation britannique à l'Union européenne, qui a « humilié » la Grande-Bretagne par son embargo. Alors que le ministre de l'Agriculture, Douglas Hogg, est engagé dans une bataille longue et difficile, la direction du parti Tory a appelé ses élus au calme, leur demandant de ne pas torpiller les négociations. Mais plusieurs secteurs du parti menacent de durcir leur position dans les affaires européennes, et l'attitude britannique dans les discussions intergouvernementales sur la réforme de l'Union (CIG) risque de s'en ressentir.

D'autre part, les informations qui filtrent chaque jour ne rassurent pas les consommateurs. L'abattage des bovins âgés de plus de trente mois a commencé avec retard et s'effectue très lentement : une centaine de bêtes seulement ont été tuées vendredi 3 mai en Ecosse. L'Association des vétérinaires a annoncé qu'elle boycotterait la procédure de contrôle d'urgence mise en place par le gouvernement : les vétérinaires refusent en effet de contresigner les documents qui leur sont soumis par les éleveurs, sans qu'ils aient examiné les bêtes.

Plus grave, des inspections effectuées par le ministère de l'Agriculture ont révélé que, sur 834 échantillons d'aliments pour bétail prélevés dans des usines, huit étaient contaminés par des résidus de mouton ou de porc, interdits pour les bovins respectivement de-

puis 1988 et 1994 mais tolérés jusqu'à récemment pour les porcs et la volaille. Le président du Syndicat national des agriculteurs a reconnu que « les animaux nés après l'interdiction de 1988 ont sans doute été exposés à des aliments contaminés ». Le responsable de l'Agriculture du Labour, Gavin Strang, a déclaré que les deux tiers des bêtes atteintes de la maladie (ESB) au premier trimestre étaient nées après l'interdiction. Des propos qualifiés d'irresponsables par le ministère de l'Agriculture, qui répute que toutes les précautions ont été prises et que le bœuf britannique est sain.

MORCEAUX INTERDITS

Les services de santé de Birmingham, cités par le *Daily Telegraph*, ont découvert à sept reprises dans des boucheries de la ville de la viande hachée contenant des morceaux interdits et qui auraient dû être enlevés par les abattoirs, comme des thyroïdes ou de la moelle épinière. Ces carcasses avaient été déclarées propres à la consommation par les Services d'hygiène gouvernementaux. Enfin, l'*Independent on Sunday* a affirmé que l'autorisation pourrait prochainement être donnée d'ajouter aux aliments du bétail de la poussière d'oxyde de calcium provenant des fours à ciment afin de leur fournir un complément de calcium. Or, selon l'Agence de l'environnement, qui conteste cette mesure, on peut trouver dans ces poussières des traces de métaux volatils ou de diorine.

Beaucoup reste à accomplir pour que le ménage soit fait dans une industrie qui fournissait des dizaines de milliers d'emplois et qui était un des succès de l'exportation britannique. Une levée de l'embargo n'y changerait rien et il faudra plus pour rétablir la confiance.

Patrice de Beer

LAMY : LE DROIT

À
TOUS
LES MÉDIAS



Les Editions juridiques Lamy ont été les premières à vous offrir des outils électroniques dans le domaine du Droit.

Aujourd'hui, les Editions Lamy vous proposent leurs ouvrages de référence sur CD-Rom.

Lamy

Les Lamy CD-Rom, une nouvelle relation entre la forme et le fond pour plus d'efficacité.

Informations au (01) 44 72 12 12 ou 3617 Lamy SA (3,48 Fmn).

Agence Le Nouvel

SÉCURITÉ SOCIALE Force ouvrière, qui a réuni sa commission exécutive lundi 6 mai, s'est longuement interrogée sur son maintien à la présidence de la Caisse nationale

d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Certains partenaires sociaux jugent que la centrale de Marc Blondel, hostile à la réforme de la Sécurité sociale, n'est pas la

mieux placée pour appliquer le plan Juppé. LE CNPF, qui ne souhaite pas marginaliser FO, exige avant tout le redressement des comptes de l'assurance-maladie, quel que soit le

président de la CNAMTS. LA CONFÉRENCE DE LA FAMILLE, qui s'est réunie lundi autour du premier ministre, a confié à cinq groupes de travail le soin de préparer une ré-

forme de la politique familiale. Alain Juppé a précisé qu'il n'imposera pas une fiscalisation des allocations familiales si les partenaires sociaux la refusent.

FO et le patronat négocient sur la présidence de l'assurance-maladie

La centrale syndicale de Marc Blondel, qui préside la caisse nationale depuis 1967, s'est donné encore un mois pour décider d'accepter ou non les exigences du CNPF, lequel est prêt à reconduire le compromis actuel si l'assainissement des comptes est assuré

QUE FAIRE ? Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, s'est uniquement exprimé sous forme de questions, lundi 6 mai, lors de la réunion de la commission exécutive de son organisation, qui a duré toute la journée. Les débats ont été vifs entre la quarantaine de « caciques » de FO réunis. Deux camps se sont dessinés.

Le premier, dans lequel se range Claude Genet, l'influent secrétaire à l'organisation, fait campagne pour que FO ne présente pas de candidat à la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) lors de son renouvellement ; le second, dans lequel se situe Jean-Claude Mallet, actuel président (FO) de la CNAMTS, est partisan de la présentation d'un candidat. Entre les deux, M. Blondel n'a pas choisi.

Déjà, en avril, la démission de M. Mallet de la présidence de la Caisse nationale avait été agitée au cours de la première réunion de la commission exécutive de FO depuis le congrès de février. Envisagée par certains, cette démission devait, dans leur esprit, entraver la mise en œuvre du plan Juppé. Six mois après l'annonce de la réforme de la Sécurité sociale, la

centrale de M. Blondel est toujours à la recherche d'une stratégie pour contrer les ordonnances. L'onde de choc de la réforme de la Sécurité sociale, sur les rails depuis l'entrée en vigueur, en avril, des trois dernières ordonnances, est très dommageable pour FO. La centrale de M. Blondel doit choisir entre la quadrature du cercle et le grand écart. Hostile aux grandes lignes du plan Juppé, elle préside à la destinée de la Caisse nationale d'assurance-maladie depuis 1967. Or M. Mallet, son président depuis 1992, a été par deux fois, récemment, mis en minorité par son conseil d'administration, où il existe une majorité de gestion (CNPF, CFTC, CFE-CGC, Mutualité française) en faveur de l'application de la réforme.

15 JUILLET

Le temps presse. Le gouvernement a avancé au 15 juillet la date des élections aux conseils des trois caisses nationales de la Sécurité sociale (maladie, famille et vieillesse). D'ici là, il faut que FO soit au clair sur le cap à tenir. Un jeu de chaises musicales pourrait intervenir entre le patronat, les syndicats et la Mutualité française.

Nicole Notat, secrétaire générale de la CFTC, a fait savoir que

sa centrale, qui préside déjà la caisse-vieillesse, n'est pas candidate à la présidence de la CNAMTS. Reçu lundi à l'Élysée par Jacques Chirac, Marc Villedieu, président de la CFE-CGC, s'est, en revanche, déclaré prêt « à s'investir dans toutes les responsabilités du fonctionnement de la Sécurité sociale » et à « terminer la réforme de l'assurance-maladie ».

Pour l'instant, le CNPF n'a pas de candidat préféré pour la présidence de la CNAMTS. Son orientation est limpide : il entend garder le cap du redressement des comptes de la Sécurité sociale coûte que coûte et ne votera que pour le candidat d'une organisation syndicale qui s'engagera à respecter et à appliquer les mesures destinées à juguler l'hémorragie financière actuelle. Cela posé, le CNPF, qui joue l'équilibre entre les grandes centrales syndicales « réformatrices », alternerait avec une présidence FO. Divulguée en février, une note interne rédigée par Pierre Guilleu, président d'honneur de l'UDMM, préconisait de « favoriser la constitution d'un pôle réformiste, au-delà des clivages d'appareils, en ne décourageant pas les hommes et les femmes de bonne volonté ».

Jean Gandois compte s'appuyer



sur les deux centrales considérées à la fois comme puissantes et réformatrices, la CFTC et FO. Si FO devait lâcher prise à la CNAMTS, cela ruinerait les efforts de séduction entrepris depuis plusieurs mois et l'équilibre espéré au moment où les rapports sont de plus en plus tendus entre le CNPF et la CFTC sur la réduction du temps de travail.

M. Notat a sévèrement critiqué, lundi, l'accord intervenu le 3 mai entre le patronat de la métallurgie et deux syndicats, FO et la CGC (lire page 17).

LES CONDITIONS DE M. GANDOIS Ces considérations tactiques n'empêcheront pas les représentants patronaux d'être unis et fermes sur les principes du redressement de la Sécurité sociale. Certains syndicalistes, qui espèrent que M. Gandois montre davantage de souplesse que son représentant à la CNAM, Georges Jolles, risquent d'être déçus. Certes,

le président du CNPF avait convaincu ses pairs de la nécessité pour l'organisation patronale de reprendre son siège à la CNAMTS, au printemps 1995, mais il lui avait fallu promettre que l'expérience ne durerait pas plus de trois ans et qu'elle ne serait poursuivie qu'en échange de résultats tangibles.

A FO, on a jugé, lundi, qu'il est

urgent d'attendre. La décision de présenter ou non un candidat à la présidence de la CNAMTS a été reportée soit à la prochaine réunion de la commission exécutive, en juin, soit à celle du comité confédéral national, convoqué à titre extraordinaire.

En attendant le plus possible, FO veut détacher qui sont ses amis ou ses ennemis parmi les partenaires sociaux, sachant que la centrale est en butte à l'hostilité ouverte de Matignon.

Si les trotskistes du Parti des travailleurs, qui ne comptent pas loin de dix représentants sur les trente-cinq membres de la commission exécutive, sont favorables à une abstention, les partisans de maintien de FO à la présidence de la CNAMTS, dans une tradition plus « bergeronienne », ont pu compter sur le soutien des secrétaires des fédérations de la métallurgie et des finances, ainsi que sur celui d'Alain Brousseau, secrétaire de la fédération des services publics et de santé, la première au sein de FO, et de Gérard Dossetto, patron des communaux de Marseille, le premier syndicat de FO en nombre d'adhérents.

Alain Beuve-Méry et Alain Faujas

La nouvelle composition des conseils d'administration



La nouvelle répartition des sièges accroît la représentation du patronat, mais aussi de la mutualité française à la CNAMTS et des associations familiales à la CNAF. Source : Ordonnance du 24 avril 1996 sur l'organisation de la Sécurité sociale.

Cinq groupes de travail

● Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a annoncé, lundi 6 mai, la création de cinq groupes de travail, qui seront composés d'experts et de représentants des associations et des partenaires sociaux. Ils devront faire le bilan de la politique familiale et soumettre des propositions de réforme au gouvernement en vue de la tenue, fin 1996 ou début 1997, d'une nouvelle conférence. La coordination de ces groupes sera assurée par Hélène Gisserot, procureur général près la Cour des comptes, qui avait été chargée de la préparation de la conférence de la famille.

● Le premier groupe analysera, selon M. Barrot, « les familles aujourd'hui, avec des figures nouvelles », comme les familles monoparentales ou recomposées. ● Le deuxième groupe se penchera sur « la compensation des charges familiales » (prestations et fiscalité). Il étudiera une éventuelle imposition des allocations familiales et leur simplification (vingt et une prestations actuellement).

● Le troisième groupe analysera « l'environnement de la famille, avec les services dont elle a besoin » (scolaires et périscolaires), notamment le dispositif de garde des enfants.

● Le quatrième groupe se penchera sur la « gestion du temps » et la « conciliation du temps de travail, du temps familial et du temps scolaire ».

● Le cinquième groupe étudiera « le lien entre les générations » et « les problèmes du début et de la fin de la vie, notamment les personnes âgées dépendantes », ainsi que le problème des grands enfants encore à la charge de leurs parents.

Alain Juppé ne veut pas « imposer » la fiscalisation des allocations familiales

C'EST SANS GRANDE ILLUSION que les partenaires sociaux et les associations familiales se sont rendus, lundi 6 mai, à la conférence sur la famille organisée par Alain Juppé en présence de onze de ses ministres.

C'est avec un sentiment mitigé qu'ils en sont ressortis, cinq heures plus tard, après avoir entendu, puis discuté, le message sans ambiguïté du premier ministre : si la politique familiale ne répond plus aux exigences d'une société en pleine mutation, sa réforme devra se faire à coût constant pour la collectivité, qu'il s'agisse de l'Etat ou de la Sécurité sociale.

Ainsi, interrogé sur la prestation d'autonomie en faveur des personnes âgées dépendantes – promise pour le 1^{er} janvier 1996, puis reportée d'un an –, M. Juppé a répondu qu'il faut « tenir compte de la baisse des recettes avant de fixer un calendrier ».

Le chef du gouvernement doit se livrer à un difficile exercice d'équilibre, qu'il a résumé dès l'ouverture de la conférence : « Notre politique familiale doit se moderniser, a-t-il dit, mais elle ne pourra le faire qu'en intégrant les contraintes de son environnement, notamment les contraintes financières [...], et doit en priorité s'attacher à dépenser mieux ».

JUSTICE REDISTRIBUTIVE

C'est dans cet esprit – il ne s'en est pas caché – qu'il projette de soumettre les allocations familiales à l'impôt sur le revenu. Les 7 milliards de francs de plus-values fiscales ainsi dégagés seraient, selon lui, affectés à la branche famille, en particulier au profit des familles modestes ou nombreuses.

Sur ce point, M. Juppé a reconnu s'être heurté à « beaucoup d'objections » de la part des asso-

ciations et des syndicats. « Il ne s'agissait pas pour moi d'imposer, mais de proposer », a-t-il précisé, ajoutant que l'un des cinq groupes de travail mis en place pour proposer des réformes va ouvrir ce dossier sensible.

Cette commission, qui se penchera, plus généralement, sur les questions de la compensation des charges familiales, sera présidée par Michel Lagrave, ancien directeur de la Sécurité sociale au ministère des affaires sociales. Plusieurs participants à la conférence, notamment le président de la CFTC, Alain Deleu, en ont conclu que le premier ministre avait renoncé de fait à son projet.

La question de la justice redistributive au sein de la politique familiale n'en est pas moins posée, es-

time-t-on à Matignon, où l'on s'interroge, par exemple, sur l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED).

Son montant a presque doublé en 1995 (11 838 francs par trimestre) et, couplée à une réduction d'impôt pour l'emploi d'une personne à la maison (jusqu'à 45 000 francs par an), elle permet à des ménages qui ont parfois de substantiels revenus de mettre à la charge de la collectivité plus de la moitié du coût d'une employée de maison.

SIMPLIFIER LES AIDES

Au même moment, on constate que d'autres besoins ne sont pas couverts et que des phénomènes inquiétants s'amplifient, comme les placements familiaux par les

juges des enfants ou la baisse de fréquentation des cantines scolaires.

La conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale a été au centre de la conférence, un groupe de travail devant traiter le sujet. Ministre des affaires sociales, Jacques Barrot croit beaucoup au développement des emplois à temps partiel vraiment choisis, alors que les entreprises ne les conçoivent encore, trop souvent, que comme un outil de flexibilité supplémentaire.

Les partenaires sociaux ont aussi abordé le dossier de la simplification du système d'aides qui, selon M. Juppé, « ont progressivement perdu en cohérence ce qu'elles ont gagné en extension ». Or, elles ont atteint « un niveau de complexité

excessif » qui, d'après lui, a deux effets pervers : une dilution des efforts en faveur des familles et une perte de lisibilité des objectifs.

Il existe vingt et une prestations et quinze mille règles de droit pour les attribuer. Sans ramener le dispositif à deux grandes prestations, comme le suggère l'Union nationale des associations familiales (UNAF), un groupe de travail devra proposer une réduction de leur nombre.

L'ANNÉE DES LÉGISLATIVES

La CFTC, qui préside la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), s'est également félicitée que, « pour la première fois, la prise en compte de la question démographique » soit au centre des discussions. Regrettant que le gouvernement n'ait dégagé aucun moyen financier supplémentaire, M. Deleu a déclaré son intention de faire pression sur lui pour les obtenir. De son côté, la CFTC a approuvé « un processus permettant la mise à plat du système », qui doit « déboucher sur le développement d'une politique familiale globale ». Elle a cependant réitéré sa demande « d'accorder des prestations aux familles démunies dès le premier enfant ».

Le président de la fédération Familiales de France, Jacques Bichot, s'est, en revanche, déclaré « très sceptique » sur la volonté de M. Juppé de « donner une priorité à la politique familiale », le gouvernement ne voulant pas y « mettre un sou de plus ». Il estime que le premier ministre se réserve quelques mesures pour 1998, l'année des élections législatives. Comme M. Deleu, il estime que le risque « d'une fiscalisation ou d'une mise sous condition de ressources des allocations s'éloigne ».

La « pauvreté spécifique » des familles monoparentales

NICOLE CATALA, députée RPR de Paris, vient d'adresser à Alain Juppé un « rapport d'étape » sur les familles monoparentales, afin d'« attirer l'attention du premier ministre sur la nécessité de prendre en compte globalement ce phénomène ». Elaboré par un groupe de députés RPR constitué en mars, le document se refuse à tout « jugement de valeur » sur ce phénomène. Il note que le nombre de ces familles a progressé de 2,3 % en moyenne par an, entre 1968 et 1990, pour représenter 1 175 500 familles (et 1,9 million d'enfants de moins de vingt-cinq ans). Aujourd'hui, une famille sur huit, en France, est monoparentale, et dans 85 % des cas c'est une femme qui en est le chef. Ces chiffres situent la France dans la moyenne de l'Union européenne, ce phénomène étant plus développé dans les pays scandinaves ou en Irlande (15 % des fa-

milles) que dans les pays latins. Le rapport relève qu'« il existe une pauvreté spécifique des familles monoparentales ». Si le taux d'activité des mères est très élevé (85 %), celles-ci sont moins diplômées que celles vivant en couple (45 % sans diplôme). Un quart d'entre elles gagnent moins de 5 500 francs par mois en 1992. Ces familles sont surreprésentées parmi les allocataires du RMI (55 % des familles avec enfants en 1993) et 22 % d'entre elles vivent en dessous du seuil de pauvreté (5 % des familles biparentales).

Contrairement à une idée reçue, elles vivent moins que d'autres « aux crochets de la société » : « Les transferts sociaux ne représentent que 15 % de leurs revenus contre 20 % pour les foyers où un seul des deux parents travaille ». De nombreux signes traduisent cette précarité : le statut de locataire est deux

fois plus élevé que chez les couples ; le poste « alimentation » garde la première place dans leur budget ; et si les enfants sont scolarisés plus tôt, ils redoublent plus fréquemment et sortent plus souvent du système scolaire sans diplôme.

Le rapport fait des propositions, « dont certaines méritent d'être approfondies ou précisées ». Il s'oppose à la réduction du montant ou de la durée de l'allocation de parent isolé (4 200 francs par mois avec un enfant). Il propose une amélioration des pensions de réversion pour les veuves (54 % de la retraite du conjoint) et suggère la création d'un « réseau de guichets-unicus » pour faciliter leur information, notamment dans les trente-cinq zones franches retenues par le pacte de relance pour la ville.

J.-M. B.

Jean-Michel Bezat

L'Assemblée nationale et le Sénat divergent sur l'avenir du service national

Les sénateurs envisagent un simple recensement du contingent en huit jours

Les réflexions menées au Parlement sur l'avenir du service national devraient aboutir à des conclusions divergentes. Alors qu'au Sénat la

commission envisage un service réduit à huit jours de recensement et de tests, la mission spéciale de l'Assemblée nationale s'oriente vers le

maintien d'un véritable service, militaire ou civil, d'une durée d'un ou deux mois pour le premier, deux ou quatre mois pour le second.

RENDUS PUBLICS à une dizaine de jours d'intervalle, entre le milieu et la fin de mai, les rapports de l'Assemblée nationale et du Sénat sur le service national devraient aboutir, au vu de leur état actuel, à des avis sensiblement divergents sur l'avenir de la conscription. C'est le 14 mai que les sénateurs ont prévu de diffuser le rapport de Serge Vinçon (RPR), et c'est le 24 mai qu'Olivier Darrason (UDF) a prévu de mettre la dernière main à sa synthèse des auditions de la mission présidée par Philippe Séguin à l'Assemblée nationale.

Les deux Assemblées avaient décidé de rédiger un rapport séparé sur le devenir du service national, après la décision du chef de l'Etat de professionnaliser progressivement les armées françaises d'ici à 2002. Ainsi, le service national obligatoire devrait cesser d'exister, dans sa double configuration, militaire et civile, en 2002.

Alors, où la commission des affaires étrangères et de la défense a pris la réflexion sous sa responsabilité, il semble que ses membres aient évolué vers la conception

d'un service qu'on pourrait qualifier de minimum et qui durerait une semaine. Y seraient astreints les jeunes Français, qui continueraient ainsi à passer des tests de sélection, à se voir établir un bilan de santé et à recevoir une « sensibilisation » à la défense. Cette formule permettrait à la direction centrale du service national (DCSN) d'administrer l'équivalent d'un contingent s'il devait être utile à des tâches ultérieures. A côté pourrait être proposée la mise sur pied d'un service civil de courte durée, qui ferait appel à des volontaires motivés par des incitations financières restant à déterminer.

L'Assemblée a choisi une autre méthode. C'est une mission spéciale, placée directement sous la présidence de M. Séguin et indépendante de la commission de la défense, qui a travaillé et entendu des chefs militaires, des responsables de l'administration et d'asso-

ciations, des élus et des experts à raison de deux journées par semaine. Une majorité de députés - la mission en compte une substantielle - semble favorable au maintien d'un service national obligatoire, qui comprendrait un service proprement militaire, d'un ou deux mois, et un service civil dont la durée pourrait être du double. La première formule de ce service national mobiliserait, en première analyse, jusqu'à un tiers d'une classe d'âge, et la seconde rallierait les deux tiers restants.

En 1996, le service militaire, dans son organisation actuelle, réunit quelque 240 000 conscrits, et le service civil, si l'on inclut les recrues dans la police nationale, environ 40 000. Selon des évaluations de la mission Séguin sur la base de chiffres fournis par le ministère de la défense, le coût du service militaire est estimé à 2,7 milliards de francs par an, et celui des services civils à environ 7,2 milliards de francs.

Jacques Isnard

Un réformé sur trois pour raisons psychiatriques

Depuis 1991, on relève une augmentation du nombre des jeunes appelés réformés pour raisons psychiatriques. Cette précision a été donnée, lundi 6 mai, par les psychotechniciens et les médecins du centre de sélection de Blois, dans le Loir-et-Cher, auquel le rapporteur de l'Assemblée nationale, Olivier Darrason (UDF), rendait visite pour sa mission.

Sur les 20 % de réformés, 7 % le sont, aujourd'hui, pour des motifs qui se rapportent à des états anxieux, des troubles de la personnalité, une toxicomanie, des dépressions ou des états phobiques. Ces conduites sociales rendent toute incorporation quasi impossible, dans l'intérêt même de la recrue et des armées. Parmi les cas psychiatriques ainsi décelés à la sélection, 10 % environ relèvent d'une inadaptation du conscrit aux contraintes de la vie en collectivité.

Des généraux saint-cyriens se liguent pour défendre la conscription

SANS RÉCUSER LE CHOIX de Jacques Chirac en faveur d'unités professionnelles, l'establishment militaire prend la défense du service national. A tout le moins, des généraux regroupés dans la Saint-Cyrienne, l'association des élèves et anciens élèves de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr-Coblenz, qui édite *Le Cosmopolite*. Dans le numéro d'avril de cette revue, ils le font sur un ton assez critique, parfois virulent envers toute perspective d'un abandon du service national. Ces auteurs se livrent à un jeu subtil pour signifier leurs contestations : les uns usent de leur grade de général en deuxième section (réserve) ; d'autres, qui le sont aussi, font simplement mention de leur nom de citoyen, en n'oubliant pas de rappeler la promotion de Saint-Cyr à laquelle ils ont appartenu.

« En professionnalisant davantage certains volets de notre défense pour la rendre plus efficace », écrit le général d'armée Bertrand de Dinchin, qui préside la Saint-Cyrienne, ce qui est bien évidemment nécessaire et d'ailleurs souhaité depuis déjà longtemps, il ne faut pas, pour autant, démobiler le citoyen qui doit encore prendre sa part au bien commun et à sa

défense. [...] Comment mieux le faire qu'en maintenant certaines obligations de défense... même y compris militaire, car c'est cela, servir son pays ? Souhaitons donc que les bons choix soient faits dans ce domaine, sans céder à la facilité ou à l'utopie. »

UN APPEL AUX FIGURES DE LÉGENDE

Plus déterminé apparaît Maurice Henry, un général de corps d'armée qui ne le fait pas valoir, quand il s'interroge sur des choix « aventureux » ou « hasardeux ». « On ne fait pas de révolution sans casse », écrit-il. Je crains terriblement que l'armée de terre fasse les frais de cette qu'en nous prépare, sans que personne n'en mesure les conséquences. Le citoyen Henry conclut : « Quand notre pays se trouve confronté à l'épreuve imprévisible qui se présentera sûrement, pour une fois, il ne pourra pas accuser ses généraux d'avoir préparé la dernière guerre puisque, leur avis étant connu, ils n'ont pas été consultés. »

Estimant, à son tour, que la situation générale, dans le monde, « ne préjuge en rien la possibilité d'espérer engranger des dividendes de la paix », Paul Arnaud de Foillard, qui ne se

prévoit pas de son rang de général de corps d'armée, est formel : les armées ont besoin d'hommes. Il ajoute : « Transférer la responsabilité à des machines relèverait de la dernière inconscience. Méconnaître l'importance des besoins en effectifs de la défense équivaut à tirer une traitre inconsidérée sur l'avenir. »

Le colonel Claude Reboul, qui a servi dans les troupes de marine, n'hésite pas à en appeler aux « figures » légendaires de l'armée de terre. Dénouant l'échec de la réforme précédente, du temps de Pierre Joxe, sous le titre « Requiem pour Armées 2000 », et proposant sa propre réorganisation de « brigades » dites régionales pour la défense du territoire, l'auteur conclut : « Pour aboutir, il faut : 1) une volonté politique, qui ne dépend pas du militaire ; 2) un état-major des armées (et de l'armée de terre) pugnace et convaincant ; on demande un de Lottre ou un Lagarde ! » Ces deux noms illustrent, mais contestés, de l'armée de terre symbolisent, à des titres divers, pour nombre d'officiers, la figure du réformateur à poigne de l'institution militaire.

J. I.

Bataille de lobbies autour de la réforme des télécommunications

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, qui engage mardi 7 mai l'examen du projet de loi sur la réforme des télécommunications, ne devrait qu'entamer le sujet. En raison de la visite d'Hassan II, les députés ne se pencheront qu'en fin d'après-midi sur le texte présenté par Franck Borotra et François Fillon, ministres en charge du dossier.

La deuxième semaine de mai, de toute façon, inaugurera un ordre du jour parlementaire très « télécoms », puisque, avant l'été, la présentation nationale devrait se prononcer aussi sur le changement de statut de France Télécom. Cet agenda provoque les protestations véhémentes de Paul Quilès

comptent fermement ne pas séparer les deux sujets dans leurs interventions. Ils voteront contre la nouvelle loi de réglementation pour manifester leur hostilité au changement de statut de France Télécom.

Ce projet de loi, plusieurs fois révisé, le gouvernement l'a voulu millimétré. « C'est un texte équilibré », estime Claude Gaillard (UDF), rapporteur de la commission de la production et des échanges, un texte « qui fournit les bases d'une ouverture à la concurrence du service de téléphone sans fragiliser à mauvais escient France Télécom ». Le projet, extrêmement technique, définit les règles du jeu

rentabilité de multiples investisseurs financiers.

Les parlementaires ont donc été soumis à fortes pressions. Les futurs concurrents hexagonaux de France Télécom s'en sont donné à cœur joie. La Lyonnaise, la Générale des eaux et Bouygues ont plaidé auprès des parlementaires pour un allègement de leur contribution au financement du service universel. Quant à l'ambassade des Etats-Unis à Paris, elle n'a pas lésiné en conviant à dîner une bonne dizaine de parlementaires pour leur sensibiliser aux thèses d'ATT, son champion.

Tout cela ne pouvait déboucher que sur une pluie d'amendements. La seule commission de la production et des échanges en a déjà examiné cent quarante sur les seize articles que compte le texte. C'est ainsi que son rapporteur souhaite y faire figurer les obligations de l'Etat en matière d'enseignement supérieur et de recherche jusqu'à présent déléguées à France Télécom. Un autre amendement de M. Gaillard vise à plafonner le coût mensuel global du réajustement des tarifs de France Télécom pour les petits abonnés.

Si ce texte est un véritable nid à lobbying, où chaque glissement de curseur revêt une importance stratégique, la bataille promet toutefois d'être moins pointilliste sur les compétences de la nouvelle autorité indépendante qui devra veiller au respect de cette réglementation. L'opposition mais aussi la vieille aile gaulliste du RPR sont hostiles à cette innovation. Elles estiment qu'en dépossédant le gouvernement de la surveillance du secteur des télécoms on le prive d'une arme utile pour préserver les intérêts industriels nationaux. A l'opposé, la frange libérale de

l'UDF veut renforcer les pouvoirs de cette instance en lui confiant l'attribution des licences d'opérateur.

La commission de la production a adopté un amendement portant à cinq le nombre de membres de l'autorité de régulation. Aux trois personnalités désignées par le gouvernement s'ajouteraient deux autres choisies par le Parlement. Bertrand Cousin (RPR) souhaite, de son côté, déposséder le Conseil supérieur de l'audiovisuel de la gestion des fréquences pour les confier à la nouvelle instance de régulation.

Caroline Monnot

Deux lignes syndicales chez France Télécom

La publication, lundi 6 mai, de l'avant-projet de loi sur le changement de statut de France Télécom (*Le Monde* du 7 mai) a accentué les divergences de vues syndicales. Opposés à cette évolution, CGT et SUD veulent appeler les salariés à la grève, le 14 mai pour la CGT, à compter du 29 mai pour SUD. Estimant que, face à la volonté du gouvernement d'avancer, « il faut sauver l'essentiel », FO va engager les négociations pour un accord sur l'emploi (conditions de recrutement des fonctionnaires jusqu'en 2002, départs anticipés en retraite, etc.), mais n'exclut pas de « faire pression » à travers « un temps fort ».

La CFDT, dont 60 % des adhérents souhaitent s'opposer au changement de statut et négocier sur l'emploi, mais sont divisés sur la durée d'une grève, arrêtera sa ligne de conduite le 10 mai. Le syndicat estime que « s'il doit y avoir grève - et il y aura grève - il faudra s'entendre sur le pourquoi et que tous les syndicats y soient associés ».

(PS), ancien ministre chargé du secteur de 1988 à 1991 et père de la précédente réforme. « On va nous faire croire que le changement de statut est inéluctable du fait du débat technique, en s'appuyant sur le vote de la nouvelle réglementation », estime-t-il.

Plus généralement, les députés de l'opposition - PS, PCF et Mouvement des citoyens réunis -

qui encadreront, à compter du 1^{er} janvier 1998, la libéralisation complète du téléphone. Il détermine les conditions de financement du service public. Il dessine donc le futur cadre d'activité de groupes aussi puissants que France Télécom, la Générale et la Lyonnaise des eaux, Bouygues, ATT, BT (ex-British Telecom). Il conditionne, enfin, les calculs de

Alain Madelin juge sévèrement la première année du septennat

DANS UNE TRIBUNE publiée par *Le Figaro* mardi 7 mai, Alain Madelin fait un bilan sévère de la première année du septennat de Jacques Chirac en matière de politique économique et sociale.

« Après deux septennats socialistes, il y avait l'espoir d'un nouveau départ (...). Ce sursaut n'a pas eu lieu, et cet espoir reste à ce jour déçu », écrit l'ancien ministre de l'économie. Confrontant les promesses du candidat Chirac aux principales décisions prises durant cette année, il n'épargne pas ses critiques : « Les rares marges de manœuvre disponibles auraient dû être investies dès 1996 dans la réforme fiscale. » « Les dépenses nouvelles auraient dû être financées par le redéploiement des dépenses existantes », estime M. Madelin. « Quant à la création de richesses et d'emplois par la stimulation des forces vives, (...) force est de constater que l'on a, à ce jour, davantage poursuivi les politiques d'hier qu'engagé des politiques nouvelles. » « On a raison de dire que l'on n'a pas tout essayé contre le chômage. Il reste à mettre en œuvre les propositions de Jacques Chirac », ajoute M. Madelin.

BILAN

■ **SONDAGE** : l'action de Jacques Chirac depuis un an est jugée de façon négative par la majorité des Français, selon un sondage réalisé par la Sofres, du 23 au 26 avril, auprès d'un échantillon de mille personnes et publié, mardi 7 mai, par un groupe de journaux de province. 34 % seulement des personnes interrogées considèrent ce bilan « plutôt positif », contre 57 % d'avis contraire. Les avis les plus négatifs (84 %) portent sur la lutte contre le chômage.

■ **SOCIALISTES** : François Hollande, porte-parole du Parti socialiste, a commenté l'article du président de la République dans *Le Monde* daté 7 mai, en estimant que, « après avoir laissé son gouvernement augmenter en douze mois de plus de 140 milliards les prélèvements, Jacques Chirac découvre - enfin - que les Français paient trop d'impôts ». Pour M. Hollande, « la baisse hypothétique et cosmétique des impôts dans deux ans sera payée par le creusement immédiat de la fracture sociale ». De son côté, l'ancien ministre (PS) Dominique Strauss-Kahn a souligné, lundi sur France Info, que « l'année s'est déroulée de façon complètement inverse à ce qu'on avait connu ou attendu à partir de la campagne présidentielle ».

■ **RADICAL** : Radical, le mouvement présidé par Jean-Michel Baylet, a souligné, lundi 6 mai, la contradiction entre « la tempête des promesses » faites par Jacques Chirac et le « désert des réalités » un an après son élection à l'Elysée.

■ **APPROBATION** : Nicolas Sarkozy, député RPR des Hauts-de-Seine et proche d'Edouard Balladur, a exprimé, mardi 7 mai, son « approbation totale des propos » et de « la méthode décrite » par le président de la République, Jacques Chirac, qui a évoqué lundi, dans *Le Monde*, un allègement d'impôts dès 1997. « Les idées de bon sens doivent triompher », a ajouté M. Sarkozy sur Europe 1.

■ **ANNIVERSAIRE** : le président de la République a choisi de fêter le premier anniversaire de son élection dans son ancienne circonscription de la Corrèze en faisant une courte visite, mardi 7 mai, à Ussel. Jacques Chirac devait rencontrer les habitants de la ville et déjeuner avec le maire, Henri Belcour, sénateur (RPR) de la Corrèze.

DÉPÊCHES

■ **NOUVEAU-CALÉDONIE** : le bureau politique du FLNKS, le Front de libération nationale kanak socialiste, réuni mardi 7 mai à Nouméa en formation élargie, a déclaré « attendre que des initiatives viennent des plus hautes instances de l'Etat et [qu'il] décidera en temps opportun de la conduite à tenir pour que la négociation reprenne sur des bases acceptables ».

■ **VACHE FOLLÉ** : le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a déposé, le 3 mai, une proposition de résolution demandant la création d'une commission d'enquête parlementaire afin d'examiner « les garanties assurées au consommateur aux divers stades de la production et de la commercialisation des denrées d'origine animale et végétale ». Cette commission pourrait révéler à la « mise en place, dans nos pratiques, d'un dispositif assurant une véritable « traçabilité » des produits agro-alimentaires », informant non seulement sur leur origine, mais aussi sur leur parcours, affirmant les signataires de la proposition. (*Lire aussi page 5*)

■ **SYNDICATS** : la CFDT a engagé une procédure devant le tribunal de grande instance de Nanterre contre la création d'un syndicat Front national au sein de la RATP parisienne. La confédération assure dans un communiqué, lundi 6 mai, qu'elle « n'a pas l'intention d'accepter comme un fait accompli l'installation de l'extrême droite dans l'entreprise, et plus particulièrement au sein de la RATP, qui assure un service public ». La plainte de la CFDT doit être examinée le 10 mai par le tribunal de grande instance de Nanterre.

D'anciens adhérents du SGEN-CFDT créent SUD-Education

DEPUIS la manifestation du 24 novembre où Nicole Notat fut prise à partie par des militants de la CFDT, le torchon brûlait entre la confédération et une partie des enseignants du SGEN de Paris. Désormais, le cordon ombilical est tranché. Lundi 6 mai, s'est tenue l'assemblée générale constitutive du syndicat Solidaire, unitaire et démocratique SUD-Education, dont les statuts ont été déposés mardi 7 mai à la préfecture de Paris, par Jean-François Fontana, instituteur et ex-responsable du SGEN-CFDT de Paris. SUD-Education rejoint SUD-PTT, le grand frère constitué en 1989, et SUD-Rail, fondé en janvier. Après la création, le 2 mai, de SUD-Education Midi-Pyrénées, des membres du SGEN du Val-de-Marne, de l'Hérault et des Côtes-d'Armor pourraient les rejoindre.

ANDRÉ ROLLIN

Ce vent d'autan

roman

Grasset



VIE CONJUGALE De janvier 1993 à octobre 1994, un quart des ménages ont fait l'expérience du chômage, selon une étude de l'Insee rendue publique mardi 7 mai. Cette

situation, renforcée par un phénomène de précarisation croissante, n'est pas sans conséquences. ● LA MOBILITÉ géographique qui s'impose de plus en plus aux salariés

conduit un nombre non négligeable de couples à vivre séparés pendant la semaine. Un mode de vie qui exige une organisation très contraignante et qui, surtout, s'avère psy-

chologiquement difficile à supporter à long terme. ● LA CRAINTE DE PERTE D'EMPLOI pour le conjoint s'est renforcée et constitue un frein à la mobilité professionnelle. Selon

les conseillers conjugaux, l'expérience du chômage - qui semble particulièrement déstabiliser les hommes - peut révéler et accélérer des conflits latents.

Crise de l'emploi, couples en crise

La mobilité géographique à laquelle pousse le marché du travail impose souvent aux ménages des périodes de séparation. L'inactivité d'un des deux conjoints peut révéler des tensions susceptibles d'entraîner une séparation définitive

THOMAS, six mois, est un bébé voyageur qui prend le TGV tous les week-ends, vit en alternance une semaine chez sa mère, à Paris, la suivante chez son père, à Lyon. Pierre et Virginie, les parents du petit Thomas, mariés depuis trois ans, ne sont pas séparés et n'ont pas la moindre intention de divorcer. Mais depuis deux mois, pour en finir avec une interminable période de chômage, Virginie, trente-quatre ans, a accepté de s'en aller travailler en région parisienne. « Parce que je cherchais du travail depuis décembre 1994, date de la restructuration de l'entreprise qui m'employait, parce qu'il est difficile de justifier un trop long trou dans le CV, et parce que je savais que, si cette nouvelle série d'entretiens d'embauche ne débouchait sur rien, je repartais pour trois mois à un an de chômage... »

Avec son mari, ingénieur comme elle, Virginie a longtemps réfléchi avant de s'engager. Elle craignait de « craquer au bout de huit jours », et surtout que son fils, « qui doit voir son père autant que sa mère », ne soit déstabilisé par les voyages incessants. Pourtant, elle s'est finalement résolue à faire cet « investissement ». « Je veux capitaliser de l'expérience, avoir un salaire de référence pour aller ensuite me vendre ailleurs, ou alors me rendre suffisamment indispensable dans l'entreprise pour négocier un temps partiel. » Comme Pierre et Virginie, bien des couples acceptent aujourd'hui de se séparer géographiquement durant la semaine pour échapper au chômage. « Il n'y a qu'à voir le nombre d'abonnés dans le TGV les vendredis soir et lundis matin », s'amuse Thierry, bientôt trente ans, lui aussi exilé de son foyer les jours ouvrables.

Ce jeune homme redéclie, qui travaille dans un cabinet d'audit, est « monté » à Paris il y a trois ans lorsque l'entreprise a fermé ses bureaux lyonnais. « Si je ne suivais pas, c'était une nouvelle recherche d'emploi à Lyon, sur un marché difficile. Avec quatre ou cinq ans de travail derrière moi, il est évident que je n'aurais pas quitté la ville. Mais comme je n'étais embauché que depuis un an, je ne pouvais pas me permettre de renoncer à acquérir enfin une expérience professionnelle un peu plus longue. » L'enfant, c'est que cette situation qu'il

croit temporaire « s'est figée » depuis presque trois ans, la logique du recrutement universitaire bloquant à Lyon sa compagne professeuse.

Bientôt trois ans également que Camille, cinquante-quatre ans, directrice d'une association, vit à une centaine de kilomètres de Valenciennes, où travaille sa femme, et ne rentre chez lui qu'une ou deux fois par semaine. « Quand on a cherché du travail pendant un an et demi, qu'on a passé la cinquantaine et qu'on vous propose quelque chose répondant à peu près à vos attentes professionnelles, on n'hésite pas, même s'il faut faire quelques sacrifices financiers, dit-il d'une voix douce. Je me suis dit que c'était une chance qui ne se renouvelerait pas la semaine suivante, et que, plus j'attendais, plus ce serait difficile... » L'essentiel, alors, était de cesser de « tourner en rond ». Camille a donc quitté sa maison pour un petit studio où il « campe ». Il fréquente la cantine le midi, réchauffe au mi-

cro-ondes les petits plats familiaux soigneusement transportés dans des Tupperware et « s'occupe » le soir. « Je lis, je fais un peu de peinture... et je ramène souvent du travail chez moi. »

« Le week-end semble très court, et il faut affronter un moment dur, celui de la séparation à la gare »

Chacun de ces couples a dû mettre en place une organisation sans faille. « Il faut penser à réserver son billet de TGV suffisamment à l'avance, s'arranger pour ne pas être en retard aux rendez-vous du lundi matin, avoir une chemise

propre à l'arrivée », commence à énumérer Thierry qui, quatre week-ends sur cinq, rentre le vendredi soir à Lyon et en repart le lundi par le train de 5 h 17. « Cela commence à devenir dur physiquement, avoue-t-il, d'autant qu'au bureau je ne me suis pas étendu sur ma situation. On ne m'aurait peut-être pas proposé de monter à Paris sinon. » Afin que Thomas puisse passer autant de temps avec son père qu'avec sa mère, Pierre et Virginie ont dû décaler à Lyon une nourrice qui accepte de s'adapter aux horaires très élastiques de Pierre. A Paris, Thomas est gardé par ses grands-parents. « Une chance », reconnaît Virginie, qui poursuit : « J'ai toutes les affaires de bébé en double pour ne pas voyager trop lourd, les billets de train sont réservés un mois à l'avance et, le week-end, je prépare des petits pots que je congèle pour Thomas ainsi que des repas pour Pierre, qui sinon mangerait des nouilles toute la semaine. »

Le coût, tant financier que psychologique, de cette vie dédoublée est lourd à supporter. Au second foyer, aux notes de téléphone salées (1.500 à 2.000 francs tous les deux mois pour Thierry), aux abonnements TGV (aux alentours de 2.000 francs mensuels) et autres frais d'essence s'ajoute le sentiment de faire le sacrifice de sa vie privée. Il y a, bien sûr, les bons côtés de la séparation, les retrouvailles du vendredi soir, les soirées en célibataire qui laissent à Pierre le temps de reprendre des cours de piano, à Virginie l'occasion d'aller au théâtre. « Mais le week-end semble très court, et il faut affronter un moment dur, celui de la séparation à la gare, raconte Virginie. Et puis, c'est dur d'être mère célibataire ! »

Thierry, dont la compagne est enceinte de cinq mois, dit souffrir chaque jour davantage de cette « relation uniquement verbale durant la semaine ». « Au moindre problème, les choses prennent une

proportion énorme. Le week-end, il faut prendre sur soi, chaque minute compte. Quand nous voyons les amis ou la famille, nous avons vite l'impression que cela empiète sur la vie à deux, ce qui nous pousse à nous refermer sur nous-mêmes. » Lui qui s'était toujours cru éternel étudiant se surprend à rêver de participer à la décoration de l'appartement ou au choix de la crèche pour le bébé. « J'ai l'impression de rater des choses. La grossesse, je vois ça le week-end. Dans ces conditions, ce n'est pas facile de se construire comme futur père... » D'autant que le regard des autres n'est pas dénué de suspicion : « Même s'ils nous disent pour nous rassurer qu'ils connaissent beaucoup de couples dans notre situation, que c'est dans l'air du temps, les gens ne peuvent pas s'empêcher de s'interroger sur ce que cache cette priorité donnée au travail. Les représentations du couple demeurent terriblement conservatrices. »

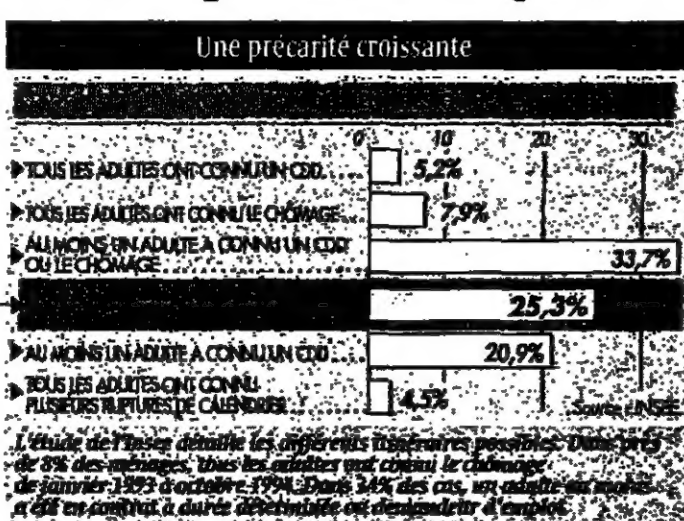
Comme Virginie et Thierry, Camille s'accommode de la situation mais rêve de la voir évoluer très rapidement. Pudiquement, il avoue qu'« il y a des moments où il faut se prendre en main ». « Je me suis marié en 1967 et, toute ma vie, je suis resté chez moi le soir. J'aurais aimé que ça puisse continuer. » Lui parle-t-on de l'insuffisante mobilité professionnelle des Français, il s'insurge : « Je n'ai fait que ça toute ma vie ! Moi qui suis originaire de Marseille, j'ai travaillé en région parisienne, en Normandie, puis dans le Nord. Mais maintenant, à mon âge, je ne vais pas m'amuser à revendre la maison de Valenciennes et à me lancer dans les travaux d'une nouvelle maison. Et puis, ma femme a bien le droit d'avoir un emploi elle aussi ! Quand l'un est au chômage et perd les pédales, il est important que l'autre tienne le coup. »

Pour lui, cette situation « est de moins en moins exceptionnelle, mais pas normale pour autant ». « En vivant séparés, ma femme et moi, nous raions l'essentiel de la vie », Virginie et Pierre savent pertinemment qu'il leur faudra trouver une autre solution dès que Thomas entrera à l'école maternelle. « Mais on ne se projette plus aussi loin dans l'avenir, remarque Virginie. A Lyon, j'ai été licenciée en trois jours. »

En moins de deux ans, un quart des ménages ont connu le chômage

LE TAUX de chômage ne traduit qu'imparfaitement la précarisation croissante du monde du travail. Une étude de l'Insee, rendue publique mardi 7 mai, s'attache à décrire les itinéraires professionnels des personnes âgées de 17 à 59 ans de janvier 1993 à octobre 1994. Principale conclusion de cette enquête menée auprès de 10 840 personnes : dans un quart des ménages, au moins un adulte a connu le chômage au cours de ces vingt-deux mois. Et dans près de 8 % des cas, ce sont tous les adultes du ménage qui déclarent avoir été demandeurs d'emploi durant cette période.

Inactivité, chômage, petits boulots et contrats à durée déterminée (CDD) n'épargnent pas grand monde. Seul un gros tiers des ménages, explique l'Insee, « ne comptent parmi les adultes que des personnes ayant eu un emploi sur la période ». Tous les autres comptent au moins un adulte de moins de 60 ans inactif (jeune en formation, femme au foyer, retraité) ou au chômage. « Un peu plus du tiers des ménages comportant des personnes en âge de travailler ont connu une forte incertitude sur



le revenu d'un de leurs membres au moins », ajoute l'Insee.

15,4 % des hommes et 15 % des femmes en âge de travailler ont connu au moins une période de chômage durant ces vingt-deux mois. Cette proportion est deux fois et demi plus élevée que celle des personnes se déclarant demandeur d'emploi au mois d'octobre 1994, dernier mois de la période

étudiée. « La diffusion des situations précaires est donc beaucoup plus large que pourrait le faire penser un simple taux de chômage à une date donnée », écrivent les auteurs de l'étude, Chantal Cases et Philippe Légaré.

Les jeunes sont les premiers frappés par cette précarité. Les 17-24 ans déclarent deux fois plus souvent avoir connu le chômage

que les 40-49 ans. Bien peu ont occupé un emploi tout au long de ces vingt-deux mois. La moitié d'entre eux ont connu deux périodes de chômage ou plus ; plus des deux tiers ont eu un emploi temporaire. Alternance de CDD, d'inactivité et de chômage : l'instabilité des parcours semble devenue la règle, l'Insee ayant même observé pour une personne dix-sept situations différentes sur la période !

L'entrée des jeunes dans la vie active se fait d'abord par le biais d'un CDD (dans 45 % des cas). « L'entrée directe dans un emploi à durée indéterminée ne concerne que 20 % de ces jeunes », note l'Insee. Pour les plus âgés, la crainte principale est celle du chômage de longue durée. Ainsi, 5,4 % des hommes et 3,7 % des femmes de plus de 50 ans sont restés au chômage de façon continue pendant ces vingt-deux mois. Enfin, l'Insee note que 23 % des personnes interrogées se déclarent en inactivité pendant toute cette période. Il s'agit, pour moitié, de jeunes en formation initiale, puis de femmes au foyer et de préretraités.

F. Bt.

P. Kr.

Odile Saint-Raymond, sociologue au CNRS, et Martine Inisan, responsable de département à l'IPAC

« La délocalisation joue un rôle d'audit pour le couple »

DE 1990 À 1995, Odile Saint-Raymond, sociologue au CNRS, et Martine Inisan, responsable de département à l'IPAC, ont étudié les conséquences sur le personnel du transfert, de la région parisienne vers Toulouse, de certains services de grandes entreprises publiques ou semi-publiques. Elles publieront en juin *Les Salariés et la Mobilité géographique* aux Presses universitaires du Mirail.

« La vie en couple constitue-t-elle un obstacle majeur à la mobilité professionnelle ? »

« L'emploi du conjoint demeure sans conteste le frein principal à cette mobilité professionnelle qui va croissant. D'où le fait qu'entreprises et collectivités locales contribuent de plus en plus à la recherche d'un emploi pour le conjoint. Les autres obstacles souvent évoqués, comme la propriété immobilière, les études des enfants, leur âge ou l'âge des salariés, comptent moins. Les salariés les plus mobiles ne sont pas nécessairement les plus jeunes : à quarante ou cinquante ans, on préfère bouger plutôt que d'avoir à mener une nouvelle recherche d'emploi. On se sent trop vulnérable. »

« Les deux membres du couple se suivent-ils nécessairement, et l'emploi de la femme est-il toujours celui que l'on sacrifie lors d'une mobilité professionnelle ? »

« Il y a désormais une sévère négociation au sein du couple. Statistiquement, c'est majoritairement la femme qui suit son conjoint, mais l'inverse commence à être vrai. L'emploi qui l'emporte n'est plus nécessairement celui de l'homme, ni même forcément le plus rémunérateur, mais celui qui est perçu comme offrant le plus de garanties à long terme, le but étant de toujours conserver au moins un emploi stable au sein du couple. Lorsque le travail de l'homme est précaire ou situé dans un secteur en difficulté, il n'est plus rare qu'il soit sacrifié. »

« Par ailleurs, un certain nombre de cadres qui craignent, en quittant leur emploi, de ne pas retrouver son équivalent ailleurs, fonctionnent aujourd'hui comme des « couples distendus » : homme et femme conservent leur emploi, acceptent de se séparer géographiquement le week-end. Cette pratique n'est pas nouvelle, mais elle est dorénavant mieux acceptée socialement et mieux vécue. Pour certains, qui se placent bien évi-

demment dans une perspective de court terme, cela peut même être l'occasion de « souffler » un peu dans leur vie de couple. »

« L'expérience de la mobilité est-elle une source de tensions au sein du couple ? »

« C'est en tout cas un moment difficile à passer. Le chemin de l'entreprise à la maison semble bien long le jour où l'un des deux annonce qu'il doit partir. Certains attendent même d'avoir négocié l'affaire dans ses moindres détails avant d'en avertir leur famille. Au sein du couple, bien des choses sont à renégocier, surtout si le conjoint a ensuite du mal à retrouver un emploi. Il faut se reconstruire un réseau de relations. Souvent, on s'éloigne de la famille, ce qui remet en cause les solidarités entre générations, obligeant par exemple à repenser le mode de garde des enfants. La délocalisation joue un rôle d'audit pour l'entreprise mais aussi pour le couple... Cela dit, nous avons également noté que, pour certaines familles, la mobilité professionnelle répondait parfois à un désir de quitter les conditions de vie de la région parisienne. »

Propos recueillis par Pascale Krémer

La perte d'emploi constitue un redoutable accélérateur pour les conflits conjugaux

« LE CHÔMAGE accentue, développe ou fait naître des conflits qui auraient attendu plus longtemps pour éclater. » Pour Madeleine Nepomastchy, conseillère conjugale dans le 15^e arrondissement de Paris, le chômage accélère les séparations, mais il n'est pas toujours

seul en cause. « Le chômage est un catalyseur des problèmes de couple, confirme Martine Guere, directrice de l'Ecole des parents et des éducateurs, structure qui accueille les couples au bord ou en cours de rupture. Il révèle les fragilités des deux conjoints qui étaient occultées par le travail. » Aucune étude n'est encore venue évaluer le poids de la perte d'emploi dans certains divorces, mais les thérapeutes conjugaux lui reconnaissent un rôle d'accélérateur dans l'usure des couples.

La première « fragilité » pourrait être la représentation que l'homme et la femme se font chacun de leur rôle au sein de la famille et de la société. L'homme reste celui qui assume le foyer et se définit par son activité professionnelle, son statut social : « Lorsque l'un ne peut plus dire "je suis PDG" ou "je suis peintre", il n'a plus cette définition qui le pose dans la société ; il n'a plus de représentation sociale, enchaîne Madeleine Nepomastchy. C'est quelque chose

qu'il vit très mal, et la position de la femme change. Elle peut éprouver quelque chose qui ressemble à du mépris face à cette absence de réponse. »

« Le chômage révèle les fragilités des deux conjoints qui étaient occultées par le travail »

A l'inverse, la femme a sans doute moins tendance à subir le chômage comme une blessure narcissique. « Dans la mesure où le travail est une conquête plus récente pour elle, explique Irène Théry, sociologue, la femme n'y met pas toute son identité. Mais cela ne veut pas dire qu'elle vive mieux la situation. Elle subit le chômage comme un retour en arrière, un retour vers la dépendance, le foyer, une autre définition d'elle-même. »

Selon les conseillers conjugaux, c'est bien le chômage de l'homme qui semble être à l'origine de la plupart des consultations, même si c'est leur compagne qui les presse de s'y rendre. Même involontaire-

ment, le conjoint est culpabilisé ; il est désigné comme responsable de la baisse du pouvoir d'achat du foyer, des tensions liées à la promiscuité nouvelle. A lui de s'inventer une place sous son propre toit, à défaut de retrouver rapidement un statut social. « L'homme à la maison empiète sur le territoire de son épouse, reprend M^{me} Nepomastchy. Il veut partager les tâches, mais elle ne lui cède son territoire qu'à regret. Et même si elle l'accepte, voire l'exige, cela peut s'accompagner d'une dévalorisation de l'image qu'elle a de lui. »

Pierrette Crozier, conseillère matrimoniale dans un centre de planification des Yvelines, accueille dans son bureau des femmes qui ont déjà épuisé toute leur patience. « Quelquefois, le mari a commencé à se marginaliser, raconte-t-elle. Il va au bistrot, se met à jouer ou va voir des copains et, quand il sort, son épouse ne sait pas s'il est parti chercher du travail. Dans ce cas, elle demandera la séparation, quelle que soit la situation économique dans laquelle elle se trouve. » Arrivés à ce point, « il est trop tard pour demander à rencontrer le mari et réfléchir ensemble à des questions comme "le travail est-il toute ma vie ?" »

Aude Dassonville

A Sens, un millier de personnes dénoncent le « meurtre raciste » de Mohammed Khouas

Deux frères ont été mis en examen pour « homicide volontaire »

Eric et Yann Beaufrière, ont été mis en examen, lundi 6 mai, pour « homicide volontaire et complicité » et incarcérés après le meurtre de

Mohammed Khouas, samedi 4 mai, à Sens (Yonne). A la cité des Chaillots, les proches de la victime, soutenus par des associations, dé-

noncent un « meurtre raciste ». Les enquêteurs refusent encore de se prononcer sur les motivations des meurtriers, tous deux todocomanes.

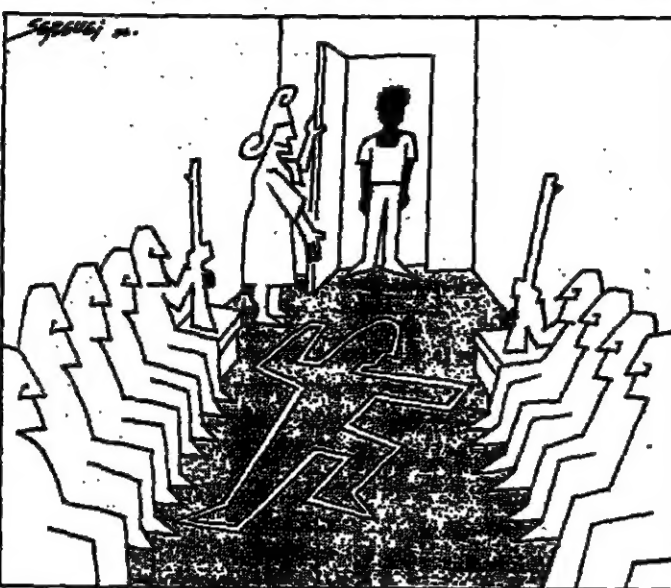
SENS
de notre envoyé spécial

Il y a ceux qui ne comprennent pas et ceux qui ont trop bien compris. Ceux qui s'interrogent encore sur les autres, tous les autres, pour qui « il n'y a aucun doute ». Ceux qui sont venus « par solidarité » et ceux qui revivent, minute après minute, le meurtre de Mohammed Khouas, samedi soir 4 mai, à Sens (Le Monde du 7 mai), tentant d'évacuer leur malheur sur les pelouses jaunies du quartier des Chaillots. Dans quelques jours, les premiers auront oublié ce « drame atroce », les seconds continueront à vivre avec, suivant pas à pas le déroulement de l'instruction, guettant la moindre décision, le plus petit témoignage. En attendant, ils sont là, ensemble, près d'un millier, ce lundi 6 mai, à écouter silencieusement le père de Mohammed.

L'homme parle en arabe, aussi fort qu'il peut, mais les mots peinent à sortir de sa gorge. Alors c'est sa fille qui le relaie, en français, la voix elle aussi fatiguée : « Je vous remercie d'être tous là. Quand je vous vois, je revais Mohammed, je comprends votre colère. Mais je vous en supplie : vous connaissez mon fils, alors pour lui, pour ce qu'il aurait voulu, restez calmes, ne faites rien qui puisse nous nuire, ne repartez pas aux provocations. Nous allons faire une marche vers le centre-ville, mais, encore une fois, soyons dignes ! »

Pendant une heure, tous ont donc défilé. En présence des élus de la ville, de quelques associations et sous une banderole réclamant « Hôpital au racisme ». Pas un cri, pas un geste déplacé n'est venu troubler cette manifestation silencieuse. Lentement, ils ont quitté les Chaillots, ont traversé la ville par ses grands axes, puis sont retournés vers la cité. Là où repose la gerbe du maire (PCF) de la ville. Là où habite la famille Khouas. Là où, quelques dizaines de mètres plus loin, Mohammed a été tué samedi soir.

Il était 22 h 35 et la finale de la coupe de France de football venait



de se terminer. Comme les autres, Mohammed avait regardé le match et, comme les autres, il était ensuite descendu discuter dehors. « On a vu la voiture passer plusieurs fois, un 4x4 marron, raconte un ami de la victime. On s'est un peu approché et on a vu le passager sortir une arme. Alors on est tous partis. Mohammed, lui, n'a pas bougé. Puis on a entendu le coup de feu. On s'est retourné et on a compris, le vous le dis, ce n'est pas un meurtre, c'est une exécution. C'est lui, ça aurait pu être moi, ou n'importe quel arabe. »

UN ADOLESCENT SÉRIEUX

Un meurtre raciste. Aux Chaillots, personne ne peut imaginer une autre explication. Il y a la personnalité de Mohammed, d'abord : premier garçon d'une famille de huit enfants, adolescent sérieux, interne au lycée professionnel de Monbard (Côte-d'Or) où il s'apprêtait à passer son baccalauréat professionnel de maintenance. « Il ne travaillait pas beaucoup, mais il réussissait toujours bien », soupire Samira, une de ses sœurs. La drogue, la délinquance ? « On avait monté ensemble une association il y a deux mois, justement pour pas que les jeunes fassent de conneries, soupire Gharib. Ça s'ap-

pelait Bouge ta jeunesse. On leur faisait faire du sport à l'école de police. »

Tous les jeunes assurent qu'à plusieurs reprises, depuis deux semaines, des skinheads étaient venus proférer des menaces de mort. Une cave avait été incendiée. Deux jeunes avaient été poursuivis. « Mohammed avait dit à mon père de faire attention, de ne pas trop sortir le soir », soupire Samira. « On avait averti la police, jure Aziz, mais ils n'ont pas bougé. Quand on fume tranquillement notre beuz (marjuana), ils sont toujours là pour nous enlever. Mais quand on dit qu'on a peur pour notre vie, ils restent enfermés dans leur hôtel. » Enfin, il y a le déroulement même de cette soirée sinistre. Le coup de feu, « gratuit », dans le noir, « pour rien ». Et le retour, dix minutes plus tard. « Pour massacrer un autre bougnoule, s'empêtre Gharib. J'avais Mohammed dans les bras, en train de mourir. Et j'ai dû le lâcher. J'ai couru, je suis entré dans un immeuble. »

A quarante kilomètres de là, à Montargis-Fault-Yonne (Seine-et-Marne), Bernard Beaufrière ne veut pas entendre parler de racisme. Depuis quarante-huit heures, ce patron d'une entreprise de cent

quarante personnes a appris à se présenter comme « le père de meurtriers présumés ». « Mais pas celui de skinheads », assure-t-il. Certes, ses deux fils, Eric, vingt-cinq ans, employé dans une scierie, et Yann, vingt-sept ans, ouvrier qualifié sur un chantier de forage, ont reconnu le meurtre. Bien sûr, ils étaient l'un et l'autre todocomanes. Une semaine avant le drame, ils avaient été interceptés par les douaniers néerlandais avec de l'héroïne dans leur voiture. « Eric, qui avait décroché il y a un mois, avait ramené Yann à la maison. Lui aussi allait se soigner. »

Mais Bernard Beaufrière en est certain : « Mes enfants n'ont jamais fait de politique. Le plus jeune, celui qui a tiré, est né à Ouarzazate, au Maroc. Il m'a suivi sur mes chantiers, au Maroc, en Tunisie, en Égypte. J'ai plein d'amis arabes, et mes fils se sont toujours bien entendus avec eux. » Le pistolet 22 LR ? « Eric l'avait acheté après son service dans la gendarmerie. Il aimait bien tirer, comme plein de gamins. Mais sur des cartons. »

Pour expliquer celui de samedi soir, Eric et Yann ont évoqué la peur. Ils auraient été pris à partie par les jeunes des Chaillots, convaincus d'avoir affaire avec des skinheads. « Leurs déclarations sont contradictoires et des incohérences sont apparues dans leurs dépositions », a toutefois précisé le substitut du procureur, Isabelle Johanny. Mis en examen pour « homicide volontaire et complicité d'homicide volontaire » par le juge Jacques Bourguignon, ils ont été incarcérés dans une prison de région parisienne.

Nathaniel Herzberg

Université : M. Bayrou arrête le calendrier des états généraux

DEVANT LE CONSEIL NATIONAL de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), François Bayrou, ministre de l'éducation nationale a confirmé, lundi 6 mai, le calendrier des états généraux de l'université. La synthèse des discussions dans les établissements doit être achevée pour le 20 mai, avant les débats prévus le 21 à l'Assemblée et le 4 juin au Sénat. M. Bayrou devra ensuite annoncer les grandes orientations de l'enseignement supérieur vers le 10 juin. Répondant à une offensive de l'association Qualité de la science française, connue pour ses positions conservatrices, M. Bayrou a réaffirmé son refus de toute sélection à l'entrée de l'université. Il est, en revanche, resté évasif sur l'échéance d'une éventuelle loi de programmation.

DÉPÊCHES

■ ÉDUCATION : les députés PS ont demandé, le 3 mai, la création d'une commission d'enquête sur le « nouveau contrat pour l'école » et la loi de programmation sur l'école afin d'obtenir « une étude chiffrée précise et un bilan exact » des deux premières années d'application. Ils estiment que les objectifs du « nouveau contrat » tels que les a définis le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, « ne sont pas atteints et ne pourront très certainement pas l'être en l'état de l'effort budgétaire qui lui est consacré ».

■ L'instituteur de l'école Buffon de Colombes (Hauts-de-Seine), qui avait fait la grève de la faim durant neuf jours pour obtenir l'autorisation d'emmener ses élèves en voyage de classe en Andalousie (Le Monde du 4 mai), a annoncé samedi 4 mai que l'inspecteur d'académie avait accepté de lever son veto. L'instituteur devra néanmoins modifier quelque peu son projet pour le mettre en conformité avec les instructions officielles de la direction des écoles sur les programmes scolaires du primaire.

■ JUSTICE : le Parti socialiste « s'inquiète de la tendance du garde des sceaux à attaquer systématiquement la presse, dès lors qu'elle fait état d'informations pouvant mettre en lumière de graves dysfonctionnements d'institutions de la République », a indiqué, lundi 7 mai, le porte-parole du PS, François Hollande. M. Toubon avait ordonné des poursuites contre trois journaux - dont Le Monde - après la parution d'articles critiquant la justice nigérienne dans l'affaire de la petite Lariane Kamal, qui a dénoncé des « abus sexuels » en mettant en cause des « juges » (Le Monde daté 5-6 mai).

■ POLICE : la révocation du capitaine de police Gérard Vavrand, suspendu notamment pour avoir constitué des dossiers sur la vie privée de hauts fonctionnaires de police (Le Monde du 17 et du 26 octobre 1995), a été signée le 2 avril par le ministre de l'intérieur, a-t-on appris le 6 mai. Jean-Louis Debré a suivi l'avis du conseil de discipline qui, le 29 mars, avait proposé la révocation à l'unanimité.

■ IMMIGRATION : une filière néo-païse de trafic de cartes d'identité et de chèques volés a été démantelée, jeudi 2 mai, et dix personnes de nationalité anglaise ou zairoise ont été mises en examen pour escroquerie en bande organisée, puis écrouées. Les chèques étaient volés dans des colis postaux, puis des fausses cartes d'identité étaient imprimées au nom des propriétaires des chèques. L'ensemble était vendu à des personnes en situation irrégulière.

■ INGENIERIE : le procureur du tribunal correctionnel de Toulouse a requis, lundi 6 mai, un an de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende contre l'ancien président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de la ville, Georges Farné, poursuivi pour délit d'ingérence dans l'affaire de la gestion d'Autopark, une société en charge d'un parking à l'aéroport de Blagnac. Le jugement a été mis en délibéré au 26 mai.

(Publicité)

Réduire les gaspillages publics et laisser 15 000 francs de plus à chaque foyer français, c'est possible

On peut supprimer 400 milliards dans les dépenses de l'Etat, sans réduire la qualité des services publics. OCDE, FMI, CNPF, ... Tous le disent.

Aujourd'hui, le gouvernement essaye de nous faire croire à des baisses d'impôts d'ici l'an 2000. Mais qui peut y croire ? Où est le programme de réduction des dépenses publiques qui rendrait cette baisse crédible ?

Les Français, ponctionnés davantage chaque jour, ne veulent plus de vagues promesses.

Les 85 000 membres de Contribuables Associés interpellent les députés et réclament une réduction immédiate et substantielle des dépenses et des gaspillages publics.

☐ OUI, j'exige une réduction immédiate des gaspillages et des économies budgétaires **DÈS CETTE ANNÉE.**

☐ Je souhaite en savoir plus sur Contribuables Associés et son action.

Mme ☐ Mlle ☐ M. ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Renvoyer à : Contribuables Associés - 42, rue des Jeûneurs - 75002 Paris

Si vous ne souhaitez pas être contacté par l'association, merci de cocher cette case ☐

Vous aussi, vous pensez qu'il y a trop de gaspillages publics ?

Rajoutez Contribuables Associés, association Loi 1901, indépendante des partis politiques.

Les chefs d'établissement s'interrogent sur les conditions de mise en œuvre de la réforme du collège

C'EST à une « rencontre d'un type nouveau » que François Bayrou a convié, lundi 6 mai, 6 000 chefs d'établissement, enseignants et responsables académiques pour parler de la réforme du collège. Sur fond de verdure frissonnante, le ministre est apparu simultanément sur 190 écrans, répartis dans toute la France, pour confirmer qu'il fallait « rompre avec les défauts du collège uniforme ». A Châtelleraut, Valenciennes ou Beauvais, grâce à la vidéotransmission, chacun a pu l'entendre affirmer sa volonté de « mener une révolution pédagogique » qui permette de trouver « un chemin pour chaque élève ». Alain Boissinot, directeur des lycées et collèges, Luc Ferry, président du Conseil national des programmes, et une inspectrice générale réceptionnaient les questions au Centre national d'enseignement à distance (CNED), à Poitiers. « A vous de dire ce que vous attendez du collège nouveau. Je serai à l'écoute », a promis M. Bayrou. Il n'a sûrement pas été déçu.

Incisifs, dubitatifs ou timides, les principaux de collège ont surtout fait part de leurs interrogations sur la mise en œuvre pédagogique ou financière de la réforme. Des objectifs sociaux du collège, de ses forces et faiblesses de fond, nul ne s'est inquiété, sauf par le biais des programmes. « Qui prendra la décision de redoubler en sixième ? », s'est demandé un chef d'établissement de province, alors que cette classe, formant jusqu'à présent un « cycle » avec la cinquième, ne pouvait en théorie être redoublée. Le conseil de classe, avec une possibilité

d'appel des familles, a répondu en substance M. Boissinot. Le directeur des lycées et collèges a surtout saisi l'occasion pour préciser que le ministre « ne souhaitait pas de taux de redoublement massifs à la fin de la sixième », alors que les nouvelles mesures pédagogiques mises en place visent à réduire les échecs.

■ PAS DE MALTHUSIANISME

Mais, débat très hexagonal, la place d'honneur est revenue à l'enseignement du latin, qui doit être proposé en cinquième l'année prochaine, afin de faire retrouver aux élèves les racines de la langue. « Pourquoi François Bayrou a-t-il dit que le latin serait ouvert à tous alors que les inspecteurs d'académie décident arbitrairement du nombre de sections qui en bénéficieront ? », a demandé un principal de Périgueux. Sur huit classes de cinquième attendues l'an prochain dans son établissement, seules quatre proposeront le latin, faute de moyens. « Nous ne sommes pas de malthusianisme », a rétorqué M. Boissinot, qui table sur un pourcentage de latinistes à peu près identique à celui de quatrième, c'est-à-dire 25 % des élèves.

Au lycée Christophe-Colomb de Sucy-en-Brie (Val-de-Marne), où une centaine de personnes suivent l'échange, le recteur de l'académie de Créteil a été poliment pris à partie : « Alors le latin, avec quels moyens ? » « Sur la base de 20 % des effectifs, vous les avez », a lancé Claude Lambert. Lorsque M. Boissinot a assuré qu'il « ne s'agissait pas de recruter une filière d'excellence », les inter-

jections ironiques ont fusé : « Sûrement pas ! », « Jamais ! ». Et à voix basse : « Il va être content le prof de latin quand je vais lui coller tous les mauvais élèves. » Quel qu'il en soit, la réforme du collège se fera à moyens constants, car « le contexte exclut des audaces que nous n'aurions pas les moyens de financer », a assené le directeur des lycées et collèges.

Interrogation-clé de la réforme, la question est venue d'un établissement parisien : « Que signifient exactement des parcours diversifiés pour les élèves ? » Autrement dit, va-t-on reconstituer les filières d'autrefois ? « Que deviendront les enfants en grande difficulté après la sixième ? », a encore demandé un principal de Valenciennes. « Les SES [sections d'enseignement spécialisé] continueront à exister, les CLIP [classes d'initiation professionnelle par alternance] prévues par la loi quinquennale sur l'emploi se mettent en place à titre expérimental », a précisé M. Boissinot. Les classes de quatrième et troisième technologiques perdureront également, mais « des classes à profil, ou à options », pourraient prendre le relais. De surcroît, les trois heures hebdomadaires laissées à la discrétion des chefs d'établissement « ne devraient pas servir à renforcer telle ou telle discipline » mais à proposer des pédagogies sur mesure. En dix ou douze questions, nul ne pouvait prétendre épuiser le sujet. Mais les frustrés de la vidéokonférence ont encore trois semaines, sur le 3614 Edutel, pour faire valoir leurs remarques.

Béatrice Gurrey

DISPARITION

William Colby

L'ancien directeur de la CIA était le prototype du maître-espion

DISPARU accidentellement, samedi 27 avril, à l'âge de soixante-seize ans, alors qu'il pratiquait le canoë sur un affluent du fleuve Potomac - où son corps a été retrouvé le 6 mai - William Colby, était un maître-espion (Le Monde daté 5-6 mai). Curieusement, ce spécialiste de l'action clandestine, qui dirigea la CIA de mai 1973 à janvier 1976, fut aussi l'homme de la transparence. Il estimait qu'un bon espion est « un homme passe-muraille, si anodin qu'il ne peut jamais capter l'attention d'un serveur de restaurant ». William Colby s'était appliqué la recette : son apparence était celle d'un homme d'affaires ordinaire, à l'ancienne.

De taille moyenne, les cheveux soigneusement lissés et le costume uniformément gris, William Colby, courtois mais réservé, entretenait

peu de relations avec ses voisins. Depuis son départ à la retraite, il travaillait comme consultant pour ce même cabinet d'avocats new-yorkais qui l'avait employé, en 1947, après ses études de droit commencées à Princeton, poursuivies à Columbia, interrompues par la seconde guerre mondiale et terminées une fois la paix revenue.

Né le 4 janvier 1920 à Saint Paul, dans le Minnesota, ce fils d'officier supérieur, avec la guerre, était devenu lieutenant dans un bataillon parachutiste. En août 1944, alors que l'état-major recherche des officiers francophones pour faire la liaison avec la Résistance, il se porte volontaire. Intégré à l'Office of Strategic Services (OSS), qui donnera naissance, en 1947, à la Central Intelligence Agency (CIA), il participe à de nombreuses mis-

sions en France occupée, avant de commander, l'année suivante, une unité de sabotage en Norvège. Belle guerre donc, qui lui vaut le grade de major, la Croix de guerre française et la Silver Star américaine.

LONGUE CARRIÈRE

Après la guerre, William Colby rejoint la CIA. Commence alors une carrière de vingt-cinq ans au sein de la « compagnie », qui le mène à Stockholm, puis à Rome. En 1959, il est à Saigon, où il cumule les fonctions de premier secrétaire et de chef de station de la CIA, ce qui ne l'empêchera pas de critiquer le coup d'Etat fomenté contre le président Diem par les généraux vietnamiens avec l'appui des Etats-Unis.

Revenu au quartier général de

Langley, en 1962, il est chargé des opérations clandestines pour le Sud-Est asiatique, avant de revenir, six ans plus tard, au Vietnam, pour y diriger le programme dit de « pacification ». Sa mission : affaiblir par tous les moyens le Vietcong. Ce sera l'opération Phoenix, dont il assumera l'entière responsabilité : 17 717 Vietcong acceptèrent de passer du côté du Sud-Vietnam, mais 20 587 autres furent tués, souvent de façon expéditive. Plus tard, William Colby reconnut que « quelques meurtres illégaux », ainsi que « des abus injustifiables » avaient été commis.

A Washington, où il est de retour en 1971, il devient adjoint au directeur des opérations, avant de remplacer James Schlesinger, en 1973, à la tête de l'agence de Langley. C'est donc à un professionnel que revient la lourde tâche de restaurer la réputation d'une maison ébranlée par le scandale du Watergate où a trébuché l'un de ses anciens agents, Howard Hunt. William Colby va pourtant faire preuve d'un souci de transparence inusité. Au Congrès, où il déposera à cinquante-six reprises, il assure

que l'ère des activités occultes est close, et insiste sur le rôle de recherche et d'analyse de la CIA. Mais la centrale ne peut nier certaines opérations plus douteuses : tentatives de coup d'Etat, complots pour assassiner des responsables étrangers tel Fidel Castro, constitution de dossiers contre certains citoyens américains, ouverture illégale du courrier, écoutes téléphoniques, etc. William Colby parle aux sénateurs et aux journalistes, ce qui lui vaut l'animosité de hauts responsables de l'administration, et lui coûtera finalement son poste.

LA FIN DU CULTE DU SECRÈTE

A la suite de son témoignage sur le coup d'Etat contre Salvador Allende, en septembre 1973, le président Gerald Ford est obligé de reconnaître le rôle joué par l'administration Nixon dans la déstabilisation du régime chilien. William Colby affirmera cependant que la CIA s'est bornée à « ramener le moral » des adversaires du gouvernement socialiste, en leur versant d'importantes sommes d'argent... De toute façon, comme

il l'expliquera plus tard, le rôle de l'agence est bien d'« influencer une situation par des moyens politiques ou paramilitaires », de faire en sorte, comme au Laos, que certains pays ne tombent pas « aux mains d'éléments qui nous sont hostiles ».

Cette philosophie de l'action clandestine restera la sienne jusqu'au bout. En décembre 1995, lors d'un entretien à Washington, il nous avait redit sa certitude que la CIA devait respecter la Constitution, et aussi changer sa « culture interne », sans pour autant « déserter », c'est-à-dire renoncer à des opérations secrètes contre des organisations terroristes ou des pays hostiles aux Etats-Unis. Il estimait que, dans une société démocratique où l'information est disponible à un nombre croissant d'individus, l'espionnage moderne se résume souvent à une capacité d'analyse de données, notamment économiques. Dans la plupart des cas, ajoutait-il, le secret ne se justifie plus. Tout simplement parce qu'il ne peut plus être gardé.

Laurent Zecchini

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M^{me} Hélène GRATIOT ALPHANDÉRY, M^{me} Martine HOFFMANN, M. Jacques-Olivier GRATIOT,

ont la joie de faire part de la naissance de leur première arrière-petite-fille et petite-fille.

Azelle,

le 4 mai 1996,

chez Marie GRATIOT et Olivier VACERON.

Anniversaires de naissance

Bob,

avec quatre jours de retard, joyeux anniversaire.

Un an déjà. Je t'aime.

Blanchard

Mariages

M. Didier DENNY et M^{me}, née Anne-Marie FRANCE, M. Guy MARTINOT et M^{me}, née Françoise MOREAU,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.

Agathe et Bertrand,

qui a été célébré dans l'intimité, le 4 mai 1996, à Paris.

Le Ciel du Chat, 94220 Cabrières-d'Avignon. Collège J.-Daguerre, 93340 Cormeilles-en-Parisis.

Décès

- Djéla - Jérusalem.

M^{me} Simone AGOUR, Nathanaël, Avigad, Ronit et Yossi Ichi, Et leurs enfants, Les familles Elie Agour, Jacques Sellem, Roger Sarick, Marc Bonan, Carol Inoué, Chikroun, Cherqui, Agour, alliées, ont l'immense tristesse de faire part du décès survenu au terme d'une cruelle maladie, le 19 avril 1996, de leur très cher

Simone AGOUR, ambassadeur d'Israël, 1933-1996.

Les prières du mois seront dites à son domicile, le 18 mai 1996.

18 Rehov Klazner, Jérusalem.

- Son épouse, née Marie-Thérèse Roiron. Sa fille, Sa petite-fille, Ses sœurs, Ses belles-sœurs, Ses cousins, ses cousines, Ses neveux, ses nièces, et leurs enfants, Ses amis, Les familles Ambroise, Giletto, Martin, Massaragello, Goutal, de Gaulle, Roiron, Boudon, Burgart, Deron, Foudet, Gaggini, Raynaud, Robin, Soter, ont la tristesse de faire part de la mort de

M. Pierre ANTONIOZ ancien ambassadeur, gouverneur hors classe de la France d'outre-mer, grand croix de la Légion d'honneur, croix de guerre (1939-1945), croix du combattant volontaire de la Résistance, médaille de la France libre,

survenue à son domicile, le 5 mai 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'enterrement aura lieu à Bossey (Haute-Savoie).

Après la messe célébrée à 15 heures, les honneurs militaires lui seront rendus au cimetière, le jeudi 9 mai.

Les Collongettes, 74160 Collonges-sous-Salève.

- M^{me} Pierrette Algrat, son épouse,

M. Georges Algrat, son fils, Tous sa famille et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du rap-

port à Dieu de

M. Jacques ALGRAT,

ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud (1953), inspecteur départemental honoraire de l'éducation nationale, inspecteur adjoint de l'inspecteur de l'académie de Poitiers, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier de l'Ordre des Palmes académiques,

survenu le 6 avril 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 10 avril, en l'église Notre-Dame de Chavigny.

1, rue de la Paix, 96300 Chavigny, 16, rue Desaix, 75015 Paris.

- Irène, son épouse,

Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Francis BOSSON,

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Blaise de Seyssel (Haute-Savoie).

F. BOSSON-Lamouille, 2, square Spontini, 78150 Le Chesnay.

- La famille Carmona, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

Carmen CARMONA,

survenue le 5 mai 1996.

Le levée du corps aura lieu le jeudi 9 mai, à 13 heures, au funérarium,

18, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris.

Fleurs naturelles uniquement.

La fédération de Paris du Parti socialiste.

Le groupe socialiste au Conseil de Paris.

Les sections socialistes du 19^e arrondissement de Paris.

Tous ses amis socialistes, élus et militants, ont la grande tristesse de faire part du décès, le 5 mai 1996, de leur camarade,

Carmen CARMONA, conseiller du 19^e arrondissement de Paris de 1983 à 1995.

Le levée du corps aura lieu le jeudi 9 mai, à 13 heures, au funérarium de l'hôtel Saint-Louis, 18, rue de la Grange-aux-Belles à Paris 10^e

- Laxou - Hellecourt - Semecourt - Geispolsheim

L'ensemble du personnel des établissements

Froid et Machines, rue de Maréville, Laxou, 54520.

Frigesant Service, 21 Hellecourt 54, Verdun - Reg-le-Duc, 55.

La Lorraine du Froid, Semecourt-Metz, 57210.

Froid et Machines Alsace, rue du Port, Geispolsheim, 67400.

a la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Yves DUBOURG

leur président-directeur général

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 mai, à 14 heures, en l'église de Bouchères-aux-Cluses, 54770.

3, rue de la Paix, 75001 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

- Antony.

M. et M^{me} Paul Gloess, M. et M^{me} Jean-François Gloess, M. Denis Gloess, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Janine KHODOSS,

survenue à l'âge de soixante-quatre ans, à Mérygnac.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 9 mai, à 14 heures, au cimetière d'Antony.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui s'associeront à sa peine.

3, rue de la Paix, 75001 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

- M. Alain Debrubres, M. et M^{me} Bertrand Debrubres, Camille, Clément et Stéphanie, M. et M^{me} Antoine Favas, Mathilde, Caroline et Jeanne, M. Bruno Debrubres, Louis et Pauline, M. et M^{me} Jean Laget, M^{me} Louis Debrubres,

Les familles Debrubres, Laget, Arnout, Le Perdiel, Allaire, Loiseau, Galm, Morce, Trounans,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Anne DEBRUBRES, née LAGET,

ancienne élève de la Légion d'honneur

décédée le 5 mai 1996, dans sa soixante-dixième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le 9 mai, à 9 h 15, en l'église Saint-Martin de Nançay (Seine-et-Marne).

L'inhumation aura lieu le même jour à 11 h 45, à Nançay (92).

5 bis, rue des Ecoles, 77370 Nançay, 10, rue de Suffren, 96260 Laxmor-Plage, 1, rue Montargueil, 78490 Les Moutiers, 77, rue Notre-Dame-des-Champs, 75008 Paris.

- Gérard et Anne-Marie Gastaut, et leurs enfants, Thérèse Gastaut, Et toute la famille, ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

Simone GASTAUT, née Fauthoux

à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 9 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Germain de Charonne, 4, place Saint-Blaise à Paris (20^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue de la Pompe, 75116 Paris, 20, avenue du Bouchet, 1209 Gennevilliers.

- Le président de l'Institut d'étude des relations internationales (IERI) et de l'Institut de l'économie et du commerce international (ILECI), M. Raymond Barre.

Les membres du conseil d'administration.

Les professeurs, ont le profond regret de faire part du décès, survenu à Chevrette, le 5 mai 1996, de leur administrateur général

M. Jean GERONIMI

chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

Une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Germain des Prés, le lundi 13 mai, à 17 h 30.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

- Antony.

M. et M^{me} Paul Gloess, M. et M^{me} Jean-François Gloess, M. Denis Gloess, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Janine KHODOSS,

survenue à l'âge de soixante-quatre ans, à Mérygnac.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 9 mai, à 14 heures, au cimetière d'Antony.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui s'associeront à sa peine.

3, rue de la Paix, 75001 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

- Cécile Malgrange, son épouse, Nicolas Malgrange et Karine Salvan, Brigitte Malgrange et Philippe Lefebvre,

Mathieu Malgrange, ses enfants, Gaspard, Romain et Mathilde, ses petits-enfants, M^{me} Jacques Malgrange, sa mère,

Ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Ses oncles et tantes, Ses neveux et nièces, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Louis MALGRANGE,

survenu le 5 mai 1996, à l'âge de cinquante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 mai, à 16 heures, en l'église Notre-Dame, à Taverny, rue Jean XXIII (Val-d'Oise).

13, rue de la Préfète, 94230 Cachan.

- Le président-directeur général, la direction générale et le personnel de Thomson SA et de Thomson-CSF, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Louis MALGRANGE, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, docteur ès sciences, professeur des universités, Paris-VII-Jussieu, directeur technique et de la recherche de Thomson-CSF,

survenu le 5 mai 1996,

et s'associent pleinement à la douleur de la famille.

- Le président de l'université Paris-VII Denis Diderot, Le directeur de l'UFR de physique, Ses collègues et amis, ont la très grande tristesse de faire part de la disparition de

Jean-Louis MALGRANGE, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur de physique, directeur technique et de la recherche de Thomson-CSF,

survenu le 5 mai 1996.

- Le président, Les membres du conseil d'administration Et le personnel de la fondation Jeanne Fien Ver, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Louis MALGRANGE, administrateur de la fondation,

survenu le 5 mai 1996.

Il s'adresse à sa famille l'expression de leurs très vives condoléances.

23, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.

- Le président et le secrétaire perpétuel, Les membres de l'Académie nationale de médecine, ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé confrère,

le professeur Robert LAPLANE, commandeur de la Légion d'honneur, ancien président de l'Académie nationale de médecine,

survenu à Paris, le 4 mai 1996, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

- Jacqueline et Henry Salsiel, Thomas, Marion et Mathew, Gérard et Denise Leroy, Florence et Romain, ont la tristesse de faire part du décès, le 29 avril 1996, de

M^{me} Martine LÉVY, née GUPCH,

L'inhumation a eu lieu le 3 mai, dans l'intimité familiale.

- Les familles Lyon et Besmoun ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Gilberte LYON-BENNOUN,

survenue le 4 mai 1996.

Elle a gardé jusqu'à son dernier jour son amour de la vie et de la musique.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montparnasse, le 10 mai, à 8 h 45, entrée boulevard Edgar-Quinès.

Les membres du Laboratoire d'analyse et de techniques économiques de l'université de Bourgogne ont le regret de faire part du décès de leur collègue et ami,

Michel PREVOT, maître de conférences, chevalier dans l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, survenue le 2 mai 1996, à Dijon.

- Le président de l'université de Bourgogne et les membres des trois conseils, Le doyen et le conseil de la faculté de sciences économiques et de gestion, L'ensemble des personnels de l'université de Bourgogne, ont la très grande tristesse de faire part du décès de leur collègue

Michel PREVOT, chevalier dans l'Ordre national du Mérite, officier dans l'Ordre des Palmes académiques, survenue le 2 mai 1996.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Daix le mardi 7 mai à 14 h 30.

- M^{me} Fernand Touboul, sa sœur, Mario-Jo Touboul, son épouse, et son fils, Marc et Laurence Touboul et leurs enfants, Isabelle Touboul et Alain Ber, Alain et Florence Schreier et leurs enfants, Emmanuel Schreier et son fils, ses enfants et petits-enfants, Claude Touboul, sa sœur, et sa fille, Les familles Emmanel, Bénichou, Salphati et Cohen, parents et alliés, ont la grande douleur de faire part du décès, survenue le 2 mai 1996, de

Georges TOUBOUL, à l'âge de soixante-cinq ans

8, rue de l'Hirondelle, 78490 Mareil-le-Guyon

Anniversaires de décès

Marcel Chêne 1900-1976

Hélène Chêne, née Georges 1906-1993.

Nous n'avons rien oublié.

Grenoble, le 8 mai.

- Il y a dix ans

Henri-Paul EYDOUX

vous quitte.

"Changer pour changer qu'est-ce que ça change?"

Tout le monde en parle. Internet crée une formidable opportunité de progrès, ouvrant aux entreprises de nouveaux marchés, leur offrant d'autres perspectives de partenariat et une meilleure connaissance de leurs concurrents.

Comment préparer cette mutation sans bouleverser l'existant ?

De brillants esprits se sont penchés sur cette question et leurs recommandations ont été de tout chambouler : le modèle d'entreprise, les structures, l'organisation informatique. Des budgets énormes ont été investis. En vain. Pourquoi ?

Parce que les entreprises consultaient surtout des théoriciens, rarement des praticiens comme ceux d'IBM Consulting Group par exemple. Les spécialistes d'IBM Consulting Group élaborent des recommandations. Et ils les mettent en œuvre. Eux-mêmes. C'est toute la différence.

Les consultants d'IBM ne vous feront pas

changer pour changer. Ils savent évaluer au plus juste vos besoins en technologies. Ils savent planifier, construire, installer, gérer. Ils peuvent former vos collaborateurs pour qu'ils tirent le meilleur parti des nouvelles technologies. Ils ont déjà aidé une foule d'entreprises à entrer dans le monde d'Internet et de l'informatique en réseau. Sans changer de plateforme informatique, ni pratiquement développer de nouvelles applications. Et tout cela sans panique, sans angoisse. Avec eux, vous n'aurez pas des piles de rapports, mais plus de résultats.

Le monde change à toute vitesse. Si vous voulez changer avec lui, pour votre plus grand profit, appelez-nous au 36 63 36 43 ou rejoignez-nous sur Internet : <http://www.ibm.com/solutions>

Et sachez simplement qu'avec IBM, ce n'est pas la peine de tout changer pour que tout change.

Solutions pour une petite planète

IBM

POUR la famille de Marocains qui regarde, ce soir-là, le journal télévisé de la chaîne privée « 2M », le reportage sur la colère des pharmaciens de Casablanca n'a rien, dans sa forme, que de très banal. Le sujet est passionné, il est directement lié au procès, hautement controversé, de Mohammed Moncef Benabderrazik, un pharmacien casablancain condamné à neuf ans de prison pour avoir importé un lot d'échantillons de gammaglobulines qualifiées de « médicaments nuisibles à la santé publique ». A l'annonce du verdict, le syndicat des pharmaciens a appelé ses adhérents à porter, en signe de protestation, un brassard noir.

Ce 18 avril, défilent donc à la télévision plusieurs « grévistes ». Chacun s'exprime à visage découvert, son nom inscrit en bas de l'écran. Interrogé sur le faible suivi du mouvement, une dirigeante syndicaliste explique, sans se démonter, comment les *mokaddem* (représentants du pouvoir, au niveau du quartier) ont fait le tour des officines afin de décourager les pharmaciens de porter le brassard. Devant le poste de télévision, les commentaires fusent. On soupire, on s'indigne. Mais personne ne s'étonne qu'un tel reportage, peu flatteur pour le régime, ait pu passer sur une chaîne de diffusion nationale. A l'échelle du Maghreb, où les médias d'Etat brillent par leur indigence et leur servilité à l'égard des puissants, ce petit air de liberté à quelque chose d'inouï.

« Au Maroc, de la différence de la Tunisie et de l'Algérie, le pluralisme a été une réalité dès l'aube de l'indépendance », soulignait, en mars 1993, lors d'un colloque organisé en Italie, le docteur Saadeddine Zmerli, vice-président de la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH) et ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH). Cette « tradition plurielle », selon l'expression d'un militant marocain, s'est longtemps limitée à l'existence d'une presse gouvernementale et d'une presse partisane étroitement surveillée. « Jusqu'en 1990, le mot *Tazmamart* [le bague de sinistre mémoire, où furent enfermés plusieurs dizaines de militaires qui avaient comploté contre le roi] n'a jamais été cité dans les journaux », ajoute-t-il.

Au Maroc comme en Algérie, l'émergence de la presse privée a servi de déclic. Ce qui n'était que murmures de couloirs se formule désormais en public. « Grâce aux journaux, on a les moyens de dire ce qui ne va pas, en s'adressant non seulement au pouvoir, mais aussi à la société civile », explique un responsable de l'Organisation marocaine de défense des droits de l'homme (OMDH), Driss Benzekri. « Même si l'autocensure reste très rodée, la liberté de la presse va dans le bon sens », ajoute Fouad Abdelmoumini, militant de l'Association marocaine de défense des droits de l'homme (AMDH).

Grands progrès, acquis fragiles. En Algérie, depuis 1992, la censure et le terrorisme étrangent chaque jour un peu plus l'espoir d'une presse libre. Au Maroc, malgré une marge de manœuvre beaucoup plus grande qu'il y a cinq ou six ans, chacun, dans la rue comme dans les salles de rédaction, se soumet aux tabous majeurs de la vie publique du royaume : toute critique à l'encontre de Hassan II, de l'islam ou de la « marocanité » du Sahara est interdite. Les journaux étrangers en ont fait plusieurs fois l'expérience, tel l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, dont la diffusion au Maroc est suspendue depuis novembre 1995. Si l'on ne franchit pas ces lignes rouges, on peut tout dire, ou presque. La floraison de la presse écrite - on parle de quatre cents titres, journaux islamistes compris - témoigne de cette vitalité.

La Tunisie, qui ne connaît ni les tabous marocains ni les convulsions algériennes, fait, en comparaison, bien pâle figure. « La liberté d'opinion et d'expression est l'un des problèmes majeurs en Tunisie », a rappelé la LTDH en novembre 1995, dans un rapport que la presse locale s'est abstenue de publier. Etre journaliste en Tunisie ? « Nous sommes des morts-vivants »,

résume l'un d'eux, en privé, la vois serée par l'amertume. Ceux qui tentent de résister sont rapidement sanctionnés. Ce fut le cas, en 1994, d'un journaliste de l'agence Tunis Afrique Presse (TAP), Kamel Labidi, licencié après avoir publié, dans le quotidien français *La Croix*, un entretien de l'opposant Moncef Marzouki. Quant à la presse étrangère, outre les multiples saisies dont elle est régulièrement l'objet, elle a vu, en moins de deux ans, trois de ses correspondants - de la BBC, de l'agence koweïtienne KUNA et de l'AFP - priés, sans ménagement, de quitter le pays.

Mesurée à l'aune de la liberté d'expression, c'est au Maroc que la situation des droits de l'homme apparaît comme la plus encourageante. Palme acquise sans grand mérite, diront certains, étant donné l'état de ses deux voisins. Pour les Marocains, « cette liberté de parole représente un atout formidable : elle permet le débat, qui est

la clé de tout processus de réforme », selon le président de l'OMDH, l'avocat Abdelaziz Bennani.

La parole, oui, mais le reste ? L'horreur de *Tazmamart*, le cauchemar de la famille Oufkir, le drame des « disparus » dont l'en-

Au Maroc, chacun se soumet aux tabous majeurs de la vie publique : toute critique à l'encontre de Hassan II, de l'islam ou de la « marocanité » du Sahara est interdite

tourage attend vainement des nouvelles - depuis parfois quinze ou vingt ans -, toutes ces abominations qui ont terni l'image du royaume chérifien font-elles aussi partie d'une histoire révolue ? « Depuis le début des années 90, les aspects les plus criants des violations des droits de l'homme, comme

de 5 000 dirhams (2 900 francs) leur est accordée par les œuvres sociales de l'armée - ni vraiment réhabilités, ces rescapés de l'enfer ont le sentiment d'être « ensevelis pour la deuxième fois ». Amertume que l'opposant politique Abraham Serfaty, exilé en France après dix-

sept ans de prison au Maroc, n'est pas loin de partager. Privé de passeport marocain, il attend en vain de pouvoir regagner son pays.

Silhouette frêle, visage émacié, Maria Oufkir, l'une des quatre filles du général Oufkir (qui s'est officiellement « suicidé », en 1972, après une tentative de putsch), af-

firmé ne plus rien espérer. Emmurés vivants pendant près de quinze ans, finalement libérés en février 1991, les membres de la famille Oufkir sont réduits, eux aussi, à mener une existence de parias. Pas de passeport, pas de travail, pas d'avenir. Une règle de fer qui n'épargne pas plus les enfants que les petits-enfants : le fils de Maria Oufkir, âgé de quatre ans, qui devait aller passer quelques jours de vacances en France, en avril, n'a pas obtenu les papiers nécessaires. « L'attente nous ronge et nous anéantit, soupire la jeune femme. On finira par s'auto-détruire, non de révolte, mais d'épuisement. »

A ces dossiers anciens, dont la conclusion reste suspendue au bon vouloir du roi, s'ajoutent les ordinaires « dépassements » d'une police d'autant plus zélée qu'elle bénéficie d'une impunité

quasi totale. L'actuelle « campagne d'assainissement » a donné l'occasion de s'en apercevoir. Lors de procès récents, à Casablanca, Salé (près de Rabat) et Tétouan notamment, des prévenus se sont plaints des mauvais traitements infligés durant les interrogatoires. Selon l'AMDH et l'OMDH, « toutes les demandes d'expertise médicale » adressées aux tribunaux « ont été rejetées », au mépris des amendements introduits par le Conseil consultatif des droits de l'homme, créé à l'initiative du roi en mai 1990, qui font « obligation » au procureur ou au juge d'instruction de recourir à ce genre d'examen « à la demande du prévenu ». Au Maroc, comme ailleurs, il y a loin de la coupe aux lèvres.

Et pourtant, là encore, la situation est loin d'être la pire. En 1992, l'AMDH et l'OMDH avaient recensé quelque cinq cents prisonniers d'opinion. En 1996, le nombre des détenus politiques (islamistes, pour la plupart) est estimé à soixante-huit par l'AMDH et à une cinquantaine par l'OMDH. Soit environ dix fois moins qu'il y a quatre ans. Dans le même temps, en Algérie, prisons et camps de détention se remplissent à vive allure. Selon le ministère algérien de la justice, cité par le département d'Etat américain, on comptait, en 1995, quelque 16 000 prisonniers politiques (tous islamistes) sur un total de 34 000 détenus. La guerre, qui a coûté la vie à quelque cinquante mille personnes en l'espace de quatre ans, peut-elle tout expliquer ? Le discours appelant à l'« éradication » de l'autre, cher aux extrémistes algériens, qu'ils se réclament de l'islam ou de la modernité, militent en ce sens. « On a peur de tout le monde, des islamistes comme de ceux qui se disent démocrates. Les seules voix qu'on entende sont des cris de vengeance et des appels au meurtre », résume un avocat.

Les deux associations de défense des droits de l'homme créées en Algérie dans les années 80 semblent aujourd'hui moribondes. Exceptées les communiquez épisodiques de l'Observatoire national des droits de l'homme (ONDH, organisme officiel), plus rien ne se publie à Alger touchant à ce sujet. En mars, un dossier sur les violations des droits de l'homme, premier du genre depuis le début de la crise, réalisé par l'hebdomadaire privé *La Nation*, a été censuré. Dans son éditorial, intitulé « Citoyenneté contre barbarie », la journaliste Selma Ghazal soulignait la nécessité, « pour le véritable démocrate », de restituer à l'homme « ce que le fanatisme et le despotisme refusent de lui accorder : le droit à la dignité ».

EN Tunisie, la LTDH, créée en 1977, doyenne des ligues des droits de l'homme du monde arabe, est menacée, depuis quatre ans, par une loi « sur les associations » dont l'application s'annonce, à coup sûr, son arrêt de mort. Le texte prévoit, notamment, l'obligation d'accepter tous les candidats à l'adhésion, ce qui laisserait la porte ouverte à une OPA du parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). En dépit des tractations dont elle fait l'objet, la LTDH, forte de ses quatre mille militants, n'en continue pas moins, vaille que vaille, à remplir sa mission. Rude tâche, dans un pays où règne l'obsession sécuritaire, sous couvert de la lutte contre la « vermine » islamiste.

Le blocage politique, manifeste en Algérie, de plus en plus sensible en Tunisie, n'est pas étranger à la résistance que rencontre, dans chacun de ces deux pays, l'émergence d'une véritable culture des droits de l'homme. Au Maroc, où les atouts, dans ce domaine, semblent aujourd'hui les plus nombreux, rien n'est encore joué. Le statut réservé aux femmes est révélateur de ces difficultés. La *mudawana* marocaine, directement inspirée de la *charia* (loi islamique), n'a rien à envier au Code de la famille de l'Algérie voisine. Ici comme là, le réflexe conservateur, entaché d'une forte misogynie, continue à primer, au détriment de l'individu et de la liberté des personnes.

Sensibles à l'air du temps, certains groupes islamistes ont élargi leur vocabulaire aux mots démocratiques et droits de l'homme. La récente publication, à Genève, d'un *livre blanc* sur la répression en Algérie et d'un *Cahier* sur la torture, intitulé *L'Algérie en murmure*, témoignent de cette évolution. Accablants pour le régime algérien, ces catalogues de supplices le sont aussi pour leurs auteurs. Surtout soucieux de noircir l'image de la « junte militaire », ils n'ont pas jugé utile de mentionner - ni, a fortiori, de condamner - les innombrables atrocités commises par les groupes armés islamistes à l'encontre de la population.

Quelle que soit la nature des régimes, monarchique au Maroc, républicains en Tunisie et en Algérie, le respect des droits de l'homme est fonction, avant tout, des progrès de la société civile et des efforts d'ouverture pluraliste. Le Maroc, longtemps réduit à la seule image de son roi, ne semblait pas, à cet égard, le mieux loti. La tourmente meurtrière que connaît l'Algérie, l'inquiétante régression que vit la Tunisie ont modifié la donne.

Catherine Simon
Dessin de Selçuk



Alternance et

Le Monde

ÉDITORIAL

Les folies du petit écran

SEUL mois après la publication du rapport du député Alain Griotray dénonçant les contrats exorbitants des présentateurs-animateurs de France Télévision, l'affaire Delarue relance les critiques sur certaines pratiques de la direction des chaînes publiques. On dénonce pile-mêle le manque de transparence dans la passation de ces contrats qualifiés aujourd'hui de « léonins » ou le style autocratique de Jean-Pierre Elkabbach et de sa garde rapprochée, on évoque d'éventuelles malversations.

La télévision publique s'offre ainsi une nouvelle crise de prendre grandeur dans une période où il serait urgent qu'elle mobilise son énergie pour faire face aux défis technologiques du futur. Il peut paraître surprenant qu'il ait fallu attendre si longtemps pour que ministres et instances de régulation se saisissent de la question. Surprenant, surtout, que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), si prompt à se pencher sur les dérives des chaînes privées, ait jusqu'à fait preuve d'un tel manque d'intérêt pour les chaînes publiques.

Chargés de nommer les présidents de l'audiovisuel et de veiller au respect du cahier des charges, les membres du CSA

semblent avoir fait preuve d'un certain laxisme dans ce dernier épisode des folies du monde du petit écran. Les chiffres d'affaires des animateurs-producteurs étonnent des téléspectateurs habitués à verser leur obole, sous forme de redevance, aux chaînes publiques, mais ils s'ont pas sous les « sages ».

Ce débâcle de millions, cette querelle par avocats interposés entre le président de France Télévision et Jean-Luc Delarue, risque de compromettre la fin du mandat de Jean-Pierre Elkabbach. Au-delà de sa personne, c'est la notion de présidence comme de France 2 et France 3 qui peut faire les frais du débat. Votre même pour certains, qui en manifestent le désir depuis plusieurs années, l'idée de conserver deux chaînes publiques généralistes.

Dernière des critiques sur les dérapages financiers de France 2 se profile la privatisation de la chaîne. Le raisonnement qui y conduit est d'apparence limpide : puisqu'elle se comporte de la même façon que TF1, pourquoi la subventionner ? Le discours n'est pas nouveau, mais le prétexte est sans doute un peu court. L'opinion, en la matière, est partagée : si de nombreux Français restent attachés à l'existence d'un pôle audiovisuel public fort, qui reste pour eux le garant d'un minimum de qualité, ils voient mal comment on pourrait justifier le maintien, voire l'augmentation d'une redevance parafiscale à l'heure où ils sont invités à payer pour le câble, les chaînes à péage, voire les retransmissions sportives.

Alors que naissent les chaînes numériques, un nouveau débat sur la place du service public de l'audiovisuel est nécessaire. Mais il serait dommage qu'il se limite au coût des émissions de M. Delarue et d'autres. Entre le monopole étatique de la défunte ORTF et le confinement de la télévision publique dans un ghetto confidentiel, comme c'est le cas aux États-Unis, une troisième voie est possible. Un peu d'imagination serait bienvenue.

Rivalité franco-américaine au Proche-Orient

Suite de la première page

L'occasion fut saisie par certains responsables américains pour évoquer d'autres griefs contre Paris, qui n'ont strictement rien à voir avec le conflit du Proche-Orient, ce qui a encore accru l'atmosphère.

Or Jacques Chirac tient à l'amitié qui lie les États-Unis et la France, et singulièrement aux bonnes relations qu'il entretient avec son homologue, Bill Clinton. Mais le président de la République a dit et fait dire aux responsables américains qu'il n'en était pas moins déterminé à défendre les intérêts de la France et de l'Europe, dont le sud et l'est de la Méditerranée sont en quelque sorte l'arrière-cour, de la même manière que le Mexique et l'Amérique centrale sont ceux des États-Unis. Il estime aussi que la France peut apporter sa contribution aux efforts de paix dans la région, grâce à ses relations plus ou moins privilégiées avec certains acteurs.

« Les États-Unis veulent garder le leadership que nous ne leur contestons pas, nous leur proposons néanmoins une forme de partenariat dont ils ne veulent pas entendre parler », résume un diplomate.

Quelle a été la contribution française au dénouement de la crise libanaise ? On admet désormais, à Paris comme à Washington, que la querelle à laquelle les deux parties se sont livrées pour revendiquer tout ou partie des idées qui ont permis de conclure le cessez-le-feu a fini par verser à l'absurde, surtout après l'arrêt des hostilités. Il n'en demeure pas moins que c'est Paris qui a pris l'initiative de proposer, dès les premiers jours du conflit, un projet de compromis, sur la base des premières consultations de M. de Charette en Syrie, en Israël et au Liban. Et si Washington conteste n'avoir été poussé à intervenir qu'après le massacre de Cana, le fait n'en demeure pas moins que les États-Unis ont, dans un premier temps, apporté un soutien sans nuance à Israël.

Lorsque le secrétaire d'État prit enfin son bâton de pèlerin, c'était pour plaider en faveur d'un arrêt des hostilités aux conditions fixées par Israël. Au point que le premier ministre libanais Rafic Hariri a reproché à Paris de ne pas s'être aligné sur la position de son pays, à l'image de Washington qui adoptait les vues de son « ami » israélien.

La France s'est aussi rendue utile en valorisant le Liban en tant qu'État, alors que M. Christopher et Israël voulaient impliquer la Syrie et le Hezbollah. Car, pour le secrétaire d'État américain, le Liban n'a aucune existence propre dans la phase actuelle du processus de paix, qui ne doit concerner qu'Israël et la Syrie. L'ingérence française était donc indésirable, car elle brouillait l'ordre des choses tel qu'il l'avait lui-même conçu.

Paris a également contribué à mettre l'Iran à l'épreuve, en rappelant au chef de sa diplomatie, Ali Akbar Velayat, que l'avenir du « dialogue critique » euro-iranien était largement tributaire de sa capacité à influencer le Hezbollah libanais. Des contacts directs avec des représentants du Hezbollah ont été pris par les diplomates accrédités sur place.

Au Quai d'Orsay, on affirme que le contact n'a jamais été rompu entre M. de Charette et M. Christopher, qui ont continué tout au long de la crise à communiquer par téléphone. Mais le fait est que le secrétaire d'État, dont l'arrangement de juillet 1995 entre Israël et le Hezbollah sur la base duquel se faisaient les

tractations – est en quelque sorte le « bébé », a snobé son homologue. Il s'est même offert le luxe, malgré un engagement pris par le président Clinton auprès de M. Chirac au sommet du G7 réuni, les 19 et 20 avril, à Moscou, de refuser une rencontre à Damas avec Hervé de Charette et ses homologues russe et italien, ce dernier étant présent en sa qualité de président en exercice de l'Union européenne. Deux rappels du président français à son ami Bill Clinton n'y ont rien fait.

QUEL GROUPE DE SURVEILLANCE ?

La querelle s'est réellement envenimée lorsque, dans la dernière ligne droite, M. Christopher, sans doute le plus hostile à l'initiative française, s'est opposé à la présence de Paris au sein du groupe de surveillance de la trêve – inspiré du projet initial français de comité de sécurité. La présidence de la République française s'en est fermement mêlée, ce qui a permis enfin un dénouement de la crise.

Les points de vue des deux pays ne sont pas les mêmes sur la structure et le mode de fonctionnement de ce groupe de surveillance, qui devrait être mis en place rapidement. Y aura-t-il ou non un président, comme le veulent les Américains, qui proposent à la France la vice-présidence ? Le groupe se réunira-t-il à Washington et « surveillera »-il le cessez-le-feu par satellite, comme l'a demandé dans un premier temps Washington, – qui visiblement ne veut pas engager de personnels sur le terrain –, ou au contraire, comme le suggèrent toutes les autres parties ? Le dit groupe comprendra-t-il uniquement les ambassadeurs des pays membres ? Le droit de légitime défense qu'a obtenu Israël est-il immédiatement exécutoire, ou à caractère suspensif en attendant les conclusions de l'enquête du Groupe ?

Autant de questions qui risquent de raviver les frictions franco-américaines. Ce que Paris est déterminé à éviter, en expliquant ses initiatives avec toute la clarté requise et en demeurant en contact étroit avec les États-Unis et Israël. Car même si ses liens avec les États-Unis demeurent exceptionnels, l'État juif semble avoir compris, in fine, l'intérêt de l'initiative française, à laquelle, affirme-t-on de source française, le premier ministre, Shimon Péres, ne s'opposait que si elle devait concurrencer ou contredire celle des États-Unis.

Mimosa Nolin et Laurent Zecchini

Course folle par Hachfeld



DANS LA PRESSE

FRANCE-INTER
Philippe Bardonnaud
Les Français, surtout quand ils sont contribuables, ont de la mémoire. Aussi les propos tenus hier par le président de la République vont-ils peser très lourd sur chacune des orientations budgétaires prises par le gouvernement et la majorité dans les prochains mois. Certes, Jacques Chirac n'a pas aucun engagement formel dans le long texte publié hier par *Le Monde*, mais sa détermination ne laisse guère de place au doute : « La réforme fiscale, écrit-il, sera menée à bien » (...). Le cap est tracé, c'est maintenant à l'équipage de faire avancer le bateau. Mais les prévisions météo restent sombres, la croissance n'est pas au rendez-vous

et il faut être diablement optimiste pour imaginer que la croissance des autres aura un effet bénéfique.

EUROPE 1

Alain Duhamel
■ Jacques Chirac a toujours eu des relations atypiques avec les Français. Pendant vingt ans, il séduisait un noyau, il effarouchait le halo : il passait plus pour le chef d'une famille politique que pour un fédérateur des Français, même quand il était premier ministre. Depuis qu'il est président, ses rapports avec les citoyens sont extraordinairement cyclothymiques (...). Jamais un président de la V^e République n'avait suscité aussi rapidement autant de mécontentement. Aujourd'hui, le vol en posture de lente reconquête.

Parole de président

Suite de la première page

Mieux vaut, notamment, savoir enfin officiellement que le niveau record des prélèvements n'incombe pas à l'Europe ou au « fustier » traité de Maastricht, comme on dit dans certaines fractions du RPR, mais bien aux facilités antérieures, sinon ancestrales. On aurait préféré que les Français fussent traités à l'égal des Allemands, à qui le chancelier avait annoncé la couleur avant des scrutins importants. Comme François Mitterrand en 1981, Jacques Chirac avait préféré conter fleurette : les Français y ont répondu par une « grève d'opinion » au mois de décembre dernier et par un niveau record d'impopularité. Le dernier sondage en date, évaluant l'action de M. Chirac un an après son élection, est sans appel : 34 % seulement des Français jugent le bilan positif, contre 57 % d'avis contraire. Les avis les plus négatifs (84 %) portent sur la lutte contre le chômage. Toutefois, contrairement au Mitterrand de 1983 qui niait la réalité du « tournant » de la rigueur, Jacques Chirac revendique et explique celui de l'automne 1995.

On peut aussi regretter qu'il ait fallu attendre le déclenchement d'un vaste mouvement social pour obtenir du pouvoir qu'il se convertisse aux vertus du dialogue social. Sans doute. Mais sur ce terrain, pourquoi faire la fine bouche ? La préoccupation sociale est là, et bien là. M. Chirac se veut le « garant » de la Sécurité, il cherche à faire prévaloir en Europe la permanence d'un « modèle social » qui continuera de distinguer celle-ci des États-Unis, et plus encore des dragons asiatiques. Son credo n'est pas si éloigné de celui des sociaux-démocrates : constatant que le niveau de notre protection sociale a baissé pour un coût de

plus en plus lourd, il s'efforce de lui redonner une part de son efficacité perdue. Il ne manque ni de conviction, ni d'obstination, celle, dit-il, de « l'escargot qui va à sa tâche ». Dont acte. Et sur ce terrain, tous nos vœux vous accompagnent ! Après tout, n'est-ce pas au chef du parti colonial, Charles de Gaulle, qu'il revient de décoloniser, et au chef du premier gouvernement d'union de la gauche, Pierre Mauroy, de casser l'une des conquêtes du Front populaire, à savoir l'échelle mobile des salaires ?

Reste la France dans le monde et son message « universel », celui de l'étendard des droits de l'homme. Convenons que, là encore, le réalisme l'emporte ; mais, cette fois, au sens de la *realpolitik*, au sens de la générosité. La coïncidence entre le propos présidentiel et les regards accordés à sa majesté Hassan II est de ce point de vue malheureuse. Et si la France de Jacques Chirac veut vraiment être « fidèle à elle-même », qu'elle commence par l'être à l'intérieur de ses frontières, vis-à-vis de ses immigrés. M. Chirac, version 1986, avait, à droite, interdit tout franchissement de frontière vers l'idéologie du Front national. Qui ne voit qu'aujourd'hui l'analyse et les recettes lepénistes font des adeptes au sein même de sa majorité, sur le dos des immigrés, de leurs enfants, alors que progresse la voix sinistre et, hélas, rassurante, du parti « national » ?

Des paroles suivies d'effets, d'autres prometteuses, d'autres enfin peu convaincantes : le président a, il est vrai, à peine entamé son parcours. Pourvu que le candidat ne reprenne pas aussitôt le dessus, au nom des inquiétudes de sa majorité et de ses intérêts corporatistes, aux dépens de l'urgence absolue que constitue l'attention portée à la préservation de la cohésion sociale. Réduire la « fracture sociale » doit rester l'ardente obligation du septennat.

J.-M. C.

Alternance et vérité par Bertrand Poirot-Delpech

LE MOT révisionnisme a plusieurs sens.

A l'origine, au début du siècle, les communistes russes l'appliquaient aux interprétations jugées non orthodoxes de Marx et de Lénine. Depuis l'extermination des juifs par les nazis, dans les années 40, le terme recouvre les doutes émis sur ce qui fut appelé un « détail ». C'est à ces doutes que l'abbé Pierre vient d'apporter le secours de sa sainte image.

Cette signification limitée procède d'une acception plus large : la défiance systématique envers la communauté des historiens, dont les travaux n'auraient pas plus de valeur que n'importe quelle parole de chercheur amateur ou d'acteur survivant. Le défenseur du millénaire Paul Tournier s'estimaient fondé à opposer le témoignage de son client aux dépositions concordantes des spécialistes mondiaux de la période.

Cette attitude générale n'est pas propre aux partisans des doctrines qui permirent le génocide. Elle se retrouve dans tous les secteurs de l'opinion française. Elle plait par son doute cartésien, son panache du non-contre-tous, son populisme anti-intellectuel.

La France subit cette séduction, plus qu'un pays comparable. Elle accepte mal de se mettre d'accord une bonne fois sur son passé. La conviction y est plus vive qu'ailleurs que la vérité, comme la justice, traduit seulement un

rapport de forces passager. A preuve : la clemence accordée aux justiciables qui savent laisser passer l'orage. Aux yeux de beaucoup, le procès de Nuremberg n'a fait que restituer le point de vue des récents vainqueurs alliés, suspects de parti pris vengeur ou glorieux, comme César racontant ses conquêtes.

Ainsi s'explique que le regard sur Vichy ne cesse d'évoluer, depuis cinquante ans, au gré des fluctuations politiques. Le *spoils-system* qui suit les changements de majorités ne s'applique pas seulement aux postes de commande économiques et médiatiques. Il affecte le calendrier de nos réminiscences, leur contenu, la leçon à en tirer ; surtout depuis que les célébrations sont programmées au sifflet par l'établissement. On l'a vu lors des commémorations de 1789 et de 1944. Hors toute recherche d'accord honnête sur les faits, ces anniversaires ravivaient les vieux antagonismes idéologiques, les propagandes.

Le soixantenaire du Front populaire subit les mêmes effets de conjonction. Pour les orchestrateurs de la mémoire et les lobbies qui réduisent la réflexion publique à des débats fourre-tout, des colloques publicitaires et autres mondanités de « dir-com », 1936 n'a pas bonne presse. D'avance, ils préfèrent à ce mauvais souvenir le baptême de Clovis, l'humanaire, Dieu-dans-tout-ça, le mal-au-dos ou les banlieues-chaudes. Un petit tour au

bord de l'eau avec Gabin, à la rigueur ; mais silence sur le partage d'argent et de libertés appliqué avec succès à la fracture sociale d'alors !

Silence, ou alors tromperie. Même les héritiers de ces conquêtes semblent gênés de rectifier les déformations d'en face. Une de ces déformations est en passe de devenir vérité officielle. L'impréparation du Front populaire, l'avachissement populaire et le culte de l'« apéro » seraient les causes essentielles du désastre de juin 1940 ; alors que Pétain, l'état-major, les milieux d'affaires et la presse dominante redoutaient plus Staline, voir Blum, que Hitler, c'est établi, et refusaient les moyens d'une guerre que leurs slogans impatients aux Anglais, aux juifs, aux francs-maçons.

Une autre falsification partidienne concerne l'origine des futurs collaborateurs de 1940-1945. Les transfuges de la gauche s'y seraient retrouvés très nombreux, et comme naturellement. La réalité est que les trajets du socialiste Déat et du communiste Doriot sont l'exception qui confirment la règle d'un ralliement massif des maurassiens anti-républicains à Vichy et à sa milice.

Le révisionnisme ne consiste pas seulement à nier la spécificité d'Auschwitz. Il revient à contester la validité de l'expertise en histoire, et à faire dépendre la vérité des alternances politiques, des campagnes électorales.

RECTIFICATIF CRÉDIT LYONNAIS

Dans notre article consacré à l'incendie du siège du Crédit lyonnais (*Le Monde* du 7 mai), il fallait lire, dans la déclaration du capitaine des pompiers Jean-Luc Chivot, que « les deux tiers de l'îlot ont été touchés » (soit 6 000 mètres carrés sur 9 000), et non, comme nous l'avons écrit par erreur, qu'ils « n'ont pas été touchés ».

PRÉCISION KURT GERSTEIN

L'officier SS Kurt Gerstein a laissé une description détaillée de la persécution des juifs, et non l'inverse, comme notre article sur le négationnisme, dans *Le Monde* du 4 mai, pouvait le laisser croire. L'écrivain Pierre Joffroy a consacré à Gerstein un livre, *L'Espion de Dieu*, paru aux éditions Seghers en 1992.

CINEMA
Tous les films au bout du fil
36-68-03-78

Et si le Maroc devenait démocratie ?

par Omar Seghrouchni

Le roi du Maroc règne et gouverne, sans partage, depuis déjà plus de trente-cinq ans. Il est la clé de voûte d'un système centralisé et personnalisé à l'extrême. Le régime politique qu'il a pu mettre en place au fil des ans, la démocratie hassanienne, pourra-t-il être légué à son héritier en l'état ?

Aujourd'hui, de nombreux analystes politiques créditent le Maroc d'une ouverture lente mais certaine. Pourtant, nul ne sait de quoi sera fait demain. Ces dernières semaines, le roi a réitéré sa volonté d'octroyer aux Marocains une révision constitutionnelle à la fin de la session parlementaire de printemps.

Deux idées principales semblent sous-tendre la future Constitution : l'instauration d'un système bicaméral et l'institutionnalisation de la région. Le concept de la région a été introduit au Maroc par l'royauté en 1971, un décret royal instaura la région économique. Aujourd'hui, la constitutionnalisation de ce concept est à l'ordre du jour. De nos jours, la décentralisation est incontestablement synonyme de démocratisation. Il est, cependant, nécessaire de veiller à ce que cette réforme n'aboutisse pas, *in fine*, à une simple modernisation des structures féodales du pouvoir marocain, le *Makhzen*.

Au Maroc, la réussite de la décentralisation requiert le respect d'une condition préliminaire : la « démakhzénisation ». L'influence du ministre de l'intérieur, Drias Basri, doit être atténuée, sinon, au lieu de rapprocher l'administration du citoyen, le pouvoir se limitera à rapprocher le bâton du sujet.

Le système bicaméral peut offrir des aspects intéressants : réduire les effets du classique antagonisme entre « juristes » et « politiques ».

Il serait préjudiciable d'octroyer à la seconde chambre le rôle d'une

sombre pour le pays. Un rapport alarmiste rédigé par les détenteurs des cinq plus importants ministères du pays aurait prévu l'apocalypse économique pour 2002. Dans six ans ! Le souverain s'est même appuyé sur un rapport de la Banque mondiale pour brasser un sombre tableau du paysage économique. Il aura fallu attendre le rapport d'un organisme international pour que la réalité devienne vérité.

Nous observons les derniers moments du concept de la révolution du roi et du peuple. Matérialisant l'alliance de fait qui avait

institutionnel d'une monarchie gouvernante à une monarchie d'arbitrage.

Aujourd'hui, une fracassante campagne d'assainissement semble mobiliser le pouvoir, alors que la corruption est depuis longtemps, au Maroc, un outil de gouvernement. L'assainissement, naturellement positif, quoique encore quelque peu sélectif, doit se généraliser. La « marocanisation » des terres avait permis la récupération de larges superficies exploitées par les anciens colons français. Qui a récupéré ces terres ? Qui les exploite aujourd'hui ?

Démocratiser la vie politique au Maroc ne signifie pas forcément, pas encore du moins, la remise en question du caractère monarchique de son régime. Un consensus - vrai et sincère - peut être établi entre le pouvoir et l'opposition, entre les générations montantes et l'histoire : résorber la « spécificité makhzénienne » de la monarchie marocaine. Ce n'est qu'ainsi que la monarchie pourra préserver l'avenir, son avenir et celui du Maroc.

Omar Seghrouchni, membre du comité central de la jeunesse de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), représentant de cette organisation en France, s'exprime à titre personnel.

La monarchie peut survivre. Les structures féodales du pouvoir doivent disparaître

chambre de blocage institutionnel. La réforme constitutionnelle doit être à la mesure du prochain roi et du prochain Parlement afin que le ciment monarchique de la nation marocaine puisse avoir une quelconque signification et surtout un quelconque effet. Le *Makhzen*, principal outil de trente-cinq ans de pouvoir personnel, doit être dissous.

Le Maroc vit depuis quelques mois au diapason du pessimisme. En août 1995, le roi a, pour la première fois, après tant d'années de règne, évoqué le risque d'un avenir

fonctionné entre le mouvement national marocain et la monarchie lors de la lutte pour l'indépendance, ce concept sera peut-être vu par les générations futures comme une révolution des dupes.

L'opposition est appelée, depuis de longues années, à mettre fin à la sécession institutionnelle en participant au gouvernement. Il est peut-être temps de considérer cette invitation. Mais il est, au préalable, nécessaire de s'assurer qu'il sera possible de gouverner véritablement. La future Constitution devra permettre le passage

Vite, sous les taux allemands

par Serge Weinberg

En 1992, la France avait tenté durant un bref moment de baisser ses taux en dessous des taux allemands. La réaction des marchés fut alors brutale. Mais, depuis cette date, la situation relative des deux économies a profondément changé et crée une nouvelle donne.

La politique monétaire de la France, convertie à l'orthodoxie la plus exigeante depuis 1990, repose implicitement sur une confiance totale en l'économie allemande devenue une référence, non seulement par la solidité de sa monnaie, mais aussi par la « contexture » particulière du capitalisme rhénan, supposé capable de tempérer les excès du capitalisme américain et paré de toutes les vertus. Un pays idéal où se résoudraient naturellement toutes les contradictions, la compatibilité entre mark fort, productivité, consensus social, salaires élevés et compétitivité.

Cette représentation s'appuie naturellement sur le formidable redressement de l'économie allemande depuis 1945 et la conviction que les capacités d'organisation, le sens de l'effort collectif au sein de la *Sozialmarktwirtschaft*, l'économie sociale de marché, constituent des vertus immanentes capables de surmonter toutes les difficultés de quelque nature qu'elles soient. La réunification a, en outre, provoqué une « relance » artificielle durant la période 1990-1993, qui a pu également suggérer qu'au-delà de la récession s'installait partout en Europe l'Allemagne en était miraculeusement épargnée.

Mais qu'advient-il si l'Allemagne, malgré les qualités évoquées ci-dessus, était confrontée à une crise de grande ampleur, de type structurel et non simplement conjoncturel ?

Il y a malheureusement quelques raisons de penser que nous sommes bien en face de difficultés d'une taille beaucoup plus inquiétante que ce que nous en avons présenté jusqu'ici. Les Français ont une curieuse tendance à lire avec optimisme les informations venant d'outre-Rhin, en supposant à nos voisins une capacité de principe à surmonter les difficultés les plus objectives. L'augmentation du nombre des chômeurs, au rythme de plus de 100 000 par mois depuis décembre dernier, est pourtant la manifestation la plus claire et la plus dramatique de la réalité des problèmes rencontrés.

Quelles en sont les raisons ? Tout d'abord, la RFA est le pays le plus industriel d'Europe. Avec 40 % de sa population active dans l'industrie, contre 29 % en France ou aux Etats-Unis, elle est naturellement beaucoup plus vulnérable à la « globalisation » de l'économie mondiale et la proximité des pays de l'Est, avant d'être un débouché naturel aux sociétés allemandes, a accentué la tentation de la délocalisation, préparée de façon discrète par les grands groupes depuis quelques années, mais qui se révèle dans son ampleur depuis quelques mois.

Les « barrières invisibles » ont protégé durant de longues années l'économie allemande. Elles existent encore, mais elles commencent à vaciller, permettant la pénétration croissante des produits étrangers à bas prix, alors que la force de l'économie allemande reposait largement sur des niveaux de prix intérieurs relativement élevés, source de marge pour les entreprises.

Le poids de l'industrie allemande avait empêché jusqu'ici que se développe un appareil de distribution très agressif. L'apparition récente de nouvelles formes de distribution de type *discount* dans les produits manufacturés ne fera qu'accroître la pression sur les marges, et donc la délocalisation.

Le fameux « consensus » social allemand, si admiré en France, mérite quelques nuances d'importance. Il s'est exprimé surtout par une augmentation considérable des salaires moyens, bien en-dehors de l'inflation annuelle et des gains de productivité. Aussi le salaire moyen est-il supérieur d'environ 30 % au salaire moyen français et supérieur de près de 50 % au salaire moyen anglais. En outre, les entreprises allemandes ne sont guère acclimatées à des ajustements ra-

pidés. Elles font preuve d'un temps d'inertie d'autant plus important qu'étant souvent très intégrées, l'effet de chaîne des modifications d'organisation est beaucoup plus complexe à gérer.

Enfin, la force du mark a, elle aussi, affaibli la compétitivité de l'économie allemande et nombreux sont ceux, notamment au sein du patronat qui, en privé, s'en plaignent alors que la « pression sociale » les empêche d'exprimer leurs critiques à haute voix. L'essentiel de ce constat avait d'ailleurs été dressé il y a près de trois ans, dans un remarquable rapport officiel - « Standort Deutschland » - où les causes et les menaces de la perte de compétitivité étaient décrites.

Les Français ont tendance à lire avec optimisme les informations venant d'Allemagne, en supposant à nos voisins une capacité de principe à surmonter les difficultés

Toutes ces causes se conjugueraient aujourd'hui pour plonger l'Allemagne dans une crise dont la gravité et la durée ne devraient pas être sous-estimées. Gravité parce que, compte tenu de l'ampleur du processus d'ajustement, les conséquences sociales et politiques peuvent entraîner des troubles importants. Durabilité, parce que l'ampleur même de ce processus ne permet pas de l'assimiler à une phase de cycle classique.

Il paraît tout aussi clair que cette crise aura deux conséquences probables : une plus grande difficulté à remplir les critères de Maastricht, notamment sous l'angle des déficits publics, et une incertitude probable sur le mark renforcée par la crise de confiance interne qui a déjà entraîné depuis l'automne dernier d'importantes sorties de capitaux.

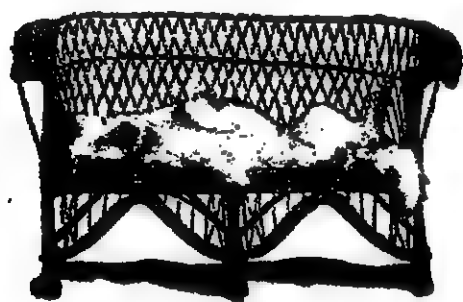
N'est-il pas légitime, dès lors, de se demander si notre politique monétaire ne doit pas mieux exprimer cette nouvelle réalité ? La situation économique et sociale française n'est pas plus défavorable que la situation allemande. A certains égards, on pourrait même considérer que, malgré les rigidités et les difficultés de réforme, la France, qui a déjà réalisé de très importants efforts de productivité, qui a montré plus de capacités d'adaptation de son appareil productif, est en meilleure position, pour quelques années, que son grand voisin.

Le jugement récent des marchés va d'ailleurs dans ce sens puisque le franc s'est apprécié contre le mark. Mais il n'y a aujourd'hui aucune raison que nous continuions à payer une prime de taux d'intérêt par rapport aux taux allemands. De la même façon que la baisse des taux espagnols a été saluée par une remontée de la peseta, les marchés apprécieront que nous manifestions plus de confiance en notre avenir en baissant nos taux. Il est en effet indispensable que le niveau très élevé du taux d'intérêt réel à moyen terme revienne à un niveau compatible avec la modestie prévisible de la croissance du PIB pour les prochaines années.

On peut donc, désormais, concevoir, sans être iconoclaste, que, compte tenu de la nouvelle donne allemande, les taux français descendent au niveau, voire au-dessous, des taux allemands. L'observation des réalités économiques y invite. La conviction des marchés se fera d'autant mieux que, loin de se réfugier derrière de vieux complexes, nous saurons donner confiance par notre propre attitude.

Serge Weinberg est président du directoire de Pinault-Prin-Temps-Redoute.

Entre votre départ en train
et votre arrivée en voiture **AVIS**
votre voyage se passe



parfaitement...

Où vous voulez
AVIS est présent dans 195 gares SNCF. Avec une voiture AVIS à l'arrivée de chaque train, où que vous soyez, vous pouvez aller n'importe où. Vous pouvez très bien prendre votre voiture AVIS dans une gare et la laisser dans une autre gare.

Quand vous voulez
Train du matin, du soir ou de nuit, votre voiture AVIS attend votre arrivée, quelle que soit l'heure, avec un service très au point. Ainsi, quand vous avez réservé, vous n'avez jamais de guichet fermé à redouter.

Et pour les tarifs, vous êtes privilégiés
Quand le train est moins cher (cartes Kiwi, Vermeil, Carrissimo, Modulopass ou Businesspass) votre voiture AVIS l'est aussi. Du départ à l'arrivée, si vous le voulez, votre voyage sera aussi économique que confortable. Renseignez-vous.

SNCF

NOUS RÉUNISSONS LE TRAIN ET LA VOITURE **AVIS**

Sous aux allemands

Re Wemmers

Halte à la baisse

par Lionel Stoléru

Si, comme l'énonce le dictionnaire, les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, ils ne tombent pas non plus plus bas que terre. Il en est de même des taux d'intérêt, pour lesquels il existe un niveau plancher, que je voudrais ici rappeler et préciser.

Que l'on ne s'y méprenne pas, tout d'abord : je salue et j'apprécie, comme tous les acteurs économiques français, la baisse des taux d'intérêt et la politique sage de la Banque de France. Elle a su piloter adroitement une baisse des taux qui ne compromet jamais la stabilité du franc et qui, au contraire, la renforce. C'est dire combien les prophètes de malheur se trompent lorsqu'ils expliquent que, comme pour n'importe quel placement, le franc serait délaissé et déprécié si sa rémunération chutait. Les lois macroéconomiques sont plus subtiles : une monnaie peut être forte sans être soutenue artificiellement par une rémunération forte.

Ajoutons qu'une monnaie peut aussi être forte sans pénaliser, bien au contraire, les exportateurs. Notre excédent commercial est à son plus haut niveau historique et nous voyons, autour de nous, que ce sont les pays à monnaie forte qui ont durablement un excédent extérieur. On peut réussir quelques fois coups à court terme, comme l'ont fait la lire et la peseta en dévaluant brutalement, mais ce n'est jouable qu'une fois et cela ne masque pas longtemps les handicaps profonds de compétitivité.

Donc, bravo pour ces douze mois de pilotage monétaire qui ont permis de ramener les taux courts de 7,5 % en avril 1995 à 3,7 % fin avril 1996.

Mais cela va-t-il continuer ? J'y apporterai une réponse claire : c'est possible, mais ce n'est pas souhaitable.

Il est temps d'expliquer aux acteurs économiques que nos taux d'intérêt ont désormais atteint leur point d'équilibre et que, là comme ailleurs, le mieux serait l'ennemi du bien pour notre prospérité économique

Une telle affirmation suppose évidemment que l'on dispose de quelques repères et principes pour définir le « bon niveau » des taux d'intérêt d'un pays. J'en citerai deux :

1. Le taux d'intérêt ne doit pas être inférieur au taux d'inflation. Cela semble une vérité de bon sens, car quel prêteur accepterait de se séparer de son argent pendant un an pour se voir rembourser moins, en pouvoir d'achat, au terme de son prêt ?

Et pourtant les trente années de l'après-guerre contredisent ce bon sens puisque, jusqu'en 1980, les taux réels, notamment en France, étaient toujours négatifs, au grand dam des épargnants, remboursés en monnaie fondante.

On devrait élever une statue à Paul Volcker, gouverneur de la Federal Reserve américaine, qui, au premier trimestre de 1980, a livré une bataille historique pour casser l'inflation américaine en faisant grimper les taux jusqu'à 20 % pour ne les baisser, après victoire acquise, que plus lentement que l'inflation, ouvrant ainsi, depuis quinze ans, l'ère des taux réels positifs dans le monde entier.

Si l'on découvre aujourd'hui que les retraités français ont des revenus satisfaisants, ces quinze ans de taux d'intérêt normalement rémunérateurs après trente ans de taux spoliateurs n'y sont pas étrangers.

Or, en ce printemps 1996, nous approchons du point de rencontre entre taux d'intérêt (3,7 %) et taux d'inflation (2,3 %) : la marge de manœuvre est quasi nulle, surtout si l'on pense, comme beaucoup d'économistes, qu'il faut garder un écart à peu près égal au taux de croissance (1,3 %), ce qui est exactement le cas aujourd'hui. Sait-on que notre taux réel est actuellement inférieur au taux allemand ?

Au regard de cette analyse, notre objectif pourrait être de ramener conjointement dans les prochaines semaines notre taux d'intérêt de 3,7 % à 3 % et notre taux d'inflation de 2,3 % à 2 % et de nous en tenir là. Ce serait, en outre, cohérent avec la progression actuelle de notre masse monétaire, également à environ 4 % par an.

2. Le taux d'intérêt ne doit pas compromettre la reprise. Pour cet objectif immédiat, les avis sont partagés. Certains pensent que, plus le taux d'intérêt est bas, plus cela favorise la croissance : ils verraient bien nos taux continuer à baisser à 2 %, 1 % ou même 0 %.

Je n'en suis pas convaincu. La reprise est le résultat de trois facteurs : consommation, investissement et exportation.

Du côté de la consommation : une nouvelle baisse des taux aurait un effet négatif. Il faut dire et rappeler qu'en France les ménages épargnent plus qu'ils n'empruntent. Aux États-Unis, c'est l'inverse. Donc, en France, quand on baisse les taux, on appauvrit les ménages en diminuant leurs revenus du capital, ce qui, bien entendu, freine la consommation. Le seul contrepoint serait que les ménages réagissent en épargnant moins, mais la récente baisse du taux du livret A nous montre que ce n'est pas le cas : les ménages réagissent en épargnant différemment, par transfert vers des SICAV, ce qui s'explique par leur besoin de maintenir une épargne de précaution en période d'incertitudes sur l'emploi. Donc, aujourd'hui, une baisse des taux courts pénaliserait la consommation des ménages.

Du côté de l'investissement, ce sont les taux longs qui comptent. Or ces taux sont largement déterminés par leur niveau mondial, actuellement autour de 6 % ou 7 % et en tendance plutôt à la hausse. Le seul impact d'une baisse des taux courts français serait, comme on vient de le dire, d'amener une part de l'épargne française vers les SICAV et donc de détendre les taux longs français, mais sans doute très faiblement.

Faut-il rappeler, par ailleurs, que jamais depuis vingt ans nos PME n'ont bénéficié de taux d'emprunt aussi bas, et que leur investissement dépend désormais beaucoup plus de leurs débouchés que de leurs possibilités d'emprunt ?

Du côté de l'exportation, la baisse des taux courts pourrait, si nous allons plus vite que la Bundesbank, faire baisser un peu le franc et donner un petit avantage compétitif momentané à nos produits en Angleterre, Italie et Espagne. Ce n'est pas tout à fait négligeable, mais cela ne peut aller bien loin puisque, par rapport au mark, nous ne pouvons guère revenir du cours actuel de 3,36 F qu'à 3,45 F ou, à l'extrême rigueur, 3,50 F, ce qui nous donne une marge de 3 %.

Les États-Unis ont, il y a quelques années, remarquablement conduit une politique de relance économique par baisse des taux d'intérêt et ont su ménager un soft landing, un atterrissage en douceur, en arrêtant cette baisse et en amorçant sans brutalité un retournement.

En Allemagne et en France, nous venons de faire de même en conduisant avec succès une baisse coordonnée de nos taux à court terme. Même si nous avons devant nous encore une ou deux petites étapes de baisse complémentaire, il est temps de commencer à expliquer aux acteurs économiques que nos taux d'intérêt ont désormais atteint leur point d'équilibre et que, là comme ailleurs, le mieux serait l'ennemi du bien pour notre prospérité économique.

Lionel Stoléru est ancien secrétaire d'État.

Il faut changer la formation

par Michel Treuil

COMME cela doit se produire lorsqu'un monde s'achève, chacun s'agrippe à son fauteuil, ne serait-ce qu'à un strapontin, voire à un siège éjectable. Même si les aspirations s'estompent, les chemins rugueux du monde du travail n'attirent guère les jeunes. Les grandes autoroutes de l'emploi seaturent et s'obscurcissent comme à l'entrée d'un tunnel dont on espère qu'un aménagement confortable puisse conduire directement de l'école à la Terre promise. L'empilement des candidats à l'entrée du tunnel en masque l'intérieur.

Certains bénéficiaient autrefois de refuges et de forteresses, bastions des privilèges et de l'ordre établi. L'école de la République inventa l'ascenseur et l'assaut des forteresses par l'effort républicain. On joua, de nos jours, à la guerre des étoiles et on fait croire à tous que l'heure d'embarquement à bord du satellite mondial a sonné. Or beaucoup d'observateurs se sentent désemparés et se désolent de naviguer autour de la lune réelle du monde, d'en éviter les contraintes quotidiennes, ex réservée à des clans et à une nomenclature polymorphe.

Cette dernière, avec les justifications de distraire, de guider, d'éclairer et surtout de conduire les besoins, distribue les places à bord

des rôles suivant des codes culturels, monétaires et relationnels subtilement élaborés. On demande alors à l'école d'inventer la catapulte, avec air-bag pour la chute, mais rien contre les désillusions.

Pour monter à bord du satellite, les jeunes doivent le savoir, il faut une bonne assise familiale, des relations solides, de la culture de parade, de bons parchemins, de l'audace et peu de scrupules, ou alors du talent. Pour emprunter les autoroutes de l'emploi et pénétrer dans le tunnel, il faut du travail au départ, de l'obstination, stratifier ex-

mation de base d'une éducation au professionnalisme qui repose sur l'importance et l'attention accordées au travail personnel de l'élève et à sa qualité. Pour cela, les ateliers de pratique sont les instruments essentiels d'une pédagogie moderne.

Sur une formation de base solide reconnue par les diplômes doit (doivent) être implantée(s) une ou des qualifications qui assure(nt) une formation professionnelle performante. Cela nécessite le concours de compétences variées des milieux universitaires et professionnels, et j'ai eu l'occasion d'expérimenter, l'aménagement d'ateliers de pratique en plates-formes technologiques disposées à l'interface université-entreprises. Cogérées par les différents partenaires de l'entreprise et de l'éducation nationale, elles offrent aux étudiants et aux employés une technologie moderne et un encadrement performant mixant les compétences. Sur la base d'une pédagogie de projet, elles permettent des formations complémentaires et professionnelles courtes (six mois à un an en moyenne) assurant cette implantation de blocs de compétences à tout niveau de diplôme reconnues par la délivrance d'un CAP.

Ainsi serait admise l'équation : à tout niveau, qualification = diplôme scolaire et universitaire + CAP. La reprise ne sera pas l'expression d'une miraculeuse résurrection des générations vieillissantes engouffrées dans le tunnel. La reprise viendra si nous retrouvons nos valeurs et définissons un grand projet collectif auquel seront en premier lieu associés les jeunes, responsabilisés et conscients de la nécessité de prendre l'initiative de leur avenir par la compétence et le travail.

Michel Treuil, ancien recteur de l'académie de Grenoble, est professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie Paris-VI.

L'alternance : c'est toute la vie, entre emplois et formation, qu'il convient de l'envisager

mens et concours, puis s'installer dans le conformisme et défendre ardemment son strapontin.

Dans l'intérêt du plus grand nombre et face au champ infini des connaissances, il est urgent de renouer à notre conception bourgeoise et dépassée de la culture. Plus personne, aujourd'hui, ne conteste la nécessité, pour les jeunes, d'acquiescer une solide formation de base. La démocratisation de l'université atteste cet acquis social méritoire et irréversible. Encore convient-il de repérer l'essentiel et d'accompagner cette for-

mation de base d'une éducation au professionnalisme qui repose sur l'importance et l'attention accordées au travail personnel de l'élève et à sa qualité. Pour cela, les ateliers de pratique sont les instruments essentiels d'une pédagogie moderne.

Sur une formation de base solide reconnue par les diplômes doit (doivent) être implantée(s) une ou des qualifications qui assure(nt) une formation professionnelle performante. Cela nécessite le concours de compétences variées des milieux universitaires et professionnels, et j'ai eu l'occasion d'expérimenter, l'aménagement d'ateliers de pratique en plates-formes technologiques disposées à l'interface université-entreprises. Cogérées par les différents partenaires de l'entreprise et de l'éducation nationale, elles offrent aux étudiants et aux employés une technologie moderne et un encadrement performant mixant les compétences. Sur la base d'une pédagogie de projet, elles permettent des formations complémentaires et professionnelles courtes (six mois à un an en moyenne) assurant cette implantation de blocs de compétences à tout niveau de diplôme reconnues par la délivrance d'un CAP.

La reprise ne sera pas l'expression d'une miraculeuse résurrection des générations vieillissantes engouffrées dans le tunnel. La reprise viendra si nous retrouvons nos valeurs et définissons un grand projet collectif auquel seront en premier lieu associés les jeunes, responsabilisés et conscients de la nécessité de prendre l'initiative de leur avenir par la compétence et le travail.

Michel Treuil, ancien recteur de l'académie de Grenoble, est professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie Paris-VI.

... ou alors,
la SNCF vous offre la 1ère Classe
et AVIS une plus grosse voiture.



Par-fai-te-ment !

Aujourd'hui et pour la première fois, la SNCF et AVIS s'engagent conjointement et fortement.

Cela signifie qu'à l'occasion de votre prochain voyage, si votre train arrivait avec un retard supérieur à 30 mn ou si votre voiture n'était pas immédiatement disponible dans la catégorie réservée, nous vous offririons sans discuter un surclassement* pour un prochain voyage :

la 1ère classe SNCF au prix de la 2ème classe et une voiture AVIS d'une catégorie immédiatement supérieure au prix de celle réservée.

Et si nous paraissions si sûrs de nous, c'est que nous sommes assurés de la qualité de nos services.

Pour tout renseignement, rendez-vous dans les agences AVIS en gare.

* Les bons de surclassement correspondants seront délivrés à partir du 1er mai jusqu'au 30 juin 1996. Vous pourrez les utiliser à partir du 1er juillet 1996 jusqu'au 31 décembre 1996 pour vos prochains déplacements.



NOUS RÉUNISSONS LE TRAIN ET LA VOITURE



ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 8 MAI 1996

RÉSULTATS L'exercice 1995 a été cruel pour les grands groupes français : la moitié des vingt-cinq premières entreprises de l'Hexagone ont enregistré une chute de leur

chiffre d'affaires, neuf ont enregistré des baisses de bénéfices et cinq ont été en pertes. ● PLUS EUROPEENS que vraiment internationaux, ils n'ont que peu profité de l'explo-

sion des marchés asiatiques ou de la croissance toujours soutenue des Etats-Unis. ● LES PROVISIONS exceptionnelles ont atteint des niveaux inégalés. Toutes les opé-

rations prestigieuses lancées au cours de la période faste de la fin des années 80 et dont les groupes ne voulaient pas admettre le coût réel, les restructurations sans cesse diffé-

rées, ont été inscrites. ● LES FIRMES PUBLIQUES, exception faite de Bull, ont vu leur déficit se creuser. Leur activité a été pénalisée par la baisse du dollar et leur sous-capitalisation.

En 1995, les grands groupes français ont réglé les comptes du passé

Les vingt-cinq premières entreprises de l'Hexagone ont subi de plein fouet le marasme de l'économie européenne : la moitié d'entre elles ont enregistré une chute de leur chiffre d'affaires, neuf affichaient des baisses de bénéfices et cinq ont été en perte

EN CE DÉBUT D'ANNÉE, les grands groupes sont comme paralysés. Les yeux fixés sur leurs tableaux de bord, les dirigeants guettent le moindre signe de relâchement. Le rebond, promis par les économistes au second semestre, se fait toujours attendre. Les stocks ont diminué mais les carnets de commande restent plats, et les prix continuent de baisser. En l'absence de signaux réconfortants, beaucoup préfèrent se cantonner dans une gestion quotidienne.

Cette attitude se justifie par l'expérience de 1995. En dépit des efforts passés pour améliorer leur résistance, les grands groupes français restent très dépendants de l'évolution de l'activité. Plus européens que vraiment internationaux, ils n'ont que peu profité de l'explosion des marchés asiatiques ou de la croissance toujours soutenue des Etats-Unis. Ils ont dû subir le marasme de l'économie européenne.

Sans soutien extérieur, l'exercice 1995 a été cruel. Les lacunes sont apparues au grand jour. Renault a ainsi dû admettre qu'il ne gagnait plus d'argent avec ses voitures. Les désordres monétaires ont fait le reste. Le dollar est tombé en moyenne à 4,99 francs en 1995 contre 5,55 francs en 1994. Les dérapages de la livre, de la livre et de la peseta ont continué à faire sentir leurs effets dans tous les bilans. En 1995, la moitié des vingt-cinq premières grandes entreprises de l'Hexagone ont enregistré une chute de leur chiffre d'affaires, neuf d'entre elles affichaient des baisses de bénéfices et cinq accusaient des pertes.

PROVISIONS EXCEPTIONNELLES

Estimant que 1995 était une année perdue, beaucoup ont décidé de la sacrifier, en réglant les comptes du passé. Toutes les opérations prestigieuses qu'ils avaient lancées à la fin des années 80, les restructurations sans cesse différées, ont été inscrites. Les provisions exceptionnelles ont atteint des niveaux inégalés.

Dans les résultats, ces opérations vertueuses ont pesé lourd : 316 millions de francs chez Saint-Louis, au titre de la restructuration chez le papeter Arjo Wiggins Appleton, dont il déduit 40 % ; 1,5 milliard de francs chez Total, en raison notamment du

changement de méthode comptable ; 1,8 milliard chez Danone pour restructuration. Mais le plus spectaculaire a été la mise en ordre pour les valeurs phares de la Bourse : Alcatel-Alsthom, Générale des eaux et Bouygues. Pour la première fois de leur histoire, ces trois

géants ont annoncé des pertes. Tout ce qui avait été masqué depuis des années est brusquement réapparu à la surface de leurs bilans : les actifs surévalués, les rachats mal intégrés, les opérations immobilières pharaoniques. Après un tel nettoyage de leurs

comptes, ces groupes ne peuvent que rebondir en 1996. Comme cela est arrivé à Elf : après un changement de méthode comptable qui s'était traduit par 5 milliards de francs de pertes en 1994, le pétrolier a retrouvé en 1995 la première place des entreprises françaises les plus

profitables avec 5 milliards de francs de bénéfices. De même, Pechiney, après avoir enregistré 3 milliards de francs de déficit en 1994, a réalisé l'an dernier 1,4 milliard de bénéfices, aidé aussi par la hausse des prix de l'aluminium.

Il n'est pas le seul. La hausse des prix des biens intermédiaires, intervenue tout au long du premier semestre de 1995, a beaucoup profité aux entreprises du secteur. Usinor-Sacilor, juste privatisé, a ainsi réalisé son meilleur exercice depuis cinq ans à 4,4 milliards de francs. Le

ses restructurations ces dernières années, surtout à Clermont-Ferrand, bonneau de la firme, a plus que doublé son bénéfice, aidé aussi par de très bonnes ventes aux Etats-Unis. Toujours très endetté, il a lancé une vaste restructuration interne, afin de se renforcer encore. Schneider a vu ses bénéfices augmenter de 20 %, grâce à la politique de gestion serrée menée depuis trois ans.

Au-delà, se retrouvent des sociétés, toujours les mêmes, capables d'afficher année après année des croissances solides. En 1995, L'Air

Classement des vingt-cinq premières entreprises de l'Hexagone

Entreprise	Chiffre d'affaires 1995	Bénéfice net 1995	Chiffre d'affaires 1994	Bénéfice net 1994	Chiffre d'affaires 1993	Bénéfice net 1993
Elf Aquitaine	208,3	5	210	-5,4	-0,8	NS
Renault	104,1	2,2	78,5	-0,2	3,9	2,4
PSA	164,2	1,7	166,2	3,1	-1,2	-45
Générale des eaux	163	-3,7	159,2	-3,3	-1,3	NS
Alcatel-Alsthom	160,4	-25,6	167,6	3,6	-3,9	NS
Total	154	2,5	153	1,3	10,1	5,1
Lyonnaise des eaux	98,6	0,9	100	1,1	-1,4	-14,6
Rhône-Poulenc	94,8	2,1	95	1,6	1,7	2,8
Danone	79,5	2,1	76,8	3,5	+3,5	-40
Usinor-Sacilor	74,4	1,2	79,6	3,1	5,5	30
Bouygues	73,8	-2,9	72,4	0,5	+1,9	NS
Thomson	71,3	1,5	74,3	1,5	7,5	NS
Saint-Gobain	70,3	4,2	74,4	4,7	-5,5	-10,6
Pechiney	68,6	3,8	30	3,5	3,5	NS
Michelin	66,1	2,8	67,2	1,3	-1,6	+115
Schneider	64,4	0,8	65	1,6	1,6	20,3
L'Oréal	53,3	3,4	47,6	3,1	+12	+8,3
Lyonnaise Gaze	52,4	1,9	55	1,2	2,5	1,5
Aérospatiale	49	-0,9	48,6	-0,4	0,8	NS
Saint-Louis	38,3	2,3	38,3	2,2	2,2	NS
Lafarge-Coppée	33,2	2,3	32,8	2,2	+1,2	+4,5
Elf	28,4	2,3	28,3	2,2	2,2	NS
L'Air Liquide	32,1	2,6	31,7	2,4	1,3	+8,3
Elf	26	0,3	29,9	-1,9	-13	NS

Les résultats des vingt-cinq premiers groupes français ont été affectés ces deux dernières années par d'importants éléments exceptionnels. En 1994, Elf et Pechiney avaient changé de méthode comptable et enregistré des dépréciations d'actifs. En 1995, Alcatel-Alsthom, Générale des eaux, Total, Lyonnaise des eaux, Danone, Bouygues ont à leur tour passé des provisions exceptionnelles pour restructuration. LVMH et Saint-Gobain ont enregistré en 1994 des plus-values exceptionnelles à la suite de vente d'actifs, de même que Lafarge en 1995. Les résultats de Thomson ne prennent pas en compte la vente de sa participation dans le Crédit lyonnais, qui devrait se traduire par une moins-value.

Les autorisations d'ouverture de grandes surfaces se multiplient

EN DÉPIT DU GEL des ouvertures de magasins de plus de 300 m², en vigueur pour une durée de six mois depuis le 13 avril, les autorisations se multiplient. Après avoir donné son accord le 11 avril - à la veille de la promulgation du texte instituant ce gel - pour deux magasins FNAC à Paris (avenue des Champs-Élysées et 5300 m² dans le 19^e arrondissement) et un magasin Go Sport (3700 m² dans le 14^e arrondissement), la commission départementale d'équipement commercial de Paris s'appuie à examiner, le 14 mai, la candidature de la chaîne de jouets américaine Toys'R'Us en plein cœur de Paris, au Forum des Halles.

Les élus de la commission d'équipement commercial de Loire-Atlantique ont, quant à eux, accordé, à la veille du 1^{er} mai et d'une nouvelle vague de critiques présidentielles sur le « bilan extraordinairement négatif de la grande distribu-

tion », 5000 m² supplémentaires à un hypermarché Leclerc. La région nantaise est pourtant déjà richement dotée, avec treize hypermarchés de plus de 2500 m² (soit un ratio de 199 m² pour 1000 habitants contre 137 m² au niveau national).

AVANT LE VOTE

Ces autorisations nouvelles n'ont rien d'illégal : les demandes d'ouverture avaient été déposées avant le vote de la loi, qui n'interdit que les nouvelles demandes d'enregistrement mais pas l'instruction des dossiers. Mais elles placent le gouvernement dans une situation délicate : le gel, mesure avant tout politique, risque de n'avoir aucun effet tangible.

Par l'intermédiaire des préfets, le gouvernement peut certes faire appel des décisions des commissions départementales auprès de la commission nationale. Mais il a choisi de ne pas

utiliser systématiquement cette faculté - qui a pourtant le mérite de rallonger la procédure au-delà de la période officielle de gel - pour ne pas être accusé d'entraver systématiquement la bonne marche d'une procédure administrative ordinaire. Il a demandé aux préfets « d'exercer leur vigilance » (les recours en appel auraient progressé d'environ 50 %) et de concentrer leur action sur les commerces alimentaires.

Le ministre du commerce se réserve la possibilité de faire appel, devant le conseil d'Etat, des décisions de la commission nationale. Mais le gouvernement semble encore hésiter sur la conduite à adopter pour Paris, exemplaire à plus d'un titre, où les autorisations d'ouverture de grandes surfaces spécialisées devraient se multiplier.

Christophe Jakubyszyn

Le Sénat veut tempérer le projet de loi encadrant les pratiques commerciales

LE SÉNAT, qui entame mardi 7 mai l'examen du projet de loi sur la loyauté des relations commerciales, voté le 30 mars par l'Assemblée nationale, ne devrait pas faire de surenchère anti-grandes surfaces. Tout en se montrant très soucieuse des intérêts des agriculteurs et des transporteurs routiers, sa commission des affaires économiques a décidé de jouer la carte de la modération.

Pour son rapporteur, Jean-Jacques Robert (RPR), si « une intervention du législateur est aujourd'hui nécessaire pour renforcer la loyauté des transactions et mieux sanctionner les abus », il convient « d'éviter d'entraîner trop loin le

mouvement de balancier ». La commission a gommé certaines dispositions introduites par les députés et jugées excessives par le gouvernement.

Ainsi en est-il des pouvoirs de police économique confiés aux commissaires aux comptes par l'Assemblée. La commission propose la suppression pure et simple de ce dispositif de surveillance. Préférant, selon M. Robert, des règles « simples », quasiment « mathématiques », à un corpus « exhaustif mais inopérant », la commission a également refusé d'inclure dans le calcul du seuil de revente à perte les fameux « coûts additionnels indissociables » (frais de livraison en ma-

gasin et de mise en rayon, par exemple). Quant aux ententes entre producteurs agricoles, tolérées par l'ordonnance de 1986, l'Assemblée avait souhaité les autoriser lorsqu'il s'agit de développer ou de maintenir l'emploi. La commission a ôté la référence à l'emploi, jugée trop vague.

Elle a retenu les « accords assurant l'organisation concertée de productions agricoles ou alimentaires bénéficiant d'une garantie officielle d'origine ou de qualité ou en situation de déséquilibre important de l'offre et de la demande » et précisé que « de tels accords ne peuvent comporter de dispositions relatives aux prix de cession des produits ». La

commission a conservé la libération totale du refus de vente, votée par les députés contre l'avis du gouvernement. S'agissant de l'interdiction des prix abusivement bas, la commission a maintenu l'application de cette nouvelle infraction aux ventes de carburant au détail pour protéger les pompistes indépendants (Le Monde daté 24-25 mars). Elle a étendu cette infraction aux prix pratiqués dans le transport routier de marchandises, de façon à ce que le prix des prestations couvre au moins « les charges entraînées par les obligations légales et réglementaires ».

Caroline Morinot

Le groupe pétrolier Total se renforce au Venezuela

DANS LE CADRE de son développement en Amérique latine, Total participe à un projet de 4 milliards de dollars (20 milliards de francs) sur un champ de pétrole dans la ceinture de l'Orénoque. Associé au vénézuélien Maraven (35 %), aux norvégiens Statoil et Norsk Hydro (15 % chacun), le Français exploitera d'ici à l'an 2000 un gisement dont les réserves sont estimées à 2 milliards de barils. La production devrait durer trente-cinq ans.

Les études de faisabilité ont débuté et la difficulté essentielle tient à la composition de l'huile qui se présente à l'état quasi-solide. Une fois extraite, cette « confiture » épaisse et visqueuse sera transformée en un brut synthétique dont la qualité lui permettra d'être écoulée en Amérique du Nord.

Pour cela, une raffinerie sera construite à José, en bordure de la mer des Caraïbes. Elle représentera deux tiers de l'investissement total et transformera ce brut à raison de 150 000 barils/jour. « Les progrès technologiques, notamment dans le domaine du forage horizontal, sont tels que l'exploitation de ce pétrole extra-lourd est rentable d'un point de vue économique, avec un prix de revient inférieur à 10 dollars le baril », affirme Daniel Valot, directeur général de Total chargé de l'exploration-production.

Le groupe français vient, par ailleurs, de découvrir de l'huile à Jusepin, un gisement que le gouvernement vénézuélien lui avait demandé de réhabiliter en 1993. En effectuant des forages à plus de 5 000 mètres de profondeur, un premier puits a permis d'extraire 14 200 barils/jour. La mise en production du champ est espérée d'ici à la fin de l'année.

FORTE PRODUCTION

« Il n'y a pas une seule zone dans le monde où nous ayons fait une telle progression ces dernières années. Et nous sommes à la veille d'une explosion », a prédit Daniel Valot en évoquant le développement en Amérique latine. Très faible en 1990, la production dans cette région représente 16 % de celle que le groupe réalise hors du Proche-Orient.

Elle repose sur l'Argentine, le Venezuela et la Colombie. Grâce à la montée en puissance des deux gisements colombiens de Casiana et Cuplage exploités avec BP, la production sur le continent sud-américain passera d'ici deux ans de 85 000 à 148 000 barils/jour. A la différence de Casiana, Cuplage serait plus important que prévu. La colonne d'huile aurait pour hauteur l'équivalent de trois Empire State Building, ce célèbre gratte-ciel new-yorkais.

Dominique Gallios.

Paribas va céder à S...
Estimée à 15 mil...

Paribas va céder à S...
Estimée à 15 mil...



du Crédit h...

Paribas va céder à Saint-Gobain Poliet, estimée à 15 milliards de francs

Le groupe dirigé par Jean-Louis Beffa double de taille en France

Paribas a annoncé, mardi 7 mai, la cession de Poliet, sa filiale spécialisée dans les matériaux de construction, à Saint-Gobain, présidé par Jean-

Louis Beffa. L'opération prévoit d'abord l'achat par Saint-Gobain de 4,7 % du capital de Poliet au prix de 555 francs par action. Un maintien de

cours sera organisé à ce prix pour les minoritaires. Ultérieurement, Saint-Gobain acquerra, entre 1997 et 1999, le solde auprès de Paribas (51,9 %).

LE RECENTRAGE des groupes bancaires et financiers français s'accélère. Après la vente par la Compagnie de Suez d'Indosuez au Crédit agricole, c'est au tour de Paribas de réaliser une opération d'ampleur similaire en cédant progressivement le contrôle de sa filiale industrielle Poliet à Saint-Gobain. L'opération révélée par *Le Figaro* du 7 mai et confirmée par un communiqué publié mardi devrait se dérouler en plusieurs étapes et sur plusieurs années. Elle valorise le numéro un en France du secteur des matériaux de construction à environ 15 milliards de francs.

Paribas détient aujourd'hui 56,6 % de Poliet et devrait d'abord en vendre 4,7 % à Saint-Gobain au prix de 555 francs par action (le dernier cours de Bourse était de 524 francs). Le groupe dirigé par Jean-Louis Beffa va ensuite organiser au même prix une opération de maintien de cours à destination des actionnaires minoritaires (Rivand 11 % et le public 32 %). Paribas et Saint-Gobain disposeront ensuite respectivement d'options de vente et d'options d'achat échangeables en 1997 (565 francs par titre) et en 1998 et 1999 à 575 francs par action. L'opération reste soumise à l'approbation de la Commission européenne, et Saint-Gobain prendra le contrôle opérationnel de Poliet à l'issue de la réalisation de la première étape.

Si la vente ne s'est pas conclue



immédiatement, c'est avant tout pour des raisons fiscales. La prise de contrôle en 1992 de Poliet par Paribas à l'issue d'opérations très complexes avait permis à la compagnie financière dirigée par André Lévy-Lang d'obtenir un régime très favorable d'imposition sur les plus-values. En contrepartie, Paribas se trouve obligé de conserver ses titres pendant cinq ans et ne peut donc pas s'en séparer avant 1997. Une obligation qui ne concerne pas les 4,7 % vendus immédiatement à

Saint-Gobain. La plus-value dégagée par Paribas à l'issue de l'opération devrait être conséquente puisque la participation de 56,6 % dans Poliet est valorisée dans les comptes du groupe à 4,8 milliards de francs et devrait être cédée à environ 8,5 milliards. Le groupe, qui a annoncé près de 4 milliards de francs de pertes en 1995 (*Le Monde* du 1^{er} mars) et a lancé dans le même temps une OPA de près de 9 milliards sur la Compagnie de navigation mixte, multiplie, depuis plusieurs semaines, les cessions afin de retrouver une certaine marge de manœuvre financière. André Lévy-Lang s'est engagé à céder au moins 15 milliards de francs d'actifs industriels et financiers considérés comme non stratégiques.

5 MILLIARDS DE BÉNÉFICE PAR AN. Paribas a ainsi vendu au groupe Bruxelles Lambert (Albert Frère) 15,6 % d'Audioline, qui détent 96,8 % de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CIT) pour 2,6 milliards de francs. L'opération lui a permis de dégager 1,8 milliard de francs de plus-value. La mise sur le marché de 28 % du capital de sa filiale de services informatiques Axime pour 750 millions de francs a permis à Paribas de récupérer au passage 500 millions de plus-value. Une somme équivalente à la plus-value liée à la cession de la Banque ottomane pour 1,25 milliard de francs.

Pour Saint-Gobain, l'acquisition de Poliet, qui a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 22,6 milliards de francs et 752 millions de bénéfices, va lui permettre d'atteindre les 100 milliards de francs de chiffre d'affaires et les 5 milliards de francs de profits annuels.

« Non seulement Poliet est une société leader dans ces métiers, bien gérée et rentable, mais son acquisition va nous permettre à la fois de nous rapprocher du consommateur final, d'être moins sensibles aux cycles économiques, de retrouver un potentiel de croissance en France et d'élargir notre base d'activité nationale », explique Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain. La part du chiffre d'affaires de Saint-Gobain réalisée en France devrait passer de 15 % aujourd'hui à 27-28 % après l'achat de Poliet. « Il n'y aura aucune dilution du résultat pour les actionnaires. Nous finançons l'opération avec un taux d'endettement net du groupe ne devant pas être supérieur à 30 % de ses fonds propres », ajoute M. Beffa. L'opération est financièrement d'autant plus intéressante pour Saint-Gobain qu'elle va s'étaler sur trois ans.

A l'ouverture de la Bourse de Paris, mardi 7 mai, les actions Paribas et Saint-Gobain gagnaient respectivement 2,8 % et 2 %.

Eric Lèser

La CFDT critique l'accord signé dans la métallurgie

Un échec des négociations de branche sur le temps de travail, avec leur corollaire sur l'emploi, déstabiliserait Nicole Notat

L'ACCORD sur l'annualisation du temps de travail conclu vendredi 3 mai dans la métallurgie entre l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et deux syndicats (FO et la CGC) (*Le Monde* du 4 mai) commence à susciter quelques critiques.

Après le député Gilles de Robien (UDF, Somme), dimanche 5 mai, sur France 3, qui déplorait le faible impact attendu sur l'emploi, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a accordé un « zéro pointé » à l'UIMM. Pour la CFDT, ce texte se caractérise par la formule « flexibilité maximum, réduction du temps de travail minimum et emploi absent ». Selon Jean-René Masson, secrétaire national chargé de la politique revendicative, « cet accord est totalement étranger à l'esprit et à la lettre de l'accord interprofessionnel du 31 octobre 1991 » qu'il est pourtant censé reprendre et adapter au niveau de la métallurgie. Rien ne trouve grâce aux yeux de la CFDT : « L'emploi n'est pas au rendez-vous. Les contraintes qui pèsent sur les salariés sont supérieures aux avantages, alors que l'accord du 31 octobre prévoyait un équilibre. Les employeurs peuvent l'appliquer sans accord des syndicats, alors que l'accord interprofessionnel souhaitait favoriser le dialogue social dans les PME (...). Rien n'est fait pour supprimer les heures supplémentaires structurelles (...). Le temps partiel ne bénéficie d'aucun

avantage spécifique (...). Le compte d'épargne temps est réduit à une formule favorisant l'épargne salariale mais pas l'emploi ».

Après s'être demandé « comment on en est arrivé là dans une branche qui, jusqu'à présent, était une référence pour les autres branches et dont le président est également le principal artisan de l'accord du 31 octobre en tant que président de la commission sociale du CNPF », Nicole Notat a mis en garde les autres branches : « L'exhorter les autres branches à rester fidèles à l'accord du 31 octobre ».

EN ATTENDANT LE TEXTE

La montée en première ligne de la secrétaire générale de la CFDT s'explique aisément : toute sa politique repose sur l'acceptation par le patronat de réduire le temps de travail pour favoriser l'emploi. Si les négociations de branche sur ce thème échouent, la stratégie de la confédération sera mise à mal et l'opposition interne aura beau jeu de dénoncer les limites de la politique « modérée » de l'équipe dirigeante.

Alors que les négociations s'annoncent laborieuses dans certaines branches importantes comme la chimie ou les banques, chacun attend avec intérêt les résultats des négociations qui devaient se conclure dans le textile le 7 mai.

Fredéric Lemaitre

Les activités de marché du Crédit lyonnais n'ont pas été interrompues

Une salle de secours a permis d'accueillir une cinquantaine d'opérateurs

MALGRÉ LA DESTRUCTION totale de la salle des marchés, lors de l'incendie du siège, dimanche 5 mai, à Paris, le Crédit lyonnais a pu reprendre, lundi, sans trop d'encombre, ses activités sur les produits de taux d'intérêt et sur les devises. « C'est un bel exploit technique », reconnaissent un banquier concurrent.

Les positions de marché qu'avait le Crédit lyonnais à la veille du sinistre ont pu être récupérées, grâce à un double système de sauvegarde informatique - dont l'un par une société extérieure, située à Suresnes. Seules les bases de données personnelles des opérateurs, stockées sur des ordinateurs, ont été perdues dans le sinistre. « Ce qui est catastrophique, mais pas vital ». Preuve d'un fonctionnement quasi normal, le Crédit lyonnais a pu participer à l'appel d'offres hebdomadaire de la Banque de France et à l'adjudication de bons du Trésor.

Dès le début de la matinée, les opérateurs de la banque avaient appelé leurs principaux clients et leur interlocuteurs habituels dans les autres établissements financiers afin de leur indiquer les nouvelles coordonnées téléphoniques. Les techniciens de France Télécom

avaient travaillé toute la nuit de dimanche à lundi afin d'installer plusieurs liaisons Transfrax à haut débit.

Les cent cinquante opérateurs qui comptait la salle du boulevard des Capucines ont trouvé refuge dans plusieurs lieux. Une dizaine d'entre eux ont rejoint le boulevard des Capucines, où se trouve le département « actions » de la banque. D'autres s'étaient envolés, dès dimanche soir, vers Londres et New York, où le Crédit lyonnais dispose de deux importantes implantations. Mais le gros des troupes s'est retrouvé à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), où la banque possède une salle de marché de secours.

UN ÉQUIPEMENT DE RECHANGE

« Nous ignorions jusqu'à lundi l'existence de ce site », reconnaissent un opérateur. Les vérifications techniques de cette salle bis, créée par le Crédit lyonnais en association avec d'autres institutions financières, avaient eu lieu il y a moins d'un mois. Les banques anglo-saxonnes ont été les premières à mettre au point ces équipements de rechange, de « back-up », à la suite des attentats qui avaient frappé, en 1993, le

World Trade Center à New York et la City à Londres. Compte tenu de la volatilité croissante des cours, et de la place majeure qu'occupent désormais les métiers sur les marchés de capitaux dans les résultats des banques, une interruption des activités pourrait avoir des conséquences catastrophiques et entraîner des pertes considérables.

D'où la création de ces salles fantômes, dont le lieu est tenu secret et qui peuvent être activées en quelques heures en cas de sinistre majeur sur le site principal. Les agences de notation, chargées d'évaluer la solidité financière des établissements, tiennent d'ailleurs compte, dans leur jugement, de l'existence et de la fiabilité de ces équipements de secours.

Toutefois, étant donné l'ampleur des investissements nécessaires à la mise en place de salles dont la vocation est de rester inoccupées, certaines banques préfèrent faire appel à des sociétés spécialisées, comme Renter, qui proposent, contre versement d'une prime, des salles de marché tout équipées.

Pierre-Antoine Delhommeaux

Apple conclut un accord de licence avec IBM

APPLE, QUI AVAIT DÉSTABILISÉ IBM au début des années 80 avec ses ordinateurs personnels, vient aujourd'hui chercher l'appui du numéro un mondial de l'informatique pour éviter de voir son système Macintosh disparaître du marché. Les deux groupes ont annoncé, lundi 6 mai, un accord de licence aux termes duquel IBM sera chargée de commercialiser le logiciel d'exploitation des ordinateurs d'Apple - le Mac OS - auprès des constructeurs désireux fabriquer des clones de Macintosh. IBM, qui a déjà signé deux accords avec les fabricants taiwanais Datatech et Tatung, ne prévoit pas de fabriquer lui-même des clones du Macintosh. Cet accord, comme celui conclu en février avec Motorola, vise à accroître la part d'Apple sur le marché mondial des micro-ordinateurs, qui n'est plus que de 8 %.

Bruxelles enquête sur le financement de la raffinerie de Leuna

LA COMMISSION EUROPÉENNE A DEMANDÉ au gouvernement allemand des éclaircissements sur l'évaluation, par Elf Aquitaine, du montant des investissements nécessaires à la construction d'une nouvelle raffinerie à Leuna (ex-RDA). Les instances européennes ont exigé d'être informées des éléments contestés dans un délai de 30 jours ouvrables, corroborant ainsi un article paru dans *Der Spiegel*. Dans son édition du 22 avril, l'hebdomadaire allemand avait accusé le pétrolier français d'avoir perçu ainsi des subventions publiques indues. Elf avait rejeté ces accusations. Les instances européennes ont le droit de retirer leurs autorisations de subventions si elles apprennent qu'elles sont mal utilisées.

DÉPÊCHES

■ SEMI-CONDUCTEURS : le ministre japonais du commerce international et de l'industrie souhaite que « l'union européenne participe » aux négociations avec les États-Unis sur l'ouverture du marché nippon des semi-conducteurs.

■ BRITISH AIRWAYS : la compagnie aérienne régionale danoise Sun-Air volera à compter du 1^{er} août sous les couleurs de British Airways. Sun-Air a signé un accord de franchise avec British Airways, qui n'investit pas dans le capital de la compagnie danoise.

■ AIR FRANCE : la compagnie présidée par Christian Blanc s'est « écartée » de son plan de marche concernant les 5 000 suppressions d'emplois prévues dans le cadre de son plan de restructuration sur trois ans, mais la compagnie « maintient » son objectif de parvenir à ramener ses effectifs à 35 000 d'ici au 1^{er} janvier 1997, selon Martine Michelland-Bidegain, directrice des ressources humaines.

■ JET TOURS : Air France a indiqué que sa « priorité » à l'égard de sa filiale était de « soutenir (...) cette entreprise conformément au plan de redressement mis en place depuis l'automne dernier ». Cette mise au point intervient à la suite d'un article du *Canard enchaîné* du 30 avril selon lequel Jet Tours et Air Charter, autre filiale d'Air France spécialisée dans les vols charters, passeraient sous le contrôle de Nouvelles Frontières.

■ EDF-GDF : plusieurs milliers d'électriciens et de gaziers ont manifesté le 6 mai à Paris et en province dans le cadre de la journée d'action lancée par les fédérations CGT, FO et CFDT, pour dénoncer le projet de directive européenne sur la libéralisation du marché de l'énergie.

■ EURO-TUNNEL : la Banque d'Angleterre a proposé d'intervenir pour faciliter l'aboutissement des négociations en cours entre les banques d'Eurotunnel, rapporte *l'Independent* mardi 7 mai.

■ THOMSON : Matra, officiellement intéressé par la privatisation de Thomson-CSF, ne veut pas reprendre en même temps la branche Thomson Multimedia et les 26 milliards de dettes qu'elle supporte avec sa maison mère Thomson SA, a indiqué le PDG de Matra Défense, Noël Forgeard, devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale.

Les assureurs minimisent l'impact sur leurs comptes

« L'INCENDIE du Crédit lyonnais va être un beau sinistre de marché », a estimé lundi 6 mai, un réassureur de la place. Pourtant, les conséquences financières pour chacun des professionnels ne devaient pas être trop importantes. Notamment en raison de la très grande atomisation du contrat parmi les assureurs.

Le sinistre qui a subi la banque a fait jouer trois catégories de contrats : l'incendie, la perte d'exploitation bancaire et la protection des coffres. Les Assurances générales de France (AGF) sont chef de file sur le risque incendie, le plus important. Elles sont exposées pour environ 30 % des coûts, et l'UAP pour 15 %. L'américain AIG et le britannique Commercial Union détiennent une part plus modeste du risque, suivis d'une kyrielle d'autres compagnies. En théorie donc, les deux principaux

assureurs devraient absorber respectivement 240 et 120 millions de francs dans leurs comptes.

Grâce à la réassurance, l'impact sera bien moindre. En effet, les compagnies ne conservent pour elles-mêmes qu'une fraction d'un risque. Et « rétrocedent » une partie variable aux réassureurs, qui, eux-mêmes, les lui font. L'ultime réassureur est souvent le Lloyd's, le célèbre marché de Londres.

AXA MOINS COUVERT

Selon les AGF, ce sinistre devrait leur coûter environ 40 millions de francs en net, une fois que les réassureurs auront payé leur quote-part. L'UAP estime, compte tenu de la couverture de la réassurance, que sa charge ne doit pas excéder 40 à 50 millions de francs.

Le groupe AXA qui prend en charge 5,5 % de la garantie incendie est moins couvert par la réassurance et pourrait, selon ses premières estimations, débours 53 millions de francs. Et pour AXA R&I, filiale réassurance d'AXA, le coût devrait être, selon les premières estimations, de 37 millions de francs, ce qui fait un coût total, pour le groupe de Claude Bébear, de 90 millions de francs. La SCOR, un des premiers réassureurs français, a dit qu'elle n'était « pas partie prenante du contrat à quelque niveau que ce soit ».

Selon les spécialistes, les pertes d'activité bancaires concernent essentiellement la salle de marchés. La direction de la banque a précisé lundi que celles-ci ne subiraient pas de perturbation, les activités pouvant s'effectuer à partir

blindées auraient résisté et les coffres n'auraient pas subi de dégâts.

L'incendie qui a ravagé dimanche le siège social du Crédit lyonnais est l'un des plus gros sinistres subis dans un immeuble de

Le précédent de Publicis

« Comment fait-on quand on a tout perdu ? », s'interroge Marcel Kleinsten-Blanchet, dans son livre *Mémoires d'un lion*, en préface au chapitre qui traite de l'incendie qui ravagea complètement, mercredi 27 septembre 1972, le siège social de Publicis. « Aucune de nos campagnes en cours n'a subi de retard (...), grâce à des équipes travaillant jusqu'à six jours et six nuits d'affilée pour tenir leurs délais », explique-t-il.

Maurice Lévy, alors responsable de l'information du groupe et aujourd'hui directeur de Publicis, estime que le drame a permis de « repenser les choses (...). En 1975, Publicis avait l'organisation la plus moderne de la profession ». « On perd une partie de la mémoire et on en réhabilite une autre », explique-t-il aux *Echos* du 7 mai. Une page blanche dont certains n'osent même pas rêver au Crédit lyonnais.

d'autres salles de marché. Les réassureurs confirment cette possibilité. « Il existe, comme pour les services informatiques, des salles de marchés « blanches » que l'on peut louer à la journée ». Les pertes ne seront pas significatives.

Enfin, la salle des coffres. Selon les dernières informations, alors que l'on pouvait craindre des risques d'inondation, les portes

bureaux parisiens depuis près de 25 ans, a indiqué lundi la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA). Le précédent sinistre de la même ampleur est celui qui avait ravagé les bureaux de l'agence de publicité Publicis aux Champs Élysées, en septembre 1972, et qui avait coûté aux assureurs environ 350 millions de francs (cours actuel).

■ LE DOLLAR s'est redressé contre le yen mais a reculé face au deutchmark, mardi, sur le marché des changes de Tokyo, à 105,11 yens et à 1,5224 mark en clôture.

■ L'OR a ouvert en hausse mardi sur le marché international de Hong-kong. L'once s'échangeait à 393,65-393,95 dollars contre 392,50-392,80 dollars la veille en clôture.

■ LA BANQUE américaine Morgan Stanley pense que le cours de l'or pourrait atteindre 450 dollars l'once dans le courant de l'année contre 395 dollars actuellement.

■ LE TAUX D'INTÉRÊT sur les obligations du Trésor américain à 30 ans, principale référence, a reculé lundi 6 mai à 7,06 % contre 7,11 % le 3 mai en clôture.

■ LA CAPITALISATION boursière du nouveau marché dépasse le milliard de francs pour quatre valeurs. Le volume d'échange quotidien moyen s'est élevé à 4,92 millions de francs.

LES PLACES BOURSIÈRES

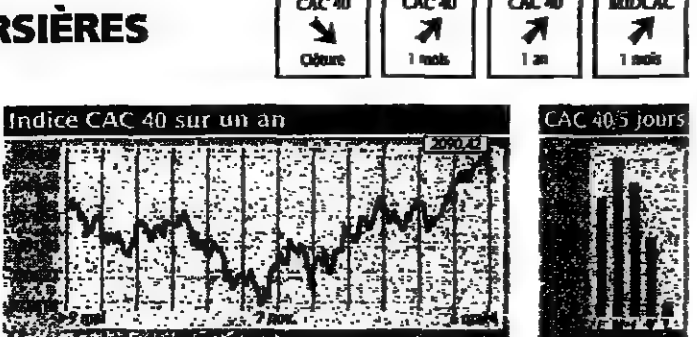
Reprise à Paris

APRÈS TROIS SÉANCES de baisse, la Bourse de Paris renouait, mardi 7 mai, avec la hausse. À 12 heures, l'indice CAC 40 gagnait 0,29 % pour s'établir à 2 096,53 points. Il avait ouvert en progression de 0,37 %. Le marché était peu actif, avec un volume d'échanges de 1,21 milliard de francs sur le R.M. les opérateurs hésitant à prendre des positions avant la journée festive du mercredi 8 mai.

Le franc cédait du terrain face à la monnaie allemande à 3,3820 francs pour un mark. Le marché obligataire français confirmait sa reprise enregistrée la veille en fin de journée. Le contrat sur les bons du Trésor à 10 ans gagnait quatorze centièmes à 122,90 points.

Aux États-Unis, les taux à long terme étaient revenus mardi en clôture à 7,06 % contre 7,11 % lundi soir mais les craintes de surchauffe de l'économie et de résurgence de l'inflation persistaient.

En France, alors que le gouver-



nement commence à travailler sur le projet de budget pour 1997, la situation économique reste morose. Les dépôts de bilan se sont multipliés depuis le début de l'année, atteignant un niveau record, selon la SFAC. Lapeyre gagnait 7 %, BHF 5,8 % et Paribas, qui vend sa filiale Poliet à Saint-Gobain, 2,8 %. Moulinex était en repli de 3,4 %.

Moulinex, valeur du jour

L'ACTION MOULINEX a enregistré lundi 6 mai une chute de 10 % à 78,30 francs à la suite d'un entretien accordé samedi 4 mai au quotidien Ouest-France par son nouveau PDG, Pierre Blayau. Ce dernier dresse un diagnostic très sombre de l'entreprise : résultats économiques « mauvais », incidents de qualité « de plus en plus nombreux », « Le coût de l'organisation est tellement exorbitant que tout est gâché. Il n'y a toujours pas de béné-



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h36	0705	0605
Lapeyre	394	+4,65
Banque Paribas	315	+2,82
CGI	922	+1,60
Poliet	595	+2,82
Banque	312	+2,82
Saint-Gobain	605	+2,82
Stomax (L)	369	+2,82
USC	85	+2,82
Vie Banque	199,40	+2,82
BAISSES, 12h36	0705	0605
Crédit Foncier	30,10	-3,40
Sofinor	302,20	-3,40
Deutsche Bank AG	51,10	-3,40
Dassault Aviation	492	-3,40
Geophysique	345	-3,40
Genus Europ. Am.	36,20	-3,40
UPF Local	485	-3,40
Intercompagnie 1	580	-3,40
Promoteur	1407	-3,40
NH 8	697	-3,40

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCES, 12h36	Abaisse	Capitalisation
Saint-Gobain	189,35	189,1405
Santel	185,87	185,8710
Chargem	30072	30072,00
Carrefour	29884	29884,00
BF Aquitaine	14414	14414,00
Ultramar	41414	41414,00
Paribas	18925	18925,00
Azote	77991	77991,00
Alcatel Alsthom	102222	102222,00
Crédit Foncier	154029	154029,00

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

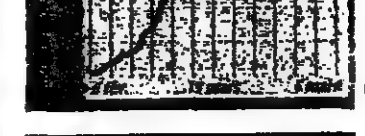
Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h36	0705	0605
Inc. Computer 8	109	+14,75
Onet 4	1275	+14,75
Canal SA	810	+14,75
Inc. (Nell)	383	+14,75
Colas (Nell)	96,50	+14,75
BAISSES, 12h36	0705	0605
Chaire et Traine 8	150	-14,75
Canal 200	75	-14,75
Banque P	491	-14,75
Supervox 8 (B)	100,30	-14,75
Asystem 8	582	-14,75

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au	Var. %	Var. %
Ind. SBF 120	1468,51	-0,84
Ind. SBF 250	1427,29	-0,86
Ind. Second Marché	387,08	-0,10
Ind. MidCAC	154,02	-0,46

NEW YORK LONDRES MILAN FRANCFORT

↓ DOW JONES ↑ FT 100 ↑ MIB 30 ↑ DAX 30



Nouvelle baisse à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a, pour la quatrième séance d'affilée, terminé en baisse mardi 7 mai. Les investisseurs ont préféré rester sur la touche en ce retour de congé après le long week-end marquant la fin de la Golden Week. L'indice Nikkei a cédé 167,10 points (0,77 %), à 21 495,28 points.

La veille, pour la troisième séance consécutive, Wall Street a terminé dans le rouge, déprimée par des vagues de ventes sur programme informatique qui ont fait perdre au Dow Jones jusqu'à 52 points en séance. L'indice des trente valeurs vedettes a finalement terminé en baisse de 13,72 points à 5 464,31 points, soit un repli de 0,25 %.

Les investisseurs restent focalisés sur la publication, vendredi, de l'indice des prix à la production pour

avril. Les intervenants craignent une progression qui risquerait de raviver les craintes d'inflation et de provoquer une nouvelle remontée des taux d'intérêt à long terme.

La Bourse de Francfort, grâce à une reprise technique, a terminé sur un gain de 0,46 % à 2 468,91 points. De son côté, la Bourse de Londres chûmait en raison du Bank Holiday.

INDICES MONDIAUX

Cours au	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2096,53	+0,29
New York DJ	5464,31	-0,25
Tokyo Nikkei	21495,28	-0,77
Londres FT100	2514,00	+0,46
Francfort Dax 30	2468,91	+0,46
Frankfurt Commer.	174,65	+0,21
Bruxelles Bel 20	1989,39	+0,18
Bruxelles Genlral	1713,11	+0,18
Milan MIB 30	1021	+0,21
Amsterdam AEX	370,30	+0,51
Madrid Ibex 35	154,49	+0,02
Stockholm Affars	1538,67	+0,01
Londres FT30	2803,60	+0,01
Hong Kong Hang S	10697,50	+0,34
Singapore Straits	3403,68	+0,52

NEW YORK Les valeurs de Dow-Jones

Cours au	Var. %	Var. %
Alcoa	64	0,75
American Express	45,87	46,62
Allied Signal	38,50	38,57
AT & T	99,62	99,37
Bethlehem	13,62	13,25
Boeing Co	76,75	76,75
3M	12,62	12,62
Caterpillar Inc.	56,87	56,75
Chevron Corp.	56	56,62
Coca-Cola Co	80,75	79,62
Disney Corp.	60,25	59
Du Pont Nemours & Co	78,25	78,62
Eastman Kodak Co	73,75	73,25
Exxon Corp.	52,75	52,37
Gen. Motors Corp.	53,37	53,25
Gen. Electric Co	76,25	77
Goodyear T & Rubber	32,75	32,50
IBM	107	108,12
Inf Paper	40,25	40,62
J.P. Morgan Co	12,62	12,62
Mc Don Douglas	78,25	78,25
Merck & Co Inc.	57	58,25
Minnesota Mining & Mfg	65,25	64,37
Philip Morris	87,25	88,62
Procter & Gamble C	89,25	89,25
Rockwell Int'l	50,25	50,25
Tesco	80,12	81,50
Union Carb.	47,12	48
Unilever	105,12	107
Westingh. Electric	15,37	15,50
Woolworth	19	18,87

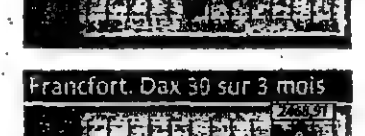
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au	Var. %	Var. %
Allied Lyons	6,85	4,95
Bardays Bank	2,83	2,41
B.A.T. Industries	5,06	5,07
British Aerospace	8,74	8,76
British Airways	5,21	5,20
British Gas	2,31	2,32
British Petroleum	5,62	5,62
British Telecom	3,38	3,39
B.T.R.	3,73	3,74
Cadbury Schweppes	5,09	5,07
Baronnet	0,74	0,75
Porte	3,70	3,70
Unilever	1,55	1,55
Grand Metropolitan	4,29	4,28
Guinness	4,70	4,69
Hansen P.C.	1,97	1,96
Grant & Co	6,58	6,58
H.S.B.C.	5,67	5,66
Imperial Chemical	8,59	8,59
Legal	7,28	7,28
Marshall & Spencer	4,25	4,25
National Westminster	6,31	6,31
Peninsula Oriental	5,27	5,26
Reuteurs	7,43	7,44
Schlitz and Smith	1,55	1,55
Shell Transport	6,64	6,64
Smithkline Beecham	6,42	6,44
Tate and Lyle	4,84	4,85
Unilever Ltd	12,08	12,04
Zeneca	13,60	13,62

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

Cours au	Var. %	Var. %
Allianz Holding AG	257,2	258,4
Bayer AG	414,80	411,70
Bayer AG	488,30	488
Bay HypoWohlfahrt	38,72	38,70
Bayer Vertriebsbank	42,52	42,50
Commerzbank	875,50	879,50
Commerzbank	330,30	327,30
Continental AG	28	28,10
Daimler-Benz AG	629,30	621
Deutsche Bank	548	540
Deutsche Bank AG	88	81,80
Deutsche Bank AG	72,62	71,90
Deutsche Bank AG FR	39,40	39
Hoechst AG	607	595
Hoechst AG	480,30	482,50
Karstadt AG	567,30	570
Karstadt AG	479	474,50
Linde AG	993	918
L. Lohmann AG	245,30	242,30
Man AG	976,50	997
Mannesmann AG	522,50	520,50
Metalgesellschaft	29,65	28,35
Pfaff AG	409	409
Rohde	37,85	38,02
Schäffling AG	111	109,50
Siemens AG	82,30	81,50
Thyssen	275	274,20
Veolia AG	74,04	74
Viel AG	598	592
Wella AG	726	725

New York. Dow Jones sur 3 mois



LES TAUX

Légère hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF - qui mesure la performance des emprunts d'État français - a ouvert en légère hausse, mardi 7 mai. Après un quart d'heure de transactions, l'échéance juin gagnait huit centièmes à 122,84 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,48 %, soit 0,03 % au-dessous de celui du titre d'État allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain

avait terminé la séance en hausse. Le rendement de l'obligation de référence, à trente ans, s'était détérioré, revenant de 7,11 % à 7,06 %. Les opérateurs restaient toutefois très nerveux dans l'attente des statistiques d'inflation.

La Banque de France a laissé inchangé, mardi matin, à 3,75 %, le taux de l'argent au jour le jour. Les opérateurs n'attendent rien de la réunion, jeudi, de son conseil.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Jour le jour	Achat	Vente	Achat	Vente
10 ans	3,75	3,75	3,75	3,75
1 mois	3,75	3,75	3,75	3,75
3 mois	3,75	3,75	3,75	3,75
6 mois	3,75	3,75	3,75	3,75
1 an	3,75	3,75	3,75	3,75

MATIF

Échéances 06/05	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
juin 96	46701	122,78	122,82	122,76	122,80
sept 96	536	122,86	122,80	122,82	122,84
dec 96	176	122,86	122,80	122,82	122,84
Mars 97					122,82

PIBOR 3 MOIS

Échéances 06/05	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
juin 96	607	96,00	96,00	96,00	96,00
sept 96	3720	96,00	96,00	96,00	96,00
dec 96	98	96,00	96,00	96,00	96,00
Mars 97	48	96,00	96,00	96,00	96,00

ECU LONG TERME

Échéances 06/05	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
juin 96	11070	209,20	209,20	209,20	209,20
sept 96	391	209,30	209,30	209,30	209,30
juillet 96	2	209,20	209,20	209,20	209,20
sept 96					209,20

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 06/05	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
mai 96	11070	209,20	209,20	209,20	209,20
juin 96	391	209,30	209,30	209,30	209,30
juillet 96	2	209,20	209,20	209,20	209,20
sept 96					209,20

LES MONNAIES

Repli du dollar

LE DOLLAR ÉTAIT ORIENTÉ À LA BAISSE, mardi 7 mai, face aux devises européennes, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,5227 mark et 5,15 francs. Face au yen, il était en légère hausse à 105,15 yens. Les investisseurs restaient prudents dans l'attente de la publication, mercredi 8 mai, du livre beige de la Réserve fédérale qui donnera le point de vue de la banque centrale américaine

sur la situation économique aux États-Unis. La prochaine réunion du conseil de la Fed aura lieu le 21 mai. Certains économistes s'attendent à cette occasion à un durcissement de la politique monétaire destinée à éviter une surchauffe de l'économie.

Le repli du billet vert pesait sur le franc, qui cédait un peu de terrain face à la monnaie allemande. Il cotait 3,3830 francs pour un deutchemark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Ita	6.3440	-0.85
Banque (100 f)	5.1555	-0.45
Belge (100 f)	16.4465	-0.45
Pay-Bas (100 f)	302.8000	-0.05
Italie (1000 li)	3.3055	+0.05
Danemark (100 kr)	67.5500	-0.15
Irlande (100 p)	8.0325	+0.07
Gde-Bretagne (1 £)	7.7760	-0.05
Grèce (100 drach)	2.1215	-0.05
Suède (100 kr)	75.4100	-1.00
Suisse (100 f)	414.6700	-0.05
Norvège (100 kr)	48.6200	-0.05
Autriche (100 sch)	6.3440	-0.05
Espagne (100 pes)	4.0520	-0.05
Portugal (100 esc)	3.2855	-0.05
Canada (1 dollar c)	3.7747	-0.05
Japon (100 yens)	4.9072	-0.02
Finlande (100 mark)	9.1970	-0.05

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 7 MAI
Liquidation : 23 mai
Taux de report : 3,25
Cours relevés à 12h36

CAC 40
PARIS
+0,25%
CAC 40 :
2095,62

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
EDF-GDF	7725	0,00	0,00
B.N.P. (T.P.)	915	0,00	0,00
CAJON (T.P.)	855	0,00	0,00
Renault (T.P.)	1815	0,00	0,00
Rhone-Poulenc (T.P.)	2020	0,00	0,00
Saint-Gobain (T.P.)	1260	0,00	0,00
Thomson S.A. (T.P.)	1085	0,00	0,00
Accor	700	0,00	0,00
Air Liquide	902	0,00	0,00
Alcatel Alsthom	488,80	0,00	0,00
Alcatel Cable	479	0,00	0,00
Alpe	405	0,00	0,00
AGF-As. Gen. France	137,50	0,00	0,00
Assi	800,40	0,00	0,00
Assi	675	0,00	0,00
Ball Inco	857	0,00	0,00
Banque Paribas	572	0,00	0,00
Banque Paribas	483	0,00	0,00
Banque Paribas	173,90	0,00	0,00
Banque Paribas	376	0,00	0,00
Banque Paribas	390	0,00	0,00
Banque Paribas	205,80	0,00	0,00
Banque Paribas	330	0,00	0,00
Banque Paribas	2840	0,00	0,00
Banque Paribas	331	0,00	0,00
Banque Paribas	1228	0,00	0,00
Banque Paribas	188	0,00	0,00
Banque Paribas	727	0,00	0,00
Banque Paribas	2447	0,00	0,00
Banque Paribas	194,10	0,00	0,00
Banque Paribas	142,80	0,00	0,00
Banque Paribas	974	0,00	0,00
Banque Paribas	249,80	0,00	0,00
Banque Paribas	36,40	0,00	0,00
Banque Paribas	480	0,00	0,00
Banque Paribas	448,10	0,00	0,00
Banque Paribas	91	0,00	0,00
Banque Paribas	1100	0,00	0,00
Banque Paribas	1126	0,00	0,00
Banque Paribas	1386	0,00	0,00
Banque Paribas	349,50	0,00	0,00
Banque Paribas	705	0,00	0,00
Banque Paribas	485	0,00	0,00
Banque Paribas	197	0,00	0,00
Banque Paribas	888	0,00	0,00
Banque Paribas	17,10	0,00	0,00
Banque Paribas	2040	0,00	0,00

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
ABN-Amro	274,90	0,00	0,00
Adidas AG	405	0,00	0,00
Amstel-Can	327,60	0,00	0,00
Anglo-American	318	0,00	0,00
Anglo-Siam	14,40	0,00	0,00
Anglo-Togo	308	0,00	0,00
Anglo-Togo	250,00	0,00	0,00
Anglo-Togo	157	0,00	0,00
Anglo-Togo	1415	0,00	0,00
Anglo-Togo	25,90	0,00	0,00
Anglo-Togo	10,40	0,00	0,00
Anglo-Togo	227,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	251	0,00	0,00
Anglo-Togo	2766	0,00	0,00
Anglo-Togo	164,00	0,00	0,00
Anglo-Togo	78,10	0,00	0,00
Anglo-Togo	407,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	391,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	66,35	0,00	0,00
Anglo-Togo	260	0,00	0,00
Anglo-Togo	109,30	0,00	0,00
Anglo-Togo	423,10	0,00	0,00
Anglo-Togo	183,00	0,00	0,00
Anglo-Togo	55,75	0,00	0,00
Anglo-Togo	20,45	0,00	0,00
Anglo-Togo	382,00	0,00	0,00
Anglo-Togo	280,20	0,00	0,00
Anglo-Togo	996,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	33,95	0,00	0,00
Anglo-Togo	37,20	0,00	0,00
Anglo-Togo	11,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	99,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	55,60	0,00	0,00

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
EDF-GDF	7725	0,00	0,00
B.N.P. (T.P.)	915	0,00	0,00
CAJON (T.P.)	855	0,00	0,00
Renault (T.P.)	1815	0,00	0,00
Rhone-Poulenc (T.P.)	2020	0,00	0,00
Saint-Gobain (T.P.)	1260	0,00	0,00
Thomson S.A. (T.P.)	1085	0,00	0,00
Accor	700	0,00	0,00
Air Liquide	902	0,00	0,00
Alcatel Alsthom	488,80	0,00	0,00
Alcatel Cable	479	0,00	0,00
Alpe	405	0,00	0,00
AGF-As. Gen. France	137,50	0,00	0,00
Assi	800,40	0,00	0,00
Assi	675	0,00	0,00
Ball Inco	857	0,00	0,00
Banque Paribas	572	0,00	0,00
Banque Paribas	483	0,00	0,00
Banque Paribas	173,90	0,00	0,00
Banque Paribas	376	0,00	0,00
Banque Paribas	390	0,00	0,00
Banque Paribas	205,80	0,00	0,00
Banque Paribas	330	0,00	0,00
Banque Paribas	2840	0,00	0,00
Banque Paribas	331	0,00	0,00
Banque Paribas	1228	0,00	0,00
Banque Paribas	188	0,00	0,00
Banque Paribas	727	0,00	0,00
Banque Paribas	2447	0,00	0,00
Banque Paribas	194,10	0,00	0,00
Banque Paribas	142,80	0,00	0,00
Banque Paribas	974	0,00	0,00
Banque Paribas	249,80	0,00	0,00
Banque Paribas	36,40	0,00	0,00
Banque Paribas	480	0,00	0,00
Banque Paribas	448,10	0,00	0,00
Banque Paribas	91	0,00	0,00
Banque Paribas	1100	0,00	0,00
Banque Paribas	1126	0,00	0,00
Banque Paribas	1386	0,00	0,00
Banque Paribas	349,50	0,00	0,00
Banque Paribas	705	0,00	0,00
Banque Paribas	485	0,00	0,00
Banque Paribas	197	0,00	0,00
Banque Paribas	888	0,00	0,00
Banque Paribas	17,10	0,00	0,00
Banque Paribas	2040	0,00	0,00

VALEURS ÉTRANGÈRES

Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
ABN-Amro	274,90	0,00	0,00
Adidas AG	405	0,00	0,00
Amstel-Can	327,60	0,00	0,00
Anglo-American	318	0,00	0,00
Anglo-Siam	14,40	0,00	0,00
Anglo-Togo	308	0,00	0,00
Anglo-Togo	250,00	0,00	0,00
Anglo-Togo	157	0,00	0,00
Anglo-Togo	1415	0,00	0,00
Anglo-Togo	25,90	0,00	0,00
Anglo-Togo	10,40	0,00	0,00
Anglo-Togo	227,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	251	0,00	0,00
Anglo-Togo	2766	0,00	0,00
Anglo-Togo	164,00	0,00	0,00
Anglo-Togo	78,10	0,00	0,00
Anglo-Togo	407,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	391,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	66,35	0,00	0,00
Anglo-Togo	260	0,00	0,00
Anglo-Togo	109,30	0,00	0,00
Anglo-Togo	423,10	0,00	0,00
Anglo-Togo	183,00	0,00	0,00
Anglo-Togo	55,75	0,00	0,00
Anglo-Togo	20,45	0,00	0,00
Anglo-Togo	382,00	0,00	0,00
Anglo-Togo	280,20	0,00	0,00
Anglo-Togo	996,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	33,95	0,00	0,00
Anglo-Togo	37,20	0,00	0,00
Anglo-Togo	11,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	99,50	0,00	0,00
Anglo-Togo	55,60	0,00	0,00

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h36
MARDI 7 MAI

OBLIGATIONS

Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
EDF-GDF	7725	0,00	0,00
B.N.P. (T.P.)	915	0,00	0,00
CAJON (T.P.)	855	0,00	0,00
Renault (T.P.)	1815	0,00	0,00
Rhone-Poulenc (T.P.)	2020	0,00	0,00
Saint-Gobain (T.P.)	1260	0,00	0,00
Thomson S.A. (T.P.)	1085	0,00	0,00
Accor	700	0,00	0,00
Air Liquide	902	0,00	0,00
Alcatel Alsthom	488,80	0,00	0,00
Alcatel Cable	479	0,00	0,00
Alpe	405	0,00	0,00
AGF-As. Gen. France	137,50	0,00	0,00
Assi	800,40	0,00	0,00
Assi	675	0,00	0,00
Ball Inco	857	0,00	0,00
Banque Paribas	572	0,00	0,00
Banque Paribas	483	0,00	0,00
Banque Paribas	173,90	0,00	0,00
Banque Paribas	376	0,00	0,00
Banque Paribas	390	0,00	0,00
Banque Paribas	205,80	0,00	0,00
Banque Paribas	330	0,00	0,00
Banque Paribas	2840	0,00	0,00
Banque Paribas	331	0,00	0,00
Banque Paribas	1228	0,00	0,00
Banque Paribas	188	0,00	0,00
Banque Paribas	727	0,00	0,00
Banque Paribas	2447	0,00	0,00
Banque Paribas	194,10	0,00	0,00
Banque Paribas	142,80	0,00	0,00
Banque Paribas	974	0,00	0,00
Banque Paribas	249,80	0,00	0,00
Banque Paribas	36,40	0,00	0,00
Banque Paribas	480	0,00	0,00
Banque Paribas	448,10	0,00	0,00
Banque Paribas	91	0,00	0,00
Banque Paribas	1100	0,00	0,00
Banque Paribas	1126	0,00	0,00
Banque Paribas	1386	0,00	0,00
Banque Paribas	349,50	0,00	0,00
Banque Paribas	705	0,00	0,00
Banque Paribas	485	0,00	0,00
Banque Paribas	197	0,00	0,00
Banque Paribas	888	0,00	0,00
Banque Paribas	17,10	0,00	0,00
Banque Paribas	2040	0,00	0,00

ACTIONS FRANÇAISES

Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
EDF-GDF	7725	0,00	0,00
B.N.P. (T.P.)	915	0,00	0,00
CAJON (T.P.)	855	0,00	0,00
Renault (T.P.)	1815	0,00	0,00
Rhone-Poulenc (T.P.)	2020	0,00	0,00
Saint-Gobain (T.P.)	1260	0,00	0,00
Thomson S.A. (T.P.)	1085	0,00	0,00
Accor	700	0,00	0,00
Air Liquide	902	0,00	0,00
Alcatel Alsthom	488,80	0,00	0,00
Alcatel Cable	479	0,00	0,00
Alpe	405	0,00	0,00
AGF-As. Gen. France	137,50	0,00	0,00
Assi	800,40	0,00	0,00
Assi	675	0,00	0,00
Ball Inco	857	0,00	0,00
Banque Paribas	572	0,00	0,00
Banque Paribas	483	0,00	0,00
Banque Paribas	173,90	0,00	0,00
Banque Paribas	376	0,00	0,00
Banque Paribas	390	0,00	0,00
Banque Paribas	205,80	0,00	0,00
Banque Paribas	330	0,00	0,00
Banque Paribas	2840	0,00	0,00
Banque Paribas	331	0,00	0,00
Banque Paribas	1228	0,00	0,00
Banque Paribas	188	0,00	0,00
Banque Paribas	727	0,00	0,00
Banque Paribas	2447	0,00	0,00
Banque Paribas	194,10	0,00	0,00
Banque Paribas	142,80	0,00	0,00
Banque Paribas	974	0,00	0,00
Banque Paribas	249,80	0,00	0,00
Banque Paribas	36,40	0,00	0,00
Banque Paribas	480	0,00	0,00
Banque Paribas	448,10	0,00	0,00
Banque Paribas	91	0,00	0,00
Banque Paribas	1100	0,00	0,00
Banque Paribas	1126	0,00	0,00
Banque Paribas	1386	0,00	0,00
Banque Paribas	349,50	0,00	0,00
Banque Paribas	705	0,00	0,00
Banque Paribas	485	0,00	0,00
Banque Paribas	197	0,00	0,00
Banque Paribas	888	0,00	0,00
Banque Paribas	17,10	0,00	0,00
Banque Paribas	2040	0,00	0,00

ACTIONS ÉTRANGÈRES

108,95	Salini C.M.
102,15	B.N.P. Int.
700,40	Stelmach
99,70	B.T.P. (à r. ch. cl.)
128,57	Comptext
711,14	Carageo I
---	Chempex
116,62	Cof. Un. Eur.
105,49	Cof. U.S.A.
113,34	Cof. A.M.A.
314,46	Cof. Lyon
114,50	Concord
146,45	Cof. Vallée
910,50	Credito-Gen.
---	Derblay
---	Dixiot-Bat.
---	Exco. Brest
---	Bollé
---	Ent. Mag.
---	Erasmus Ind.
---	Fidel
---	Flintco
---	F.I.P.P.
---	Fondère
---	Fondère

syndicats de producteurs de télévision (USPT), critique ce nouvel épisode des convulsions du paysage audiovisuel et souhaite la suppression « de ces contrats absurdes ».

La polémique déclenchée autour du montant des contrats des animateurs-producteurs avec les chaînes de service public a amené le président de France Télévision à demander le soutien des personnels

Yves Marmou

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

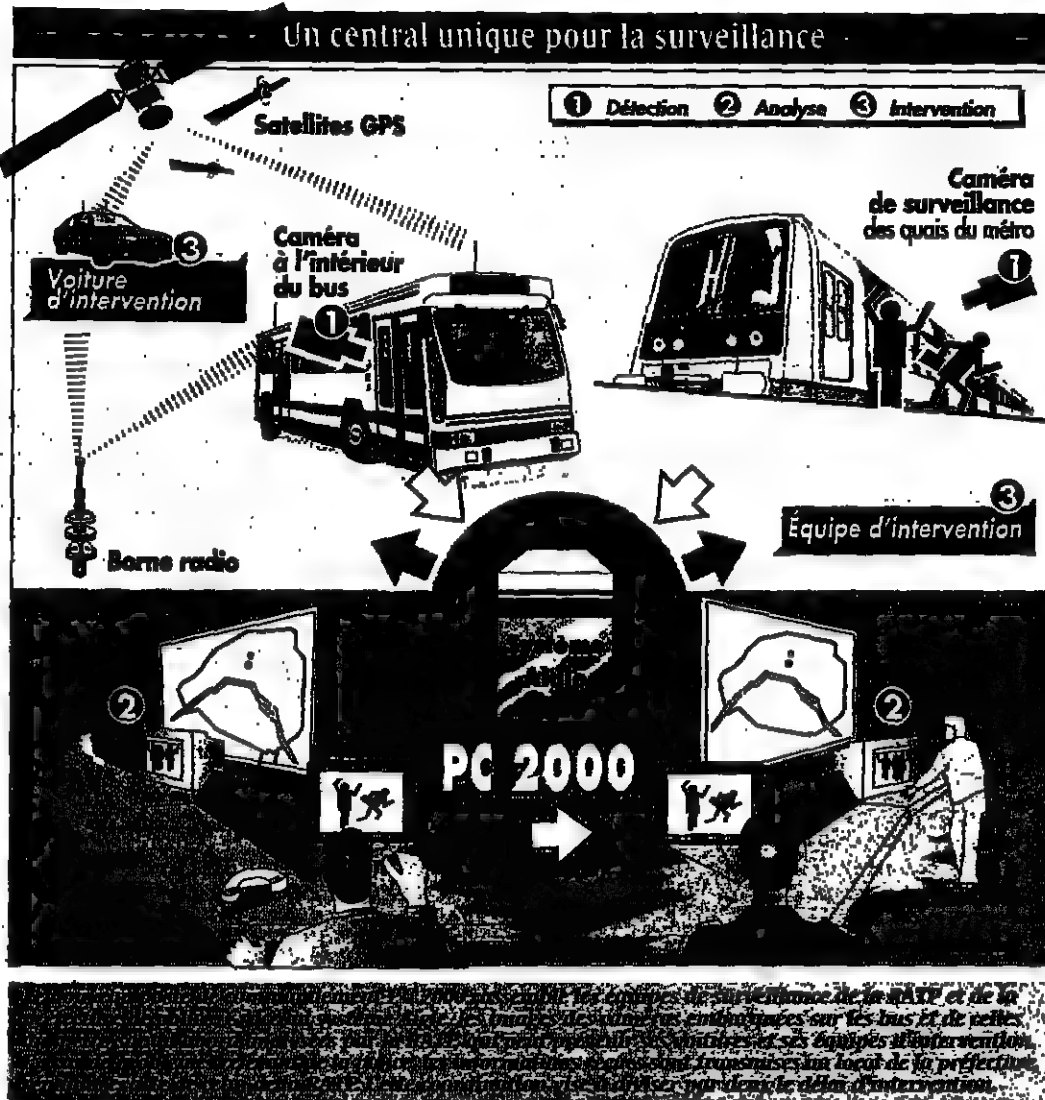
[illegible]

La haute technologie permet d'améliorer la sécurité dans le métro et les bus parisiens

Un nouveau poste de commandement rassemble les équipes de la RATP et de la police

La RATP vient d'inaugurer le PC 2000, un centre de commandement ultra-moderne qu'elle partage avec les services de police. Les images de

l'intérieur des bus sont transmises par liaison radio. Celles du métro arrivent par fibre optique. Associée à la localisation des véhicules par satellite, cette visualisation est précieuse pour évaluer la gravité des alarmes et piloter les interventions des équipes de sécurité.



de rejoindre le bus. Pendant ce temps, les images continuent à s'afficher. Prises à la cadence de huit vues par minute par la caméra embarquée dans le bus, elles sont acheminées par radio jusqu'au PC, via le réseau de transmission de données par radio 3 RD de France Télécom.

Ce parcours explique la lenteur de l'affichage. Une seule image, même en noir et blanc, représente une quantité d'informations de quelques dizaines de milliers d'octets. Sa transmission par le réseau radio, fonctionnant en « mode pa-

quet », qui induit un débit utile variable, entraîne une lenteur perceptible, celle qui se vit sur Internet.

Mais cette faiblesse technique n'entrave pas le déroulement des opérations. Grâce aux images, les agents du PC peuvent donner un signalement de l'agresseur ou du fraudeur à l'équipe d'intervention et lui expliquer rapidement la situation. D'où un gain de temps et donc d'efficacité. Avec une marge de progrès.

Sur les trois lignes équipées, seules les voitures d'intervention de la RATP sont reliées au système Aigle. « Si les véhicules de police

étaient équipés d'un système de localisation, nous pourrions mieux couvrir la zone de circulation des bus », regrette Alain Caire. La RATP dispose d'une longue expérience sur la protection de la police en matière de GPS. En revanche, du côté du poste de commandement, les deux entités sont aujourd'hui en parfaite harmonie.

Les deux salles du PC 2000 qu'elles occupent sont strictement identiques. Au point que l'on peut se demander si le coût de chacune d'elles, environ 12 millions de francs, n'aurait pas pu être réduit en rassemblant les équipes dans un même local. « Les actions de la police imposent une confidentialité particulière », explique Jean-Claude Rousseau, sous-directeur de la circulation et de la police de proximité de la police nationale. Même s'il précise que les caméras embarquées dans les bus « ne donnent pas l'identité, mais un simple signalement des individus, ce qui permet à nos équipes de prévenir les agents de savoir où aller ». Telle est, en tout cas, la situation actuelle, car l'analyse d'image et l'interrogation des bases de données de la police pourraient bientôt transformer des signaux en identifications.

Dans le bus 5785, les agents du GPSR peuvent résoudre seuls le problème ou bien faire appel aux forces de police locales. Ce dédicat partage des tâches se retrouve dans le métro. Là, le GPSR cède le Service de protection et de sécurité du métropolitain (SPSM). Le premier emploie 700 agents, et le second, qui dépend de la police nationale, dispose de 400 hommes. Ceux-ci opèrent de 6 h 30 à minuit et sont relayés par la Brigade anti-criminalité (BAC).

Dans le métro, le processus de déclenchement des alarmes diffère sensiblement de celui des bus. La surveillance des couloirs, plus aisée, s'appuie sur un réseau de 2 400 caméras fixes affectées à la sécurité des voyageurs (sur un total de 4 000), dont 800 surveillent les grandes gares du RER. « Cinq sta-

L'usine marémotrice de la Rance entame une cure de jouvence

La « houille bleue » fournie par les marées représente 3,5 % de l'énergie électrique consommée en Bretagne

PENCHÉ sur le parapet, le regard au-delà des mers, braqué en direction de Saint-Malo, le général de Gaulle déclara d'une voix forte : « C'est impressionnant ». C'était le 26 novembre 1966. Reprenant le principe séculaire des moulins à marée développés dès le XII^e siècle pour produire l'énergie nécessaire au pompage de l'eau ou à la fabrication de la farine, la France inaugura ce jour-là sur l'estuaire de la Rance (Ille-et-Vilaine) la première usine marémotrice du monde. Un long barrage de plus de 700 mètres de long, bas sur l'eau, produisant de l'électricité au rythme lent du flux et du reflux de la marée.

Presque trente ans après, l'usine de la Rance fait encore référence. Elle demeure, et de loin, la seule installation de taille industrielle existant au monde. Avec ses 240 mégawatts de puissance installée – entre le quart et le cinquième de celle offerte par un réacteur nucléaire du parc d'EDF –, elle dépasse de plus de dix fois la puissance de la plus importante de ses « sœurs », une usine canadienne de 20 mégawatts, mise en service en 1985 à Annapolis. Les autres, moins récentes, n'ont que 0,4 MW pour l'installation russe de Kalaya Guba, mise en service en 1965, et de 3 MW pour celle, chinoise, de Jiangxia (1980).

Énergie propre, éternelle, inépuisable produite inlassablement par les mouvements de la Lune, la « houille bleue » est une énergie délicate à maîtriser. Si les usines marémotrices sont aujourd'hui si peu nombreuses, c'est qu'au-delà de l'impact de tels ouvrages sur l'environnement, il existe dans le monde peu de sites susceptibles de recevoir de semblables installations. Observer des marées ne suffit pas. La Méditerranée en a, mais de si faibles qu'on ne saurait en utiliser les forces. Ce qu'il faut, c'est un site, et il n'est pas rare, où les coefficients de marée sont importants. De ce point de vue, l'estuaire de la Rance est une des régions du monde où, lors des marées de vive eau d'équinoxe, l'amplitude entre la haute et la basse mer atteint... 13,5 mètres.

Cette particularité n'a pas échappé aux hydrauliciens français qui, dès 1943, ont étudié au sein de la Société d'études pour l'utilisation des marées (SEUM), sous la direction de Robert Gibrat, les moyens permettant de récupérer l'énergie de la « houille bleue ». Treize ans plus tard, après avoir triomphé des difficultés soulevées par la réalisation de telles usines, les ingénieurs testèrent avec succès dans une échue désaffectée du port de Saint-Malo un groupe turbo-alternateur d'un type nouveau.

DES GROUPES BULBES

En effet, les équipements classiques de l'époque, des turbines Kaplan à axes verticaux, s'intégraient mal dans l'ouvrage et ne permettaient pas de le doter d'une puissance suffisante. Pour cette raison, des groupes bulbes à axes horizontaux furent conçus, qui pouvaient produire du courant électrique aussi bien au moment du flot (marée montante) qu'au moment du jusant (marée descendante), mais qui pouvaient aussi pomper de l'eau pendant les heures creuses pour gonfler les réserves du barrage.

La Lune ayant ses caprices, deux marées hautes et deux marées basses se succèdent quotidiennement dans l'estuaire de la Rance, en se décalant un peu chaque jour. Difficile dans ces conditions de « turbiner » de façon continue, les périodes de production rythmées par notre satellite ne coïncident que rarement avec les pointes de demande en électricité.

Fort de ces résultats, en 1956, le gouvernement put engager le projet, pharaonique pour l'époque, de l'usine marémotrice de la Rance. Le 8 mars 1957, un décret du Journal officiel déclarait l'ouvrage d'utilité publique et concédait à EDF l'aménagement et l'exploitation de l'usine de la Rance. Quatre ans plus tard, les principaux marchés étaient signés. En août 1966, après avoir dépensé 617 millions de francs – 3,7 milliards de francs aux condi-

tions économiques de 1995 –, le premier des 24 groupes bulbes commandés à Neyrpic dévalait ses premiers kilowatts-heure.

Depuis trente ans, ces groupes, largement utilisés depuis sur le Rhône et sur le Rhin, ont produit 16 milliards de kWh et assuré ainsi l'équivalent de la consommation domestique annuelle d'une agglomération de 300 000 habitants comme Rennes, affirme EDF. Et ce à un coût de production du kWh de 18,5 centimes, légèrement supérieur à celui de l'hydraulique (15,78 cts), mais inférieur, de peu il est vrai, à celui du nucléaire (18,84 cts).

DES PROJETS AMBITIEUX

Des performances alléchantes qui, un temps, avaient conduit certains à envisager, au grand dam des écologistes et des riverains, la construction d'usines marémotrices de grande taille en baie de Somme et de Saint-Brieuc, dans la rade de Brest et tout le long de la côte ouest de la presqu'île du Cotentin. En février 1982, le ministre délégué à l'énergie, Edmond Hervé, demandait même à EDF d'étudier l'équipement d'une zone de 200 kilomètres carrés entre Granville (Manche), les Îles Chausey et Coutainville. Production annuelle : 5 à 6 milliards de kWh en l'an 2000 !

Le projet a vécu, victime de ses coûts d'investissement, de l'opposition farouche des écologistes et du manque d'enthousiasme des élus, inquiets du devenir de cette zone barrée par un gigantesque mur de béton. Aujourd'hui, confesse EDF, l'heure est à des moyens de production thermique moins coûteux à construire, même si leur coût d'utilisation est plus élevé. Malgré cela, d'autres projets très ambitieux, dont, semble-t-il, toujours à l'étude dans certaines régions du monde où la hauteur

Un nouvel équilibre

Les travaux de construction de l'usine marémotrice de la Rance ont été extrêmement dommageables à l'environnement. Dix ans plus tard, un nouvel équilibre s'est installé, différent de celui qui préexistait à l'installation du barrage. Cette « recolonisation » a été progressive et, « après la phase d'isolement de l'estuaire », les larves et les organismes « ont regagné le bassin depuis la mer ouverte », affirme une étude du Laboratoire maritime de Dinard et du Muséum national d'histoire naturelle. Aujourd'hui, « la richesse du peuplement piscicole » y serait « élevée et supérieure à celle d'autres estuaires et baies, dont celle du Mont-Saint-Michel ». En revanche, pour ce qui concerne les sédiments, les chercheurs du CNRS (URA 904) ont observé une modification des courants dans l'estuaire, en aval de l'usine, et une augmentation des dépôts dans la partie amont du bassin, « liée à un déficit phytométrie important pendant trois années consécutives ».

des marées est favorable. C'est le cas du Canada, où est envisagée, dans la baie de Fundy, la construction d'une usine marémotrice de 5 300 MW, de l'Argentine (San José, 5 000 MW), de la Grande-Bretagne (Severn, 8 600 MW, Mersey, 700 MW), de la Corée du Sud (Garin, 480 MW) et de l'Inde (Kutch, 900 MW).

Aussi ne faut-il guère s'étonner, même si toute recherche sur ce mode de production d'énergie est arrêtée en France, qu'EDF bichonne encore la Rance et ait lancé, dès le mois de janvier 1995, un programme de rénovation de l'installation de 400 millions de francs qui, en dix ans, devrait permettre de redonner un coup de jeune aux 24 groupes de cette usine, qui sont à l'origine de 3,5 % de l'énergie électrique consommée dans la région.

Jean-François Augereau

La délinquance cartographiée

En 1995, la préfecture de police de Paris a constaté dans le métro une « baisse globale de la délinquance par rapport à 1994 ». Les infractions commises intra-muros ont chuté de 18,7 %. Les vols à la tire, qui représentent 70 % des délits commis, baissent exactement dans la même proportion. Les premiers mois de l'année semblent confirmer cette tendance, qui doit être toutefois rapprochée de la diminution du nombre d'usagers. Depuis juillet 1994, la préfecture de police dispose d'une cartographie informatisée de la délinquance, qui visualise, station par station et ligne par ligne, le lieu et l'heure des délits commis chaque semaine. Cette carte sert à établir les affectations des policiers du SPSM. L'investissement réalisé dans le système Aigle et le PC 2000 doit améliorer les performances d'intervention. Les effets dissuasifs de cette nouveauté resteront très limités, en particulier dans les bus, tant que le taux de véhicules équipés n'aura pas atteint un niveau significatif.

RÉSULTATS GRANDES ECOLES

Admission
7 mai : École Louis-Lumière
14 mai : E.S.I.E.E.

3615 LEMONDE

mémoire des migrations

Préface de Kofi Yamgnane

Des lycéens racontent leur Histoire

Le Monde ÉDITIONS

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Paris reste le parent pauvre de l'Europe du football

La capitale française, à la veille de la première finale européenne de son histoire, est la seule grande ville du continent à n'avoir qu'un seul club de haut niveau et aucun palmarès international

Le Paris Saint-Germain rencontrera le Rapid de Vienne, mercredi 8 mai à Bruxelles, en finale de la Coupe des vainqueurs de coupe de football. Pour préparer cette rencontre, alors qu'une atmosphère de crise baigne le club

parisien depuis ses contre-performances en championnat, l'équipe de Luis Fernandez a passé plusieurs jours à Hendaye, où les joueurs se sont enfermés dans un mutisme total. Après avoir échoué à trois reprises en

demi-finale, c'est la première fois que le club parisien, repris en 1991 par Canal Plus, atteint une finale de Coupe d'Europe. Pour la ville de Paris, cette finale est aussi une première. Elle est l'une des rares capitales européennes

à n'avoir jamais obtenu de trophée européen. Cette absence de résultat illustre le niveau réel de l'enracinement du football à Paris, seule grande métropole du continent à n'avoir qu'un club en première division.

LES COUPES d'Europe, nées d'une idée française, ont quarante ans. Il aura donc fallu tout ce temps avant que Paris atteigne enfin une finale. Jamais la capitale française n'a gagné une de ces coupes quand la plupart des autres villes du même standing ont déjà des palmarès importants. Londres a participé à treize finales, Lisbonne à neuf, Amsterdam à huit, Bruxelles à sept, Rome à trois. Sans parler de Madrid, qui en est déjà à son dix-septième sommet. L'Autriche n'a pas une réputation supérieure à la France dans le domaine du ballon rond, et pourtant Vienne connaît, mercredi 8 mai, à Bruxelles, sa troisième finale. Des grandes capitales d'Europe occidentale, seules Berlin - pour des raisons politiques - et Dublin - pour d'autres, économiques - n'ont jamais disputé, comme Paris, un grand rendez-vous européen.

On s'est beaucoup gaussé du Paris SG, qui a échoué trois fois de suite en demi-finale avant de pouvoir enfin prétendre à la consécration. L'honneur voudrait plutôt que soit lous ce club qui, en vingt-cinq ans d'existence, a combié un grand vide dans la Ville Lumière. De 1946 à 1985, Paris n'a pas récolté le moindre titre de champion de France. En Coupe de France, avant le Paris SG en 1982, il faut remonter à 1949 et aux derniers beaux jours du Racing pour qu'un club français s'impose en finale. Soit plus de trente ans de disette, pour une métropole qui regroupe près de 20 % de la population nationale.

Difficile pourtant de dire que Paris ne s'intéresse pas au football. Chaque week-end, près de 6 800 matches ont lieu en Ile-de-France. Le stade de Colombes puis celui du



2. NOMBRE DE CLUBS EN 1^{re} DIVISION

Madrid et Milan ont disputé dix-sept finales chacune, mais Paris n'en a disputé que trois. Les autres villes ont disputé une à quatre finales.

Parc des Princes se sont toujours remplis, lors des grandes rencontres internationales, de spectateurs enthousiastes. Il semble simplement qu'il ne se soit jamais trouvé d'hommes assez ambitieux pour mener à bien un projet de grand club. Le premier à s'y essayer fut Jean-Luc Lagardère avec le Matra Racing, à la fin des années 80. Mais les piètres résultats ont fait avorter prématurément cette tentative par trop artificielle.

D'autres tentatives sont aujourd'hui infructueuses. Le Red Star

est depuis plusieurs années dans le haut du tableau de la division 2, mais y plonge, chaque fois de plus, la tête. L'affluence moyenne ne dépasse pas 2 000 personnes au stade de Saint-Ouen.

MANÈGE DE PROGRESSION

Parmi les six clubs français de National 1, les ambitions de Paris FC (deuxième équipe de la capitale) et de Créteil (préfecture du Val-de-Marne) sont elles aussi contrariées. Le « derby » entre ces deux équipes, le 27 avril, a attiré

364 spectateurs payants, au petit stade de la porte de Montreuil.

A l'heure actuelle, seul Canal Plus, entré « en » football en 1991, semble parvenir à ancrer durablement une formation de haut niveau dans la capitale. Les matches du Paris SG attirent plus de 35 000 spectateurs en moyenne. Les dirigeants, dans leur grand projet pour l'an 2000, espèrent atteindre la barre des 40 000, ce qui n'est pas loin de remplir le Parc des Princes. Malgré les déceptions de la fin du championnat, ils étaient encore plus de 37 000

lors de la rencontre contre Lille. Mais le nombre de spectateurs rassemblés dans d'autres villes d'Europe comparables jauge la marge de progression du football parisien en termes de popularité.

Qui plus est, la quasi-totalité des capitales et des grandes métropoles européennes, de l'Atlantique à l'Oural, disposent d'au moins deux

Huit clubs à Vienne

Vienne (1,5 million d'habitants) compte trois clubs au sein d'un championnat d'Autriche de première division réduit à dix équipes. Le Rapid et l'Austria, qui ont déjà participé chacun une fois à une finale de Coupe d'Europe, évoluent dans les limites de la ville. Le troisième, Admira Wacker, a quitté récemment son arrondissement d'origine pour les confins de l'agglomération. Cinq clubs viennois figurent également en deuxième division : Wiener Sportklub, Florisdorf AC, Gerasdorf, Vienna et Favoriten AC. Jusqu'au milieu des années 80, il n'était pas rare de voir six clubs de la cité jouer ensemble en première division.

équipes dans leur élite nationale. Paris finit à peine d'écarter la première. La cacophonie qui entoure le club résident du Stade de France démontre assez combien il sera difficile d'en imaginer une seconde. La ville qui compte au monde le plus de théâtres par habitant n'est pas encore tout à fait sûr d'aimer le football.

Benoît Hopquin

Stade de France cherche grand club de banlieue, désespérément...

UNE ÉQUIPE de football issue de la banlieue nord de Paris peut-elle devenir le club résident du Stade de France? Les membres du club municipal d'Aubervilliers, réunis lundi 6 mai en assemblée générale, ont refusé de changer le nom de leur équipe qui évolue en National 1. Aubervilliers ne deviendra donc pas Aubervilliers-Saint-Denis. C'était pourtant l'indispensable première étape vers l'installation du club au Stade de France.

Les deux maires (PC refondateurs), Jack Ralite à Aubervilliers et Patrick Braouezec à Saint-Denis, avaient multiplié les initiatives. Ils avaient lancé un appel pour soutenir leur projet et envisageaient d'ouvrir, dès le mois de septembre, une souscription auprès de supporters appelés à former un club de « socios ». Ils imaginaient une politique de tarifs pour permettre l'accès du stade à des prix modestes. Pour que « les gens d'ici ne se sentent pas exclus d'un équipement qui est à un kilomètre de chez eux », commente Jack Ralite.

L'un et l'autre en sont sûrs, leur idée reste bonne. Il faut substituer à une pure logique de profit un projet qui fédère la banlieue.

Parce que, « avec l'argent, on ne peut faire que des coups, pas un travail de fond », dit Patrick Braouezec. Parce qu'« on doit pouvoir construire une bonne équipe de banlieue. Il faut oser », ajoute Jack Ralite. Sur un site en plein travaux, la gigantesque corolle ressemble de plus en plus à un stade. Des panneaux publicitaires ont beau vanter la future demeure des tribunes, le Stade de France devra attendre pour connaître un éventuel club résident. A Aubervilliers, certains préfèrent encore la tranquillité.

HORIZON 2002

Un homme a connu l'expérience malheureuse d'un deuxième club à Paris. Jean-Louis Piette a dirigé le Matra-Racing, comète éphémère qui a traversé le football à la fin des années 80. « Aubervilliers-Saint-Denis, c'est trop restrictif par rapport à ce que l'on veut », affirme-t-il. Pour créer une équipe compétitive au plus haut niveau, il faut au moins 400 millions, dans un premier temps sans aucune garantie de retour. Qui, à un tel coût, est capable d'y aller? Tout projet sérieux réclame du temps, analyse l'ex-patron

du Matra. Il lui semble plus raisonnable de fixer comme date de naissance à cette nouvelle équipe l'année 2002.

Après la Coupe du monde, il faudra pourtant qu'il y ait régulièrement une équipe à disputer ses matches de championnat sur la pelouse du Stade de France. L'Etat s'y est engagé par contrat auprès du consortium privé actionnaire majoritaire et gestionnaire de l'ex-Grand Stade.

A défaut d'un utilisateur régulier, les pouvoirs publics devraient d'abord prendre à leur charge une partie de la gestion du complexe édifié. Plus tard, l'Etat serait même obligé de racheter entièrement l'équipement au consortium. L'espoir d'un déménagement du Paris Saint-Germain du Parc des Princes à Saint-Denis a fait long feu. Les dirigeants parisiens ont dit non. Ils ont prolongé leur contrat avec la Ville de Paris pour rester au Parc jusqu'en l'an 2000. Ceux du Red Star n'ont pas été moins catégoriques. Ils misent, officiellement, sur la restauration de leur propre enceinte sportive, le stade municipal de Saint-Ouen.

Les candidatures ne se bousculent donc

pas sur le bureau d'Alain Grémeaux. Ce dernier, qui représente les joueurs au sein du Conseil national du football amateur (CNFA), a été désigné par le ministre délégué à la jeunesse et aux sports pour étudier ce lourd dossier, où s'entrecroisent intérêts politiques, financiers et sportifs. Nolis-le-Sec, Aubervilliers et Saint-Denis sont pour l'instant les seuls à s'être manifestés. Alain Grémeaux ne conteste pas l'intérêt d'un football populaire, enraciné dans la Seine-Saint-Denis, de son rôle de formation pour les jeunes de la banlieue. « Le problème, explique-t-il, c'est d'être bien sûr que tout le monde se rassemble autour du projet. Il faut attirer des spectateurs pour remplir aujourd'hui le Stade de France, y compris dans une configuration de trente mille places. » Héritages des uns, manque de moyens des autres, pourraient aboutir à un étrange paradoxe. En cas d'échec, Paris deviendrait la première capitale européenne dotée de deux grands stades modernes de football pour un seul grand club.

Pascal Ceaux

Le Rapid de Vienne a pris de vitesse sa mort annoncée

VIENNE

de notre envoyé spécial

A quelques hectomètres du palais de Schönbrunn, un stade de béton sans fioriture aurait pu devenir le musée d'une autre grandeur évanouie. Le Sportklub Rapid de Vienne, aussi important dans le siècle de football autrichien que les Habsbourg dans l'histoire de son pays, y gisait dans un coma que l'on prédisait sans retour. De nombreux clubs européens ont connu cette expérience de mort approchée, avec ses étapes obligatoires : errements de la politique sportive, chute des résultats, fuite mortelle des sponsors, creusement d'une dette profonde comme une tombe.

Le Rapid y avait ajouté ses propres variantes qui accélèrent l'agonie tout en la rendant plus folle. Il y eut ce vice-président qui se mit en tête de transformer le club en société par actions, distribua trop de titres qui se transformèrent en assignats sans valeur avant d'accueillir le club à la banque-roule. Il y eut cet autre membre du conseil de direction qui fut arrêté en Floride. Les autorités américaines l'accusaient de trafic de

drogue et donnèrent ainsi consistance aux rumeurs qui faisaient du Rapid une succursale d'un vaste réseau de blanchiment d'argent sale. Ces soupçons, non vérifiés depuis, avaient achevé de dégrader la réputation du club le plus populaire d'Autriche.

Mais l'indéfit tint surtout dans la date de ces événements funestes. Le Rapid n'a frôlé la disparition qu'à l'été 1994. Le fond de la décadence a été touché il y a si peu de temps - même pas deux ans - que le club se retrouve aujourd'hui dans une position aussi singulière que paradoxale. Finaliste d'une coupe d'Europe, en tête du championnat, il est encore placé sous le coup de la loi autrichienne sur les faillites jusqu'à la fin du mois de juin.

« Il ne faut plus remuer ces histoires », assure Günter Kaltenbrunner, le nouveau président du club. Notre situation d'aujourd'hui est excellente, même si elle se situe au-dessus de notre vrai niveau. L'ancien attaquant de l'OGC Nice du début des années 70, qui joua deux ans au Rapid, est trop occupé à gérer l'euphorie actuelle pour se re-

tourner vers l'infamie du passé récent. L'engouement du pays, la passion de Vienne avant la finale de Bruxelles, les innombrables appels de sollicitation reçus à son bureau : tout lui prouve la réalité et l'ampleur d'une résurrection insperée. Et, accessoirement, lui démontre le mal qu'il éprouvera désormais à concilier ses fonctions de patron du Rapid avec son métier de directeur des services de la Bank Austria.

ATMOSPHÈRE PARTICULIÈRE

C'est cet établissement qui a sauvé le club en épongeant ses dettes et en en prenant, de fait, la direction. Sans trop y croire, un peu forcé même : un gros paquet d'actions dépréciées du Rapid lesait dangereusement les comptes d'une de ses filiales. La Bank Austria était si peu convaincue du bien-fondé de son investissement - estimé à 50 millions de francs - qu'elle avait négligé délibérément d'inscrire son nom sur les maillots du club, la première année. Cette saison, comme par enchantement, le logo de la banque est apparu sur les rayures vertes et blanches des

joueurs, puis a grossi en proportion de leurs bons résultats.

Réputée proche des socialistes, elle a ainsi contribué à restaurer ce statut de club du peuple en général, et des masses laborieuses de Vienne la Rouge en particulier, par opposition à l'Austria, l'équipe soutenue par les bourgeois de la cité.

Les contingences économiques imposèrent aux nouveaux dirigeants du Rapid un autre pari risqué, que la réussite actuelle a réévalué en coup de génie. Pour entraîner l'équipe, il se tournèrent vers un homme dont ils étaient seulement sûrs qu'il ne leur coûterait ni transfert ni salaire mirobolants. Ernst Dokupil, après une carrière d'attaquant puis d'entraîneur, s'était rangé du football depuis quatre ans lorsque l'on fit appel à lui. Il n'hésita guère à renoncer à son nouveau métier d'assureur, par goût de son sport et surtout par amour de son ancien club.

Le Rapid possède en effet cette propriété rare d'imprimer une marque indélébile sur les joueurs qui y sont passés. Chacun - et, parmi les plus célèbres, des mythes du

football autrichien comme Ernst Happel, l'ancien entraîneur de la sélection nationale, ou Hans Krankl, le buteur des années 80, y ont été formés - conserve la nostalgie de l'atmosphère si particulière qui règne chez les vert et blanc, mélange de simplicité, de complexité sincère et de grosse rigolade.

L'une des clés de la réussite de Dokupil est justement d'avoir restauré cette ambiance, en demandant à ses footballeurs de ne pas trop se prendre au sérieux, en écartant les inutiles sujets de discorde. Ainsi l'entraîneur a-t-il banni les jeux de cartes, qui pouvaient détériorer l'entente en créant des dettes d'argent entre joueurs. Ernst Dokupil a aussi relancé le Rapid grâce à la sûreté de ses choix tactiques. « C'est certainement dû à son passé d'attaquant réputé pour son manque d'allant sur le terrain, analyse M. Kaltenbrunner. Il compensait son peu d'envie de courir par une parfaite connaissance du jeu. Cela l'a aidé à devenir un excellent stratège. »

Jérôme Fenoglio

Le sumo s'ouvre aux femmes pour devenir un sport olympique

TOKYO

de notre correspondant

Le sumo veut devenir discipline olympique. C'est avec cet objectif qu'a été créée, dimanche 28 avril à Osaka, la première association de sumo féminin. Cette « Nouvelle Fédération de sumo » veut ouvrir le sport national nippon aux femmes pour lever une hypothèque à la reconnaissance internationale de ce sport. Cette fédération devrait organiser son premier championnat dès l'année prochaine.

L'origine du sumo se confond avec les mythes fondateurs. Ses rites sont imprégnés du culte shintoïque, une sorte d'animisme. Le sumo a toujours été réservé aux hommes. L'enceinte de combat où s'affrontent les mastodontes de chair est sacrée. Une femme ne pourrait y pénétrer qu'au risque de provoquer la jalousie de la déesse qui y régit.

Le sumo a été promu au rang de grand art national (*kokugô*) au lendemain de la restauration de Meiji, au milieu du 19^e siècle. C'était alors l'époque du basculement du Japon dans l'ère moderne. Le sumo est resté depuis un divertissement de masse, comme en témoigne l'adulation dont sont l'objet les lutteurs. Mais en entrant dans l'orthodoxie culturelle, il a perdu quelques-unes de ses expressions les plus tricolores.

Il existait ainsi jusqu'au XIX^e siècle un sumo féminin (*onnazumo*). Apparu au XVII^e siècle comme divertissement dans les maisons de prostitution d'Osaka, ce type d'attachement allait devenir l'un des spectacles forains scabreux dont le Japon prémoderne a raffolé. Le sumo féminin prit la forme d'un combat entre des matrones au torse nu et des aveugles aux mains vagabondes. Le sumo d'une femme avec un bétier ou avec un ours était également courant.

Jugeant ces spectacles indécentes, les shoguns les interdirent à plusieurs reprises. Ils se poursuivirent cependant, jusqu'à ce qu'en 1873 les réformateurs de Meiji ne les bannisent pour de bon, les jugeant contraires à la politique d'ouverture à la civilisation qu'ils poursuivaient.

RENAISSANCE

A l'époque, le sumo de femmes avait pourtant pu un tour moins vulgaire. Des troupes de lutteuses, faisant preuve d'une véritable technique de combat, parcouraient le pays. Il fut interdit en 1890 mais se poursuivait à titre folklorique dans la région de Yamagata, de Kumamoto et de Nagasaki. Un dernier tournoi de sumo de femmes de Yamagata eut lieu à Tokyo en 1926.

Alors que les sumo de femmes des provinces a périé, on assiste depuis une vingtaine d'années à un regain d'intérêt pour la pratique de ce sport parmi les écolières. On compte quelque trois mille jeunes lutteuses parmi les 50 000 enfants qui pratiquent le sumo. Organisées en équipes, elles participent à des tournois féminins.

Le Japon comptera-t-il demain des femmes sumo? Elles devront se doter d'une tenue de combat un peu plus esthétique que les collants sur lesquels est passée la ceinture de soie tressée entre les jambes qui assure un point d'appui à certaines prises. Hypothèque plus sérieuse : rares sont les femmes qui veulent prendre l'apparence disgracieuse des lutteurs mâles.

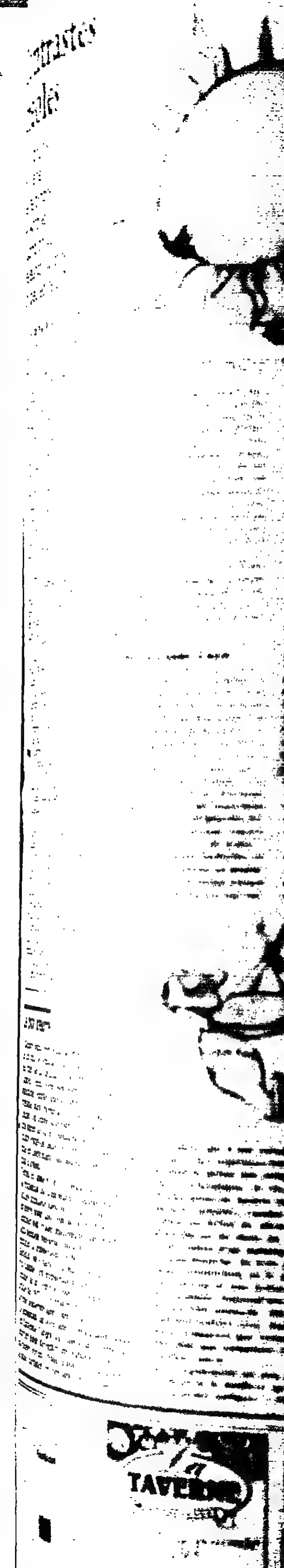
Les Japonaises pratiquent le judo avec succès, le karaté, le catch, le base-ball ou même le football américain. Elles auront peut-être plus de difficultés à s'affirmer dans le sumo. En dépit de l'ambition des dirigeants japonais de faire de la lutte nationale une nouvelle contribution nipponne au sport international, après le judo.

Philippe Pons

RÉSULTATS

TENNIS DE TABLE

CHAMPIONNATS D'EUROPE A BRATISLAVA Simple messieurs (quarts de finale) : J. Persson (Sue.) bat C. Chin (Fra.), 21-12, 21-10, 21-16 ; J. P. Gattin (Fra.) bat J. Rosenkötter (All.), 21-10, 22-20, 23-21 ; J. O. Waldner (Sue.) bat K. Krasnap (Slo.), 19-21, 21-13, 21-12, 21-16 ; R. Karlsson (Sue.) bat I.-M. Sava (Slo.), 11-21, 21-19, 21-15, 21-18.



Contrastes créoles

Il y a plusieurs manières de rejoindre les Antilles quand on veut déjeuner ou dîner un peu épicé à Paris

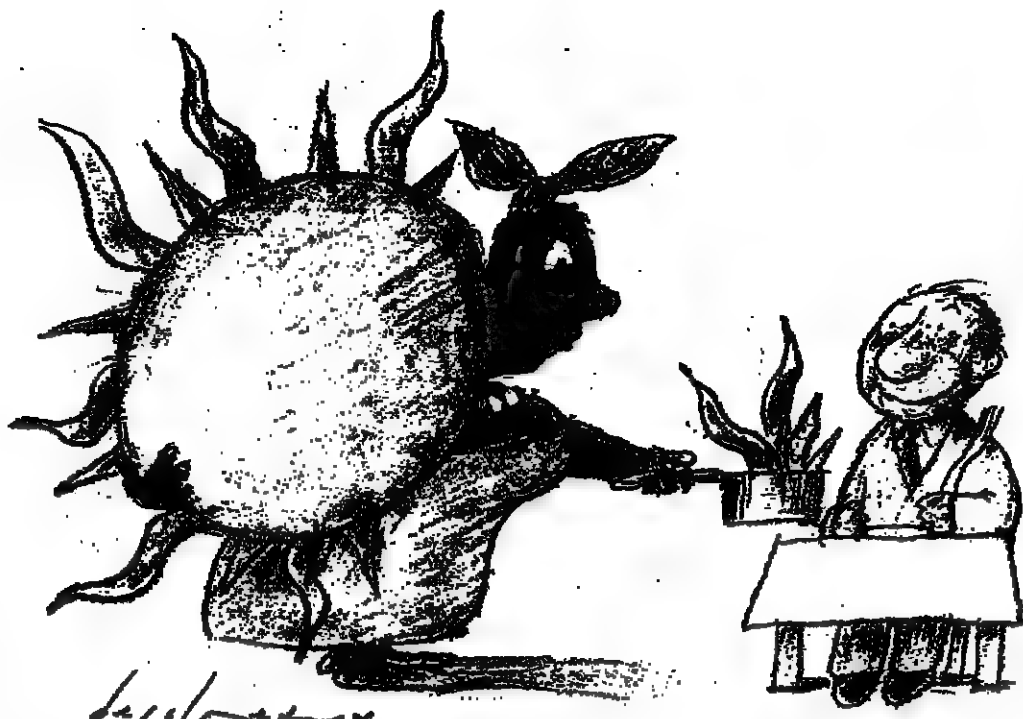
LES MUNICIPALITÉS communales n'aiment pas le tapage nocturne. Ce n'est pas dans la ligne ; la nuit, les travailleurs doivent dormir. Il le sait parfaitement, le jeune Harold Singamalon, patron du restaurant-dancing La Pointe des Antilles, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), lui qui, les week-ends et les veilles de fêtes entraîne ses compatriotes vers de furieuses nuits blanches dans les hauteurs d'un immeuble situé en bordure de la zone industrielle. Il fait très gaffe. Très sérieusement attentif à ce que les noubas se déroulent à l'envie. Son personnel de sécurité est rodé et cané.

Drôle d'endroit. Drôle d'idée aussi que celle de vouloir se perdre dans des banlieues incertaines pour aller vérifier si le goût de porc et la soupe d'habitant étaient préparés avec moins de candeur que chez les créoles de Paris, sortiers en général très urbains et grands diplomates en recettes épicées. Oui, c'est nettement moins édulcoré que dans l'intra-muros, plus rude, plus salé. Et puis il y a le public, le vrai. C'est autre chose.

Métier dangereux. Après les différents barages de la police locale, et l'ascension de l'escalier, abrupt comme celui d'un hôtel à matelots de Valparaiso, se présente le restaurant, assez pimpant avec son poster de cocodiers en fond d'hôtel et ses deux serveuses aux yeux ourlés et à la démarche on-doyante. Cuisine familiale, large, généreuse.

Tout est là, dit avec la rusticité et le bon vouloir colon des îles : colombo de cabri, cochon roussi, avocat en chiquetaille, gratin d'igname, frittée de chatons (poupees). Des classiques, authentiques et nourrissants. C'est la mère de Harold qui est aux fourneaux - elle doit penser que son fils, un svelte avec port de hémiteux façon chercheur au CNRS, ne mange pas assez.

Il y avait sur le menu une sorte d'avertissement indiquant que, ce



soir-là, la formule à 250 francs comprenait le repas et la « possibilité de danser ». C'était donc ça, le bruit de basse tam-tam en arrière-fond : le dancing avec zouk, compas, saïse et soukous. Allons voir. Au-dessus de la porte, un panneau que l'on ne pouvait pas rater : « L'usage des supérieurs est interdit ». Ah bon ? « Oui, nous l'avons posé le jour où un gars qui fumait de l'herbe nous a fait remarquer que ce n'était pas écrit de ne pas fumer de l'herbe. Maintenant, c'est écrit. » Et alors, immédiatement derrière la pancarte préventive, arrive le vent-ouragan des dé-cibels. « C'est plutôt africain ce soir », hurle Harold dans un murmure.

« C'EST UN BOUT DE LA MÈRE »

Il était préférable d'être accompagné. On se sent toujours un peu seul quand on n'est pas vraiment coutumier de la tourmente sonore ; ça déstabilise beaucoup. Sur la piste, au milieu de marquées ca-raïbes à la grâce légère - terrible la danse, on voit immédiatement à qui on a affaire : des dames blanches, rétro, d'autres fouguesuses et jolies les Récamiers sous des spots qui les maquillent trop sans vraiment les dévoiler. Regard perçant. Fureur du son. Vaudou pas loin. Il est 2 heures du matin.

Habillés en grand uniforme de soir de guinée, entrent un quatuor d'officiers d'état-major version Toussaint Louverture. Du top-mo-

del, des lascars hauts comme des menhirs, souples d'épaules, le muscle à sa place. Regard noir sur la salle : alors, voyons un peu tout ça... Ils évaluent. Danger ! Ne plus faire l'indiscret ; rester pefnard dans son coin en s'intéressant au décor et à la musique qui scintille. Cela donne quoi, Harold, le métropolitain - le « z'oreille » - dans le bain antillais ? Pas d'agressivité particulière. On vient nous visiter, l'espère qu'on n'est pas déçu ? Pas le moins du monde. Mais il est déjà tard, il faut qu'on se quitte. Tous nos compliments à Madame votre mère.

La deuxième fumante adresse communiquée par José Pentroscope, président de la Fédération des associations antillo-guyanaises en métropole, et fin repère des plats créoles dans la capitale, était celle du Flamboyant, rue Boyer-Barret, dans le 14^e. Un vieux routier de l'exotisme bien tempéré, ce Paul Lagavillie, avec sa salle comble depuis vingt ans et lui qui ne se départit jamais de l'élégance des allées. Un gentleman qui, avec son épouse beige, avait hérité un moment à jouer l'alternance entre les mondes-fêtes et le touffé de requin et avait fini par opter raisonnablement pour le tout-antillais.

La maison n'a plus rien à apprendre du goût qu'ont les Parisiens pour ce diversissement qui les rassure de la réalité de leurs départements lointains et leur fait mon-

ter le rouge aux joues sans vraiment les bousculer dans leurs habitudes de table. Une sortie en ville, les pieds sur le sable de la plage des Raisins clairs ; la Guadeloupe au bout de la rue, la Martinique à la station Penety.

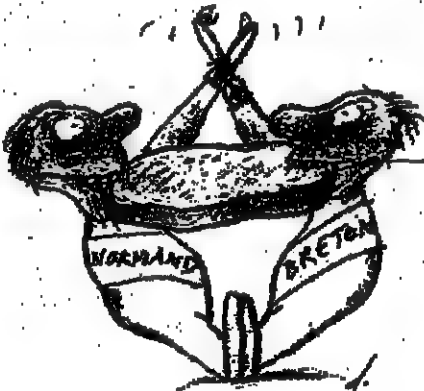
ACRAS NON COMPLEXÉS

Voyages courts, mais voyages tout de même car le crabe fardé est authentique et authentiquement préparé, comme le coquillage lambi, sans doute en provenance de la Jamaïque, mais rôti avec vivacité et accompagné d'une sauce échalote parfaitement évidente.

Acra de morue des moins complexés, poulet, porc et mouton colombo cuits à l'historique, aubergine au lait de coco gratinée selon la loi des tropiques ; règne dans l'endroit un parfum de sagesse valant mieux que l'on fâche avant même d'entrer. Il y a de la rassurance, avec son corollaire, l'aisance ; du savoir-faire, avec son juge, la vérité ; de la gourmandise, avec sa patronne, l'authenticité. Un bistrot sous le vent qui ne doit pas décevoir souvent ses clients.

Jean-Pierre Quilès

★ La Pointe des Antilles, 22, rue Pierre-Grange, 94120 Fontenay-sous-Bois. Tél. : 48-77-74-75. Carte : 140 F. Restaurant et discothèque (entrée 100 F) ouverts le vendredi et le samedi. Dimanche, de 17 h à minuit, « Bal gran moune », bal des grandes personnes, avec musique rétro, Gros succès.
★ Le Flamboyant, 11, rue Boyer-Barret, 75014 Paris. Tél. : 45-41-00-22. Carte : de 150 F à 250 F. Fermé le dimanche soir, lundi et mardi midi.



plus typé. Un goût de crème un peu boisé », raconte Xavier Maréchal, directeur de la laiterie Le Gall, près de Quimper, qui fabrique à nouveau ce produit depuis une quinzaine d'années. « Alors que nous avons 2 000 producteurs de lait, nous ne travaillons qu'avec 300 d'entre eux sur ce beurre. Leurs vaches vont au maximum à la pâture et sont nourries le moins possible au maïs. » C'est justement en fonction de ces pâtures et de la pratique ou non du barattage que les deux principales coopératives qui fabriquent du beurre cru, Le Gall en Bretagne et Isigny en Normandie, se distinguent. Si le cru breton est plus souple, plus élastique à tartiner, le normand est, pour beaucoup, le plus fondant en bouche. Cette réputation flatteuse ne date pas d'hier. Un ouvrage de 1855, *Le Cuisinier et le Médecin*, exigeait le beurre d'Isigny comme condition sine qua non à la réussite d'une sauce blanche. Un snobisme laïc dont vous pouvez vous passer : ce n'est pas quand il est cuisiné que le beurre cru est un géant. C'est de la pointe du couteau à la tranche de pain.

Guillaume Crouzet

★ Beurre cru Isigny-Sainte-Mère ou Le Gall, entre 10 et 12 francs environ les 250 grammes.

Le bon beurre

« Beurre frais, bon pour la mort ». C'est à ce cri que se vendait, au XVII^e siècle, dans les rues de la capitale, le beurre de Vanves, réputé pour son bon goût. Cette fraîcheur semble aujourd'hui devenue presque aussi éternelle que certaines neiges. Un beurre pasteurisé a en effet une durée de vie de soixante à quatre-vingt-dix jours. A cette pérennité, il paie en contrepartie un lourd tribut : son goût a fondu.

Depuis les années 30, à l'instar de ce qui se pratiquait au Danemark, l'industrie laitière française pasteurise la crème mise en œuvre pour faire son beurre. Pour éliminer tout risque microbien, on monte ainsi pendant plusieurs dizaines de minutes sa température à 90 degrés. Résultat : on « casse » la matière grasse, et pis, comme s'en inquiétaient déjà *Les Annales de la crémierie française* dans un article de 1937 : « Le beurre est en passe de devenir uniforme dans tout le pays. » Pas étonnant qu'avec une réputation aussi peu flatteuse l'argot ait choisi le terme de beurrier pour désigner un banquier plus ou moins véreux. Pour trouver à nouveau de quoi tartiner, et suivant en cela les

crémiers, qui n'ont jamais cessé d'en vendre, les supermarchés s'intéressent depuis le début des années 90 à un beurre plus authentique : le cru. Si ces pains de beurre ne sont pas pour autant emballés, comme on le faisait à la ferme au début du siècle, dans des feutilles d'oselle ou de chon, ou bien dans des toiles faites d'un mélange de chanvre et d'ortie blanche, ils n'en gardent pas moins, sous l'aluminium ou le papier sulfurisé, une saveur et une texture bien particulière. Aujourd'hui, 1 % de notre production annuelle (200 000 tonnes) est commercialisée crue. Bien sûr, ce beurre ne se conserve que trente jours, il est très sensible aux variations climatiques et peut parfois rancir. Il est également un peu plus cher, mais c'est aussi le meilleur qu'on puisse trouver en grandes surfaces. « Un goût plus franc,

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LES PETITES SORCIÈRES

■ Bistrot très parisien, branché, au décor indéfinissable, rassurant - mi brocante, mi maison paysanne - fondé par une fée domestique tombée dans la restauration, puis repris, « balai en main » par Christian Teulic. Plats originaux : sardines au beurre d'anchois, canard à la tapenade, terrine de poulet en gelée. Desserts intéressants : mousse au chocolat amer et clafoutis de poires aux épices. Nous gardons le souvenir d'un jambon persillé maison, et d'un fameux coq au vin. Point de miracles, mais point de soupe à la grimace, non plus. Au déjeuner, le patron aimait parfois un feu d'enfer ! Menu : 120 F (déjeuner) et 150 F. A la carte, compter 200 F. ★ Paris, 12, rue Liancourt (75014). Tél. : 43-21-95-68. Fermé samedi midi et dimanche.

LES PRÉS GAILLARDOU

■ Au cœur du Périgord noir, éclatant de verdure en cette saison, innover en cuisine dans une région où le terroir dicte sa loi, c'est passer au travers du lieu commun et du produit obligé, même s'il s'agit du foie gras ou du magret ! Une vieille ferme, restaurée avec goût et amour du détail, objets, meubles et fleurs. Deux professionnels, arrivés de Chamonix bousculent ledit terroir pour une cuisine de finesse, dans un menu à 98 F, ce qui est déjà une prouesse : matelote d'œufs pochés en croustade aux champignons, morue fraîche aux lentilles du Puy, ou bien tourtière de volaille au fumet de bergerac. Un chignon rouge de chez Angelloume, pourquoi pas ? De telles prestations méritent d'être connues, dans ce lieu du Sarladais. Accueil courtois et professionnel. Menu : 98 F ; menu Périgord : 130 F. A la carte, compter 200 F. ★ La Roque-Gageac, Gaillardou (24250). Tél. : 53-59-67-89.

RELAIS DES CINQ CHÂTEAUX

■ Entre Beynac et Castelnaud, à Vézac (Dordogne), Jacky Vasseur fait florès. Les guides roulaient à son propos, et les clients sont nombreux, ce jour, sur une vaste terrasse vitrée, ouverte sur la nature. D'accueil, point ou guère. De menu ? Surprise, rien que d'excellent dans celui à 102 F. Des asperges de saison, une joue de porc aux pâtes fraîches - la viande marquée et la sauce au vin sont réussies. Même le pavé de turbot est honorable et le saumon appétissant. L'ole et le canard fournissent, à la carte, la cohorte des plats régionaux. L'on tenait autrefois le service de salle pour aussi important que le travail de cuisine. Pour que la fête soit complète, dans une région d'exception, il suffirait d'un sourire et d'un peu d'attention au client. Menus : 78 F, 98 F et 130 F. A la carte, compter 250 F. Hôtel. ★ Vézac (24220). Tél. : 53-30-30-72.

Brasseries

CHEZ CLÉMENT

■ Dans une « vraie » brasserie, le service est permanent, de midi à 1 heure du matin ; la carte est disponible pour un déjeuner, un en-cas ou bien pour souper. A la différence du restaurant, on a le loisir de commander six huîtres et un verre de riesling sans voir le personnel rechigner. Brasserie voudrait signifier un mode de vie sans contrainte, dans un décor rétro, et cependant confortable. Chez Clément - la chaîne de brasseries des frères Blanc - le contrat est respecté. On pourrait s'attarder au décor tarabiscoté, de l'époque de la carte ; mais les malins feront vite l'affaire d'une formule « entre terre et mer » à 123 F, soit neuf huîtres crues, suivies d'une assiette « grande rétro » avec pièce de bœuf tendre, travers de porc au miel, poulet à la peau croustillante, accompagné d'une purée honorable. Les moins de douze ans seront accueillis avec un hamburger de cow-boy (?), de « vraies frites croustillantes », des places et un coca-cola, pour 43 F. L'efficacité à tout prix. A la carte, compter 200 F. ★ Paris, 96, boulevard Gouvion-Saint-Cyr (75017). Tél. : 45-72-93-00. Tous les jours.

L'ALSACE

■ L'heure du déjeuner est passée depuis longtemps... La petite faim est devenue fringale. Il est 15 heures, allons à l'Alsace. De 1860 à 1920, les brasseries sont alsaciennes et jouent un rôle considérable dans la vie parisienne. Petit salé, cervelat, harengs marinés, choucroute garnie, coquillages, vins d'Alsace sont de rigueur. Après 1970, les réfugiés des provinces « perdues » lancent un nouveau type d'établissement, original par sa décoration et son service de bière. L'influence alsacienne se voit alors dans le décor néo-gothique, avec vitraux, puis Modern Style, selon l'école de Nancy. Rien de tout cela sur nos Champs-Élysées « rénovés ». L'Alsace, pourtant, est une maison recommandable ; le service est accueillant à toute heure, et la choucroute, à l'exception du lard sans grande saveur ce jour-là, est heureusement garnie de boudin, de saucisses parquées, d'un morceau de jarret - chaud - auquel un riesling de Lorentz, jouant sur la juste acidité du chou, donnera toute sa mesure. Deux choucroutes à moins de 100 F. Menu : 169 F. A la carte, compter 200 F. ★ Paris, 39, avenue des Champs-Élysées (75008). Tél. : 45-53-44-24. Tous les jours, 24 heures sur 24.

Gastronomie

LOUS LANDÈS

■ La bonne Georgette Descat, qui rendit célèbre Louis Landès, n'est plus. Elle avait passé la main depuis belle lurette, mais le Breton Hervé Rumen, que nous avons connu au Croquant, a maintenu l'esprit, sinon la lettre, de sa généreuse cuisine du Sud-Ouest. Le menu à 195 F propose quelques plats joyeux, la compote de joues de cochon et cake de légumes, la tarte fine d'escargots, beurre persillé et ventrèche grillée. Le cassoulet monumental aux gros haricots et aux confits, lauréat d'une Marianne Saveurs de France 1995, poursuit sa grande carrière. On l'accompagnera, par goût du contraste, d'un galliac passion de la Cave de Tecou (150 F), ou bien d'un côtes-de-duras de Jean Fonvieille 1986. Rumen soigne sa cave et dispose de quelques bouteilles du rare et fameux pachereux sec de Montus, un blanc d'une belle complexité aromatique, élevé en barriques neuves. A déguster, pourquoi pas, avec le gros jambon des Landes au couteau, avec le ris de veau braisé aux morilles, et même le rôti d'agneau de lait de Lozère, tant il a de caractère. La tourtière landaise ou le croustillant de pruneaux précèdent le « landish coffee », un hommage aux Irlandais, des inconditionnels de l'armagnac ! Service compliqué, suivi de près par le patron et sa prévenante épouse. Menu-carte : 195 F. A la carte, compter 300 F. ★ Paris, 157, avenue du Maine (75014). Tél. : 45-43-08-04. Fermé samedi midi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

GASTRONOMIE

LA TAVERNE
Huitres à volonté
129F
Fines de Claire, Normandes
Creuses de Bretagne, N°5.
24 Boulevard des Italiens,
Paris 9^e. Tél. : 47 70 16 64

LA PERLE DES ANTILLES
Restaurant de spécialités Antillaises
Ouvert tous les jours - 1 Tagne au Grill & Mille
vous propose une cuisine gourmande
à 160 et 180 F v.m. - spécialité complète
Offre d'entrée le week-end
38, rue de la Harpe, 75004 Paris - Tél. : 42.62.91.28

L'INDE SUCCULENTE
ou
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5^e
Menus 127 F - 169 F
43.54.26.07 / Ferm. Lundi

UN VENT DE RENOUVEAU VENU DE LA ROCHELLE...
Il arrive de La Rochelle pour jeter l'ancre à La Rochelle-Alma... tout naturellement. Grand le nez dans les embruns, Jean Bourdin, bien connu dans sa ville natale pour son art d'accommoder la pêche du jour est le nouveau capitaine du LA ROCHELLE de l'Alma. Difficile de résister à l'appel du large lancé par le superbe banc d'Écailler revu et étoffé. Navigant autant en salle qu'en cuisine, Jean Bourdin appose aussi sa touche au répertoire exclusivement marin et relance le traditionnel plat du jour à midi à 129 F. - Carte : environ 200 F.

• 5, place de l'Alma (8^e), 47.23.47.11.
• 12, place Saint-Augustin (8^e), 45.22.33.05.
• Place du Châtelet (1^{er}), 42.33.48.44. Voiturier.
Restaurants ouverts 7 jours sur 7.

PARIS 6^e
ALSACE A PARIS T.L.J.
43.26.89.36
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS
CHOUCRUTES, GRILLADES,
FLAMMEKUECHE, POISSONS,
HUITRES ET COQUILLAGES

RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ
"GASTRONOMIE"
☎ 44.43.77.36 - FAX : 44.42.77.30

Une journée très maussade

UN SYSTÈME faiblement dépressionnaire centré sur le sud-ouest de la France et l'Espagne engendre des remontées chaudes de sud. La mise en contact avec l'air froid au nord provoque un temps perturbé généralisé sur le pays. La situation s'améliorera lentement jeudi, avec des pluies très épaisses et limitées à la moitié sud du pays.

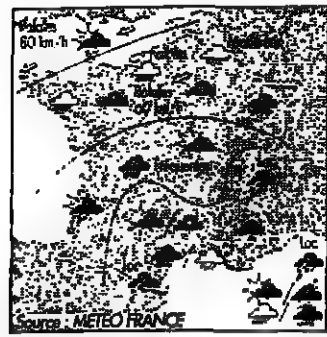
Mercredi matin, le ciel couvert et pluvieux s'étendra des Pays de la Loire à l'île-de-France et à l'Al-

sace, en passant par la Beauce, le Perche, la région Champagne-Ardenne, la Lorraine et la Franche-Comté. Le long des côtes de la Manche, c'est-à-dire sur le nord de la Bretagne, le Cotentin, la Haute-Normandie et le nord de la Picardie, le ciel sera couvert et des pluies faibles gagneront par le sud en cours de matinée. Le vent de nord-est soufflera jusqu'à 80 km/h en rafales. En Aquitaine et dans le Pays basque, les nuages autoriseront des éclaircies qui gagneront par le littoral. Dans le Limousin, le Massif central, la Bourgogne, la région Rhône-Alpes et le pourtour méditerranéen, les nuages seront largement prédominants et seront porteurs d'averses.

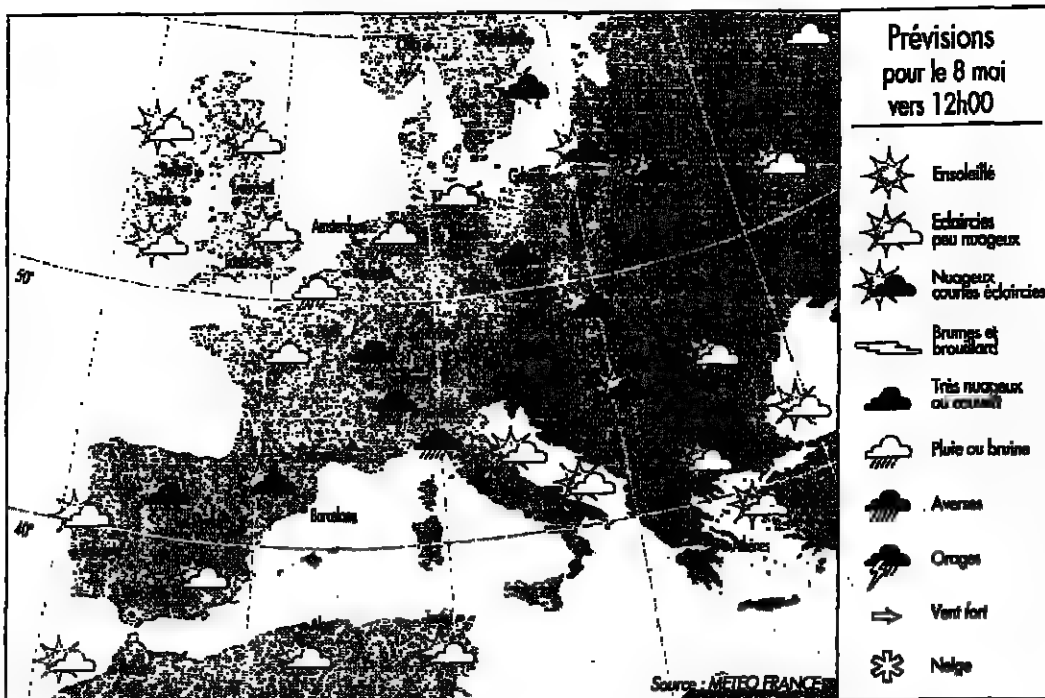
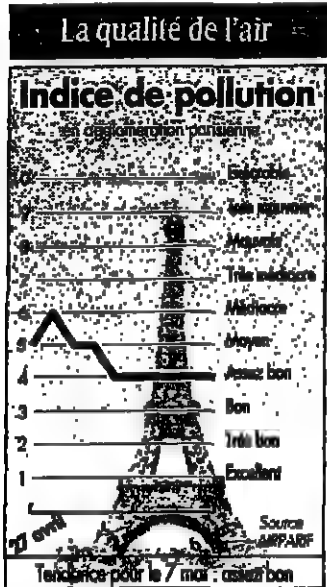
L'après-midi, la zone faiblement pluvieuse persistera de la Bretagne à la Normandie et aux Ardennes, en passant par l'île-de-France. Quelques éclaircies pourront percer en bordure de Manche et dans le Nord et la Picardie. Mais le vent de nord-est restera soutenu, jusqu'à 80 km/h en pointes le long du littoral. Dans les Pyrénées, le Massif central, le pourtour méditerranéen et la Corse, les Alpes et la Franche-Comté, le ciel sera chargé avec de nombreuses averses, parfois orageuses. Les nuages seront également prédominants en Poitou-Charentes, en Aquitaine, dans les Pays de la Loire, le Centre, la Champagne, la Bourgogne et la Lorraine, parfois porteurs d'averses.

Côté mercure, la fraîcheur sera encore très présente au nord. Les températures minimales seront comprises entre 5 et 10 degrés sur la moitié nord, entre 9 et 15 degrés sur la moitié sud. L'après-midi, les températures maximales s'élèveront de 11 degrés des côtes de la Manche à 20 degrés sur la moitié sud et l'extrême nord-est, en passant par 16 degrés sur l'île-de-France.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

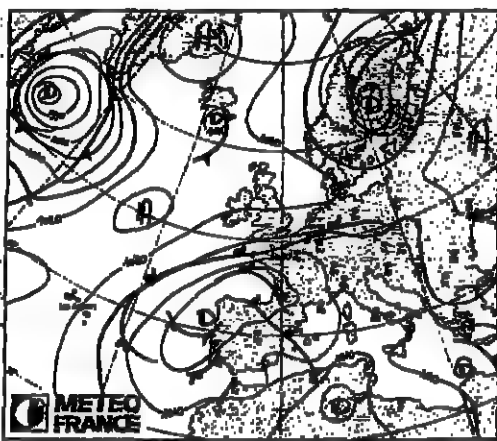


Prévisions pour le 8 mai vers 12h00

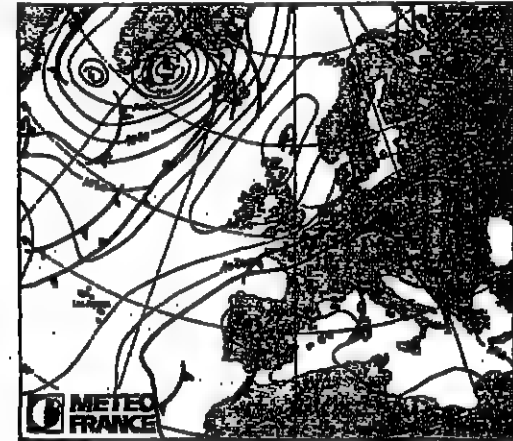


Prévisions pour le 8 mai vers 12h00

TEMPÉRATURES	GRENOBLE	20/10	TOURS	30/9	CHICAGO	11/4	LISBONNE	18/12	PRETORIA	25/12
du 6 mai	LILLE	12/5	STRASBOURG	12/5	COPENHAGUE	12/0	LONDRES	16/3	KABAT	23/15
maxima/minima	LYON	25/13	ALGER	13/3	DAR EL	23/21	LOS ANGELES	24/16	RIO DE JAN.	22/8
	MAKSELLE	21/14	AMSTERDAM	14/6	DUBLIN	12/0	LUXEMBOURG	17/6	ROME	22/8
	NANCY	22/7	ATHÈNES	30/19	FRANCFORT	17/8	MADRID	15/8	SAN FRANC.	15/9
	NANTES	14/9	BANGKOK	29/28	GENÈVE	22/9	MEXICO	29/13	SEVILLE	23/13
	NICE	21/14	BARCELONE	19/15	HANOI	29/1	MILAN	23/8	ST-PETERSBURG	12/7
	PARIS	19/9	BEIRUT	20/15	HELSENKI	30/2	MONTECARLO	14/4	STOCKHOLM	12/7
	PAU	24/13	BERLIN	14/8	HONGKONG	22/22	MOSCOW	20/8	SYDNEY	21/18
	PERPIGNAN	20/15	BOMBAY	35/24	ISTANBUL	27/14	MUNICH	21/5	TENERIFE	24/19
	POINTE-À-PITRE	30/23	BRASLIA	29/18	JAKARTA	33/23	NEW DELHI	40/24	TOKYO	21/11
	RENNES	11/8	BUENOS AIRES	26/16	LE CAIRE	33/18	PRAGUE	16/7		
	STRASBOURG	21/14	CARACAS	26/16						
	TOULOUSE	21/14								



Situation le 7 mai, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 9 mai, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Le train pour Salzbourg

SOUS le titre *Thèmes variés*, après *Notes et l'Oreille au guet*, Reynaldo Hahn vient de publier un nouveau livre sur la musique. Un livre ? Oui, sans doute, mais, mieux encore, une promenade que le lecteur fait en sa compagnie, « de-ci de-là », à travers chants, comme disait Berlioz. Après de lui on ne s'ennuie point, et l'on trouve la route trop courte : la conversation de Reynaldo Hahn est un enchantement.

Nul ne conte mieux l'anecdote, et l'entretien dont le tour souvent familier s'élève dès que le sujet oblige, atteste une liberté de jugement, une finesse d'esprit que la légèreté incisive du trait fait apprécier davantage. Il y a chez ce musicien-né, et fort savant des choses de son art, un écrivain de race.

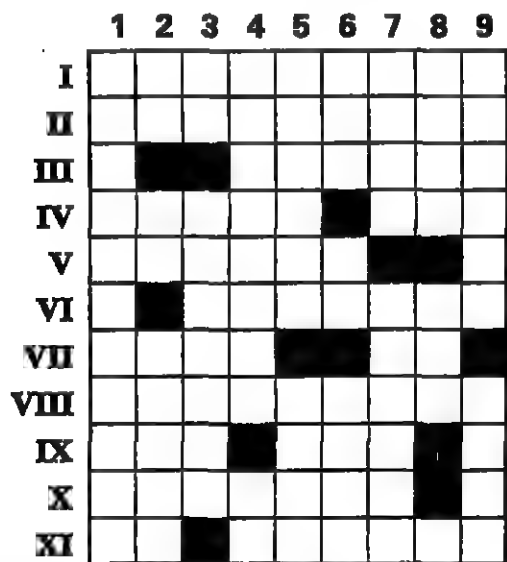
Il suffirait pour s'en convaincre de lire les cinq chapitres sur Mozart par lesquels débute ce *Thèmes variés* : « Aimer Mozart, cela ne consiste pas seulement à prendre le train pour Salzbourg. » Reynaldo Hahn aime autrui, Mozart : il l'a prouvé au pupitre de l'Opéra et de l'Opéra-Comique. Il parle de Mozart en homme qui a vécu dans l'intimité des chefs-d'œuvre mozartiens. Lui aussi, d'ailleurs, a « pris le train pour Salzbourg », mais il y a cherché ce que n'y trouveront jamais les mozartiens qui ne semblent aller dans la ville des princes-archevêques que pour mieux dédaigner ce que l'on fait ailleurs. En vérité, on ne cherche à Salzbourg, avec chance de le découvrir (s'il est permis de citer à peu près Pascal à ce propos), que ce que l'on a trouvé déjà.

Il y a dans le volume de Reynaldo Hahn beaucoup de ces vérités de bon sens. Elles sont dites avec esprit, ce qui ne gâche rien, et n'empêche pas non plus qu'il faille un courage certain pour les faire entendre : toutes ne sont pas du goût des mots...

René Dumesnil
(8 mai 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6816



HORIZONTALEMENT
I. Prouve qu'on n'a pas très bon cœur. - II. Qui n'ont pas pris la bonne moitié. - III. Quand ils sont rompus, il n'y a pas de fil. - IV. Un langage évolué. Cap. - V. D'argent, en haute montagne. - VI. Femme qui peut faire des salades.

- VII. Fait de la surveillance. Autrefois, pour un oui ou pour un non. - VIII. Donne des indications sur le temps. - IX. Semble pourri quand il est très frais. Pas remuant. - X. La bourdaie, par exemple. - XI. En tête. S'accroche facilement.

VERTICALEMENT
1. Comme ferait un bon compositeur. - 2. En Suisse. Saint. Recalcé comme en Belgique. - 3. Une ville complètement « abîmée ». Recouvrir d'un béton spécial. - 4. Vend des pompes à la campagne. Dans les terres rares. - 5. Un dieu qui avait les crocs. Donne de la couleur. - 6. Affluent du Danube. Drame. Une personne qui en désigne plusieurs. - 7. Prend une grosse part. Qui va très bien. - 8. En Allemagne. Onde d'Amérique. - 9. Exprimé avec une certaine énergie. Pour fermer la porte.

SOLUTION DU N° 6815
HORIZONTALEMENT
I. Barbichus. - II. Achetuse. - III. Reine. - IV. Nemours. - V. Ta. Pile. - VI. Imbibées. - VII. Na. Carrés. - VIII. Ensila. Tu. - IX. Etc. Etc. - X. Siméon. Er. - XI. El. Nissa.

VERTICALEMENT
1. Baratinuse. - 2. Ace. Amar. II. - 3. Rhin. Sema. - 4. Bénédicte. - 5. Item. Balcon. - 6. Ce. Opéra. NI. - 7. Huluer. - 8. Us. Risettes. - 9. Sensé. Suera.

Guy Brouty

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE A80

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du G^e Lefebvre - 60646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-30.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

« LE MONDE » (ISSN : 0000-0000) is published daily for 5 francs per year « LE MONDE » 1, place Maitland-Réville-4447, 94031 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain, N.Y. 10, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to 105 of N.Y. Box 1518, Champlain, N.Y. 12919-1518. Pour les documents envoyés aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 350 Pacific Avenue Suite 401, Virginia Beach VA 23462-2403 USA Tel.: 800.428.3843

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____ 601 MQ 001

Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires
Changement d'adresse :
● par écrit 10 jours avant votre départ.
● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
Remboursements : Portage à domicile ● Suspension vacances.
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (1) 42-17-32-30 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe : 36 63 81 22

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 44-08-78-30

Index et microfilms : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 films)

Le Monde est édité par SA Le Monde, 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57-437.

ISSN : 0395-2037

Imprimé au Monde 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani

Directeur général : Gérard Morax

Membres du conseil de direction : Dominique Alduy, Gilette Peyou

Société mère du SA : Le Monde et Le Monde

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

Jeu 9 mai

■ **PAYS-BAS.** Le gouvernement néerlandais a arrêté son choix concernant le tracé de la ligne TGV entre Rotterdam et Amsterdam. Ce choix, qui doit être entériné par le Parlement, fait passer la voie ferrée à travers ce que les Néerlandais appellent le « poumon vert » de la Randstad, grande concentration urbaine composée des villes d'Amsterdam, Rotterdam, La Haye et Utrecht. Pour épargner l'environnement, le conseil des ministres a décidé d'enterrer la voie TGV dans un tunnel d'environ neuf kilomètres entre Zoetermeer et Leyde. - (AFP)

■ **HAÏTI.** Une compagnie privée haïtienne a effectué vendredi 3 mai un vol à destination de Cuba. Il s'agissait du premier vol régulier entre Haïti et Cuba depuis plus de trente ans. - (Reuters)

■ **THAÏLANDE.** Bangkok Airways, compagnie spécialisée dans les vols de cabotage entre Bangkok et de nombreuses petites villes thaïlandaises, va développer son réseau en organisant d'ici trois ans des vols charters à destination de la Birmanie et du sud de la Chine. La compagnie thaïlandaise envisage aussi de desservir le Laos, le Cambodge et le Vietnam. - (AFP)

■ **QUÉBEC.** L'office du tourisme du Québec au Québec ne sera pas affecté par les compressions budgétaires qui vont entraîner la fermeture de treize délégations québécoises à l'étranger. Toutefois, pour économiser le coût d'un loyer, il pourra seules les locaux de l'avenue Victor-Hugo et s'installer dans l'immeuble de la délégation générale du Québec. - (AFP)

■ **SINGAPOUR.** Singapour a renforcé les conditions d'octroi de visas touristiques aux Chinois. A partir du 1^{er} juin, seuls les titulaires de passeports gouvernementaux et diplomatiques bénéficieront de visas de 48 heures. Les touristes chinois pourront obtenir des visas de 96 heures dans le cadre de voyages touristiques de groupe moyennant notamment une caution de 1 000 dollars de Singapour (environ 3 600 F) par personne, fournie par leur agent de voyages. - (AFP)

PARIS EN VISITE

Jeu 9 mai

■ **LE PALAIS-ROYAL** et les passages du quartier (50 F), 10 h 30, place du Palais-Royal devant les galeries du Conseil d'Etat (Pierre-Yves Jéquier).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (50 F + prix d'entrée) : les primitifs français et l'école de Fontainebleau, 11 h 30 ; L'Enlèvement des Sabines, de Poussin, 12 h 30 ; l'art du retable en sculpture et en peinture, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE D'ORSAY** (36 F + prix d'entrée) : visite par thème, la peinture d'histoire, 11 h 30 ; visite par thème, les impressionnistes, 14 h 30 ; exposition Menzel, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE** : exposition Soulages (25 F + prix d'entrée), 12 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** (25 F + prix d'entrée) : un autre regard sur la peinture, 12 h 30 ; exposition Dürer, 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ **LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE** (55 F), 14 h 30, place de la Bastille devant la FNAC (Christine Merle).

■ **HÔTELS DU MARAIS** (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Haulier).

■ **LA MAISON DE VICTOR HUGO** (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, 6, place des Vosges (Monuments historiques).

■ **DU QUARTIER DU VAL-DE-GRACE** à Saint-Jacques-du-Haut-Pas (50 F), 14 h 30, sortie du RER Port-Royal (Paris pittoresque et insolite).

■ **QUATRE GRANDES VERGÈRES**, dont celle du Grand Hôtel (45 F), 14 h 30, 12, boulevard des Capucines (Le Passé simple).

■ **DE LA SALLEPÉTRIÈRE** au quartier de la Gare (60 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Marcel (Vincent de Langlade).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MUSÉE CARNAVALET** (25 F + prix d'entrée) : Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ **LA SAINTE-CHAPELLE** et le palais de Saint-Louis (40 F + prix d'entrée), 15 heures, boulevard du Palais devant les grilles du Palais de justice (Approche de l'art).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** : la peinture hollandaise et flamande (50 F + prix d'entrée), 15 h 15, sous la pyramide devant l'accueil des groupes (Institut culturel de Paris).

Le Monde en ligne

LE MONDE est sur la toile :

consultez sur Internet la « Vie du Monde »

le supplément multimedia des pages spéciales

adresse du serveur WEB sur INTERNET

http://www.lemonde.fr

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

« World Wide Web » du Web on cherche la page

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 8 MAI 1996

MÉMOIRE La fondation la Caixa de Barcelone, la plus importante fondation culturelle d'Europe, présente jusqu'au 9 juin l'exposition « Photographie et société du temps de l'Espagne de Franco », qui entend retra-

cer, en deux cents images, l'évolution de la société durant les quarante ans de dictature. Trois ans de recherches, dans les collections publiques, chez

les particuliers, dans les archives et agences, ont permis de découvrir nombre de documents inédits, notamment sur la période de 1939 à 1950. ● JAVIER TUSELL, historien du

franquisme, explique pourquoi les jeunes générations ne connaissent pas leur histoire récente. ● LE FESTIVAL de la Primavera Fotografica, dans lequel s'inscrit cette exposition,

propose plus de deux cents expositions dans toute la Catalogne. L'accent est mis sur la redécouverte du patrimoine photographique, fort mal en point dans le pays.



PHOTOGRAPHIE ET SOCIÉTÉ DU TEMPS DE L'ESPAGNE DE FRANCO, Fondation la Caixa, 108, Passeig de San Joan, 08037, Barcelone. Tél. : 19-34-3-207-74-75. Jusqu'au 9 juin. Catalogue, éd. Lunwerg, 262 p., 3 850 pesetas.

BARCELONE

de notre envoyé spécial
C'est un couple de Barcelonais, ils ont trente ans et découvrent Franco, le Caudillo, qui a régné sur leur pays pendant quarante ans. Face à eux, plus de deux cents photographies racontent la société espagnole, depuis la République écartée en 1939 jusqu'à la mort du dictateur en 1975. Quarante ans de répression, de censure, mais aussi de gestes quotidiens. Qu'en pensent-ils ? « Je n'ai jamais vu ça, répond le jeune homme, vous voyez cette photo d'un couple avec son enfant, elle date de 1966 mais elle semble avoir mille ans. »

L'Espagne de Franco est loin, très loin d'un pays comme frappé d'amnésie et irrédigiblement tourné vers l'avenir. On sent donc une grande soif d'apprendre chez les vi-

Jouer avec la censure

Ni Oriol Maspons ni Joan Colom n'ont jamais gagné leur vie avec leurs images - « seuls les photographes officiels y parvenaient », mais ils ont joué avec la censure dans les années 60-70, quand le pays commençait à s'ouvrir. Leurs images sont présentes dans l'exposition de Barcelone. « On faisait des photos pour endormir le prestige de l'Espagne », rigole Oriol Maspons. Sa spécialité ? Le portrait iconoclaste - une femme avec un masque d'apiculture. Pour une publicité, il a fait poser deux couples en train de lire dans le même lit : « On ne voyait pas leurs corps, mais l'annonceur a eu 75 000 pesetas d'amende. »

Joan Colom était le spécialiste de l'image impossible, réalisant un travail remarquable sur les prostituées en cachant son Leica dans sa manche. « Je pouvais rester deux ou trois heures en attendant la bonne image. » Par défi, il a même réussi à réaliser des photos dans un tribunal. « En cachant l'appareil dans sa braguette », révèle Oriol Maspons. Joan Colom ne confirme pas, et préfère en sourire.

siteurs, vieux et jeunes, qui se pressent au Centre culturel de la fondation la Caixa de Barcelone pour retrouver la mémoire ou découvrir leur passé. Ou plutôt les images qui restent de cette période. « Nous devrions tous avoir honte », a dit, dans une formule célèbre, le général franquiste Ramon Larrazabal. Honte de ces documents « souvent tragiques, parfois sortides », affirme une jeune étudiante. Des documents souvent extraordinaires, nichés dans plusieurs collections et chez des particuliers. La moitié n'ont jamais été publiés, censure oblige. Trois ans de recherches ont été nécessaires pour mener à bien une exposition qui va circuler dans le pays - une douzaine d'étapes sont prévues, dont Madrid à l'automne. L'exposition permet aussi de faire découvrir des photographes méconnus, dont la grande majorité, si l'on excepte les reporters officiels qui travaillaient sous haute surveillance pour la presse, ne vivaient pas de leurs images, mais jouaient à cache-cache avec la

Deux cents photos pour faire découvrir Franco à l'Espagne

Une exposition présentée par la Caixa, à Barcelone, raconte, avec des images souvent inédites, quarante ans de dictature. L'intérêt est grand dans un pays qui s'évertue à oublier les pages les plus noires de son histoire

censure, à leurs heures perdues. « Cette exposition ne provoque ni débat ni contestation parce qu'il n'y a plus d'extrême droite dans ce pays, explique Luis Monreal, le directeur de la fondation la Caixa. Les gens oublient vite et n'ont pas l'habitude de vénérer les grands hommes. Le public vient pour découvrir, sans nostalgie aucune. »

Si des images « semblent avoir mille ans », c'est le résultat de l'autarcie dans laquelle était plongé un régime mis au ban des nations. Surtout dans les années 40-50, les moins connues et les plus dures. Le marché noir (estraperlo), la pauvreté, l'archaïsme, les pesanteurs d'une société figée, tout cela est perceptible dans les images prises dans la rue, comme dans la construction de cette route de campagne, en 1953, à l'aide d'ânes, ou dans les portraits de camail, les pauvres qui gagnent leur vie en portant des paquets.

« UN VIDE D'HISTOIRE »

La dictature surgit au détour d'un geste de méfiance, d'un regard inquiet, d'une ombre policière, mais on la voit peu. « On sent la peur », réagit un jeune visiteur. Une seule image vient témoigner de l'ampleur de la répression à la fin de la guerre civile. Elle a d'ailleurs été placardée à l'entrée de l'exposition : on y voit des centaines de détenus politiques en 1948, dans une prison andalouse. Le photographe est anonyme et le cliché a été trouvé dans les archives de l'agence officielle Efe.

Pour compléter « un vide d'histoire », comme le dit un étudiant, l'exposition est découpée en sept volets - les années de l'autarcie, portraits, esthétique officielle, photo de presse, réalisme... L'accrochage est pédagogique, porté par des textes qui permettent aux images de trouver leur juste place : entre document et œuvre d'art. On découvre de multiples traces aujourd'hui disparues de la propagande franquiste : portraits de Franco, extraits de discours, slogans, monuments, affiches, drapeaux allemands. Les saluts fascistes sont omniprésents, lancés dans le ciel par les militaires comme les gens d'Eglise, employés et agriculteurs, juges et enseignants, gendarmes et hommes de la rue. Jusqu'aux gamins en culottes courtes, au garde-à-vous devant un portrait du dictateur dessiné au pochoir, accompagné de ces mots : « Franco, caudillo de Dieu et de la patrie, premier vainqueur au monde du bolchevisme. »

Aléa, on découvre les caídos, les morts pour la cause franquiste durant la guerre civile. Certains ont droit à un monument, d'autres sont rapatriés et enterrés en grandes pompes dans leur village natal. On apprend comment le sport et les loisirs sont gagnés par le culte du « généralissime ». Un stade de football, un terrain de basket en terre battue, un salon de coiffure, partout « la nouvelle liberté » est gloriée.

LES OFFICIELS ET LES INDOCTES

On découvre encore le départ enthousiaste et le retour meurtri de la division Azul, qui regroupait les volontaires partis se battre aux côtés de la Wehrmacht sur le front russe. Et puis une vieille femme décorée de la croix de fer, et ces images incroyables de « saintes missions » de curés qui haranguaient, plusieurs jours durant, les foules pour promouvoir la foi (et le franquisme) dans les quartiers et les campagnes. On tombe même sur un portrait de Che Guevara, en visite officielle à Madrid en 1959.

Comment photographier quand

la censure pointe chaque image prise ? La solution la plus confortable est de plonger dans les traditions comme les processions religieuses et la tauromachie. Ou de se lancer dans le portrait officiel. On découvre ainsi quelques visages sévères du franquisme - mais pas celui du Caudillo - comme l'amiral Carrero Blanco, successeur désigné de Franco, tué en 1973 à Barcelone : sa voiture blindée a explosé et a franchi cinq étages avant de retomber dans un cloître... L'exposition distingue aussi les photographes officiels des indociles. D'un côté, les portraits picturaux et religieux à la Zurbarán d'Eschagüé, qui, dans les années 50 encore, utilisait une esthétique photographique en vogue à la fin du XIX^e siècle ; de l'autre, un iconoclaste comme Alberto Schommer qui, dans les années 70, a réussi à faire poser les personnalités les plus importantes (sociologues en tête) dans des poses ou accoutrements assez ridicules - un banquier en cotte de maille. Il y

avait aussi les astucieux comme Alfonso Portela. En disgrâce pour avoir été proche des républicains, il a gagné la confiance des franquistes en réalisant un portrait lyrique du colonel Moscardó, le défenseur de l'Alcazar de Tolède. Les commandes ont afflué.

L'ouverture du pays, au début

des années 60, coïncidera avec un renouvellement de la photographie.

Des photographes étrangers - Jean Dieuzeide, Eugene Smith, Marc Riboud - montreront la voie. Ils seront suivis par une nouvelle génération de photographes espagnols : Ricard Terré, Francisco Go-

mez, Francisco Otano, Joan Colom, Xavier Miserachs, Oriol Maspons, Gabriel Cuallado, Ramon Masats. La plupart étaient des amateurs, dont les images de rue, peu publiées à l'époque, ont fini par sortir peu à peu. On y voit des prostituées, des pauvres, des marginaux, les premiers nus, le premier bikini, les premières couleurs... « Le régime s'ouvrait sous l'impulsion d'un nouveau et jeune ministre de l'information, Fraga Iribarne, explique Luis Monreal. On a aussi promu le tourisme avec un slogan pas facile à trouver : Spain is different. Rien ne fut comme avant. » Les jeunes militants de Puerta Nueva ont beau s'époumoner, la démocratie est en marche.

Une image de l'enterrement de Franco montre trois vieilles femmes, debout sur des chaises, regardant au loin, en se protégeant du soleil. Comme si c'était déjà de l'histoire ancienne.

M. G.

Retrouver son patrimoine

« En Espagne, on jette les photos à la poubelle, on ne les collectionne pas », affirme sans détour Luis Monreal, directeur de la fondation la Caixa, qui consacre à peu près 15 millions de francs par an à la photographie. L'exposition de la Caixa apparaît dans le programme de la Primavera Fotografica, une biennale calquée sur le Mois de la photo de Paris. Pas moins de cent vingt expositions sont proposées dans toute la Catalogne. Excepté les expositions Alain Fleischer et Andres Serrano, l'aspect patrimonial est mis en avant dans un programme légal et éducatif : un panorama des photographes catalans, une histoire du portrait espagnol, le travail de la famille Brangulí sur la guerre d'Espagne... Cet effort patrimonial permet aux organisateurs de rappeler aux divers pouvoirs publics combien la photographie dans ce pays existe peu et que les collections publiques sont faibles. (Primavera Fotografica, 7, rambla Santa Mónica, 19-34-3-412-12-72. Catalogue général, 330 p., 3 000 pesetas.)



Inauguration, en 1940, d'un monument à la mémoire des « caídos », à Lorca (photo de Gustavo Catalán). En haut à gauche : manifestation d'extrême droite en 1975 (photo de Pedro Menchón).

Javier Tusell, historien du franquisme

« C'est surtout la première période, la plus dure, qui est oubliée »

Professeur à l'université de Madrid, auteur de nombreux livres sur Franco mais aussi sur le roi Juan Carlos, Javier Tusell est un des principaux historiens de l'Espagne contemporaine.

« La population espagnole d'aujourd'hui a-t-elle une bonne connaissance de la période franquiste ?

« Elle la connaît mal. Il faut rappeler que le pays a bénéficié, au début des années 60, d'une croissance économique parmi les plus spectaculaires au monde. La société a donc été profondément bouleversée, les mentalités ont changé et la population a fortement réajusté. Après des années d'autarcie, le pays s'est ouvert, le Caudillo a fait appel à des technocrates formés dans des universités étrangères, des capitaux étrangers ont afflué, le tourisme s'est développé et l'émigration a été favorisée pour attirer les devises. Les

jeunes générations sont issues de ce franquisme-là. Elles ne connaissent pas, ou très mal, une période noire qui, de plus, n'est pas enseignée à l'école. Elles ne connaissent pas les personnalités principales, les choix de société, la censure, la répression. Elles ne savent que ce que leurs familles leur ont dit. C'est surtout la première période, la plus dure, de 1939 au milieu des années 50, qui est oubliée.

« Comment la population juge-t-elle une période qu'elle connaît mal ?

« Lors de la transition, en 1975, plus d'un quart des Espagnols jugeaient favorablement le régime. En 1986 encore, lors d'un sondage effectué à l'occasion du cinquantenaire de la guerre civile, près de 25 % des personnes interrogées ont répondu que Franco avait eu raison de se soulever contre le pouvoir républicain. Mais, aujourd'hui, les idées fran-

quistes sont plus que marginalisées dans la population.

« Cette période est-elle considérée comme tabou ?

« Non. Cela n'a rien à voir avec le pétainisme en France. Sous le franquisme, l'historiographie était essentiellement anglo-saxonne. Mais, depuis 1975, nous avons rattrapé le retard, et les travaux les plus avancés sont écrits par des Espagnols. Un gros travail a également été effectué sur la période de la transition, de la mort de Franco, en 1975, à 1977. Le problème reste la formation des scolaires. Mais cette lacune va être comblée, dans un an ou deux, par un plan qui offre une large part à l'étude de l'histoire contemporaine à l'école.

« Les historiens ont-ils accès à toutes les archives du franquisme ?

« Presque toutes. Pour les archives publiques, il n'y a pas de problème. La plupart des familles des grandes personnalités franquistes ont ouvert leurs archives. Sauf la famille du général Franco... Quelques personnalités d'extrême droite seulement y ont accès. C'est dommage, mais ces documents ne sont pas déterminants. Franco ne tenait pas de journal, et ses archives s'arrêtent à 1944.

« Dans l'exposition de photographies sur le franquisme, on découvre essentiellement des images

de société. Une seule montre la répression : des prisonniers politiques en 1948, par un photographe anonyme. Ces images existent-elles ?

« La censure a empêché la réalisation de telles images. Et pourtant la répression a été dure, beaucoup plus sanglante avant la guerre que celle de Mussolini en Italie : près de 50 000 personnes ont été fusillées entre 1939 et 1942. Il y avait 250 000 prisonniers en 1942, 150 000 exilés... L'administration a été épurée, un diplomate sur quatre, un universitaire sur trois ont été renvoyés. Les prisonniers politiques se comptaient par milliers jusqu'au début des années 60. Et la fracture entre vainqueurs et vaincus a duré jusqu'à la fin du franquisme. En septembre 1975, deux mois à peine avant sa mort, Franco a fait fusiller cinq prisonniers. On ne voit pas ces images, mais cette exposition est la première consacrée à cette période. Elle est donc précieuse. La population va se rendre compte combien l'Espagne est restée longtemps un pays agricole, si éloigné de nous. Et les historiens vont y trouver des matériaux. »

Propos recueillis par Michel Guerrin



jusqu'au 1er juin
QUOAT QUOAT
de Jacques Audibert, mise en scène Marcel Marechal

14 95 98 10

Les Smashing Pumpkins déchainent 16 000 spectateurs à Bercy

Billy Corgan, D'arcy, James Iha et Jimmy Chamberlin, vedettes du grunge américain, forment aujourd'hui l'un des groupes rock les plus rassembleurs

LES HASARDS des tournées et de la promotion ont fait se croiser à Paris - sans se rencontrer - lundi 6 mai, Cure et les Smashing Pumpkins. Deux concerts organisés dans des contextes très différents, deux groupes d'apparences dissemblables - d'un côté un anctore de la new wave britannique, de l'autre des vedettes du grunge américain. Difficile pourtant de nier leur filiation. L'un comme l'autre ont fédéré leur public en se faisant les chantres du désenchantement. A leur écoute respective, on peut mesurer aujourd'hui qu'on ne chante plus le spleen comme il y a dix ans. Dans les années 80, le groupe de Robert Smith se vautrait dans la mélancolie confortable d'une chambre d'adolescent. La désillusion s'est depuis nourrie de la dureté des temps et d'une violence qui lacère la musique des Smashing Pumpkins. Même si, au bout du compte, l'ennui et le repli sur soi restent les moteurs principaux de ces créations.

Dans l'après-midi, The Cure se produisait salle Olivier-Messiaen, au sous-sol de l'Opéra-Bastille, devant quelques centaines de privilégiés. Opération de promotion, ce concert « privé », d'une quarantaine de minutes, a permis au groupe de défendre - mollement - une sélection de chansons de *Wild Mood Swings*, son dernier album. Place de la Bastille, plusieurs dizaines de fans éconduits cherchaient tout de même à apercevoir leurs idoles. Le soir, le Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB) était plein d'une foule qui ressemblait à du magma en fusion des avant le concert des Smashing Pumpkins.

Ce quartet de Chicago est aujourd'hui un des groupes rock les plus rassembleurs. Trois albums (*Gish* en 1991, *Siamese Dream* en 1993 et *Mellon Collie and Infinite Sadness* l'an passé) se sont vendus chacun à plusieurs millions d'exemplaires et ont imposé la personnalité compliquée de Billy

Corgan, indéniable leader des Smashing, au sein d'une génération qui choisit, semble-t-il, ses héros au palmarès de l'angoisse. Avec Kurt Cobain, le chanteur suicidé de Nirvana, et Eddie Vedder, le meneur torturé de Pearl Jam, autre millonnaire du rock alternatif américain, Corgan est celui qui incarne avec le plus de succès ce mal-vivre aux puissantes résonances métalliques. Une réussite qui ne manque pas d'ambiguïté. Souvent le chanteur cède au rituel de la dévalorisation. Il porte volontiers un tee-shirt noir sur lequel s'inscrit en lettres blanches un « Zero » censé qualifier son propriétaire. Le design de ce tee-shirt est aujourd'hui du dernier cri.

AMUS ACIDES

En fait, contrairement au regrette Kurt Cobain et à Eddie Vedder, Billy Corgan, jeune homme triste, ne semble pas avoir de problème à assumer son statut de rock star. Compositeur productif et extrêmement méticuleux, il ne néglige pas non plus les apparences. Sur la scène de Bercy, ce grand bonhomme au crâne rasé a revêtu, en plus de son fameux tee-shirt, un pantalon lamé argent. D'arcy est une bassiste aux cheveux platins. James Iha, un guitariste asiatique aux traits féminins et décadents. Seul le batteur, Jimmy Chamberlin, échappe à ce concours de look.

Devant seize mille admirateurs déchainés, le groupe fonce tête baissée. Les trois premiers titres libèrent une puissance monocorde et destructrice. Dans la fosse, le public se transforme en une houle incessante qui charrie les corps des danseurs et des évanouis jusqu'à devant la scène et dans les bras du service de sécurité. Un son assourdissant brouille la lisibilité de ces premiers morceaux. Cette agressement rend plus extrêmes encore les assauts d'un chanteur dont la voix a une nette tendance au geignement. On se demande s'il affirme

ainsi un tempérament ou s'il traite les limites de ses capacités vocales. L'acidité des aigus semble révéler un dégoût de soi mêlé d'un cynisme venimeux.

Mais à l'image de leur foisonnant dernier album, les concerts des Smashing Pumpkins déclinent une variété d'ambiances. Ces musiciens de Chicago se laissent volontiers aller à la précision psychédélique et aux sophistication délirantes imaginées par David Bowie dans les années 70. Aux brûlots explosifs succèdent des mélodies décorées de chœurs mélodramatiques (*Tonight, Tonight* ou le magnifique *Bullet With Butterfly Wings*), de guitares kaléidoscopiques et *glamour* (*Smile*), de rythmiques follement hypnotiques (*1979*). Sur un écran en fond de scène sont projetés des films d'animation dont les couleurs et les formes sont le fruit d'une imagination lysergique. Parfois aussi, Billy semble tomber la carapace caricaturale de l'adolescent en perpétuel conflit avec lui-même et le système. Sa voix crispée se confie plus doucement, et l'artisan-songwriter en profite pour composer un *slow*. Des milliers de briquets s'allument comme autant de petits phares sur une mer enfin plus tranquille.

De la part de gens maniant le cynisme avec autant de verve, on est surpris d'entendre des mots d'encouragement. « *Nous venons très rarement à Paris. Vous êtes un public formidable. Pour ce rappel, nous allons laisser les lumières allumées pour vous voir et nous souvenez de vous.* » Mais le répit est toujours de courte durée. Car l'excitante mécanique des concerts des Smashing Pumpkins tient en ce jeu perpétuel de contrastes entre les foudrolements soniques et les émois romantiques, une extrême sensibilité, une part de rêve et un travail très conscient sur les effets de volume sonore et de dynamique.

Stéphane Davet

Les dix ans des Molières et les absences remarquables de prestigieux lauréats

SEIZE RÉCOMPENSES ont été remises lundi soir 6 mai au Théâtre Marigny, à Paris, à la faveur de la dixième Nuit des Molières, qui a suscité une sévère polémique entre les tenants du théâtre public et ceux du théâtre privé parisiens. Trois des principales distinctions n'ont pu être remises en raison de l'absence des lauréats qui, suivant la décision du Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (Syndecac), n'ont pas voulu s'associer à cette manifestation (*Le Monde* du 7 mai).

Le Molière du meilleur metteur en scène (Patrice Chéreau), celui du meilleur spectacle musical

(*Chimère*, par le Théâtre Zingaro), celui encore du meilleur spectacle de la décentralisation (*L'Année des treize lunes*, production du Théâtre national de Strasbourg) sont ainsi restés dans l'escarcelle de l'organisateur de la soirée, Georges Cravenne.

APPEL À LA TÉLÉVISION

Sept autres distinctions, sur un total de seize, sont allées au théâtre public et ont été acceptées par leurs récipiendaires. Et, parmi eux, le metteur en scène Georges Werier, qui en a profité pour interpeller le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, présent dans la salle, afin qu'il soit « le chevalier

d'un théâtre en grandes difficultés, et particulièrement des petites compagnies, partie importante de ce qu'on appelle le spectacle vivant et qui veut le demeurer ».

Plusieurs des artistes conviés sur la scène, après une première supplique adressée par Jean-Claude Brialy à Jean-Pierre Elkabbach, président de France Télévision, ont insisté sur la responsabilité de la télévision, et particulièrement du service public, afin qu'elle popularise les arts de la scène au-delà de la soirée des Molières, unique programme consacré à l'actualité du théâtre sur France 2. Ainsi, l'auteur et metteur en scène Jean-François Préval, lauréat d'un prix Europe 1 d'un montant d'un million de francs, a-t-il souhaité que la télévision diffuse une émission consacrée au théâtre et que le Molière soit l'occasion de « présenter des scènes de théâtre », au lieu de quoi les téléspectateurs auront assisté à Marigny à une trop longue succession de numéros de music-hall, dont un seul fut éloquent : celui des Frères Jacques, anciens de la compagnie Granier-Hussenot.

Olivier Schmitt

Le palmarès

- Meilleur spectacle du théâtre public : *Monsieur Schpill* et *Monsieur Tippeton* de Gilles Segal, mise en scène de Georges Werier.
- Meilleur spectacle du théâtre privé : *Un mari idéal* d'Oscar Wilde, mise en scène d'Adrian Brine.
- Meilleure comédienne : Christiane Cohendy dans *Décadence* de Stephen Berkoff.
- Meilleur comédien : Didier Sandre dans *Un mari idéal* d'Oscar Wilde.
- Meilleur metteur en scène : Patrice Chéreau pour *Dans la solitude des champs de coton* de Bernard-Marie Koltès.
- Meilleur spectacle de la décentralisation : *L'Année des treize lunes* de Rainer Werner Fassbinder au Théâtre national de Strasbourg.
- Meilleur auteur : Gilles Segal pour *Monsieur Schpill* et *Monsieur Tippeton*.
- Meilleur adaptateur d'une pièce étrangère : Jean-Michel Déprats pour *L'Importance d'être*

- constant* d'Oscar Wilde.
- Meilleur spectacle musical : *Chimère* par le Théâtre Zingaro.
- Meilleure comédienne pour un second rôle : Sonia Volleret dans *Lapin Lapin* de Coline Serreau.
- Meilleur comédien pour un second rôle : Jean-Paul Roussillon dans *Colombe* de Jean Anouilh.
- Révélation théâtrale de l'année : Nathalie Cerdas dans *Plaf, je t'aime*.
- Meilleure pièce comique : *C'est magnifique* par la compagnie Jérôme Deschamps.
- Meilleur one-man-show : Valérie Lemerrier au Théâtre de Paris.
- Meilleur créateur de costumes : Christian Lacroix pour *Phédre* de Racine.
- Meilleur décorateur : Jacques Noël pour *Noël chez les Cupello* d'Eduardo de Filippo.
- Molières d'honneur aux Frères Jacques (50 ans de carrière) et à François Périer.

9 mai - 25 mai

La Fugitive

de Jean-Pierre SARRAZAC

Mise en scène Jean-Yves LAZENNEC

Théâtre 13 - 45 88 62 32

Capitale culturelle européenne de l'année Copenhague repense ses circuits touristiques

Le cycle des manifestations s'ouvre en mai

Avec Copenhague 96, la capitale du Danemark offre un nombre de manifestations record, des arts plastiques à la scène, du rock à l'écologie. Elle en a profité pour repen-

ser en profondeur les circuits de la culture, avec notamment l'ouverture d'un nouveau musée d'art moderne, baptisé Arken (l'Arche), sur une plage de la Baltique.

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

Un premier cycle de douze « capitales culturelles européennes de l'année », au cours duquel les fondateurs de l'Union européenne ont pu chacun présenter une de leurs cités, se réfère à Copenhague. Disposant du bilan de onze expériences, la capitale danoise a eu le temps de prendre la mesure de ce qu'il y avait de forcé dans le label et combien, malgré la bourse sans précédent qu'elle est parvenue à réunir, multipliant par 75 la contribution de 600 000 écus (3,8 millions de francs) accordée par la Commission européenne, elle continuerait de peser modestément devant les réalités culturelles de Paris ou Londres.

Aussi a-t-elle décidé de ne pas se contenter d'un feu d'artifice d'une année pour bousculer les habitudes des 1,8 million d'habitants d'une agglomération qualifiée volontiers de « provinciale » par Trevor Davies, le directeur de la manifestation. Copenhague 96 est pour lui l'occasion de « penser le développement » de la cité, en tentant d'orienter durablement sa population vers des lieux inédits où puisse surgir une géographie nouvelle de la culture.

Ainsi Oksnehallen, l'ancien marché aux bestiaux, équivalent danois de la grande halle de la Villette, située à proximité de la gare centrale, dans le quartier déserté de Vesterbro, le bâtiment, qui date de 1901, a été réhabilité avec un tact exemplaire. L'opération s'accompagne d'une réhabilitation du quartier. En trois mois, la halle a accueilli les expositions les plus diverses, dédiées à l'histoire du quartier, à l'aménagement des

centres urbains pour la bicyclette, à la peinture avec Artgenia, première biennale réservée aux artistes de moins de trente ans venus de seize villes de la Baltique, dont les prochaines éditions se dérouleront à Stockholm, puis à Helsinki.

Mais Trevor Davies veut voir plus loin que la *mare nostrum* des Vikings. Il a convié à des voyages au long cours, consacrant les salles du Musée national à l'Islam (« Sultan, chah et grand moghol », jusqu'au 29 septembre) et commandant la livraison d'une exposition nommée « Containérs », qui présente (jusqu'au 8 septembre) quatre-vingt-seize parallélépipèdes immaculés sur un quai du port franc offrant leurs semblables 30 m² à des artistes du monde entier. Des œuvres mêlant épiques et images fortes en quelques demeures inspirées, dans un cosmopolitisme bien éloigné des poncifs obligés du « village planétaire ».

UN VÉRITABLE « GIUDECCA »

Car la démarche la plus porteuse d'avenir paraît être la récupération de Holmen, un archipel de sept îles auparavant occupé par la marine nationale. Séparé par un bassin du palais royal, Holmen est une véritable « Giudecca » copenhagnoise où, durant trois siècles, furent construits les navires de guerre. Et où demeure, comme un signal, la grue, inaugurée en 1604, qui servait à installer les mâts sur l'une des toutes premières flottes d'Europe. Outre une cale sèche, classée, où doit se dérouler un opéra, elle dispose avec Torpedohallen, construction en béton armé de l'immédiate après-guerre où étaient construits les sous-marins,

d'une salle de 6 000 m² sans piliers, de mai à août, se succéderont notamment Peter Stein (*L'Orestie*), Pina Bausch (*Nelken*), Robert Lepage (*Hiroshima*) et Ariane Mnouchkine (*Toruffe*).

Mais l'essentiel du réaménagement passe par la création d'un complexe universitaire dédié aux arts, qui devrait être complété par des logements. Les anciennes forges d'ancre ont été transformées en salle d'exposition de la nouvelle école d'architecture aménagée dans d'ex-casernes voisines. Un centre de débats s'est ouvert dans la véritable cathédrale de briques où étaient construites les chaudières, face au quai où s'amarrèrent toujours les trois-mâts école du Danemark. Tandis que, de l'autre côté de la rue centrale, sont en cours d'aménagement ou de construction une bibliothèque nationale d'art, le conservatoire de musique rythmique, l'école d'art dramatique et de scénographie et l'école de cinéma.

Une nouvelle cinémathèque et un centre du cinéma devraient ouvrir dès l'été au centre-ville, en même temps qu'une extension du Musée des beaux-arts. Des six cents manifestations prévues au cours de l'année, retenons l'une de celles consacrées à la voix : poésie, contes et musiques, édités dans quatre-vingt-seize éditions de l'agglomération. L'occasion de visiter l'austère et lumineuse variation sur le cube construite dans le quartier de Vangede par Speckelsen, à laquelle Copenhague 96 devrait ajouter, le 26 mai, le clocher d'acier prévu par l'auteur de la grande arche de la Défense.

Jean-Louis Perrier

L'Arche, nouveau musée d'art moderne

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

L'événement le plus marquant de l'année culturelle à Copenhague sera peut-être l'ouverture du musée d'art moderne de la ville. Depuis le 15 mars, plus de 80 000 visiteurs se sont hissés à bord d'Arken (l'Arche) - puisque tels sont l'image et le nom qui se sont imposés. Le bâtiment est en effet une sorte de *Nautilus* échoué sur une plage, accumulant les métaphores navales, étrave et mâture, courbes et rivetage, jusqu'à la cafétéria, suspendue comme un canot de sauvetage face à la Baltique. Édifié aux marges d'Isby, une cité réputée « difficile », au sud de la capitale, sur une zone dite de « récréation » estivale, il marque la volonté de la région, qui en a assuré le financement de 165 millions de couronnes (environ 150 millions de francs), de rééquilibrer culturellement l'agglomération. Il s'offre en pendant au riche musée (privé) de Louisiana, situé au nord, près d'Elsenør, qui défend depuis 1958, en pionnier, l'art contemporain.

L'Arche a été dessinée par un jeune étudiant en architecture de vingt-cinq ans, un virtuose de

l'angle aigu nommé Søren Robert Lund, dont il faudra apprendre à se souvenir. L'ensemble tend à imposer le geste architectural à la peinture, notamment dans son « axe artistique », une galerie centrale hors norme de 150 mètres de long, sorte de fond de cale en arc tendu, plafonnant à 12 mètres, et dans laquelle les responsables ont renoncé pour l'instant à tout accrochage qui ne soit pas de commande.

L'Arche n'en dispose pas moins de trois espaces parfaitement habitables (éclairage zénithal et parois modulables blanches et grises) par la peinture d'un Noïde, qui a fait l'ouverture après son passage à Londres (*Le Monde* du 7 février 1996) ou par les installations de Bill Viola (en 1997). Si Arken n'est pas encore fermement amarré dans son contenu, il est paré pour devenir un lieu de rencontre des technologies nouvelles, de concerts et de performances, et a décidé de privilégier les réponses européennes aux États-Unis sur le plan plastique, et de constituer une collection d'œuvres de jeunes artistes.

J.-L. P.

Nikolaus Lenau

FAUST

Annie Zadek

LA CONDITION DES SOIES

mises en scène

Christophe Pertont

7 mai - 2 juin

Théâtre de Gennevilliers

Centre Dramatique National

41 32 26 26

CHRISTIAN SCHIARETTI

La Comédie de Reims

CRÉATIONS

Calderon, Claudel, Péguy, Delteil

du 10 au 25 mai

LES GEMEAUX

SCÈNE NATIONALE

Sceaux - Bourg-la-Reine

(1) 46 61 36 67

DU 7 AU 15 MAI

L'HEUREUX STRATAGÈME

MISE EN SCÈNE LAURENT PELLY

MARIVAUX

CRÉTEIL 45 13 19 19

MAISON DES ARTS

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

Le cirque selon Archaos

La troupe de Guy Carrara et Pierrot Bidon, au Palais des sports, associe piste et télévision

CELA faisait un moment que les Parisiens étaient privés d'Archaos, le « cirque de caractère » qui, dans les années 80, allait imposer en France et loin d'elle une vision radicale d'un art de la piste contemporain, enfant du rock et de la désillusion urbaine. Archaos est de retour, avec un spectacle rodé l'automne dernier dans les faubourgs de Marseille à l'invitation du Théâtre du Merlan. *Game Over* est un conte, enfantin, naïf et turbulent, qui associe piste et télévision, évolutions de cirque traditionnel soigneusement mises en scène, performances athlétiques, tentatives chorégraphiques se succé-



dant devant un écran géant sur lequel est projetée une parabole cinématographique montrant des enfants tout couleux s'appropriant par la force une chaîne de télévision. Clou de la représentation, bien dans le style Archaos : un duel de mots recrus dans une boucle de fer...

★ Palais des sports, porte de Versailles, Paris 19. M. Porte-de-Versailles. Les mardi 7, jeudi 9, vendredi 10, samedi 11, lundi 13, mardi 14, mercredi 15, jeudi 16, vendredi 17, samedi 18, dimanche 19, à 20 h 30. Les mercredi 8 et dimanche 12, à 17 heures. Tél. : 44-68-69-70. 160 F. Jusqu'à 15 mai.

UNE SOIRÉE À PARIS

Giselle de Mats Ek
Version absolument géniale de Giselle imaginée par le Suédois Mats Ek. L'héroïne du répertoire classique, si touchante, si victime, devient ici une marginale, abusée par le pouvoir et l'argent, au sens propre, d'être niée au nom des convenances sociales. Piétraglia ou Lourdier, alternativement, seront Giselle. Khader Belarbi et Nicolas Le Riche seront Albrecht. La lutte des classes à l'Opéra-Garnier, et nulle part ailleurs. *Opéra-Garnier, place et M. Opéra*. 19 h 30, 9 et 16 mai, 24, 25, 26 et 27 juin, 13 juillet, 19 h 30. Tél. : 44-73-13-00. De 30 F à 305 F.

Quel de neuf docteur ?
Le big band du trompettiste Serge Adam, où se retrouvent depuis plus de dix ans tous les jeunes talents créatifs du jazz national, s'installe dans la salle de Montreuil avec des propositions denses, des constructions rythmiques et harmoniques chamboulantes. QDNQ tient sa place parmi les grands ensembles les plus aventureux. *Montreuil (93). Instants chavi-*

rés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 8. Tél. : 42-87-25-91.

Tramaine Hawkins
Aux côtés des Richard Smallwood Singers (auteurs d'une version gospel du Messie de Haendel), la mezzo-soprano Tramaine Hawkins donne au genre des allures de musique classique afro-américaine. Proche de James Cleveland, avec lequel elle a travaillé, elle a aussi fait des incursions vers le funk ou la pop, notamment avec Carlos Santana. *La Cigale, 120, bd Rochechouart, M. Pigalle*. 20 h 30, le 7. Tél. : 42-25-15-15. Palais de la mutualité, 24, rue Saint-Victor. 20 h 30. Les 8 et 9. Tél. : 43-72-93-01.

Bevinada
Du fado, mais du fado totalement digéré par une jeune chanteuse d'origine portugaise, qui a coupé le cordon ombilical avec les vieux mythes du fado lusophone. Libérée, sans dette à payer, Bevinada recrée le genre depuis Paris. *Gymnase Marie-Bell, 38, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris 10. M. Bonne-Nouvelle, Strasbourg-Saint-Denis*. 20 h 30, le 7.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Electre
d'après Sophocle, mise en scène d'Antoine Dubout, avec Claire Aveline, Vincent Dupont, Ghislain Mugnier, Sylvie Pascaud et Thierry Paret. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Les mardi 7 et vendredi 10, à 20 h 30 ; le mercredi 8, à 15 heures ; le samedi 11, à 17 heures. Tél. : 48-13-70-00. Durée : 1 heure, 30 F et 50 F.

L'Esclave
d'après Jules Vallès, mise en scène de Jeanne Champagne, avec Tania Torrens et Pierre Bais. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Les lundi 13, mardi 14, mercredi 15, jeudi 16, vendredi 17, à 20 h 30 ; le samedi 18, à 14 h 30 ; le dimanche 19, à 16 heures. Tél. : 48-13-70-00. Durée : 2 heures, 30 F et 50 F. Jusqu'à 18 mai.

Faust
de Nikolaus Lenau, mise en scène de Christophe Perton, avec Bernard Capillard, Christophe Delchoux, Gaëlle Baillet, Patrick Zimmermann, Magali Chaboud et Philippe Delaigue. Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 93 Gennevilliers. A partir du 7 mai. Du mardi 7 au samedi 11, le mardi 14, à 20 heures ; le dimanche 12, à 16 heures. Tél. : 48-13-70-00. Durée : 2 heures, 30 F et 50 F. Jusqu'à 18 mai.

Le Huguette
de Jean-Pierre Sarrazac, mise en scène de Jean-Yves Lazzarini, avec Sophie Deffosse, Chantal Deriaz, Arno Feffer et Teddy Giuliani. Théâtre 13, 24, rue David, Paris 13. M. Gobelins. A partir du 8 mai. Du jeudi 9 au samedi 11, les mardi 14, mercredi 15, jeudi 16, vendredi 17, samedi 18, mardi 21, à 20 h 30 ; le dimanche 12 et dimanche 19, à 15 heures. Tél. : 45-58-62-22. 85 F et 120 F. Jusqu'au 25 mai.

Les Heures Stravinsky
de Maurice Stravinsky, mise en scène de Bruno Andrieux, Paul Charrière, Claude Guyonnet, Isabelle Hagiag, Mireille Perrier, Jean-Pierre Laurent, Martine Logier et Réginald Houguen. Maison des Arts, place Salvador-Al-

lende, 94 Créteil. Du mardi 7 au samedi 11, le mardi 14, à 20 h 30 ; le dimanche 12, à 15 h 30. Durée : 1 h 45. De 55 F à 100 F. Jusqu'au 15 mai.

L'Illusion comique
de Pierre Corneille, mise en scène d'Éric Vigner, avec Nazim Boudjenah, Dominique Chaperot, Cécile Garcia-Fogel, Eric Guérin, Denis Léger-Milhaud, Gilbert Marcantognini, Jérémie Oler, Grégoire Ostermann, Guy Parigot, Eric Petitjean et le Quartet Mathews. Théâtre des Amis, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Les samedi 11, mardi 14, mercredi 15, mardi 21, à 20 h 30 ; le dimanche 12, à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 2 h 30. De 80 F à 130 F. Jusqu'au 7 juin.

Muriel Robin
mise en scène de Roger Loubert. Casino de Paris, 16, rue de Cléry, Paris 2. M. République. Du mardi 7 au samedi 11, à 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. Durée : 2 heures. De 120 F à 240 F.

SÉLECTION

Allegria, opus 147
de Joffé Jouanneau, mise en scène de l'auteur, avec François Chazotte, Yves Jenny et Virginie Michaud. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20. M. Gambetta. Les mardi 7, jeudi 9, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 21 heures ; le mercredi 15, à 14 h 30 et 21 heures ; le dimanche 12, à 15 heures. Tél. : 45-58-62-22. 120 F et 160 F. Jusqu'au 19 mai.

Antigone
en langue des signes avec surtitrage) de Jean-Pierre Sarrazac, mise en scène de Thierry Robin, avec Emmanuelle Laborit, Simon Attia, Levant Beskardes, Fanny Rudelle, Patrick Gaud, Jean-François La Bouvierie, Laurent Vailo, Chantal Linnel, Joël Linnel, Patrick Carboneaux et François Marillier (musicien). Cité internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, Paris 14. RER Cité-Universitaire. Les mardi 7, mercredi 8, jeudi 9, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 21 heures ; le dimanche 12, à 15 heures. Tél. : 45-58-62-22. 120 F et 160 F. Jusqu'au 19 mai.

Archaos
de Guy Carrara et Pierrot Bidon, mise en scène de Guy Carrara, avec vingt artistes. Palais des sports, porte de Versailles, Paris 19. M. Porte-de-Versailles. Les

mardi 7, jeudi 9, vendredi 10, samedi 11, lundi 13, mardi 14, à 20 h 30 ; les mercredi 8 et dimanche 12, à 17 heures. Tél. : 44-68-69-70. 160 F. Jusqu'au 15 mai.

La Danse de mort
d'August Strindberg, mise en scène de Mathias Langhoff, avec Bérangère Daurin, Muriel Hayette, Jean Dautremay, Céline Samie et Gilles Privat. Comédie-Française, salle Richelieu, place Colette, Paris 1^{re}. M. Palais-Royal. Le dimanche 12, à 14 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 16 juillet.

Les Derniers Devoirs
de Louis Calaferte, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Alain Pralon, Catherine Ferran et Florence Viala. Comédie-Française, Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6. M. Saint-Sulpice. Les mardi 7, mercredi 8, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 20 h 30 ; le jeudi 9, à 19 heures ; le dimanche 12, à 16 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 1 h 30. De 60 F à 150 F. Jusqu'au 9 juin.

Le Roi Lear
d'après Krut Hamsun, mise en scène de Jacques Ousé, avec Denis Lavant et Sophie Marren. Cité internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, Paris 14. RER Cité-Universitaire. Les mardi 7, mercredi 8, jeudi 9, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 21 heures ; le dimanche 12, à 17 heures. Tél. : 45-58-62-22. 120 F et 160 F. Jusqu'au 19 mai.

Le Tour du monde
d'après Pierre Bourdieu, mise en scène de Didier Bezace, avec Marina Pastor, Georges Ruquet, Odile Frédeval, Corinne Jureco, Salah Testout et Karen Bancel. Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M. Châteaude-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Les mardi 7, mercredi 8, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 20 h 30 ; le jeudi 9, à 19 heures ; le dimanche 12, à 16 heures. Tél. : 43-74-95-61. Durée : 1 h 30. De 100 F à 150 F. Jusqu'au 14 mai.

Julia Donna
(en français et en anglais) de François Girard et Chérif Khaznadar, mise en scène de Chérif Khaznadar, avec Mireille Malouf et Nisar Esber. Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6. M. Saint-Picolas, Notre-dame-des-champs. Les mardi 7, jeudi 9, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 20 h 30 ; le dimanche 12, à 16 heures. Tél. : 45-44-41-42. Durée : 1 heure. 80 F et 100 F. Jusqu'au 15 juin.

Nina Stramboli ou le Démon de midi
de Jérôme Savary, mise en scène de l'auteur, avec Vincent Desreines, Michel Dussanet, Maxime Lombard, Carlos Pavlidis, Alain Polson, Jérôme Savary et Michel Bos, Estelle Buttel, Marc Chénier, Jérôme Hillon et Jean-Luc Pagni (musicien). Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16^e. M. Trocadéro. Du mardi 7 au samedi 11, le mardi 14, à 20 h 30 ; le dimanche 12, à 16 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 heures. 120 F et 180 F. Jusqu'au 12 juillet.

Océan
d'après Lautréamont, mise en scène de Martin Zammitt, avec Ophélie Télioud, Marc Zammitt, Alain Kremki et Joseph Rowe (musiciens). Théâtre Molière-Maison de la poésie, 161 bis, rue Saint-Martin, Paris 3^e. M. Rambuteau. Du mercredi 8 au samedi 11, à 21 heures ; le dimanche 12, à 16 heures. Tél. : 44-54-53-00. Durée : 1 h 30. 75 F et 100 F. Jusqu'au 15 mai.

Le Précepteur
de Jacob Lenz, mise en scène de Sylvain Maurice, avec Jean-Pascal Abibat, Simon Bakhouche, Nadine Berland, Michel Quidu, Ivan Duruz, Désirée Olmi, Catherine Tolosa, Pascal Martin-Garsen, Baptiste Roussille. Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M. Châteaude-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Les mardi 7, mercredi 8, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 20 h 30 ; le dimanche 12, à 16 heures. Tél. : 43-74-95-61. Durée : 1 h 15. De 50 F à 110 F. Jusqu'au 15 mai.

La Rue du Châteauneuf
d'après Aragon, André Breton, Prévert, Quenau, mise en scène de Michel Didym, avec Sandrine Attard, Hélène Barbu, Véronique Bisciglia, Jérôme Brochen, Isabelle Cagnat, Anne Cosens, Léa Foray, Nathalie Gough, Hélène Marreau, Isabelle Oliva et Laurent Réjau. Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M. Châteaude-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Les mardi 7, mercredi 8, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 20 h 30 ; le dimanche 12, à 16 heures. Tél. : 43-74-95-61. Durée : 1 h 15. De 50 F à 110 F. Jusqu'au 15 mai.

Le Tour du monde
d'après Pierre Bourdieu, mise en scène de Didier Bezace, avec Marina Pastor, Georges Ruquet, Odile Frédeval, Corinne Jureco, Salah Testout et Karen Bancel. Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M. Châteaude-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Les mardi 7, mercredi 8, vendredi 10, samedi 11, mardi 14, à 20 h 30 ; le jeudi 9, à 19 heures ; le dimanche 12, à 16 heures. Tél. : 43-74-95-61. Durée : 1 h 30. De 100 F à 150 F. Jusqu'au 14 mai.

NANTERRE
L'ILLUSION COMIQUE
CORNEILLE / VIGNER
46.14.70.00 DU 11 MAI AU 7 JUIN

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

L'AGE DES POSSIBLES (à partir du 4 mai)
Film français de Pascale Ferran, avec le Théâtre national de Strasbourg (1 h 45).

Europe Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04).

LES AMANTS DU NOUVEAU MONDE
Film américain de Roland Joffé, avec Demi Moore, Gary Oldman, Robert Duvall, Lisa Jolivet-Andoh, Edward Hardwicke, Robert Prosky (2 h 15).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Rotonde, dolby, 8^e ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; George-V, dolby, 8^e ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10).

VO : UGC Opéra, dolby, 9^e ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; Miramar, dolby, 14^e (39-17-10-00) ; UGC Convention, 19^e (40-30-20-10) ; UGC Convention, 19^e (40-30-20-10).

LES BIDOCHON
Film français de Serge Korber, avec Anémone, Jean-François Stévenin, Annie Girardot, Daniel Gelin, Catherine Lachens, Jean-Pierre Cassel (1 h 30).

UGC Forum Orient-Express, dolby, 1^{re} ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Français, 9^e (47-70-59-83) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins-Fauvette, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

CONTE ET MÂTES
Film suisse d'Aude Vermell, avec Cecilia Riccaboni, Philippe Raymondin, Antoine Guinand, Bernadette Patois, Monica Goux, Jean-Daniel Vermell (1 h 25).

Studio des Ursulines, 5^e (48-05-51-33.09) ; Le République, 11^e (48-05-51-33.09) ; UGC Convention, dolby, 15^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet

Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10).

VO : Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^e ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, THX, dolby, 20^e (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

PAROLES, MORT D'UN POÈTE
Film italien de Marco Tullio Giordana, avec Carlo De Filippo, Nicoletta Braschi, Toni Bertorelli, Andrea Occhipinti (1 h 40).

VO : 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 3^e ; 14-Juillet Parnasse, 6^e (46-36-10-96) ; 14-Juillet Hautes-Seines, dolby, 6^e (46-37-39-30) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81).

ROSSINI I ROSSINI I
Film italien de Mario Monicelli, avec Philippe Noiret, Jacqueline Bisset, Sergio Castellitto, Sabine Azéma, Assumpta Serna, Giorgio Gaber (2 h 14).

VO : Grand Pavois, dolby, 15^e (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10.

THE BRIDECAGE
Film américain de Mike Nichols, avec Robin Williams, Neve Campbell, Nathan Lane, Dianne Wiest, Hank Azaria, Christine Baranski (1 h 58).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; Gaumont Gobelins-Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (44-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 6^e (43-87-35-43) ; réservation : 40-30-20-10 ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon-Bastille, dolby, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, dolby, 15^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10).

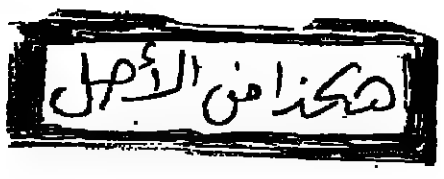
LE GLASS SHIELD
Film américain de Charles Burnett, avec Michael Boatman, Lori Petty, Ice Cube, Richard Anderson, Elliott Gould, Michael Ironside (1 h 45).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-30-20-10) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Trois-Luxembourg, 6^e (46-33-97-77) ; réservation : 40-30-20-10 ; Ely-

sées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept-Parisiens, 14^e (40-30-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; Bretagne, dolby, 6^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10).

VO : Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon-Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 1



Le rachat du quotidien polonais « Zycie Warszawy » provoque une crise à la rédaction

VARSOVIE
de notre correspondant
Près de la moitié de la rédaction du quotidien *Zycie Warszawy* a démissionné, lundi 29 avril, pour protester contre le rachat du journal par un homme d'affaires soupçonné de vouloir réorienter la ligne rédactionnelle sur les positions de la coalition postcommuniste. *Zycie Warszawy* (la Vie de Varsovie), fondée après la guerre, appartenait depuis l'écroulement du régime communiste à un Italien, Nicola Grasso, qui s'était désintéressé du journal lorsque ses espoirs d'obtenir une concession pour une chaîne de télévision en Pologne avaient été déçus. M. Grasso a fini par céder le titre au propriétaire d'une firme d'eau minérale, Zbigniew Jablonski. Le journal n'a pas paru jeudi 2 mai. Le 3 mai étant férié en Pologne, le quotidien est reparu, lundi 6 mai, avec une pagination réduite. Le nouveau propriétaire affirme que le journal poursuivra sa ligne indépendante.

La rédaction, qui campait dans une opposition résolue à la coalition au pouvoir, et avait « sorti », lors de la dernière campagne présidentielle, certaines « affaires » compromettantes pour de hauts responsables du Parti social-démocrate – notamment l'actuel président Alexandre Kwasniewski et l'ancien premier ministre Jozef Oleksy –, se sentait dans la ligne de mire. Des représentants de la coalition, tout en boycottant le journal, laissaient entendre qu'ils allaient racheter ce quotidien en très piètre situation financière. Déjà, au len-

demain de l'élection présidentielle, le précédent rédacteur en chef, Tomasz Wolek, avait été licencié par le propriétaire italien, qui lui avait reproché d'avoir fait un « mauvais choix politique ».

Cette fois, c'est toute la hiérarchie du journal, et la totalité du service politique, qui ont quitté leurs fonctions, expliquant que la vente du journal s'inscrivait « dans l'offensive de la coalition au pouvoir contre les médias polonais ». Les autres symptômes de cette offensive sont, selon les signataires, « la prise de contrôle totale de la télévision » et « les rumeurs de plus en plus insistantes concernant le rachat d'actions du quotidien *Rzeczpospolita* par des sociétés liées aux partis au pouvoir ». Le nouveau président de la télévision est désormais un responsable du Parti paysan, Richard Miazek. Il a remporté un franc succès auprès des journalistes en déclarant que la télévision n'avait pas à critiquer un ministre en l'absence d'un communiqué officiel. Il a ajouté qu'en démocratie, la presse n'avait pas à contrôler le pouvoir.

Le quotidien *Rzeczpospolita*, journal à la fois respecté et prospère, est encore la propriété à 51 % de la Sopresse. Mais la mort de son créateur, Robert Hersant, relance les spéculations sur une éventuelle vente de la « française » du journal. Enfin, la possible privatisation du réseau de distribution de la presse, qui appartient toujours à l'Etat, augmente l'inquiétude des journalistes polonais.

Jan Krauze

MADRID

de notre correspondant
Il y a vingt ans, le 4 mai 1976, le premier numéro du quotidien *El País* sortait dans les kiosques d'Espagne. La mort de Franco, six mois auparavant, et le retour des libertés dans le pays avaient permis à ce projet, muselé pendant de longues années, de voir enfin le jour.

Fondé par une équipe de professionnels dont l'objectif était « l'implantation des libertés publiques et la réconciliation définitive du corps social divisé quarante ans auparavant par la guerre civile », comme l'écrit l'un des fondateurs, Juan Luis Cebrian, aujourd'hui directeur exécutif du groupe éditeur du quotidien, baptisé groupe Prisa. *El País* a témoigné de la longue marche de l'Espagne vers la démocratie, qu'il a accompagnée et soutenue.

MADRID

note-t-il dans un entretien publié dans *Liberación* du samedi 4 mai. Dès le lancement du journal, nous avions atteint nos objectifs et même plus. *El País* est aujourd'hui un grand journal de référence, une institution de la vie espagnole. Evidemment, cela a limité l'esprit d'aventure... »

Par un curieux hasard, ce journal fête ses vingt ans d'existence au moment même où la démocratie donne des signes évidents de sa maturité avec le changement de majorité et l'arrivée au pouvoir de

« El País » célèbre ses vingt ans

Le journal espagnol, créé à la mort de Franco, a prospéré et s'est diversifié : il est aujourd'hui le premier du pays

José María Aznar. Pour marquer l'événement, *El País* a d'ailleurs retracé, à travers un magazine de cinq cents pages, tout le chemin parcouru au cours de ces deux décennies, non seulement en Espagne mais aussi dans le reste du monde.

Vingt ans après, le quotidien a peu changé dans sa présentation.

Le système de la Telefonica. Il s'agit d'un « plus » technologique qui vient s'ajouter aux quatre nouveaux centres d'impression ouverts en 1995 à Séville, Valence, Burgos et Francfort pour servir le journal plus rapidement aux lecteurs de province.

Ces centres d'impression complètent un réseau de six autres

ans, ce quotidien en constante progression a assis son pouvoir et consolidé son emprise. En dépit d'une baisse des bénéfices de 23 % en 1995, soit 104 millions de francs au lieu de 136 millions de francs en 1994, due à l'augmentation du prix du papier et à la baisse de la publicité, *El País* continue d'afficher une belle santé.

Le lancement, il y a un peu plus de cinq ans, d'un rival direct, *El Mundo*, plus percutant, plus sensationnaliste, ne lui a apparemment pas causé beaucoup de tort, bien que ce dernier semble plus apprécié par la jeunesse. « Cela nous a obligés à nous réveiller, à nous ressaisir », commente le directeur d'*El País*, Jesus Cebrian.

Un groupe multimédia

Le quotidien *El País* appartient au groupe Prisa, présent dans la presse, la radio et la télévision, qui affiche pour 1995 un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de francs et un bénéfice, en hausse de 77 % par rapport à 1994, de 200 millions de francs. C'est à partir du succès du quotidien que le groupe s'est constitué. Outre *El País*, le groupe possède également le quotidien économique *Cinco Dias* et quelques magazines. Prisa est actionnaire de *The Independent* en Grande-Bretagne, de *Publico* au Portugal et de *La Prensa* au Mexique. Depuis 1984, Prisa possède également la Société espagnole de radiodiffusion, qui a plus de 4 millions d'auditeurs et a réalisé un bénéfice en progression de plus de 50 % par rapport à 1994. Enfin, Prisa est actionnaire à 25 % de Canal Plus Espagne, qui comptait fin mars près de 1,3 million d'abonnés. Le groupe est également présent dans le câble et le satellite et se prépare à la télévision numérique.

mais il s'est étoffé, complété et diversifié. Il demeure de loin le premier journal espagnol. Avec une diffusion de 420 000 exemplaires par jour en 1995, il a progressé de 12 % depuis 1990 et de 3 % par rapport à 1994. *El País* s'écrit, le dimanche, est diffusé à plus d'un million d'exemplaires.

A l'occasion de son vingtième anniversaire, *El País* dispose désormais d'une édition du quotidien en numérique qui peut être consultée par ordinateur via Internet ou In-

centres dont font notamment partie Roubaix – avec l'imprimerie de Nord-Eclair, l'un des titres de province du groupe Hersant –, et Mexico, pour assurer une meilleure diffusion du quotidien hors d'Espagne.

CONSTANTE PROGRESSION

El País offre quotidiennement à ses lecteurs des pages spéciales régionales dans les communautés autonomes de Valence, d'Andalousie et de Catalogne. En vingt

VIGIE DE LA DÉMOCRATIE

Souvent taxé de journal progouvernemental, en raison de ses affinités avec le régime socialiste, *El País* ne s'est cependant pas départi de son rôle de vigie de la démocratie à l'occasion de l'accumulation des scandales qui ont marqué la fin du règne de Felipe Gonzalez. « Quant à la physionomie éditoriale du journal, la défense des minorités, des libertés... je crois que nous n'avons pas changé, et c'est le plus important pour moi », assure Juan Luis Cebrian.

Pour l'un des fondateurs du quotidien, *El País* est toujours nécessaire face aux tentations des pouvoirs. Le journal reste un des premiers produits d'une démocratie reconquise.

Michel Bole-Richard

TF 1

12.15 Le Juste Prêt. Jeu.
12.30 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
14.00 Les Fous de l'amour. Série.
14.30 Dallas. Un duel dans la famille. Mini-série.
15.25 Haval police d'Etat. Les sauteuses. Série.
16.30 Une femme en or. Jeu.
17.05 Rick Hunter. Inspecteur choc. L'héritage. Série.
18.00 Sydney Police. L'assesseur de l'ange. Série.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.30 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Tiercé.

20.50

CROCODILE DUNDEE
Film australien de Peter Faiman avec Paul Hogan, Linda Kozlowski (1986, 95 min). 800850
Un homme des bois d'Australie est confronté à la jungle des grandes villes.

22.25

LE DROIT DE SAVOIR
Magazine présenté par Charles Villeneuve. Les initiatives de la justice, de Charles Villeneuve, Geneviève Rembau et Sébastien Renouil ; Les mères enfants ; Nevada : quelques années bien tranquilles (85 min). 8014010
23.30 Les Rendez-vous de l'entreprise. Invité : Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain.
0.10 Paire d'as. Série.
1.05 Journal, Météo.
1.15 Reportages (rediff.). 1.45 et 2.20, 2.55, 3.35, 4.05 à 11 min. 2.30 et 4.05 Mémoires. 3.05 et 5.10 Histoires nouvelles. 4.45 Musique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

19.30 Journal (rse).
20.00 Envoyé spécial. (rediff. de France 2 du 25/96)
21.30 Perfecto.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Bas les masques. (rediff. de France 2 du 1/96)
23.50 Viva. 0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Capitales en guerre. [34] Londres irrédoublée.
21.30 Portrait de Bruno Bettelheim. [44] L'homme et son métier.

France 2

12.15 et 4.55 Pyramide. Jeu.
12.35 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
13.45 Derricks. Série. Raraz.
13.50 Les Renards. Série.
14.00 L'Arnal perdure. Série.
14.35 et 5.25 La Chance aux chansons. La musique des millions.
16.25 Des chiffres et des lettres. Série.
17.00 Docteur Doogie. Série.
Un malheur n'arrive jamais seul.
17.25 C'est cool. Série.
18.00 et 4.05 Les Bons Gringos. Jeu.
18.40 Quel est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. Toujours beaux !
19.20 et 20.20 Studio Gabriel.
19.39 Journal, Météo.

20.50

LA P'TITE ARNAQUEUSE
Film américain de John Hughes avec James Belushi, Kelly Lynch (1991, 102 min). 102820
Une orpheline et un SDF séduisent une riche avocate et s'installent dans un appartement. Comédie sirupeuse et insupportable.

22.45

ÇA SE DISCUTE
Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. Comment compenser l'absence d'un être ? (20 min). 8264574
0.45 Journal, Bourso, Météo.
1.05 Le Cercle de minuit. A chacun sa vie. Biographies. Avec Pierre Assoline (Hersant) ; Han Coultammer (Léon) ; Olivier Todd (Albert Camus, une vie) ; Françoise Giroud (Chienne de vie, Journal d'une Parisienne 2). Musique : Léo (75 min). 8506588
3.35 Tarzanta (rediff.). 4.40 à 24 heures d'infos. 5.05 Destin animé.

Paris Première

21.00 Jean-Edern's Chab.
21.55 Premières loges.
22.25 La Vengeance d'une femme. Série.
Film de Jacques Doltan (1989, 130 min) 7513602

France Supervision

20.00 L'Eni des grands créateurs.
20.30 Don Camillo Monseigneur

France 3

12.35 Journal.
13.05 Keno.
13.10 Arnold et Willy. Série.
13.40 Beau Fige.
14.30 Séba le chat.
14.48 Le Magazine du Sénat.
14.58 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale.
16.05 Le pape à la télé.
16.40 Les Minileux.
17.45 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. Les Lettres de Copert de Marie Perle.
18.55 Le T3-20 de l'information.
19.08 Journal régional.
20.05 Fi et la chanson. Jeu.
20.39 Tout le sport.

20.50

VINGTIÈME FESTIVAL INTERNATIONAL DU CIRQUE DE MONTE-CARLO
Circus. Commissaire de Sergio (95 min). 782025
22.25 Journal, Météo.

23.00

COULEUR PAYS
Magazine des trames télévisées régionales (30 min). 81984
Au sommaire d'Aléas, le magazine de l'imprévisible diffusé dans la plupart des régions, Mitraillette, marin d'eau douce, un documentaire de Roland Michon sur un homme qui, dès sa naissance, était destiné à devenir un marin d'eau douce.
0.30 Sapaghi (rediff.). 0.35 Skidmag (rediff.). 1.10 Les Inconnus. L'histoire de Francis Nitro. Série. 2.00 Musique. 2.05 Concerto pour alto et orchestre. De Telemann, par les solistes de Moscou, avec Yuri Baïkov, 200 (20 min).

Ciné Cinéma

22.20 CinéAccu.
22.30 Concert : Festival Blues Sessions. Enregistré à l'Antin's Club de Genève (85 min). 2551218
23.55 Cap'tain Café. Invité : Ménélik.
1.55 Les Cahiers retrouvés de Nina Vyroubova. Documentaire Delouché (90 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Boléro. Film de Jean Boyer (1941, N., 90 min) 4375620
22.00 Calabuga. Film de Luis Garcia Berlanga (1954, N., v.o., 95 min) 2887282
23.35 Après l'amour. Film de Lucie Perle (1991, N., 100 min) 3887823
1.15 Charlie Chan à Reno. Film de Norman Foster (1939, N., v.o., 65 min) 2244243

La Cinquième

12.00 Atout savoir. 12.30 Evastion. 13.00 A vous de voter. 13.25 La Grammaire Impertinente. 13.30 Attention santé. 13.35 Délicies magazine. Emploi : les solutions de nos voisins, les mesures incitatives. 14.00 Sous une lune croissante. 15.00 Août sur Images. 16.00 Le Palais des Doges. 16.30 Le Réseau des médias. 17.00 Alf. 17.30 Cigolo. 17.45 Cinq sur cinq. 18.00 La Magie du climat. Les tomates [V3]. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. Série [39/51]. En garde, d'Anthony Jovitt, avec Peter Lawford (90 min). 1910
20.30 7/12 Un an de Chine : qu'en pense l'opinion internationale ? 20 min ; bulles de savon : 17 min
19.00 Archimède. A tout vent ; qu'en savons-nous ? la connaissance par les bulles ; effet de serre ; à bout de souffle ; bibliographie (30 min). 7184
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : LES NOYÉS DE LA TAMISE
Documentaire de Simon Everson (60 min). 3347404
Peter Clements, officier de police à Londres, est chargé de l'identification des corps retirés de la Tamise, environ 60 par an. Constatant enquêter lorsque les seuls indices récupérés sur la victime sont une paire de lunettes et deux poignets en plastique.

21.45

SOIRÉE THÉMATIQUE : STEFAN ZWIG, UN GRAND EUROPÉEN
proposée par Une Charité et Claf Grunert. 828623
21.46 Le Joueur d'échecs. Film de Gerd Oswald (1960, v.o., 100 min). 10935076
Métaphore de l'humanisme occidental en lutte contre le pouvoir totalitaire. Inédit en France.
23.25 Stefan Zwigg. Documentaire. Biographie de Zwigg, de S. Aust (30 min). 238623
23.55 « Ton champ est ravagé... » Documentaire. Les derniers mois de Stefan Zwigg (45 min). 9484787
0.40 Bibliographie.
0.50 L'Agent double. Film de Tom Clegg (1982, v.o., 85 min). 4770543
Rediff. du mercredi 1^{er} mai.

M 6

12.25 La Petite Maison dans la prairie. L'enfant sauvage. Série [1/2].
13.25 Cote d'azur. Téléfilm de David Lister, avec David Dukes (85 min). 8010610
15.00 Deux fics à Miami. Série.
16.30 Hit Machine. Variétés. 16.30 Villes à pages. Patrick. Série.
17.30 Studin Sud. Série.
18.00 Cadillac Blues. Ce se complique. Série.
19.00 Code Quantum. Série. L'ère sargiana.
19.54 52 minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Jokes filles. Série.
20.35 E = M 6 Junior. La règle de la forêt.

20.50

LOIS ET CLARK, LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN
Série. Avec Dean Cain, Tom Hatcher. 800888
Le masque des ancêtres (80 min). 2127881

22.55

ACCUSÉE DU PIRE
Téléfilm de Noel Nossek, avec Lita Hartman, Christopher Miskin (90 min). 401261
Adapté d'un fait divers, ce téléfilm raconte la descente aux enfers d'une jeune mère accusée d'avoir empoisonné son enfant.
0.40 Zone Interdite. Magazine de Patrick de Camille (rediff., 110 min). 5483888
2.30 Best of 100% Français. Musique.
4.00 Hot Forme. Magazine. 4.30 Culture pub. Magazine (30 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 Polyrama. Film de David Swift (1960, 140 min). Avec Hayley Mills. Comédie dramatique.
22.55 Kalden. Film de Colin Badger (1989, 95 min). Avec Rebecca DeMornay. Comédie dramatique.
4.45 Coplan FX 18 coupe tout. Film de Riccardo Freda (1965, 95 min). Avec Richard Widler. Suspense.

Eurosport

18.00 (et 23.00) En route pour l'Euro 96.
19.00 Motocyclisme. 19.35 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A, quart de finale, match aller (125 min). 8061738
22.00 Tennis.

TMC

20.35 Les Compagnons de Woodstock. Film de Fritz Lang (1955, 85 min). Avec Robert Granger. Aventure.

TSR

20.35 Casque bleu. Film de Gérard Jugnot (1994, 105 min). Avec Victoria Abril. Comédie.

Les programmes complets de radio, de télévision et de sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signale dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ► On peut voir. ► Ne pas manquer. ► Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

La mémoire qui flanche

« Sur un air de mambo » raconte l'histoire d'un coiffeur amnésique qui change de caractère. Un air d'enfance, d'excellents acteurs, le téléfilm de Jean-Louis Bertuccelli a bien du charme...

LES PARENTS de Jean-Louis Bertuccelli étaient coiffeurs. Le petit salon où ils travaillaient, le défilé des clientes qui racontent leur vie à longueur de coupe ou de permanente, les petits soucis et les grandes fatigues qui s'accumulent tout au long de la journée... ont inspiré le réalisateur. Il s'est servi de ses souvenirs d'enfance pour tracer les premières lignes de son scénario auquel a ensuite collaboré Sabine Uilmann. Ensemble, ils ont monté une histoire peu banale qui a lieu chez des gens ordinaires. Un récit qui respire la vie.

M. et M^{me} Louis sont coiffeurs dans une petite station balnéaire de la Côte d'Azur. Autoritaire et grinceux, M. Louis mène la vie dure à sa femme, Annette - qui a d'ailleurs pris un amant - et à sa fille, Marguerite, dont il ne supporte pas le petit air. Un jour, alors qu'il est au volant de sa voiture, Louis perd le contrôle de son véhicule et provoque l'accident. Après plusieurs jours de coma, il se réveille amnésique, atteint de ce que les médecins appellent le « syndrome du voyageur sans bagage ». A partir de là, tout va changer pour Annette. Non seulement elle va devoir entièrement prendre en charge le salon, mais elle va aussi découvrir un « nouveau mari », imprévisible, amusant et réveur.

D'un sujet grave, Jean-Louis Bertuccelli a tiré un film plein de drôlerie et de charme. Sur un air de mambo se nourrit des petits riens de la vie quotidienne, qui, dans le contexte d'un salon de



coiffure, prennent des allures d'exotisme. On rit volontiers en voyant Annette, en panne de shampooing, prendre du produit vaisselle pour laver les cheveux de sa cliente. On s'amuse des minauderies du garçon coiffeur embauché par Annette, de ses initiatives qui agacent la patronne, de ses discussions frivoles avec les clientes et de ses susceptibilités de jeune fille. « Je souhaitais faire une sorte de comédie à l'italienne comme il en existait autrefois, avec de l'humour mais pas d'ironie », souligne le réalisateur, qui a, en effet, eu connaissance des pilotes de la zézé et des plaisanteries faciles.

Adoptant, chacun à sa manière, un jeu nuancé, plein de finesse, les acteurs ont tenu cette ligne de conduite. Catherine Jacob est prodigieuse. Cénégère, d'un dynamisme que la complication des événements va ébranler, elle campe une Annette plus vraie que nature. Jean-Paul Muel - grand acteur de théâtre - se révèle un amnésique convaincant et ému. Il joue juste, malheureusement tout au long du film cet équilibre troublant entre normalité et maladie, absence et présence. Bernard Alane, le garçon coiffeur homosexuel, n'en fait jamais trop. Son arrivée dans ce petit monde un

peu fermé apparaît d'abord comme une étrangeté. Puis, progressivement, il prend ses marques, jusqu'à faire entièrement partie de la famille. « J'avais envie que cette histoire se passe chez des gens très simples, remarque le metteur en scène. On n'est pas dans le show-biz. Du coup, on s'est tous amusés à jouer au coiffeur. Catherine Jacob, c'est un peu une Jacqueline Maillan. Elle arrive à faire exprimer des choses très émouvantes. Les comiques ont une charge émotionnelle extraordinaire quand on sait l'utiliser. »

Le Clondestin, le précédent téléfilm de Bertuccelli, décrivait l'ami d'une vieille dame et d'un jeune maçon polonais en situation irrégulière (Le Monde Radio-Télévision daté 23-24 janvier 1994). Le réalisateur y manifestait déjà la même tendresse pour les personnages, la même attention aux petits riens de la vie. Et il s'était inspiré de sa propre mère pour le personnage de la vieille dame. Pour Sur un air de mambo, Bertuccelli s'est souvent servi de ses parents et du salon de coiffure. L'enfance est là, affleure, marque une bonne part de l'univers de l'auteur, qui voudrait pourtant en sortir. « Il faudrait que j'en finisse avec mes parents », dit-il, tout en précisant : « Remarque, je n'ai pas encore tourné sur moi petit garçon. » On espère qu'il le fera.

Véronique Cauhapé

« Sur un air de mambo », France 2, mercredi 8 mai à 20 h 55.

L'œil du drone

par Agathe Logeart

CE N'EST guère plus qu'une croix sur l'écran, entraperçue quelques secondes à peine. Un d'en bas, on dirait un jouet. Un de ces petits avions téléguidés que les amateurs de modélisme s'amusent à faire évoluer dans le ciel, en multipliant les looping comme autant de prouesses. On nous en dit le nom - un drone - que nous ne connaissons pas. On nous en explique l'usage : c'est un avion espion, sans pilote, une espèce de tête chercheuse de cibles capable, grâce à son œil électronique, de renseigner à distance les artilleurs pour qu'ils ajustent leurs tirs à la perfection. Ce drone tournait autour de Cana au moment où le bombardement israélien y fit la boucherie que l'on sait. Le drone, lui, vivait comme un papillon. Juste au-dessus des fumées de l'incendie où brûlaient vivants les civils libanais qui s'étaient réfugiés dans un camp de l'ONU, il aurait tout vu, tout su, ce drôle de petit insecte.

Silât comme le massacre de Cana, face à son insupportable énormité, la question, évidemment, s'était imposée : s'agissait-il d'une bavure ou d'un acte délibéré ? Pour les victimes, la réponse ne changerait plus rien. C'était aux survivants, et au monde entier, qu'elle était due. On nous parle d'une enquête qui serait conduite avec toute la diligence nécessaire. Les jours qui suivent, on tenta, sur la mine ravagée de Shimon Pérès, de lire de la compassion, et peut-être aussi de la colère devant une telle absurdité. On patienta. Peu à peu, les images des corps décapités, carbonisés,

la musique déchirante des sanglots, devenaient moins obsédantes. Cana restait, bien sûr, dans la mémoire. Mais la mémoire est une vagabonde qui refuse de tenir en place. A l'exigence aigüe de vérité qui surgit immédiatement après le drame, succéda un sentiment de malaise. Il ne s'en serait pas fallu de beaucoup, soyons honnêtes, pour que Cana allonge la liste des drames inexplicables qui jalonnent les guerres sales, sans que l'on s'en indignât trop fort. D'autres atrocités, bientôt, réclameraient notre sollicitude.

Et puis vint ce drone, dont France 2, puis plus tard France 3 (cela n'a donc intéressé personne à TF 1 ?) nous montra l'image, filmée par un « casque bleu » amateur de vidéo. L'erreur de « cartographie d'un officier israélien » invoquée par l'armée israélienne paraissait bien folle à côté de ce qui ressemble à la preuve d'un repérage sophistiqué précédant une action délibérée. Si l'œil du drone avait tout vu, tout su, comme le laisse fortement supposer ce document, comment expliquer le massacre par la seule maladresse ? Les bombes seraient tombées là où on l'avait décidé, sur des civils réfugiés au milieu de soldats de la paix. L'accusation est-elle si « totalement infondée » que l'affirmaient Shimon Pérès avec sa tête des mauvais jours ? Malgré la méfiance avec laquelle on a désormais pris l'habitude de considérer les images brandies comme des preuves, la petite croix dessinée par l'avion espion dans le ciel de Cana mérite mieux que des hausses d'épauls.

MERCREDI 8 MAI

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Un beau petit milliard.
Téléfilm de Pierre Tchernia
(105 min). 789001
Une grande-mère indigne
d'une grosse somme
d'argent...
13.45 Vidéo gag. Divertissement.
14.05 Club Dorothée.
16.35 Une famille en or. Jeu.
17.05 Dingo de toi. Intégralité.
Série.
17.05 Sydney Police.
Au bord du vide. Série.
18.55 L'Or de l'appel. Jeu.
19.30 Météo.
19.30 Journal.
19.50 Coupe d'Europe.
Présentation du match.

France 2

12.20 et 13.50 Pyramide. Jeu.
12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
13.45 Derrich. Série.
Des gens comme il faut.
14.50 Le Kennard. Série.
Cinq et coveur.
15.50 Dingo.
En direct de Lyon.
16.05 Hardye, coeurs à vit.
Série.
17.00 Doctor Doogie. Série.
Cinq et coveur.
17.25 C'est cool. Série.
Nid d'amour.
18.00 Les Bons Génies. Jeu.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits.
Comme nous.
19.20 et 2.05 Studio Gabriel.
19.55 et 20.45 Tirage du Loto.
19.59 Journal. Météo.

France 3

12.35 Journal. Keno.
13.10 Arnold et Willy. Série.
13.40 Tété.
14.45 Pour que l'on
n'oublie jamais.
Téléfilm de Joseph Sargent
(90 min). 800488
16.15 Je pense à la télé.
16.45 Les Minikéops.
17.30 C'est pas sorcier.
18.20 Questions
pour un champion. Jeu.
Cinq et coveur.
18.50 Un livre, un jour.
La Populaire Histoire d'Hélio
le 7ème, de Mathias et
Nathalie.
18.55 Le 19-20
de l'information.
19.08 Journal régional.
20.05 Pa si la chance. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

La Cinquième

12.35 La Grammaire Impertinente. 13.30 Attention
santé. 13.35 Demain le monde. 14.00 L'Espion
du sport. 15.00 Omniscience. L'automobile.
15.30 Cigalon.
Téléfilm de Georges Folgoas, avec Michel
Gallabry, André Ferrel (90 min). 83717
17.00 Les Enfants de John. 17.30 Latitude Sud.
L'Inde. 17.55 Planète blanche. Le Spitzberg au
jour d'hui. 18.30 Le Monde des animaux.
Arte
19.00 Collection Hollywood 1950. Série [34/51].
La Mère, de Robert Stevenson, avec Judith
Anderson (90 min). 9427
Judith Anderson, la diabolique Mrs Denver
dans Rebecca d'Alfred Hitchcock.
Interprète ici le rôle d'une mère riche et
égoïste dont le but est d'empêcher sa fille
unique de la quitter.
19.30 1/2 Journal.
21.00 1/2 Journal.
21.10 Pause à Milan. Documentaire.
Dix minutes dans les coulisses de la Scala.
21.20 Giselle. Danse. Acie II (65 min).
22.25 Les Mercredis de l'Histoire.
Documentaire. Ulrike Marie Meinhof, lettre à sa
fille, de Timon Koulmasis
(v.o., 65 min). 746717
Cofondatrice de la Fraction Armée Rouge,
plus communément appelée la « bande à
Baader-Meinhof », Ulrike Meinhof fut
responsable de plusieurs attentats
sanglants. Porvrit.
23.30 Ce n'est que votre main, Madame.
Film allemand de Robert Land avec Harry
Liedtke, Marlene Dietrich
(90 min). 478427
Une Parisienne qui vient de divorcer et que
son avocat courtois, fait la connaissance
d'un ancien officier de la garde du tsar.
0.40 Le Joueur d'échecs III
Film allemand de Gerd Oswald
(1964, v.o., redif., 100 min). 845494

M 6

13.30 La Pourpre et le noir
Téléfilm de J. London
(138 min). 8898137
15.40 Le Sabot. Série.
16.45 Le gorille
Pour saluer bien.
Film de Bernard Borderie
avec Lino Ventura
(1977, 100 min). 3618205
18.35 Astérix
et Cléopâtre III
Film d'animation de René
Goscinny et Albert Uderzo
(1966, 65 min). 8678750
19.54 Six minutes
d'information.
20.00 Notre belle famille.
Un week-end
cauchemardesque. Série.
20.35 Ecole 6. Iniquité
à marée basse.

Canal +

10.45 Les Nouvelles
Aventures de
Croc-Blanc
Film de Ben Olin
(1994, 106 min). 1380780
En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.45 Décade pop Bunny.
14.40 Le Chemin de braves
Téléfilm de Simon Langton,
avec Lloyd Owen (116 min). 888717
16.35 Pas si vite ! (redif.).
16.40 Basket américain.
Match de la NBA.
18.20 Le Destin animé.
En clair jusqu'à 21.00
18.24 Help I série.
18.35 Nulle part ailleurs.
Redif. de l'émission avec
Jean-Pierre Papin.
20.30 Le Journal du cinéma.

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Saison.
Les pères de tradition.
Pascal Ory.
20.30 Tires la langue. Tchoukitch et
lourdeur sur la corde raide. 21.30 Cor-
respondants. Des nouvelles de la
Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios pro-
gramme de langue française. Du côté
de la francophonie.
22.40 Nuits magnétiques.
L'immonable situationnisme
CQ.
0.05 Du jour au lendemain. Michel
Gribinski (La Trêve de la radio).
0.30 C'est. Choucroute à la cité de la
musique (3). 1.00 Les Nuits de
France-Culture (redif.). La
direction : Jean-Claude Collette.
Chenopée (1952-1963) : 4.19, Le Gal
Savelli : Philippe Gribinski. 5.00,
Polyvalence : deux ou trois choses que je
sais d'elles (2) : 6.22, Jérôme Pélissier
(Pierre Lacroix, inventeur du socié-
tisme).

France-Musique

19.05 Domaine privé.
De Maurice Béjart,
chorégraphie.
20.00 Concert.
Festival Beethoven Martini.
Donné le 17 décembre 1995.
à la salle Donatoni au Musikforum
de Prague, par l'Orchestre
philharmonique tchèque, dir.
Ljov Plesk : Claves de
Martini.
22.00 Soliste.
Soprano Grappelli.
22.30 Musique pittoresque.
Œuvres de Liszt.
23.07 Ainsi la nuit.
Œuvres de Beethoven,
Brahms.
0.00 Jazz vivant. Les chanteuses
Diane Reeves et Menah Freelon,
avec David Tordjmanovsky, Chris
Severin, Healdin Riley, Mumpoke
Jackson, Steve Masakowski, Bill
Anschell, Neil Stanley et Woody
Williams, aux festivals de Maracá et
de Vienne. 1.00 Les Nuits de France-
Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Don Pasquale, de Donizetti,
par le Chœur Ambrosiano et
l'Orchestre Philharmonia, dir.
Riccardo Muti : Sesto
Bucconini (Don Pasquale),
Mirella Freni (Norina), Leo
Nucci (Donner Maddalena),
Cosma Winerberg (Ernesto),
Guido Fabbris (un notaire).
22.45 Les Soirées... (Suite). Œuvres
de Donizetti : Quatuor à cordes n°2,
par le Quatuor de la Tonhalle de
Zürich ; La Fille du régiment : A. Vito-
De qu'il s'agit, par l'Orchestre de la
Scala de Milan, dir. Sanzogno, Freni,
soprano, Pavonetti, ténor ; Œuvres de
Puccini, Verdi, Bizet, Massenet.
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Rapt pas rêver.
Invités : Diane Tel.
21.00 Au nom de la loi.
21.55 Météo.
22.00 Les cinq continents.
22.00 Journal France 2.
22.30 Le Feu de la Terre.
(14) Du volcan légendaire
à la montagne de feu.
23.35 Comœdia (à la va ?
0.30 Solr 3 (France 3).
Planète
20.35 Peines capitales.
21.30 Kokoro. (N/1).
22.00 Capitales en guerre.
(N/1) Londres introduit.
22.55 Portrait
de Bruno Bettelheim.
(N/1) L'homme
et son métier.

Paris Première

20.00 20h Paris Première.
21.00 Paris modes.
21.55 Aux arts et à caetera.
22.25 Dom Juan.
0.15 Premières loges.
0.40 Paris dernière (55 min).
France
Supervision
20.30 Lutte gréco-romaine.
20.55 Karaté.
22.25 Eureka ! J'ai tout faux.
(N/1) Quel est le vrai docteur ?
23.20 Les Cahiers retrouvés

Ciné Cinéfil

20.00 Chiqué
Film de Pierre Colombier
(1990, N, 30 min) 820972
20.30 Charlie Chan à Reno.
Film de Norman Foster (1989,
N, v.o., 70 min) 15475427
21.40 Boléro III
Film de Jean Boyer
(1941, N, 95 min) 8758885
23.15 Toko, apôtre et martyr.
Film d'Antonio Piromali (1960,
N, v.o., 85 min) 88780872
Ciné Cinémas
20.30 Crimes de sang
Film de Donald P. Belfario
(1984, 100 min) 2870872
22.10 L'Histoire

Série Club

20.20 Skippy le kangourou.
Les épisodes.
20.45 San Ku Kai. Le grand
combattant : l'agent secret.
21.40 (et 1.10) Jim Bergerac.
22.30 Sœurs froides.
Louis-Charles mon amour.
23.00 Mission impossible.
vingt ans après.
23.45 Les Anges de la nuit.
Les démons de la nuit.
0.45 Vive la vie (25 min).
Canal Jimmy
20.00 Balman.
La princesse des églises.
20.30 Angela, quinze ans.

Eurosport

19.30 Formula 1
Grand Prix Magazine.
20.00 Aérobie.
21.00 Prime Time Magazine.
22.00 Tennis.
23.00 Football.
1.00 ATP Tour Magazine
(30 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

22.30 Street. Film de Jean-Louis Bertuccelli (1994, 95 min).
Avec Carole Laure. Suspense.
0.30 Ralenti. Film de Colin Bucksey (1989, 90 min). Avec
Rebecca DeMornay. Comédie dramatique.

TMC

22.30 Cassablanca, nid d'espions. Film d'Henri Decoin
(1943, 95 min). Avec Maurice Ronet. Suspense.

Les programmes complets
de radio, de télévision
et une sélection du câble
sont publiés chaque
semaine dans
notre supplément daté
dimanche-lundi.
Signification
des symboles :
■ Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou
classique.
◆ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.

Le coffre de Pompéi

par Pierre Georges

Y REVENIR ENCORE ? Y revenir, bien sûr, sur les lieux du supplice et de l'incendie. Qui dira jamais assez l'atroce tourment, l'abominable solitude du possesseur de coffre au lendemain d'un incendie ? On en vit, lundi, qui tournaient en rond boulevard des Italiens, la mine défaite, l'esprit fiévreux, comme égarés, murmurant des plaintes sans fin « mon coffre, mon coffre ! ».

La propriété, c'est l'angoisse ! Car voilà bien la torture la plus cruelle qui puisse être infligée à des possédants. Prendre ses précautions, toutes les précautions. Mettre, comme l'on dit, ses biens au coffre. La broche de Tante Zoé ou sa collection d'impressionnistes. Fermer à double tour et double clef. Blinder le tout. Et faire confiance à sa banque pour veiller sur la salle des trésors comme sur la prunelle de vos yeux.

Où, tout prévoit, tout prévient, Sésame ferme-toi, et dors sur tes deux oreilles. Risque zéro ou approchant. Ni Arsène Lupin. Et, sauf incise exception, pas de gang des égoutiers. L'assurance tous risques. Ou presque. Hélas ! tout est toujours dans le presque. Il y eut le feu et l'eau, l'eau et le feu qui font, chacun le sait, assez mauvais ménage, notamment en cas de sinistre majeur. Il y eut cet incendie du Crédit lyonnais qui n'était pas prévu par contrat et imprévisible de cette ampleur-là. Presque Rome sous Néron !

Depuis, les clients s'angoissent et tournent en rond. « Mon coffre, mon coffre ! » Que voulez-vous que disent la banque et ses responsables ? Que tout va bien. Que les coffres ne furent touchés ni par le feu, ni par l'eau. Que la salle des machines est intacte.

Rien ne sert de le dire. Encore faut-il être cru ! Le locataire d'un coffre ne croit rien sur parole ! Il reste dans cette disposition d'esprit qui exige qu'un coffre soit ouvert ou fermé. Mais en tout cas pas inaccessible. Il veut voir. De ses yeux voir. L'état de son patrimoine ou l'étendue de sa détresse ! Il a payé pour cacher et préserver. Payé aussi pour voir.

Dieu sait s'il a raison ! Car tout de même, c'est une vieille histoire que celle du coffre en péril. Depuis Pompéi, on le sait. Un coffre-fort fut retrouvé, un peu cuit et détruit, dans les ruines de la ville. Ce qui tendrait à démontrer que la plus sage des précautions n'a jamais empêché le destin, ni ne prévient les catastrophes.

Ce n'est évidemment pas le sort funeste qu'on peut envisager pour les clients du Crédit lyonnais. Comme à chaque fois, leur détresse de sinistrés potentiels réside dans ces soutes blindées. Trésors affectifs, trésors financiers, trésors artistiques. Et ce dernier point est le plus extraordinaire. Ces centaines d'œuvres d'art mises au coffre, ces petits ou grands musées égoïstes et sous combinai, ces maîtres de la peinture sous clef. On en sait, chaque banquier le confirmera, qui vont, chaque envie, exhumers un chef-d'œuvre de leur coffre. Ils le contemplent un moment dans une salle aménagée par la banque. Us s'en saturent l'œil et s'en ravissent l'esprit. Et puis ils referment, gardiens inflexibles de leur propre musée.

Routine brisée de la possession et du plaisir. Le feu et l'eau contre les cimaises en sous-sol. Que n'ont-ils lu Mollère ? « Les coffres-forts me sont suspects. Et je ne veux jamais m'y fier. »

L'éventuelle adhésion du maire de Nice au RPR suscite toujours des divisions

Jacques Peyrat continue de demander le départ de Patrick Stefanini

NICE
de notre correspondant
Le RPR ne manque pas une occasion d'attacher ses mécontents dans les Alpes-Maritimes. L'adhésion ou non au parti néo-gaulliste du maire de Nice, Jacques Peyrat, aujourd'hui sans étiquette après avoir été membre du Front national, divise la fédération départementale.

Pour célébrer le premier anniversaire de l'élection de Jacques Chirac, la deuxième circonscription du RPR organisait un débat, mardi 7 mai. La création d'une association de soutien au président de la République devait y être officialisée. Certains y voient une nouvelle structure offensive dirigée par deux hommes de poids : Patrick Stefanini, ancien directeur de campagne de Jacques Chirac, en sera le président ; Pierre Pasquini, ministre délégué aux anciens combattants et aux victimes de guerre, le président d'honneur.

CALMER LES ESPRITS

Le premier à diriger la campagne électorale de M. Chirac, il appartient aujourd'hui au cabinet du premier ministre. Alain Juppé l'a en outre chargé d'une mission délicate : calmer les esprits azéniens et trouver un terrain d'entente. C'est loin d'être fait, car le maire de Nice subordonne précisément son adhésion au RPR au départ de M. Stefanini de la ville. Il faut rappeler que ce dernier a été battu aux élections municipales, alors qu'il défendait les couleurs du RPR contre M. Peyrat.

Le président du conseil général, Charles Ginésy, élu à la tête de la fédération le 6 mars, ainsi que le

vice-président du conseil régional, Christian Estrosi, militent pour le ralliement de M. Peyrat, contre l'avis de M. Stefanini. Samedi 4 mai, l'association de soutien au président de la République a publié un encart publicitaire d'une demi-page dans *Nice-Matin*. « Notre seul but est d'affirmer notre soutien au président, explique M. Stefanini. Notre association dépasse le cadre du RPR puisqu'il y a des gens de l'UDF et du CNR, mais il n'y a que des Nîçois, des cadres et des militants exclusivement de la ville de Nice. M. Ginésy et M. Estrosi ne sont pas des personnalités nîçoises. »

UN ANCIEN DE L'OAS À LA MAIRIE
Ainsi en va-t-il de la répartition des forces au sein de la fédération départementale. M. Stefanini compte la plupart de ses supporters parmi les militants de la ville. Il envisage même de créer une section RPR de Nice. « Le fait que M. Stefanini prenne la tête d'une telle association prouve qu'il n'a pas l'intention de renoncer et de partir », commente Bruno Miraglia, conseiller régional (RPR).

« Une vie politique très agitée »

Dans un entretien publié par *Le Figaro* mardi 7 mai, Patrick Stefanini, directeur adjoint du cabinet d'Alain Juppé, reconnaît que, dans les Alpes-Maritimes, « la vie du RPR est très agitée ». Dans ce département, la préparation des élections de 1998 « n'est pas possible en raison de l'indécision de Jacques Peyrat » quant à son adhésion au RPR.

« Il va de soi que si Jacques Peyrat effectuait un choix politique clair et sans ambiguïté, mon attitude vis-à-vis du maire s'en trouverait modifiée », annonce M. Stefanini. Il admet que son « implication pour Nice peut effectivement passer par une candidature aux prochaines législatives » et souhaite « mettre au service de cette ville (...) le poids de [son] influence ».

Le débat au sein du RPR départemental sur l'éventuel accueil à réserver à M. Peyrat a peu de chance de se clarifier. En embauchant à la mairie Gilles Buscia, ancien responsable de la branche Action de l'OAS, M. Peyrat ne facilite guère le dialogue avec les instances du parti néo-gaulliste. Selon les partisans du maire, les fonctions de son collaborateur ne seront pas politiques mais techniques : il devra sensibiliser le personnel municipal aux problèmes de sécurité. Ses détracteurs se demandent, eux, si M. Peyrat montre la son manque de sens politique ou s'il agit en provocateur.

M. Pasquini a tenté d'organiser une réunion des militants autour de Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, le 25 mai, mais le rendez-vous a été reporté. Les militants le regrettent, car nombreux sont ceux qui cherchent une occasion pour vider la querelle interne qui « stérilise les débats politiques ». Ils veulent savoir enfin quelle attitude adopter vis-à-vis du maire de Nice.

Jean-Pierre Laborde

Les trois quarts des sans-abri parisiens ont vécu une jeunesse difficile

LES DIFFICILES conditions de vie qu'elles ont connues pendant leur jeunesse expliquent, pour une part importante, la situation actuelle des personnes sans domicile à Paris. Telle est la principale conclusion d'une enquête de l'INED (Institut national d'études démographiques), présentée mardi 7 mai. Cette enquête a été menée, en février-mars 1995, dans la capitale et dans deux centres de banlieue (Nanterre et Montrouge), auprès de 591 « utilisateurs des services de distribution de nourriture », logés dans des foyers ou dormant dans des abris de fortune (gares, parkings, cages d'escaliers...). Elle a surtout concerné des hommes (83 % des personnes interrogées), dont 85 % étaient âgés de vingt-cinq à cinquante-neuf ans.

Près des trois quarts d'entre eux ont subi « au moins l'un des événements suivants durant leur jeunesse » : naissance à l'étranger (40 %), vie à seize ans loin des deux parents (24 %), père ou mère inconnu ou décédé (28 %), ou encore séparation des parents ou mauvais traitements. « Avoir été précocement séparé de sa famille d'origine, souvent dans des conditions traumatisantes, est un handicap à la fois psychologique et matériel qu'ont connu de nombreuses personnes à la rue », commentent les auteurs de l'étude, Marcey Marquet et Jean-Marie Fidon. Pour ce qui concerne les sans-abri nés à l'étranger, quelle que soit leur nationalité d'origine ou actuelle, « ces personnes, relève l'INED, ont connu des ruptures dans leur vie dues aux migrations, parfois dans des circonstances difficiles, lors de guerres ou de conflits. Certaines, de par la couleur de leur peau ou leur apparence physique, se sont heurtées au racisme ; pour d'autres, de nationalité étrangère, le problème de la régularisation (...) se pose, rendant plus complexe l'obtention d'un logement stable. »

« ÉVÉNEMENT MÉGAT »
La moitié des hommes interrogés sont issus du milieu ouvrier, mais les plus jeunes ont eu plus souvent un père employé, artisan ou commerçant. Après l'âge de dix-huit ans, 45 % de ces sans-abri ont vécu au moins un autre « événement négatif », comme la séparation d'avec un conjoint, une mauvaise santé, un accident, la prison, l'alcool ou la drogue. Très curieusement, ils ne sont qu'une poignée (5 %) à mettre en avant le contexte économique. Pourtant, un quart seulement des hommes interrogés déclarent travailler. Encore cet emploi est-il presque toujours précaire : contrats à durée déterminée, intérim, « petits boulots ».

Alors qu'un tiers des enquêtés ont toujours eu un habitat instable (cavarnes, notamment), les deux tiers ont eu, précédemment, un logement « normal ». Pour expliquer la perte, une séparation familiale ou un décès sont presque aussi souvent évoqués que des motifs financiers. Seulement un tiers des sans-domicile assurent chercher un logement, mais n'en pas obtenu en raison de difficultés de paiement. Tous les autres affirment ne plus en chercher. « En conclusion, note l'INED, le rôle des conditions de vie dans la jeunesse, du milieu social et professionnel semble se confirmer dans la genèse des situations sans domicile. Toute politique préventive doit donc non seulement porter sur le maintien dans le logement et l'accès au logement, mais relever plus généralement de la lutte contre tous les aspects de la pauvreté. »

H. G.

Michel Castaigne

Un plan d'exonérations fiscales pour relancer la marine marchande

LE CONSEIL DES MINISTRES du mardi 7 mai devait adopter un projet de loi contenant plusieurs dispositions fiscales de nature à faciliter les investissements effectués par des sociétés et des personnes physiques dans des parts de copropriété de navires de commerce. Le dispositif retenu se calcule sur la loi Pons de 1987 en faveur des investissements outre-mer. Les personnes ou les sociétés qui investissent dans une part de copropriété maritime pourront déduire de leur revenu et de leur résultat imposables la totalité du montant des sommes affectées à cet investissement.

Ce plan de relance de la marine marchande, présenté par Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, est salué par le Comité central des armateurs de France (CCAF) comme une « avancée très importante » qui peut permettre l'achat, chaque année de 10 à 15 navires supplémentaires. La flotte marchande française compte actuellement 209 navires.

Le nombre de pourvois en cassation augmente à nouveau

LE PREMIER PRÉSIDENT de la Cour de cassation, Pierre Drai, et l'avocat général Pierre Truche ont présenté, mardi 7 mai, le rapport d'activité de la haute juridiction pour l'année 1995. En légère baisse depuis 1991, le nombre d'affaires nouvelles est à nouveau en augmentation : 26 435 dossiers ont été reçus en 1995, soit un accroissement d'un peu moins de 4 % par rapport à l'année 1994. Le nombre d'affaires jugées est quant à lui de 27 843 et représente une augmentation de près de 15 %. Le nombre de dossiers restant à juger reste préoccupant, puisqu'il était de 36 208 au 31 décembre 1995.

■ PRESSE. Georges Montaron ne sera plus le responsable de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, qu'il dirigeait depuis 1948. Pierre-Luc Séguillon devait être nommé président du conseil de surveillance, mardi 7 mai, et Bernard Ginésy président du directoire.

■ SATELLITE. BSKyB, contrôlé par le magnat australo-américain Rupert Murdoch, devait annoncer, mercredi 8 mai, selon le *Financial Times*, le lancement à l'automne 1997 d'un ensemble de 500 programmes numériques par satellite à destination de la Grande-Bretagne.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 7 mai, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei	Cours en % Var. en %
Hong Kong Index	0605 0805 fin 95
Shanghai Index	

Tokyo, Nikkei sur 3 mois	Paris CAC 40
	2090,42 -1,18 +11,67
	Londres FT 100 3751,60 +0,30 +1,68
	Zürich 1740,86 -0,93 +13,79
	Milan MIB 30 1117 -1,06 +19,97
	Francfort Dax 30 2670,73 +0,54 +9,62
	Bruelles 1705,50 -0,18 +9,44
	Stuttgart 1438,72 -0,96 -1,29
	Madrid Iboex 35 356,48 -0,55 +11,36
	Amsterdam CBS 368,40 -0,51 +14,58

Tranche du Monde datée mardi 7 mai 1996 : 524 010 exemplaires

Les « volatils » et les « nostalgiques » du PCF à la loupe

SOUS LE TITRE : « Pourquoi ne votent-ils pas communistes ? », le quotidien *L'Humanité* publie, dans son édition du 7 mai, une enquête qualitative réalisée par la Soifas auprès de sympathisants non-électeurs du parti communiste. Constatant le décalage qui existe entre les « 9 % à 10 % de Français qui votent communistes » et les « 30 à 33 % d'entre eux qui ont une bonne opinion du PCF et de Robert Hue », les communistes ont souhaité se pencher sur cette population qui souhaite que le PCF dispose d'une influence plus grande, sans franchir le pas du vote communiste.

Réalisée aux mois de janvier et février 1996 à partir de trente-deux entretiens approfondis, l'enquête montre que le PCF apparaît, chez la majorité de ces sympathisants non électeurs, comme « insuffisamment adapté aux réalités sociologiques nouvelles de la société ». Le mouvement social de novembre et décembre 1995, jugé « non abouti », a largement alimenté un « sentiment global d'incapacité à avoir pris sur le débat politique ». Enfin, ils considèrent tous que le parti ne se

préoccupe pas assez des chômeurs, des sans-logis, du sida.

Parmi ces sympathisants, trois groupes semblent particulièrement « disponibles » et constituent le plus fort potentiel de développement électoral : les socialistes déçus, les électeurs volatils et, dans une moindre mesure, ceux qui ont rompu avec le PC du fait du stalinisme. Malgré leur sympathie pour le parti, tous continuent à assimiler le mot communisme à l'idée de peur. Leurs attentes les plus fortes ? « La rupture avec tout un passé lié aux pays de l'Est », « une ouverture politique interne et externe », « la manifestation du PC de sa volonté de gouverner », mais aussi d'exercer une « opposition constructive ». Les « nostalgiques », eux, n'ont pas la nostalgie d'une époque, mais sont simplement « déboussolés ». Du pain béni pour le « sympathique et jovial » Robert Hue, qui est aussi l'un des plus gros consommateurs de sondages parmi les hommes politiques.

Ariane Chermén

La Cour des comptes présente la facture de l'affaire Carrefour du développement

DEUX ANS après l'affaire Carrefour du développement et quatre ans après la condamnation de quelques uns de ses protagonistes par la cour d'assises de Paris, la Cour des comptes, dans un rapport daté du 7 décembre 1995 et révélé par *L'Express* daté du 9 au 15 mai, prononce l'épilogue du scandale qui secoua la première cohabitation.

L'hebdomadaire cite des extraits de cette décision, par laquelle les magistrats de la rue Cambon demandent aux trois principaux acteurs de l'affaire, Christian Nucci, Yves Chailier et René Trillaud, d'« apporter la preuve du versement au Trésor de l'excédent resté entre leurs mains, soit 20 463 268,89 francs ». Cette somme représente la part des fonds alloués à l'Association Carrefour du développement (ACAD) par le ministère de la coopération dont nul n'a jamais retrouvé trace. Faute de pouvoir justifier d'un tel remboursement dans un délai de trois mois, les intéressés pourraient être contraints de régler ce montant sur leur cassette personnelle.

Dispensé de condamnation grâce à la loi d'amnistie de 1990, Christian Nucci, ministre de la coopération au moment des faits - il

est aujourd'hui maire (PS) de Beauprévaire et conseiller général de l'Isère - était constitué partie civile contre son ancien chef de cabinet, Yves Chailier. La cour d'assises avait condamné ce dernier à cinq ans de prison et M. Nucci avait obtenu, lui, un franc de dommages et intérêts. La Cour des comptes l'avait toutefois déclaré « comptable de fait », solidairement avec Yves Chailier, de sommes dépassant 50 millions de francs, dans un arrêt du 30 septembre 1992.

ATTENDUS ACCABLANTS

L'Express indique que M. Nucci se voit désormais condamné par la cour de discipline budgétaire à « une amende personnelle d'un million de francs ». Les attendus du rapport, chers par l'hebdomadaire, sont accablants pour lui : « M. Nucci, écrit les magistrats, a connu et toléré les manœuvres irrégulières opérées par l'intermédiaire de l'ACAD, a manqué à l'obligation de surveillance des personnes placées sous son autorité, alors qu'il avait été averti de leurs agissements, a fait régler sur le compte de l'association plusieurs dépenses en relation avec ses activités personnelles et a réglé lui-même d'autres dépenses sur un compte joint alimenté à partir de la

caisse de l'association. » Le 6 janvier, le Conseil d'Etat avait rejeté la requête de M. Nucci, qui avait discrètement cherché à obtenir par la voie administrative l'annulation de la décision de la Cour des comptes. Le député (RPR) de la Haute-Vienne, Alain Marsaud, s'était récemment enquis auprès du ministre délégué au budget, Alain Lamassouire, des raisons des « délais » consentis à M. Nucci. Selon nos informations, M. Marsaud s'apprêtait, mardi 7 mai, à déposer une question écrite en ce sens au gouvernement.

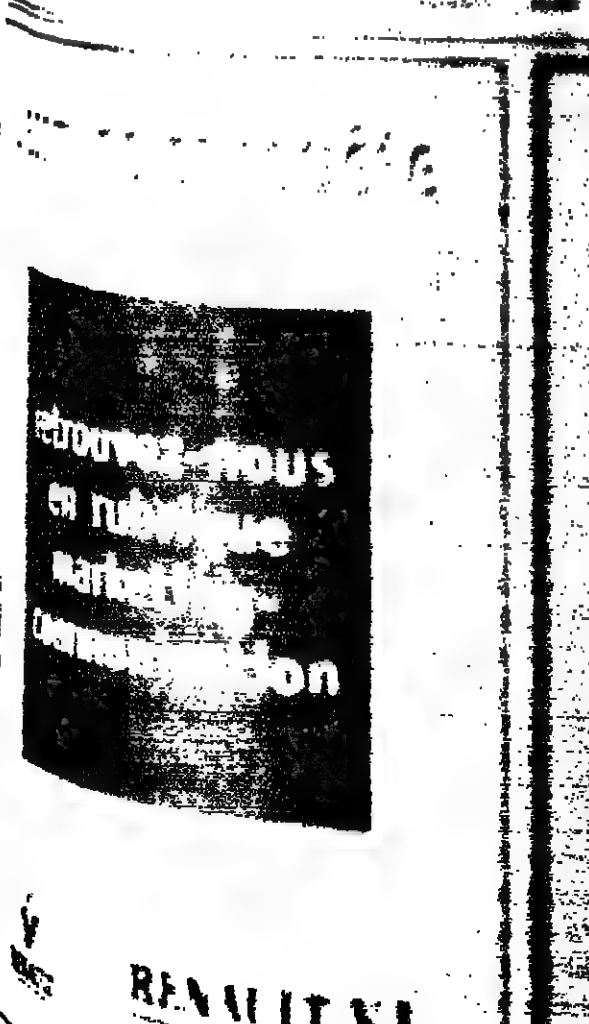
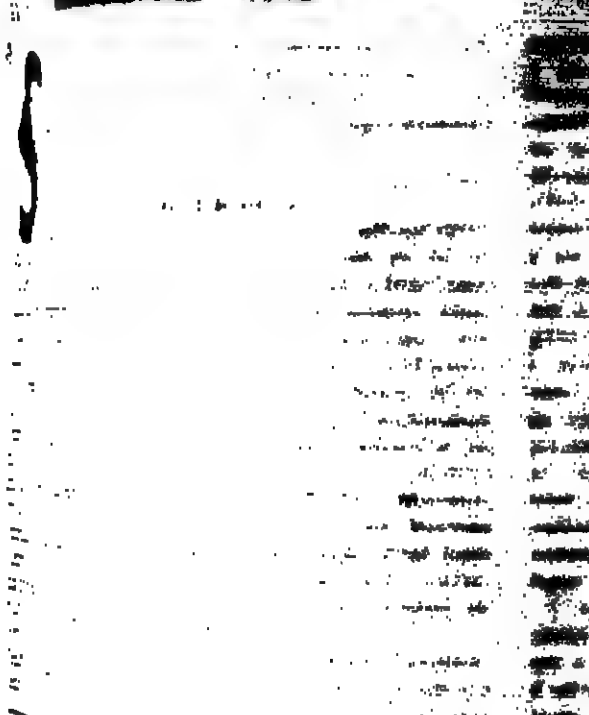
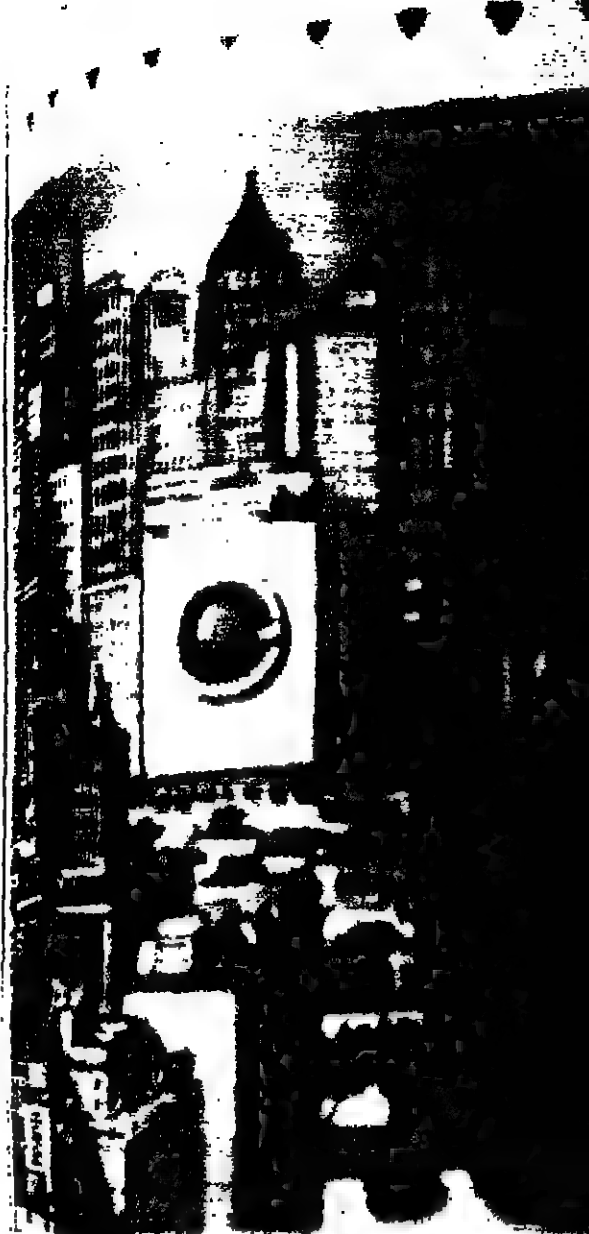
H. G.

Michel Castaigne

Cannes 96

Un numéro spécial de 12 pages sur la 49^e édition du Festival dans « Le Monde » de jeudi 9 daté vendredi 10 mai

Le Monde



هكذا من العمل

PROFESSIONS
Les ingénieurs
du bois
page V



PORTAIT Hugues Feltess,
un technicien à l'âme
de militair page III

Le Monde des INITIATIVES

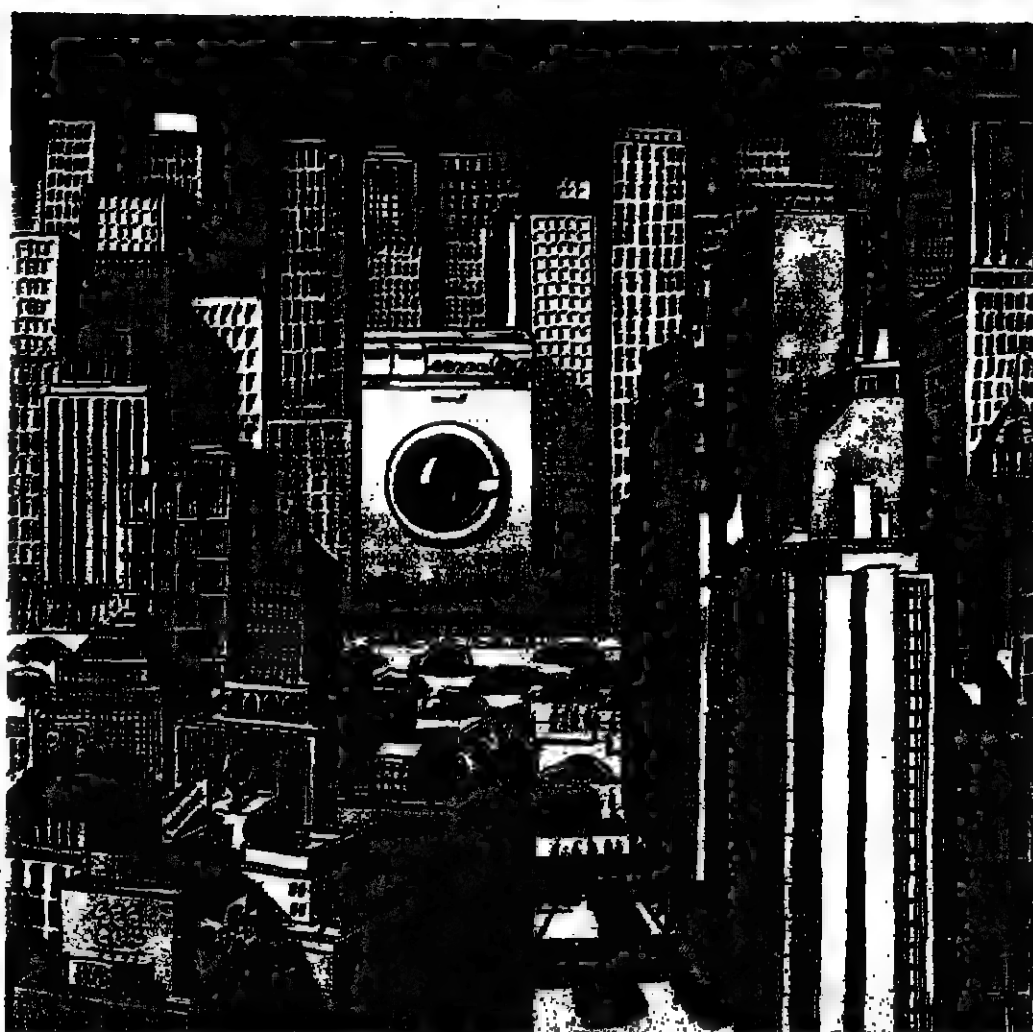
MERCREDI 8 MAI 1996

MÉTIER



DANS
INITIATIVES
EMPLOI
DU 15 MAI
Les emplois
de proximité

ANNONCES CLASSÉES
de la page VII à la page XVI



L'ultrapropreté en quête de spécialistes

Les secteurs
de l'électronique
ou du spatial
nécessitent
des installations
à l'abri de toute
pollution

métier de l'ultrapropreté», estime Thierry Morand. Les entreprises embauchent généralement des ingénieurs titulaires d'un DESS de physique des aérosols ou des ingénieurs de l'Ecole nationale supérieure des arts et industries de Strasbourg; des techniciens titulaires d'un BTS en génie climatique ou en électrotechnique et des opérateurs titu-

par des entreprises qui leur offrent des salaires supérieurs de 30 % à ce que je peux leur donner», déplore-t-il. Des formations dans ce domaine se sont mises en place de façon assez empirique. «La formation s'acquiert surtout du fait du savoir-faire de la maison», souligne Françoise Mousny. Les nouveaux éléments sont intégrés

Contamination maîtrisée

De nombreuses activités industrielles et scientifiques ne peuvent se réaliser de façon satisfaisante que dans des environnements protégés, des «ambiances à contamination maîtrisée», disent les spécialistes. Ces lieux étranges, on les appelle aussi «salles blanches», «salles propres», «zones à empoussièrement contrôlé», «salles microbiologiquement maîtrisées».

Il s'agit en effet de protéger l'expérience ou la fabrication de produits particulièrement sensibles à toute pollution venue de l'extérieur: virus, bactéries, poussières... Mais aussi, dans un certain nombre de cas, de protéger l'opérateur ainsi que l'environnement. En effet, dès que l'on manipule des micro-organismes pathogènes pour l'homme, les animaux et les plantes, il faut également veiller à ce que ces micro-organismes, susceptibles de causer des dégâts considérables, ne puissent pas s'échapper des laboratoires. D'où l'importance du filtrage de l'air. L'installation de ces salles, mais aussi des postes de travail de haute sécurité, repose en grande partie sur les épaules des climatiseurs spécialisés dans l'ultrapropreté.

laires d'un BEP ou d'un bac pro, spécialité génie climatique ou électromécanique.

«Les plus efficaces, ce sont les jeunes qui ont fait un BEP et qui donc ont une expérience de l'atelier, suivi d'un bac pro qui leur donne un bagage théorique», souligne Jean-Pierre Blisson. En général, il ne faut pas deux ans pour former un bon technicien et je me le fais pliquer

Catherine Leroy
lire la suite page V

IL voyait les laboratoires ultrasoniques dans lesquels se déroulent aujourd'hui les expériences scientifiques, Pasteur n'en reviendrait pas, lui qui dut se contenter du bec Bunsen pour réaliser le champ stérile de ses expériences. Aujourd'hui, des installations de haute technologie permettent de protéger l'opérateur ainsi que l'environnement des expériences qui se déroulent à l'intérieur des laboratoires. Outre les hôpitaux, un certain nombre de secteurs industriels ont recours à ces différents types d'installations: l'électronique, qui doit se protéger de toute particule de

poussière, comme le spatial et l'aéronautique, mais aussi l'industrie pharmaceutique, la chimie fine ou l'agroalimentaire.

SALLE BLANCHE

«L'évolution de l'ultrapropreté colle à l'évolution de la recherche. Il a fallu s'interroger sur les nouveaux besoins, trouver des réponses techniques aux demandes des scientifiques. Pour cela, les chercheurs, les ingénieurs des services techniques des labos, les concepteurs et les installateurs ont dû se mobiliser», souligne Thierry Morand, directeur général du bureau d'étude Clima, spécialisé dans la conception de salles blanches et de laboratoires de sécurité.

«En développement constant, le marché de l'ultrapropreté n'a cependant pas eu la croissance

exponentielle qu'on espérait il y a quelques années», estime Françoise Mousny, responsable du service qualité de l'air de la société de climatisation Missenard Quint Entreprise. En effet, le marché de la salle blanche en France est passé d'un chiffre d'affaires de 600 millions en 1990 à celui de 800 millions en 1994. Une progression un peu trop modeste à son goût. Ce qui explique sans doute que les entreprises de climatisation pratiquent généralement une double activité: la climatisation de confort dans le tertiaire (voir Initiatives métiers du 9 janvier 1996) et les installations à usage scientifique ou industriel.

C'est le cas de Missenard Quint Entreprise, 350 salariés, qui a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires global de 225 millions de francs, dont 100 mil-

lions pour son activité installation. Sur ces 100 millions, de 20 % à 25 % proviennent de l'activité salle blanche.

De même, Climascience, une petite entreprise créée en 1987 par Jean-Pierre Blisson, avec pour objectif de se spécialiser dans des projets scientifiques ou industriels, a dû commencer par se consacrer essentiellement à la climatisation de confort avant d'augmenter progressivement son activité dans le domaine de l'ultrapropreté. Aujourd'hui, les projets scientifiques et industriels représentent 70 % des activités de cette entreprise de 15 salariés au chiffre d'affaires de 10 millions de francs.

Il n'existe pas de cursus scolaire de formation à l'ultrapropreté, mais «le génie climatique est la meilleure base de formation pour comprendre le

L'esprit de conquête

retrouvez-nous
en rubrique
marketing-
communication



RENAULT V.I.

MARDI 14 MAI *

Numéro spécial

«Carrières Internationales»

dans

Le Monde
INITIATIVES

1er Quotidien Français à l'étranger

* daté 15 mai

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN 2^{ème} ANNÉE

Etudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP et d'une maîtrise sciences, lettres, droit, l'ESSEC vous propose d'acquérir une double compétence avec une formation au management en deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en font un des tout premiers centres européens de gestion et de management. Les étudiants qui intègrent l'école ont le choix d'accomplir leur scolarité en alternance sous le régime de l'apprentissage.

Prochaine session

pour la rentrée 1996 :

9, 10 et

11 septembre 1996

Date limite de dépôt des

dossiers de candidature :

30 juin 1996

Documentation

et dossier d'inscription :

ESSEC • Admissions • B.P. 105

95021 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : (1) 34.43.31.26

ESSEC - Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat, affilié à la CCI de Versailles Val-d'Oise - Yvelines, membre de la Fesc.

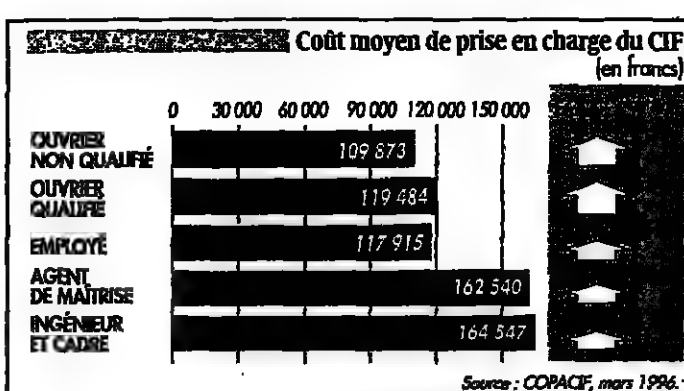
Le congé individuel de formation à la recherche d'un nouveau souffle

Cette formule ne concerne que 30 000 salariés par an. Le temps est peut-être venu de lui donner une nouvelle dimension

GROS temps sur le congé individuel de formation (CIF). Les directeurs et administrateurs des Fongecif (fonds de gestion du CIF) et autres Opacif (organismes paritaires...) qui en ont la responsabilité sont inquiets. « Nous vivons une période de mue qui perturbe presque tout le monde », reconnaît Gilles Loffredo, directeur du Copacif, Comité paritaire du congé individuel de formation, organisme qui coordonne la majorité des Fongecif (ceux qui relèvent du CNPF et de la CGPME). Né dans la prospérité des années 60, le CIF serait-il devenu un luxe ? « En rupture avec un discours qui pendant près d'un quart de siècle avait été d'une rare constance, une frange non négligeable de la classe politique manifeste de l'incompréhension sinon de l'hostilité à [son] égard », constate Patrick Guilleux au terme de l'étude qu'il vient de faire paraître sur l'histoire du CIF (Le Congé individuel de formation, L'Harmattan). Il s'agit pourtant d'une institution exceptionnelle : la possibilité offerte à tout salarié de suivre pendant sa vie professionnelle la formation de son choix tout en continuant à recevoir l'essentiel de son salaire. Comme le rappelle un document récent des Fongecif,

ce congé-formation permet « d'accéder à un niveau supérieur de qualification, de changer d'activité ou de profession, de s'ouvrir plus largement à la vie économique et sociale. Il n'a d'équivalent nulle part au monde ». On lui fait aujourd'hui le grief de coûter cher et de ne bénéficier qu'à un nombre restreint de personnes : environ 30 000 par an. Pourtant, tant du côté patronal que du côté syndical, il n'est pas vraiment remis en cause. « Nous croyons tous à l'utilité de cet espace de liberté », dit Ginette Collé, la présidente (CGC) du Copacif, tandis que Dominique de Calan, le vice-président (UIMM), tient, lui, à souligner sa nécessité comme contrepoids de la prédominance de la formation initiale. De plus, il valorise l'initiative des personnes et leur aptitude à la mobilité professionnelle au moment où tout le monde en proclame la nécessité.

Depuis l'accord de base signé en 1970 par les partenaires sociaux, le CIF a d'ailleurs été un constant objet de négociations. Conçu au départ pour les salariés en contrat à durée indéterminée, il a progressivement été étendu aux contrats à durée déterminée, au travail temporaire et aux petites entreprises. Un congé-bilan de compétences y a été intégré pour aider les salariés



Toutes catégories de salariés non qualifiés, le coût moyen de prise en charge a cessé de progresser depuis l'engagement de 75 000 francs en 1987 à 130 000 francs en 1993, soit +25%.

dans leur choix. Une cotisation spécifique a été instaurée en 1980, passée de 0,10 % à 0,20 % de la masse salariale et versée par toutes les entreprises. Avec une grande diversité d'organismes collecteurs : les Fongecif, nés à cette occasion, sont pour la plupart interprofessionnels, mais d'autres sont liés à une branche, comme le BTP, voire à une entreprise (RATP, SNCF...).

En 1993, la loi quinquennale amorce une nouvelle vague de changements. Elle institue notamment le « capital temps-formation » réservé à la promotion au sein d'une même branche. Chargés de mettre en forme ce nouveau dispositif, les partenaires sociaux aboutissent à l'avenant du 5 juillet 1994 qui lui transfère une partie des fonds du CIF et réorganise la collecte : pour tous les secteurs rattachés au CNPF et à la CGPME (signataires de l'accord), les fonds concernent le CIF proprement dit ne seront plus gérés que par des organismes interprofessionnels et régionaux : au total vingt-sept Fongecif, un par région.

Le CIF en ce qu'il représente une possibilité de changement d'orientation en sort renforcé. Mais il y perd une partie de ses ressources, ce qui est ressenti comme une spoliation par ses gestionnaires. La loi de finances 1996 crée un système de péréquation entre l'ensemble des Fongecif pour les empêcher d'accumuler des réserves financières et, à travers l'amendement Jégou, décide d'y prélever la « contribution exceptionnelle » pour le capital temps-formation. Comme par ailleurs l'Etat qui, de 1990 à 1993, avait apporté des sommes considérables aux CIF pour promouvoir certaines formations stoppe ses versements, un vent de « jacquerie » se met à souffler sur le réseau, selon le mot de Gilles Loffredo. « Il y a un fossé entre ce qui se décide au plan national et ce qui se vit dans les régions. Les grandes orientations sont mal comprises », estime-t-il.

C'est notamment le cas pour le capital temps-formation. Si un syndicat comme la CFDT l'a soutenu, c'est que dans la pratique, le CIF faisait l'objet d'une dérive. Il était depuis longtemps utilisé par certaines entreprises pour promouvoir des salariés sans avoir à supporter les frais de leur qualification. Peu à peu la menace se précisait d'une récupération totale du CIF à cet usage. « Nous avons négocié en

Tenter l'aventure de l'humanitaire

Le congé de « solidarité internationale » est très peu utilisé par les salariés

SELON le Code du travail (article L. 255-9), « le salarié a le droit, sous réserve qu'il justifie d'une ancienneté dans l'entreprise d'au moins deux mois, consécutifs ou non, à un congé de solidarité internationale pour participer à une mission hors de France pour le compte d'une association à objet humanitaire... »

Voté en février 1995, le congé de solidarité internationale est passé complètement inaperçu. Il est vrai que l'on attend toujours l'arrêté ministériel fixant la liste des associations susceptibles d'accueillir les salariés bénéficiant de ce congé à vocation humanitaire. « La liste devrait être prête à la fin du mois de juin et l'arrêté publié dans le Journal officiel d'ici à septembre », assure-t-on au ministère de la coopération. Une centaine de noms devraient être retenus.

Plus souple que le congé sabbatique, qui suppose trois années d'ancienneté et six années d'expérience professionnelle, le congé de solidarité ne peut toutefois excéder six mois. L'employeur doit être prévenu un mois à l'avance, mais en cas d'urgence le salarié peut solliciter un congé d'une durée maximale de six semaines sous préavis de quarante-huit heures. L'employeur doit alors lui faire connaître sa réponse dans un délai de vingt-quatre heures : il peut refuser s'il estime que l'absence du salarié « aura des conséquences préjudiciables à la production et à la marche de l'entreprise ».

Inspiré du « congé humanitaire » mis en place par l'Institut Mérieux pour son personnel, le congé de solidarité internationale se veut une passerelle entre le volontariat – jusqu'alors essentiellement limité aux jeunes et aux retraités – et le monde du travail. L'objectif étant aussi de développer de nouveaux profils de

volontaires plus expérimentés, et susceptibles d'intervenir sur de courtes périodes de façon très ciblée.

PRÉPARATION AU DÉPART
Pour faire connaître cette opportunité nouvelle, l'école Bioforce Développement, agréée par l'OMS, forte de son expérience dans la formation de « logisticiens de la solidarité internationale », a concocté des journées d'information ainsi qu'un stage intitulé « Préparation au départ ». (Contact : 44 boulevard Lénine, 69694 Vénissieux Cedex). Conçue en partenariat avec le CAST, un organisme de formation lyonnais, cette formation s'adresse à tous les salariés qui seraient tentés par l'aventure. Au programme : cours de géopolitique, ethno-management, présentation des différentes instances de la solidarité internationale, information sur les conditions sanitaires et les précautions à prendre pour la santé.

Les candidats, pour l'instant, ne se bousculent pas au portillon : « Au vu de la situation économique actuelle, ce congé ne fait pas vraiment partie des préoccupations des entreprises. L'information n'a pas du tout été relayée au niveau des directions des ressources humaines », déplore Monique Hérick-Cardot, responsable du développement pédagogique chez Bioforce Développement. Au ministère du travail, on reconnaît également que ce nouvel article du code du travail n'a, pour l'instant, suscité que très peu de résonances. Au ministère de la coopération, en revanche, on assure que, depuis environ deux mois, les demandes d'information commencent à se multiplier. La parution de l'arrêté en septembre donnera peut-être davantage d'élan au dispositif.

Nathalie Mlekuz

Des études supérieures aux USA ?

C'est possible dans un community college !

Pour en savoir plus, participez au séminaire du Professeur Philip C. Theodorou LE « COMMUNITY COLLEGE » ANTICHAMBRE DES UNIVERSITÉS US

le lundi 13 mai 1996, à 18 h 30.

à l'hôtel Parnasse - Maison des universitaires 79, avenue du Maine, 75014 PARIS (Métro : Gaité) Renseignements : Association A.E.I. 48-00-07-35

DEVELOPPEMENT TERRITORIAL 3EME CYCLE MASTER - 7EME PROMOTION

- Un an pour devenir un **développeur économique des villes et des régions**
- Plus de 40 intervenants professionnels, des missions d'étude et un stage long avec des partenaires de premier plan.
- **Recrutement** : Bac+4 ou 5
- **Admission** : sur dossier et entretien

Groupe ESC Normandie Rue Claude Bloch - 14000 CAEN - Tél. 31.46.78.87

TEMPLE UNIVERSITY - IGS
MDA
INTERNATIONAL
GROUPES IGS

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

ACCREDITÉ AACSB

10 mois intensifs en anglais

4 à Paris - 5 à Philadelphie - 1 à Tokyo

Gestion des entreprises internationales. Intégration des ressources offertes par Internet. Chaque participant est parrainé par un cadre dirigeant d'entreprise multinationale. Mission dans une entreprise internationale aux Etats-Unis. Etude terrain au Japon.

Conditions d'admission : Bac+4 (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion, Sciences Eco), TOEFL, GMAT, dossier, entretien, cours pré-requis dans certains cas. Renseignements : Jérôme Dillon, IGS, 12, rue Alexandre Parodi, 75010 Paris - Tél. : (1) 40 03 15 04 Don Minday, CEFAM, 107 rue de Marseille, 69007 Lyon - Tél. : 72 73 47 83

DEMANDE D'INFORMATION MDA

NOM _____ Prénom _____
Adresse _____ Ville _____ Tél. _____
Code Postal _____
Diplôme obtenu ou formation en cours _____

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE

LES FORMATIONS DE L'UFR 3^{ème} CYCLE SCIENCES DES ORGANISATIONS

- Des diplômes pluridisciplinaires réputés et très appréciés par les entreprises.
- Une gamme particulièrement variée d'enseignements de gestion, d'économie, de droit, de sciences humaines, de sciences politiques, d'informatique.
- Une tradition universitaire allée à l'ouverture sur les mutations des entreprises et de la société.

14 DEA	20 DESS
Préinscriptions / Retrait des dossiers	Préinscriptions / Retrait des dossiers
7 mai 1996 - 14 juin 1996	7 mai - 21 juin 1996 (accès par équivalence) 7 mai - 28 juin 1996 (accès direct)
Journée "PORTES OUVERTES" Spécial 3 ^e cycle le mercredi 15 mai - Salle R. ARON (2 ^e étage)	
Présentation des DEA de 10h00 à 13h00	Présentation des DESS de 14h00 à 17h00

RENSEIGNEMENTS :

U.F.R. 3^{ème} Cycle Sciences des Organisations - Bureau D 407
Place du Mal de Laitre de Tassigny 75775 Paris Cedex 16 - Tél. 44 05 42 72/43 85

ETUDIANTS

TROUVEZ VOTRE STAGE

3615 LEMONDE

VOYAGES

Vol, séjours et circuits Guides touristiques
Votre agence 24 h/24

3615 LEMONDE

l'aventure
manitaire

Directeur général de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux

Hugues Feltesse, un technicien à l'âme de militant

La conservé des allures d'étudiant sage derrière ses lunettes cerclées de métal. Hugues Feltesse, quarante-huit ans, malgré une réserve apparente, a conservé intacte une âme de militant. Directeur général de l'Uniopep (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux), il a eu de tout temps le souci de défendre le faible contre le fort. Sans faire de bruit. A sa façon. Timide, il est probablement. Déjà, en mai 68, étudiant à Assas, il préfère jouer le rôle de secouriste plutôt que de refaire le monde dans des cercles politiques. Bardé de croix, il évacue sur sa Mobylette les manifestants en position difficile. De qui tient-il ce son de justice et de soutien des plus vulnérables ? Il évoque son grand-père paternel, Lucien Feltesse, qui, sous l'occupation, fonda un réseau de renseignement destiné à l'entourage du général de Gaulle, à Londres, ce qui lui valut par la suite d'être dénoncé. A cette occasion, les parents d'Hugues Feltesse, qui n'étaient pas encore mariés, furent eux-mêmes arrêtés au domicile du grand-père. Tout le monde fut finalement relâché sans que Lucien Feltesse, qui passa tout de même plusieurs mois au secret à Fresnes, ait pu être confondu.

Aujourd'hui, Hugues Feltesse a fait de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion un des axes majeurs de son action. Il anime au sein de l'Uniopep, depuis 1985, une commission ad hoc composée d'une trentaine d'associations. Et quand ce thème est élevé, en 1994, au rang de grande cause nationale par le premier ministre Edouard Balladur, c'est tout naturellement à la demande de ces mêmes associations qu'il s'investit coordonnateur de la campagne «Alerte ! Exigeons tous un pacte contre l'exclusion». Pas facile de mettre tout ce petit monde asso-



renchérit Daniel Druenne, directeur de la communication du Secours catholique. Il arrive à trouver le bien de tous sans pour autant traiter les choses par le plus petit dénominateur commun.

L'homme, avec son air effacé et sa retenue, trompe son monde. Car si l'éloquence n'est pas son fort, il sait, quand il le faut, argumenter. «Quand il exprime ses convictions, sa réserve disparaît», assure Didier Robert, délégué national du mouvement ATD Quart Monde. «J'ai pu encore le constater récemment alors que nous rencontrions des membres du Conseil économique et social dans le cadre de la préparation de la loi d'orientation contre la pauvreté et l'exclusion». Et de poursuivre : «Nous l'estimons beaucoup parce que, de façon claire, il résiste de toutes ses forces lorsque les plus pauvres sont traités à coup de mesures ponctuelles qui les humilient et qu'il est heureux lorsqu'ils sont considérés comme des êtres humains dignes d'être entendus et respectés».

En 1976, Hugues Feltesse est repéré par Henri Théry, alors direc-

teur général de l'Uniopep. Le jeune homme - il n'a alors que vingt-huit ans - travaille à la direction des hôpitaux. Il a bien essayé, après ses études de droit et de sciences politiques, de devenir journaliste économique, mais a vite renoncé. «Je trouvais insupportable que l'information économique soit réservée à une élite. L'économie était présentée comme une fatalité alors qu'il est clair que tout repose sur des choix politiques», raconte-t-il. J'avais dans l'idée d'expliquer au public qu'il existe un certain nombre d'options possibles, mais, après avoir rencontré des dirigeants de journaux spécialisés, je suis très vite arrivé à la conclusion que ce que je souhaitais n'existait pas à l'époque.

Entré à la direction des hôpitaux en 1972, il a la chance d'avoir rapidement des responsabilités et se trouve en prise directe avec le cabinet de Simone Veil. Il assiste aux négociations sur les rémunérations des médecins hospitaliers, participe aux discussions sur les budgets des hôpitaux régionaux. Et, surtout, contribue à la rédaction du décret de mai 1976 permettant aux établissements privés à but non lucratif de participer au service public hospitalier. Il s'agit pour l'essentiel d'établissements gérés par des associations régies par la loi de 1901 qu'on retrouve au sein de l'Uniopep. Ce qui explique l'intérêt de cette dernière à recruter un spécialiste en la matière.

«Nous avions en outre des positions semblables», note Henri Théry, aujourd'hui vice-président de l'Uniopep. Nous voulions sauvegarder les spécificités du secteur privé à but non lucratif qui sont la simplicité, le souci de rapports négociés et contractuels ainsi que l'urgence dans la qualité des relations avec les pouvoirs publics et les organismes de sécurité sociale, tout en réclamant des associations loyauté et rigueur dans leur gestion, allées à la nécessité d'avoir un sens aigu de l'intérêt général.

Pour commencer, Hugues Feltesse va donc expliquer aux adhérents la nouvelle réglementation des établissements privés à caractère non lucratif et apporter son expertise en matière de gestion.

Mais il va très vite s'intéresser aux centres de santé qui développent une approche militante du cadre de vie. «Ce qui m'a amené ici, ce n'est pas uniquement parce qu'on s'y occupait d'établissements que j'avais eu à connaître,

mais que je me sentais concerné par la dynamique associative», explique-t-il. N'a-t-il pas, alors que sa fille avait deux ans, ouvert au rez-de-chaussée de sa maison une petite école maternelle avec un groupe de parents ? Il s'intéresse également aux «boutiques» de santé, qui ne sont pas des lieux de soins, mais d'animation et de débat avec les soignants. «J'ai toujours cherché, au sein de l'Uniopep, à élargir l'échange à des associations qui n'avaient pas de reconnaissance institutionnelle, comme les centres de santé. Nous critiquions la médecine à l'acte, trop rapide, et souhaitons que ces centres soient reconnus sur des bases de conventionnement autres que celles de la médecine libérale individuelle».

Au début des années 80, il travaille sur un nouveau thème qui reste largement d'actualité : le soutien aux personnes âgées en perte d'autonomie. Comment s'organiser pour éviter une médicalisation excessive des établissements accueillant ces publics ? Apporter des réponses bien adaptées à ceux qui souhaitent rester à leur domicile ? Éviter une rupture dans la vie des personnes âgées et faire en sorte que les établissements qui les accueillent puissent les accompagner jusqu'à la mort ? Comment, enfin, intégrer davantage les maisons de retraite dans la vie d'un quartier ?

En 1984, Henri Théry prend sa retraite de directeur général et pousse son dauphin, âgé de trente-six ans, à lui succéder. François Bloch-Lainé, qui est

alors le président de l'Uniopep, a repéré lui aussi les qualités de cet homme. Quelques réticences s'élevèrent au sein du conseil d'administration. Trop jeune, technicien et pas assez politique, trop réservé... Vite balayées. «Depuis que je suis arrivé à l'Uniopep, je n'ai pas eu le sentiment d'avoir fait deux années de suite la même chose», explique Hugues Feltesse, qui se sent à sa place dans sa fonction.

De nouveaux dossiers sont en route. Président-fondateur du Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Reaipes, il anime «une task-force» sur la révision des traités de l'Union européenne afin que ceux-ci intègrent une dimension sociale contre l'exclusion. Signataire de l'appel pour une réforme de la Sécurité sociale d'Esprit, il estime que le système de protection sociale doit être un facteur de cohésion sans laisser pour compte les plus faibles. Des combats difficiles en perspective.

Martine Laroche

« Si l'éloquence n'est pas son fort, il sait, quand il le faut, argumenter »

clatif au diapas. Il faut s'entendre sur des valeurs et des stratégies communes, établir un cahier des charges qui satisfasse chacun. Le directeur général de l'Uniopep déploie, pour l'occasion, des trésors de diplomatie. Tout le monde souligne, sans hésiter, ses capacités d'écoute, de négociation, de patience. «Il a aidé les associations à se doter d'objectifs communs et il a joué un grand rôle dans leur convergence», assure Julien Lamprière, président du Secours populaire. «Il a au sein de l'Uniopep un poste extrêmement difficile et sensible face à un monde associatif bigarré, compliqué, dont les histoires, les intérêts, la culture sont différents,

rait, assure Didier Robert, délégué national du mouvement ATD Quart Monde. «J'ai pu encore le constater récemment alors que nous rencontrions des membres du Conseil économique et social dans le cadre de la préparation de la loi d'orientation contre la pauvreté et l'exclusion». Et de poursuivre : «Nous l'estimons beaucoup parce que, de façon claire, il résiste de toutes ses forces lorsque les plus pauvres sont traités à coup de mesures ponctuelles qui les humilient et qu'il est heureux lorsqu'ils sont considérés comme des êtres humains dignes d'être entendus et respectés».

En 1976, Hugues Feltesse est repéré par Henri Théry, alors direc-

STRATEGIES DE MANAGEMENT
Henri Théry et Yves Mounier
Groupe de Recherche
Compétences & Branches

PCS
PREPARATION COMMERCIALE
Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976
Classes Prépa, ESC et classes pilotes HEC
Corps professoral réputé
Suivi personnalisé et groupes homogènes
Admission sur dossier pour bacheliers S, ES, L
Classes «pilotes» HEC
Conditions d'admission
Voies scientifique et économique pour les bacheliers titulaires d'une mention et les admissibles aux concours
PCS Groupe S.E.S.S.C.A.
1, rue Bougainville 75007 Paris
Tél. : (1) 45.51.32.59
Enseignement Supérieur Privé

Institut supérieur de technologie et de management
Paris La Défense
En 1^{re} année ADMISSION BAC + 1
En 2^e année ADMISSION BAC + 2
Diplôme BAC + 4
Téléphone : (1) 41 16 73 55

IFAM
Institut Franco-Américain de Management
THE BEST WAY TO THE M.B.A.
Le premier programme international Franco-Américain créé en 1982 et développé en association avec de prestigieuses Universités Américaines AACSB.
4 ans de formation supérieure à la gestion dont 1 an aux Etats-Unis.
BBA - Bachelor of Business Administration (fin 3e année)
MBA - Master of Business Administration (fin 4e année)
Les Anciens dans les "Top 10" : Harvard U., Wharton, U. of Chicago, U. of Michigan et Ann Arbor, Duke U...
Admissions :
1^{re} année Baccalauréat + épreuves d'admission
2^e année Prépa/BAC + 2
3^e année sur dossier
Etablissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé
19, rue Cécile - 75015 Paris - France
Tél. : (1) 47 34 38 23 - Fax : (1) 47 53 31 72

3 CYCLES SPÉCIALISÉS
GROUPE eslsca
Finance et Négocier International - Trading
Ingénierie Financière
Management des Entreprises
Gestion de Patrimoine
Stratégie et Contrôle de Gestion
Organisation et Management par Projets
Droit et Management des Affaires Européennes
Marketing et Ingénierie Commerciale
INFORMATIONS
ESLSCA - 1, Rue Bougainville - 75007 PARIS - Tél. : (1) 45 51 32 59

ESSEC
PROGRAMME DOCTORAL
Pour devenir professeur, chercheur, conseiller en gestion et économie d'entreprise
Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'Alx-ESSEC ou autre université
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Économie
Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC
Durée des travaux : 2 à 3 ans
Possibilités de bourses de recherches significatives
Pré-recrutement possible en DEA "Sciences de Gestion" IAE d'Alx-ESSEC ou Paris X - ESSEC - HEC
Diplôme requis : 2^e cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion.
Date limite des candidatures : 15 juin 1996
PROGRAMME DOCTORAL ESSEC
Groupe ESSEC - BP 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex France
Téléphone : 33 (1) 34.43.30.65

Les jeux d'entreprise étudient les comportements face au changement

Ces simulations deviennent plus crédibles en tentant de coller à la stratégie et d'avoir des retombées concrètes dans la vie professionnelle

Ce matin-là, ils étaient sept à écouter les premières explications de Guy Bergeaud, directeur de Business Dynamic, cabinet qui s'est fait une spécialité de la formation par le jeu. Sept cadres d'EDF, eux-mêmes formateurs, venus s'approprier un savoir-faire afin d'animer par la suite ce stage comportemental destiné à tous ceux qui sont en rapport direct avec le client. La découverte est totale. L'outil qui va être utilisé est un jeu, encore caché dans une boîte noire semblable à celle des jeux de société. « Contact performance » doit aider ses participants, à en croire les paroles de l'animateur, « à mieux maîtriser le processus de vente et de négociation ».

Le terme « simulation » est d'ailleurs préféré à celui de jeu, essentiellement parce que les joueurs vont se retrouver plongés dans un univers qui reproduit, en définitive, leur vie quotidienne au travail, et que le hasard n'a pas grand-chose à y voir. Les formateurs s'étant glissés pour cette fois dans la peau des stagiaires, six équipes sont constituées. Chacune reçoit sur sa table un sac en cuir plein de jetons, de pièces, de dollars et de cartes donnant des informations qui, au fur et à mesure du temps, s'avéreront précieuses,

donc négociables. C'est là, d'ailleurs, le but de la partie qui s'engage quelques instants après : « Tout est échangeable, tout est négociable, faites prospérer vos ressources. » La question est évidemment de savoir comment... En jouant « perso » ? Certains commencent par s'essayer, mais renoncent devant une majorité qui, culture EDF oblige, préfère partager les informations et progresser collectivement plutôt qu'individuellement. « Rien à voir avec des informaticiens ou des commerciaux du privé, remarque Guy Bergeaud. Les informations sont alors cachées, il y a même de l'intimidation, jusqu'au vol de jetons. Le monde transposé est celui de la compétition exacerbée. » Quelle que soit la stratégie retenue, très vite les comportements se dévoilent : une équipe privilégie le court terme ; une autre pense à l'objectif final ; une troisième, aux dents longues, finit par exaspérer les autres, qui, petit à petit, s'en méfient au point de la mettre en quarantaine.

SCORES COMMENTÉS

Le jeu dure une heure, et celle-ci passe sans que personne ne s'en aperçoive vraiment. Les scores sont affichés. Rien qu'en commentant le meilleur, d'ores et déjà, Guy Bergeaud entame le débriefing. Les remarques adressées aux uns et aux autres font visiblement tout de suite écho : « Une information n'a pas forcément la même valeur pour tout le monde », « à force d'en vouloir trop, vous n'avez pas réussi à construire une relation durable dans le temps avec vos interlocuteurs », « réfléchissez finalement aux comportements favorables à la création de valeurs... ». La journée et demi qui reste est alors consacrée à l'analyse, au décodage. Au final, comme l'indique l'un des joueurs, « le sentiment d'avoir avancé concrètement sur certains points – notamment l'idée de la négociation « gagnant-gagnant » – l'emporte sur le scepticisme du départ et le peur du gadget ».

Avec ce séminaire, on s'éloigne des années 80, lorsque les entre-

prises, portées par une économie favorable, cédaient parfois à des formations ludiques, selon Patricia Balayer, directrice de clientèle chez ORC, cabinet conseil en communication pour les ressources humaines. « On parlait la démarche », « Rappelons-nous ces « murder-parties », ces poursuites de cow-boys et d'indiens au pistolet à peinture qui ont aujourd'hui totalement disparu. Il s'agissait de jouer pour jouer. La formation restait sans intérêt puisque entièrement détachée de la stratégie. » Surtout, on était bien loin de la réalité.

Les réductions des budgets avec la crise, la prise de conscience de cer-

prise de conscience individuelle du participant – qui peut juger en direct de son comportement et de celui des autres joueurs – et à une construction commune. Les équipes finissent toujours, en effet, grâce au débriefing, à travailler ensemble », résume Patricia Balayer. Guy Bergeaud insiste, quant à lui, sur deux éléments : la rapidité du processus (« quelques heures suffisent généralement pour que la greffe prenne ») et sur son potentiel : « Il est ouvert à tous, quel que soit le niveau hiérarchique. Les gens ne résistent pas au jeu, sauf rare exception. » Finalement, cette rupture culturelle qu'est la simulation est acceptée à condition qu'elle

Un marché qui se structure

Les jeux d'entreprise permettraient à leurs promoteurs – au maximum une quinzaine de cabinets en France – de réaliser un chiffre d'affaires de 100 à 150 millions de francs environ. Petit à petit, le marché s'organise. Depuis 1993, il tient salon chaque année (Ludimark Expo). Plus récemment, des consultants, des animateurs et des concepteurs se sont regroupés au sein d'Édudite afin d'opérer une sélection professionnelle des jeux disponibles. Leur guide permet de répertorier, après évaluation, 150 jeux choisis pour leur qualité et leur efficacité. Ce sont là des jeux génériques, indépendants de l'entreprise destinataire. Il existe aussi des jeux ciblés réservés à un seul groupe ou une seule entreprise, mais dont le prix de vente peut varier alors de 100 000 francs à 300 000 francs.

certains professionnels qu'il fallait « éduquer » le marché, marque différenciatrice des années 90. « Les entreprises sont à la recherche de gains de productivité, rappelle franchement Jean-Jacques Ballan, président d'Édudite, un cabinet qui regroupe concepteurs et animateurs de jeux d'entreprise. Elles ont compris que cette politique de réduction des coûts avait d'autant plus d'efficacité que les salariés anticipaient, développaient des compétences transversales. Or l'outil de la simulation peut se révéler, à condition d'être utilisé et bien interprété, un ressort comportemental extrêmement fort. »

La démarche dispose en effet d'un certain nombre d'atouts. « Elle donne lieu simultanément, ce qui est très rare dans une formation, à une

ait, à l'instar d'autres formations, des retombées concrètes dans l'entreprise. Il s'agit bien, après avoir opéré un certain décalage avec la réalité, de ramener les joueurs sur le terrain de l'appliquabilité. »

Les promoteurs de la démarche répondent donc en termes de plan d'action élaboré par les équipes, et de relais nécessaires à établir au niveau du manager. Autant de conditions qui pourraient permettre à la technique du jeu d'entreprise de se développer réellement, même si le marché reste encore limité, et d'effacer une fois pour toutes l'image d'infantilisation qui lui colle à la peau, pour endosser, enfin, des habits plus professionnels.

Marie-Béatrice Baudet

Marie-Béatrice Baudet

Professions de mauvaise foi

QUE l'idée est jolie, et qui plus est simple à réaliser ! Dans une de ses livraisons d'avril, Fortune s'est amusé, pour illustrer un article intitulé « Observez ce que nous avons fait... mais pas ce que nous avons dit », à prendre des extraits de rapports annuels (1994) de groupes américains qui ont restructuré, donc licencié, et voir ce qu'ils disaient : « Leur actif le plus précieux : les hommes ». Décapant, foi de dirigeant : « Je veux remercier nos salariés qui développent encore plus d'énergie créatrice que jamais » (Robert Williams, James River Corp. : 4 400 licenciements).

« Je voudrais remercier les 22 000 salariés de First Data Corp. pour leur effort exceptionnel mené en 1994. C'est l'attachement et la compétence d'autant de personnes travaillant dur qui créent le genre de succès que nous connaissons. Nous sommes engagés à créer un environnement où les gens de talent viennent travailler et restent dans notre groupe... » (Henry Duques, First Data Corp. : 1 400 licenciements). « Nos salariés compétents, consciencieux et qui travaillent dur restent notre actif le plus important. Je les remercie tous pour leur effort marquant de 1994... » (John Stafford, American Home Products : 6 500 licenciements).

« Rien n'aurait été possible sans les efforts démesurés déployés par plus de nos 5 000 salariés consciencieux... C'est grâce à eux que tout cela existe... » (William Romer, Integra Financial Corp. : 1 200 licenciements). « Nous avons confiance dans le futur pour une étoile Texaco encore plus brillante. J'ai une confiance qui repose sur l'attachement et le talent des gens de Texaco... » (Alfred DeCrane Allen Krowe, Texaco : 4 000 licenciements).

« Des gens remarquables... Si nous avons une arme secrète, c'est ça... » (James Henderson, Cummins Engine : 2 000 licenciements). « Nos salariés sont parmi les meilleurs dans leurs domaines, les plus motivés et les plus engagés... Leur concentration, leur discipline, leur travail en équipe donneront une Chasse encore plus précieuse... » (Thomas Labreque, Chase Manhattan : 12 000 licenciements).

« Notre succès dépend de nos employés talentueux et motivés qui continuent à travailler dans un esprit d'équipe... » (Richard Thomas, Leo Mullin et David Vitale, First Chicago Nbd : 1 700 licenciements). « Nos salariés talentueux et motivés restent engagés et enthousiastes vis-à-vis de l'avenir des télécommunications... » (Charles Lee, GTE : 6 000 licenciements sur les 17 000 annoncés en 1994).

« Nous devons faire confiance au jugement des gens qui gèrent vraiment cette compagnie aérienne : les agents d'embarquement, les bagagistes, les équipages, les salariés aux réservations... » (Gordon Bekhune, Continental Airlines : 4 000 licenciements).

Juste quelques extraits... Sans commentaire. Il n'y en a pas besoin.

« Nos salariés compétents, consciencieux et qui travaillent dur restent notre actif le plus important. Je les remercie tous pour leur effort marquant »

ESC FORMATION CONTINUE - CAEN

Vous avez :

- Un niveau BAC +2
- 3 ans d'expérience professionnelle

Nous vous proposons sur Caen :

Une formation diplômante, reconnue par le Ministère de l'Éducation Nationale. (Bac +5), sur 3 ans, à raison de 4 jours/mois, dont le samedi.

Contact : Danièle ROUSSEL :
Tél. : (16) 31-46-78-78

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^{ème} CYCLE MANAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

TITRE HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAT NIVEAU I (BAC+5)

- Une formation de haut niveau professionnel
- Des intervenants praticiens
- Longue mission en entreprise

Admission :
Diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise...)

Information sur rendez-vous :
Paris : Christine Valfrey - Tél. : (1) 40 03 15 88
IGS, 12, rue Alexandre Parodi 75010 PARIS

GROUPE IGS UNIVERSITÉS PROFESSIONNELLES INTERNATIONAL

Je souhaite recevoir la documentation complète du 3^{ème} Cycle IGS

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Tél. _____

Formation en cours _____ Bac + : _____

L'Institut des métiers de France Télécom reste en veilleuse

Les syndicats regrettent la mise en sommeil de cet observatoire

AL'INSTAR de la SNCF, d'EDF et d'autres grandes entreprises telles que Renault, qui disposent d'observatoires des métiers, France Télécom crée son Institut des métiers. Son rôle est d'assurer « une veille externe et interne sur l'évolution des métiers des télécommunications ». Il était temps : comme le dit la CFDT-PTT, « une entreprise de 150 000 salariés, dont les métiers évoluent souvent du fait des nouvelles technologies, de l'environnement, etc., qui ne se passerait pas ces questions serait irresponsable ».

L'institut a pour vocation essentielle de conduire des études et de favoriser les échanges. Pour ce faire, France Télécom ouvre ses fenêtres pour observer ce qui se passe ailleurs. Le recueil d'informations sur les évolutions des métiers en externe, leur implication à France Télécom et l'analyse de leurs conséquences sociales figurent en effet parmi les missions affectées à cet organisme. L'étude des pratiques externes de gestion de l'emploi et des compétences, notamment des « réussites exemplaires » en la matière, sont également au programme. Présidé par une personnalité extérieure choisie par France Télécom, après « avis » des syndicats, l'institut se compose de représentants de la direction et des organisations syndicales ainsi que d'experts internes et externes, également choisis par France Télécom mais, cette fois, après « accord » des syndicats.

La création de cet institut a été annoncée fin novembre 1995, les syndicats devant signifier leur volonté d'y « adhérer » avant le 31 décembre. Mais alors que sa mise en œuvre avait été prévue pour le 30 avril 1996, il ne s'est apparemment encore rien passé. « L'institut

est un peu en sommeil pour différentes raisons », admettait France Télécom mi-avril, sans plus de précisions. En outre, « des discussions sur le mode de fonctionnement pratique, qui devaient débiter en février,

Un enfant de la grève

L'institut des métiers est né de la grande grève du 12 octobre 1993 à France Télécom. Il résulte en effet de la négociation sur l'emploi engagée par l'ancien président, Marcel Roulet, en 1994. Parmi les pistes envisagées figurait également le dispositif « soutien et appui », qui a fait l'objet d'un accord signé en novembre 1995 par la CFDT, la CFTC, la CGC et FO.

L'un de ses volets concerne les salariés âgés de plus de cinquante-sept ans qui pourront exercer, en temps partiel à 70 % rémunéré sur cette base, des activités de tutorat ou bien participer à tout projet nécessitant de l'expérience ou de l'expertise sociale. Quand dix salariés choisiront cette formule, sept jeunes seront recrutés et trois vœux de mobilité seront satisfaits. Une manière, pour France Télécom, de rajouter l'âge moyen de son personnel et d'organiser la transmission des compétences. Celles-ci risqueraient en effet de se perdre à partir de 2007 en raison des départs massifs en retraite dus aux recrutements de grande ampleur des années 1970 à 1980.

n'ont pas eu lieu, sans que l'on en connaisse la raison officielle, constate Rémy Claudet, secrétaire de la fédération SUD-PTT. Nous sommes en droit de nous interroger sur la volonté réelle de France Télécom de mettre en œuvre l'institut ».

ADHÉSION

Ce serait dommage, car les syndicats sont, dans l'ensemble, intéressés par cette initiative. « L'institut a un rôle très important à jouer dans le contexte actuel, où la réorganisation de France Télécom va toucher d'ici deux ou trois ans 100 000 des 150 000 agents », souligne Christian Decugnière, responsable Télécom à la fédération FO des Postes et Télécommunications, qui a « adhéré » au projet. FO espère que cette structure permettra de savoir « quels seront les métiers des années

2000-2005 » et comment s'y préparer. Mais aussi de « rechercher de nouveaux glissements d'activités ». Alain Guyodo, secrétaire général adjoint de la CFDT-PTT, qui a également « adhéré », croit savoir que



aura de moins en moins besoin de personnel technique, mais l'on manque de commerciaux. Comme cela n'a pas été prévu, des reconversions se déroulent dans des conditions anormales. Aussi, la CFDT « attend beaucoup de cet institut ». Pour sa part, SUD-PTT estime que c'est « une bonne idée ». « Toute discussion en amont des questions d'emploi et d'évolution des métiers est une bonne chose », reconnaît Rémy Claudet.

La CGT, quant à elle, a écrit au DRH qu'elle acceptait la proposition de France Télécom, « non pas en adhérant à cet institut, mais en participant à ses travaux ». Cette exigence d'une « adhésion » gêne également SUD-PTT, qui, elle aussi, a fait connaître sa décision de « participer » à l'institut. Dans sa réponse, le DRH traduit curieusement le message de SUD : « Vous nous avez fait part de la volonté de votre organisation d'adhérer. Nous examinerons (...), avec l'ensemble des adhérents, les conditions de la mise en place des différents organes de l'institut. Je ne doute pas que cette adhésion préfigure un travail efficace et actif entre les différents adhérents ».

Francine Alticovici

Etudiants Bac +1 à Bac +5 !

Retrouvez en direct sur Minitel
3615 LEMONDE
des milliers d'offres de stages en entreprise

Trois écoles spécialisées forment chaque année plus d'une centaine d'ingénieurs du bois

Ceux-ci trouvent des débouchés à tous les stades de la filière et dans 114 000 PME. Mais la structure familiale de ces entreprises freine encore le développement de ces spécialistes

La structure sera en frêne, la coque en red cedar - un bois dur américain - associé à de la fibre de verre, le reste en pin sylvestre et en matériaux tels que le carbone. Si tout va bien, c'est en février 1997 que ce voilier de 9,20 mètres sera mis à l'eau. L'ouvrage est d'un groupe de futurs ingénieurs, étudiants de l'École supérieure du bois de Nantes, réunis autour d'un architecte naval et d'un ancien charpentier de marine, aujourd'hui chef d'atelier de l'école.

« Lors de nos recherches de sponsors, raconte Nicolas Faour, l'un des étudiants coordinateurs du projet, élève de troisième année, des industriels nous disent : « Vous faites un vieux gréement ! » Non, je veux montrer qu'un bateau en bois est aussi performant qu'en composite. » Visiblement, le message sur la modernité du bois et ses « qualités mécaniques extraordinaires » passe bien auprès de ces élèves. Ce projet illustre l'une des facettes du métier d'ingénieur du bois.

Ce secteur accueille 13 % des ingénieurs formés à Nantes et 17 % de ceux issus de l'École nationale supérieure des technologies et industries du bois (Enstib) d'Épinal. « Le bois avance », proclame le slogan du Centre national pour le développement du bois (CNDB), qui milite en faveur du bois auprès des architectes. Mais il reste encore beaucoup à faire. Mal connu, concurrencé par le béton, l'acier et le verre, le bois est encore trop souvent perçu comme un matériau vieillot.

De la forêt française, qui couvre plus du quart du territoire et croît de 65 millions de mètres cubes par an, seuls 35 à 40 millions de mètres cubes sont exploités. « Ce qui représente 1 % de la production mondiale », calcule Xavier Martin, directeur de l'ESB. Pour initier les architectes au bois,

L'Enstib propose un DESS « matériaux bois et mise en œuvre dans la construction ». Cette école montre l'exemple : le 8 mars ont été inaugurés ses nouveaux locaux, dont un superbe amphithéâtre 100 % pur bois. L'ingénieur du bois exerce également dans les secteurs de la forêt et de la première transformation, dans l'ameublement, la menuiserie industrielle, le négoce, etc. Il s'agit pour l'essentiel de PME, puisque, selon une étude réalisée par l'ESB pour le compte du Conseil fédéral du bois, en 1995, 99 % des 114 000 entreprises de la filière avaient moins de 50 salariés. En exploitation forestière, par exemple, le rôle de l'ingénieur est de « servir le bois de la forêt », comme on dit. « Il a une fonction de recherche, d'approvisionnement et de planification » des opérations, explique Xavier Martin.

DE LA PRODUCTION AU NÉGOCE

Les fonctions occupées par les jeunes diplômés sont principalement celles d'ingénieur de production, de technico-commercial, d'ingénieur de bureau d'étude. En production, « le rôle de l'ingénieur est de faire bouger les PME », estime Xavier Dégis, directeur de l'Enstib. Il doit apporter des améliorations techniques, bien connaître les procédés et les coûts de fabrication. En fait, l'ingénieur du bois tient les mêmes postes qu'un ingénieur classique, mais sa connaissance intime du matériau est un « plus », voire une nécessité dans certains cas. Patrick Bergeret, étudiant en première année de l'ESB, s'initie très bien dans le négoce du bois, car il a envie de « bouger ». Mais il faut être expert du bois. Il existe différentes qualités. On ne peut pas faire n'importe quel bois avec n'importe quelle essence.

Lionel de Lassat, ingénieur technico-commercial à la société Piveteau,

et « amoureux du bois », connaît toutes ces subtilités par cœur. Diplômé de l'ESB, il est entré en 1985 dans cette entreprise vendéenne de 130 salariés, dont la principale activité est la fabrication de produits en pin traité par une machine dite autoclave, qui rend le bois résistant aux insectes, aux champignons, aux mollusques. Son travail consiste à en faire la promotion auprès des décideurs. Pas simple. « Beaucoup de gens pensent connaître le bois. Or c'est un matériau plein de finesse. Un pin maritime n'a pas les mêmes caractéristiques que celui provenant de la forêt de Chiron, par exemple. Les utilisateurs ne font pas forcément attention à cela. Et il y a souvent des débats. » Du coup, le bois est introuvable, alors qu'en réalité ce sont les règles de l'art qui n'ont pas été respectées. Aussi Lionel de Lassat doit-il souvent « rassurer » ceux que le bois a déçus. « Le problème, c'est qu'en France on n'a pas la culture bois. »

Jean-Christophe Campagne, formé à l'ESB lui aussi, travaille chez Sofisab SA, qui commercialise notamment la marque Arthur Bonnet. Lui aussi était un amoureux du bois. Mais voilà, en 1994, pour son premier emploi, il a trouvé un poste dans une usine qui fabrique des meubles en panneaux de particules. « Les particules, c'est moins attachant que le bois massif », dit-il. Mais il se sent bien dans son travail de responsable de la gestion de production par informatique. Un travail qui ne nécessite pas de bien connaître le bois, mais « ça aide ». Les menuiseries Lapeyre, leader européen dans leur domaine, embauchent chaque année cinq ou six ingénieurs du bois, qui, durant les quatre ou six premiers mois, travaillent en atelier, « pratiquement comme ouvriers », indique Roger Deloison, directeur industriel, lui-même ingénieur du bois diplômé. « Ils changent de poste fréquemment, de

manière à bien connaître les process, les machines, les produits. Puis ils ont à effectuer une ou deux études. » Si tout se passe bien, ils deviennent ensuite chefs d'atelier, responsables de quarante à soixante personnes.

Et après ? « Tout dépend de l'homme. Il peut devenir responsable de production d'une usine au bout de quelques années. » Mais leur formation généraliste permet aux diplômés du bois d'exercer dans d'autres secteurs. Ainsi, sur les 24 étudiants qui chaque année optent pour la formation bois de l'École nationale d'arts et métiers (Ensam) de Cluny (Saône-et-Loire), seuls la moitié s'orientent vers la filière bois, essentiellement en fabrication et bureau d'étude.

Les trois écoles forment-elles trop d'ingénieurs du bois ou pas assez ? Environ 50 sortent chaque année de l'ESB, établissement privé créé en 1934, 40 de l'Enstib, et 24 de l'Ensam, deux écoles publiques nées respectivement en 1985 et 1984. Il est évident que les PME de la filière bois souffrent d'un sous-encadrement. En 1993, selon l'enquête « Structure des emplois » de la Dares (ministère du travail), le taux d'encadrement des entreprises de plus de 20 salariés du secteur bois-papier-carton était de 6,3 % contre 12,7 % pour l'ensemble des activités en France. « Même si le besoin réel est énorme, le ne pense pas que la profession pourrait absorber plus d'ingénieurs qu'aujourd'hui », estime Roger Deloison. Les PME sont souvent des entreprises familiales fondées dans les années 60. Elles ont encore à leur tête la première génération de patrons qui font tout dans leur entreprise. On commence à voir apparaître la seconde génération avec le fils qui a suivi une formation. Une structuration des PME va se faire mais il ne faut pas aller trop vite. »

Francine Aizicovici

Immobilier : négociateur mais aussi conseiller

Face à un marché de plus en plus difficile, le rôle de l'agent se diversifie

FINI le temps où le négociateur immobilier réalisait des opérations faciles. Vendre un immeuble entier sur plans à des particuliers, négocier la location d'un bureau en quinze jours étaient des choses courantes dans les années 80, période d'euphorie de l'immobilier. A tel point que le négociateur immobilier était parfois comparé, de manière péjorative, à un « ouvrier de portes ». La crise économique du début des années 90 n'a pas épargné la profession, qui subit une baisse de l'offre (moins de construction de logements neufs) et de la demande (clients plus rares et plus exigeants). Et ce dans tous les secteurs d'activité de négociation immobilière : promotion, transaction (agences, conseils en immobilier d'entreprise) ou gestion (administration de biens, etc.). Devenu plus ardu dans un tel contexte, le métier s'est également enrichi.

Eric Ferreira, consultant chez Jones Lang Wootton, cabinet anglais de conseil en immobilier d'entreprise, n'a pas connu la « belle époque ». Il a démarré dans l'immobilier en 1989, après un troisième cycle de gestion. Aujourd'hui, il négocie la location de bureaux et d'entrepôts dans la deuxième couronne sud de Paris. S'il reconnaît que le marché est difficile, il ne s'en plaint pas et se dit passionné par son métier. « La phase de négociation n'est que la partie émergée de l'iceberg. En amont, l'information et l'expertise occupent une place essentielle dans notre métier. Pour dénichier les affaires, il faut d'abord prospecter les gros investisseurs immobiliers (banques, assurances) et les propriétaires cherchant à louer leurs locaux. C'est ce que nous appelons dans notre jargon « travailler l'offre ».

MANDATAIRE

Cette étape franchie, le négociateur immobilier signe un mandat avec le propriétaire : le négociateur (le mandataire) se charge de trouver un client et de négocier le bail contre rémunération du propriétaire (le mandant). « Là, il faut être à l'écoute du terrain. En allant rendre visite à un client déjà installé, on apprend toujours quelque chose : un tel vient de résilier son bail et cherche un nouveau local par exemple », ajoute Eric Ferreira.

Le négociateur doit pouvoir conseiller le client potentiel, élaborer un plan de financement. Bref, des bases solides en fiscalité et en comptabilité sont les bienvenues. Enfin, la phase de négociation est délicate : mandaté par le propriétaire, le négociateur représente aussi le locataire. Il s'agit donc de concilier les in-

térêts des deux parties, tout en restant neutre. En un mot, le négociateur immobilier devient donc un véritable prestataire de services. Eric Ferreira lui-même se présente comme un consultant.

La connaissance de l'expertise, du droit de l'environnement ou des pathologies du bâtiment devient nécessaire

La formation continue constitue un excellent témoin de l'évolution du métier. Kristian Le Pers, directeur du Cefu (Centre d'études et de formation pour le logement et l'urbanisme), souligne deux points. Premièrement, le négociateur peut être amené à travailler avec des géomètres, des architectes, etc. D'où la nécessité de connaissances techniques et la mise au point de stages de formation correspondants : expertise immobilière, droit de l'environnement, pathologies du bâtiment, pour ne citer que les principaux. Ensuite, il travaille dans un environnement où les contraintes de temps sont très fortes. D'un côté, les propriétaires le pressent de vendre des appartements sur plans ou des logements vacants, de l'autre, les clients sollicitent des délais de plus en plus courts. D'où le développement de stages de gestion du temps.

Conclusion, les futurs professionnels devront être motivés. Pour Christophe Voisin, vingt-six ans, étudiant en deuxième année de BTS des professions immobilières, la détermination tient en peu de mots : goût du concret et de la négociation... et appât du gain, comme il le dit lui-même sans fard. Il a découvert le métier par hasard ou presque. Venu à Paris pour ses études, il gère l'appartement qu'il occupe et dont son père est propriétaire. Petit à petit, il se prend au jeu : comment fonctionne un syndicat de propriété, quelle est la situation du marché. Toutes ces questions l'intéressent. Dans le cadre de ses études, il est actuellement stagiaire à mi-temps dans une petite agence de quartier à Paris. « On passe beaucoup de temps sur le terrain à amasser des informations, petit à petit. Un vrai travail de foumi ! »

Clarisse Fabre

L'ultrapropreté en quête de spécialistes

Suite de la page 1

Ce sont généralement des stages très courts centrés sur des thèmes précis comme la mise en place de filtres. Jean-Pierre Buisson, membre d'un GIE (Groupement d'intérêt économique), les Climatiseurs de France, un réseau d'installateurs qui couvre le territoire national, préside en son sein une commission « salle blanche et haute technologie » qui organise des réunions de formation sur ce thème pour ses membres.

Par ailleurs, l'Aspec (Association pour la prévention et l'étude de la contamination) organise des stages

de formation à la connaissance des ambiances à empoisonnement contrôlé.

« Avec l'ultrapropreté, on entre dans le domaine de l'invisible. Toutes les solutions techniques retenues concernent quelque chose qu'on ne voit pas. C'est pourquoi il est indispensable de sensibiliser les opérateurs qui vont travailler sur ce type de réalisation », explique Alain Lavergne, délégué général de l'Aspec.

NIVEAU D'EXIGENCE

En fait, ce qui distingue la climatisation de confort de l'ultrapropreté, c'est le niveau d'exigence. « Les bases techniques sont les mêmes, mais en ce qui concerne l'ultrapropreté, l'organisation du chantier doit être beaucoup plus rigoureuse », explique Françoise Moussy. Le matériel doit être stocké dans un endroit couvert et propre et dans un ordre précis pour être immédiatement accessible au moment voulu. Le chantier doit être rangé et

requis en propreté tous les soirs. Les gaires de ventilation déjà montées bouchonnées pour éviter que la contamination ne s'y introduise. Dans les chambres très pointues, les dernières mises au point se font même en zone confinée. Les opérateurs doivent alors prendre d'innombrables précautions pour pénétrer sur le chantier : ils passent par un sas, revêtent des tenues spéciales pour éviter de contaminer les lieux.

« L'avantage de travailler dans ce domaine, fait remarquer Jean-Pierre Buisson, c'est que les entreprises qui font du bon travail bénéficient vite d'une notoriété colportée par les scientifiques ». A l'inverse, « en cas de problèmes, tout le monde le sait et la moindre casseroles peut vous tuer ». Et on a pu assister à de véritables catastrophes car « la croissance du marché a amené des entreprises à se lancer dans le métier sans rien y connaître », affirme Alain Lavergne. Des salles

qu'il a fallu refaire une fois, voire deux fois parce qu'elles ne correspondaient pas aux normes. Lorsque l'on sait que ce type d'installation coûte entre 17 000 et 25 000 francs le mètre carré hors équipement, il vaut mieux ne pas se tromper dans le choix du bureau d'étude et de l'installateur.

Conscients du danger, un certain nombre d'utilisateurs s'entourent d'innombrables précautions : « Pour l'instant, je travaille avec des entreprises qui présentent un savoir-faire, des références, des compétences et qui ont derrière elles huit à dix ans d'expérience. Mais plus tard on aura plus d'exigences. Il faudra qu'elles aient la certification ISO 9002 », explique Jean-Luc Guereau, ingénieur au Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (Cneva). Déjà un certain nombre d'entreprises ont entamé la démarche.

Catherine Leroy

FORMATION PROFESSIONNELLE

L'ÉCOLE MULTIMÉDIA
Secrétariat de rédaction
journaliste et techniques.
Graphiste
de l'édition papier
à l'édition électronique
Formations professionnelles
44 54 29 09 - PARIS 3^e

LES FONCTIONS DU MANAGEMENT
EN LANGUE ANGLAIS-SAXONNE
STAGE PERFECTIONNEMENT
240 Heures du 28/5 au 28/7/96
Cadres avec bon niveau anglais général, désireux d'acquies un langage professionnel et spécifique.
Réservé à : Conventions de Conversion, et demandeurs d'emploi en Allocation Unique Dégressive
Congés individuels de Formation, et Salariés Financement partiel Conseil Régional
A.Q.O.R. 42.05.22.33
Stephen BURROWS

L'ÉCOLE NATIONALE DE VOILE
Établissement de formation et de recherche du Ministère de la Jeunesse et des Sports met en place en partenariat avec l'Université de Rennes 1 (UFR de Sciences Économiques) et l'IEP de Rennes
une formation débouchant sur une double certification (diplôme d'État et diplôme universitaire de niveau II) intitulée
DIRECTEUR DE PROJET D'ANIMATION ET DE DÉVELOPPEMENT
LICENCE / MAÎTRISE AES (développement local)
Ce cursus en formation continue et en alternance sur deux ans est ouvert aux professionnels d'expérience intervenant dans le champ des pratiques sportives sociales ou culturelles et qui ont vocation à s'investir dans des stratégies de développement et à intervenir sur la scène du développement local.
Renseignements : École Nationale de Voile - Beg robu 56510 St-Pierre Quiberon - Tél. 97.50.27.02 - Fax : 97.30.42.61.

5 PARCOURS FORMATION construits autour de
• LA MAÎTRISE D'OUVRAGE
• L'INGÉNIERIE FINANCIÈRE
• LA GESTION IMMOBILIÈRE
• LA MAINTENANCE TECHNIQUE
• L'ACTION SOCIALE
CYCLES DE FORMATION PRATICIENS DE L'IMMOBILIER
animés par une équipe de professionnels expérimentés,
un réseau de plus de 1 000 stagiaires ayant déjà reçu leur certificat de spécialisation,
intensifs, complets, concrets, compatibles avec votre activité professionnelle,
souples, adaptés au parcours individuel de formation de chacun,
aux conditions financières soigneusement étudiées.
Pour tout renseignement, votre contact : Sylvie MELON (sous référence M/605)

FORMATION PROFESSIONNELLE
44 54 29 09 - PARIS 3^e

VIENT
DE PARAÎTRE

FOLIE DES VACHES, FOLIE DES HOMMES — Pages 6 et 7

MAI 1996

Réponse
à Pierre Bourdieu
Par DANIEL SCHNEIDERMAN
(Page 21)

LE MONDE diplomatique

Sur fond d'ATTENTATS ET DE BOMBARDEMENTS

Troublante normalisation pour la société israélienne

Le 29 mai, les citoyens israéliens élisent leurs députés et leur premier ministre. Dans toutes les régions du pays, les élections de la semaine dernière ont été marquées par une atmosphère de tension. En guise de riposte aux tirs de roquettes des milices libanaises du Hezbollah, l'Etat hébreu a en effet pris en otage la population du sud de Liban, allant jusqu'à massacrer 36 civils réfugiés au sein d'un camp de la force des Nations unies à Casse. Que M. Shimon Peres ait choisi l'escorte diplomatique pour multiplier son optimisme à la fin de la semaine diplomatique de paix, ou qu'il se soit laissé emporter par l'émotion, n'est pas le sujet de cet article. Mais la normalisation de la société israélienne, en attendant que la paix soit définitivement établie, est un sujet qui mérite d'être abordé. Ce n'est pas le sujet de cet article, mais la normalisation de la société israélienne, en attendant que la paix soit définitivement établie, est un sujet qui mérite d'être abordé.

INTERNET L'effroi et l'extase



MAI
1996

CE MOIS-CI DANS « LE MONDE DIPLOMATIQUE » :

COMMUNICATION

Internet, l'effroi et l'extase (Dan Schiller, Richard Falk, Jean Guisnel, Alain Gresh, Anna Neves, Riccardo Stagliano, Bernard Cassen, Riccardo Petrella).

EUROPE

La nécessaire construction d'une Europe démocratique (Paul Thibaud, Pierre Béhar).

MAROC

L'islamisme s'enracine (Abderrahim Lanchichi, Hubert Prolongeau).

NIGERIA

Lagos ou les mirages de la lagune (Daniel Brown et Marc-Antoine Pérouse de Montclos).

GUATEMALA

Entre espoir et chaos (Maurice Lemoine).

CANNES

Le cinéma français étouffé par Hollywood (Carlos Pardo).

Également au sommaire

- FRANCE : Une politique de l'emploi à la dérive.
- EX-YOUGOSLAVIE : Lectures de la guerre.
- POLOGNE : Quand Breslau perce sous Wrocław.
- HISTOIRE : Les Rosenberg devaient-ils mourir ?
- BIRMANIE : La victoire totale des généraux.
- FILIALISATION du Monde diplomatique : la bataille des 10 millions.

EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
22 F

JURISTES - RI

CADRE
RESSOURCES HUMAINES

etap

et cetera

JURIST

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

Directeur des Relations Humaines

420 KF +

Cette importante société régionale (plus de 1 000 collaborateurs), filiale d'un Groupe national, à forte image et en constante expansion, recherche son Directeur des Relations Humaines.

Collaborateur direct du Président, il participe au Directoire et propose la politique de développement des Ressources Humaines dans un contexte de croissance interne et externe, puis il la met en œuvre.

Intervenant sur les différents aspects de la fonction, il joue un rôle moteur auprès des services opérationnels : politique salariale, gestion prévisionnelle des emplois et compétences, relations avec les partenaires sociaux, information et communication de l'entreprise.

A environ 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une expérience réussie de la fonction acquise idéalement dans une entreprise de plus de 500 personnes.

Bien sûr, vous êtes mobile et le groupe vous offrira de réelles évolutions professionnelles.

Pour ce poste situé dans une ville agréable du Centre de la France, merci d'adresser votre lettre de candidature + CV + photo sous référence N 1061 à

EUROMESSAGES - 78 bd de la République,
92514 BOULOGNE cedex qui vous assure discrétion
(si nécessaire, merci d'indiquer sous double
enveloppe le nom du ou des Groupes avec lesquels
vous ne souhaitez pas rentrer en contact).
Les entretiens auront lieu soit à Paris, soit dans l'entreprise.



Institution financière de premier plan, à caractère International,
recherche pour sa Direction Juridique et Fiscale

Juriste - Fiscaliste

Rattaché au responsable du secteur fiscal votre activité s'orientera autour des deux axes suivants :

■ **Conseil fiscal interne du groupe :**
Vos avis concernant les diverses branches du droit fiscal et prenant en compte les paramètres juridiques, comptables et financiers, contribueront à orienter la gestion fiscale quotidienne du groupe et la prise de décisions stratégiques.

Vous serez chargé d'élaborer les éléments du résultat fiscal du groupe (création de société, cession d'actifs, etc...) et de répondre aux contrôles fiscaux dont il peut faire l'objet.

Vous serez également responsable de l'aspect fiscal des opérations nationales et internationales.

■ **Conseil fiscal clientèle :**
En appui de notre réseau commercial, vous conseillerez nos clients sur les conséquences fiscales des montages envisagés, concevrez et animerez des actions de formation à leur intention.
Ce poste implique également un rôle de veille en matière d'évolution de la réglementation fiscale.

Outre une pratique confirmée en droit des sociétés, droit comptable et droit fiscal, vous devrez justifier d'une expérience réussie de 5 à 7 ans acquise soit en cabinet, soit au sein d'un établissement bancaire, d'un service fiscal d'une grande entreprise.

Votre maîtrise de la langue anglaise, la connaissance de l'allemand ou de l'espagnol, ainsi qu'une pratique de la micro-informatique (Word Excel) seront des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à CANDESSIMO - BP 80 - 92105 Boulogne Cedex, en précisant la réf. W1678 sur l'enveloppe.

JEUNE CADRE FONCTION PERSONNEL

Important Groupe dans le domaine des services,
nous sommes engagés dans une modernisation
destinée à améliorer nos performances et
la qualité de nos prestations.

La Direction du Personnel et des Ressources Humaines du Groupe est largement impliquée dans ce processus.

Pour contribuer à cette mission générale, nous renforçons notre équipe par un jeune Cadre qui se verra confier études et projets en droit social (recherches juridiques, notes de réglementation, transactions...) et en gestion de personnel (effectifs, masse salariale, absentéisme...).

Il conseillera les différents établissements et sociétés filiales et acquerra progressivement, dans ce poste très formateur, une connaissance de l'entreprise, des hommes et des enjeux de la politique sociale.

D'un niveau Bac +5, titulaire d'une maîtrise de Droit, disposant d'une première expérience ou de stages significatifs, ce sont ses capacités relationnelles, sa rigueur et son organisation personnelle qui nous séduiront. Elles lui permettront d'évoluer à terme vers des responsabilités dans la fonction Personnel au siège ou dans l'un des établissements du Groupe.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser CV, lettre de motivation, photo et prétentions sous la référence 1562 à AUSTIN KNIGHT - 26, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

CADRE RESSOURCES HUMAINES

Un important organisme de recherche scientifique (1800 personnes) étend sa direction des ressources humaines et recherche un cadre diplômé (DESS ou équivalent) disposant d'au moins 5 ans d'expérience dans la fonction personnel. Il sera permis d'acquiescer de solides connaissances dans les méthodologies de gestion prévisionnelle.

Il se verra confier des responsabilités grandes (structure et formation des effectifs, relations masse salariale, mise en œuvre de réalisations de tableaux de bord et des pilotes de projets concernant l'élaboration d'outils de gestion du personnel (références des compétences, méthodologies d'analyse de poste...).

Outre des qualités d'analyse, de synthèse et de curiosité intellectuelle, la réussite dans ce poste nécessite d'excellentes capacités de contact pour être reconnu comme un professionnel efficace et apprécié par de multiples intervenants de haut niveau.

Poste basé à Paris



Écrire sous réf.
15A-2999 SM
Discrétion absolue

71, rue d'Angoulême
75016 Paris

FONCTION COMMERCIALE

Vendre nos services à l'industrie automobile

DIRECTEUR COMMERCIAL

Spécialisée dans la recherche et le traitement des informations techniques et commerciales du secteur automobile dans le monde, notre société internationale d'études techniques et de marché est implantée dans 27 pays ; notre réputation se fonde sur la fiabilité et la pertinence de nos produits et sur la qualité de nos relations contractuelles avec nos partenaires de l'industrie automobile. Nous souhaitons poursuivre et accroître notre présence sur le marché français par le développement des ventes des produits existants et l'introduction de nouveaux produits.

Après une solide formation au siège (UK), votre action opérationnelle s'articulera autour des axes suivants : relationnel auprès des constructeurs et importateurs automobiles, négociation et vente directe auprès des divers interlocuteurs concernés, direction d'une équipe de 3 chargés de recherche, traitement de données sur informatique (Excel, Lotus). Diplômé de l'enseignement supérieur, anglais courant, pratique usuelle de l'outil informatique et des bases de données, vous justifiez d'une expérience réussie dans la vente de produits techniques à l'industrie, et d'une très bonne connaissance de l'industrie automobile en France, introductions à l'appui. Localisation ouverte ; fréquents déplacements ; rémunération motivante.

Vous êtes prêt à saisir une excellente opportunité au sein d'un groupe en forte croissance et à nous démontrer votre motivation : merci d'écrire sous réf. DPC/1004/M avec CV détaillé, photo, salaire actuel à notre conseil Pelissier, Guillon & Associés, 94 rue Saint Lazare 75008 Paris.

PELISSIER, GUILLON
& ASSOCIÉS



elf congo

Pour participer au contrôle et à l'administration juridique de
des contrats et assurances, ELF CONGO recherche un

Juriste

Vous avez une maîtrise ou un DESS en droit privé/droit des entreprises et 2 à 5 ans d'expérience en cabinet ou en milieu industriel. Connaissance de l'outil informatique et anglais courant sont des compétences nécessaires. Esprit d'analyse et de synthèse, sens du service, dynamisme, curiosité, réactivité et rigueur sont des qualités indispensables.

Après une période d'intégration et de formation, vous serez affecté dans votre pays d'origine. Le travail s'effectue à Pointe-Noire au Congo.

Une rémunération de départ attractive vous est proposée en fonction de votre expérience professionnelle. De réelles possibilités de carrière vous sont offertes au sein d'une entreprise solide et innovante, en fonction de votre potentiel et de vos résultats.

Envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photocopie du diplôme et rémunération actuelle) en précisant la référence EC/5085/13 à : J.L. Rick - IPEDISX BP 250 - 92502 Rueil-Malmaison.



ipedisx

VENTE CHEZ
RE MARCHAND
E JOURNAUX
22 F

MARKETING - COMMUNICATION JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

Responsable de service juridique

Présents à travers 60 pays, nous sommes le N°1 mondial dans les gaz et les services industriels. Nous recherchons aujourd'hui, pour notre BRANCHE MARCHANDE en France, un Responsable de service juridique.

En relation avec la Direction Juridique du Groupe, vous aurez en charge, l'ensemble des questions juridiques et en particulier : les mises au point et négociations des contrats, la gestion des pré-contentieux et contentieux, la gestion des assurances, le droit des sociétés, le droit immobilier et le droit de la concurrence.

A 35 ans environ, de formation supérieure juridique, vous justifierez d'une expérience réussie en entreprise ou en cabinet. Vous maîtrisez l'anglais et vous souhaitez travailler en juriste opérationnel.

Pour ce poste basé en région parisienne, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous réf. ALBLA/01 à AIR LIQUIDE, DRH, 75, quai d'Orsay, 75321 Paris cedex 07.

AIR LIQUIDE

Progressons ensemble...

Etablissement privé spécialisé dans le financement immobilier et adossé à des partenaires prestigieux, basé en région parisienne, nous créons au sein de notre POLE PARTICULIERS, le poste de

Jeune responsable marketing opérationnel

En liaison avec la Direction Marketing stratégique et les Directions Régionales, vous participez à l'élaboration et à la promotion de nouveaux produits, concevez des outils de simulation, proposez notamment des plans d'action commerciale, élaborez des supports, assurez le soutien logistique du réseau.

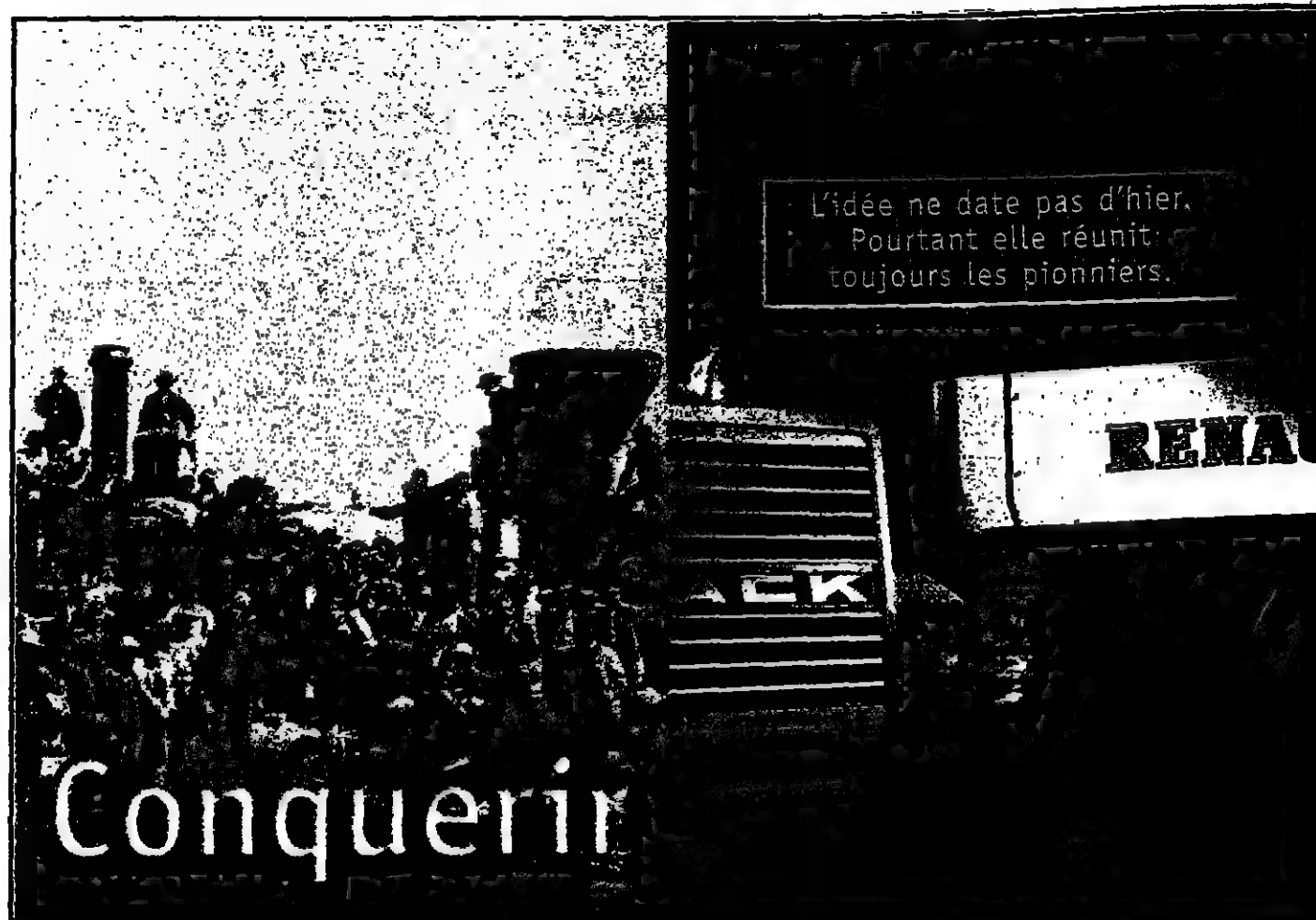
A 28/30 ans, de formation supérieure, vous avez 4 à 5 ans d'expérience en marketing opérationnel, dans une société de conseil ou en entreprise (de préférence dans l'univers financier).

Homme de réflexion et d'action, à l'écoute du marché, vous êtes force de propositions et savez convaincre.

Ecrire à notre Conseil,
Marie-Claude Tessier,
sous la réf. 107/LM



ALEXANDRE TIC SA
9, RUE ROYALE - 75008 PARIS



Avocat / Juriste devenez CONSULTANT chez Michael Page Tax & Legal

Agé de 28/30 ans, de formation juridique supérieure et maîtrisant parfaitement l'anglais, vous justifierez d'environ 3 ans d'expérience en cabinet d'avocats et/ou en entreprise évoluant dans un environnement international.

Vous avez la volonté de rejoindre notre équipe dynamique où, après une période de formation, vous assurerez la prospection des clients, la négociation et les missions de recrutement.

Pour réussir et vous épanouir, vous devez nous convaincre de vos aptitudes commerciales, relationnelles et de votre ténacité.

Adresser CV + Photo + N° de tél + rémunération actuelle à Thierry Montecatini, 3 bis Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou taper votre CV sur 3617 code MPage (Corniche 3/487M) sous la référence TM2307



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Responsable Marketing Autocar/Autobus

En Europe, aux Etats-Unis avec Mack Trucks et sur de nouveaux marchés, nos 25 000 collaborateurs affirment jour après jour leur esprit de conquête. Avec eux, RENAULT V.I. a augmenté ses ventes de plus de 30 % sur l'année 1994 et s'est hissé au troisième rang mondial des constructeurs de gros porteurs. Dans moins de 5 ans, nous aurons entièrement renouvelé notre gamme de véhicules. Partagez notre avenir fait de grands projets, de marchés à conquérir, d'idées innovantes qui conduisent au succès.

À un plan mondial, vous définissez les besoins du marché à court, moyen et long terme. Vous proposez une stratégie produit/service ainsi que des actions qui permettent d'optimiser les ventes. Etudes de marché, argumentaires, lancement de nouveaux produits, analyse de la concurrence, vous conduisez vos activités avec une très grande autonomie. En relation avec les plus hauts niveaux de l'entreprise, vous représentez le marketing dans les directions de projet pour le lancement de nouveaux produits.

A 30 ans environ, diplômé d'une grande école de commerce, et si possible titulaire d'une double formation, vous avez 5 ans d'expérience en marketing industriel. Vous êtes reconnu pour vos grandes qualités relationnelles, ainsi que pour vos capacités de synthèse et d'imagination. La dimension internationale de cette fonction implique la maîtrise de l'anglais.

Ce poste, basé à Suresnes, offre de réelles opportunités d'évolution au sein du groupe Renault, en France comme à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation) sous la réf. 3056/M à Arto Technologies, 15 avenue Pierre 1^{er} de Serbie, 75116 Paris.



RENAULT V.I.
L'esprit de conquête

Pour la souplesse. Pour la réactivité. Pour la puissance.
Rejoignez BIP.

JURISTE D'AFFAIRES

Au sein de Dresdner Bank, BIP est une équipe de documentation et de données de des activités d'arbitrage, de gestion de portefeuilles. Vous traiterez également les questions de droit des sociétés ou des affaires, notamment en matière de produits dérivés, OPCVM, mise au point de contrats avec des contreparties.

De formation juridique supérieure (DESS en droit des affaires), vous avez une première expérience d'environ quatre ans dans un établissement bancaire et connaissez très bien les marchés et instruments financiers. Votre ouverture d'esprit, vos qualités relationnelles et votre sens commercial sont des atouts supplémentaires pour réussir dans ce poste.

Enfin, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence JURIMON, à BIP, Département des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

Banque Internationale de Placement
Groupe Dresdner Bank

Responsable du Développement des Ressources Humaines



Avec un taux de croissance soutenu depuis plusieurs années, Parc ASTERIX est devenu un lieu de loisirs privilégié. Notre réussite conforte notre volonté de développer le savoir-faire et le savoir-être de nos équipes (170 permanents et 1.000 saisonniers/vacataires).

Rattaché au Directeur des Relations Humaines Administratives et Sociales, vous êtes responsable de la mise en œuvre de la politique humaine. Votre champ d'action comprend le recrutement, la mobilité, la formation et le suivi individuel des salariés. Votre objectif prioritaire est d'accroître les performances de nos salariés par une gestion dynamique des emplois, la mise en place de processus de formation qualifiante, l'organisation de parcours professionnels enrichissants et motivants. Vous êtes l'interlocuteur des responsables opérationnels pour tout ce qui concerne le management des équipes de terrain et leur fournissez assistance, conseils et outils adéquats.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5) et âgé d'environ 35 ans, vous avez acquis une expérience étendue de la fonction, et possible dans le secteur du service. Vous maîtrisez bien les mesures administratives destinées à l'insertion des jeunes ainsi que la législation sur la formation professionnelle. Homme de progrès, imaginatif et convaincant, vous êtes aussi un gestionnaire et un réalisateur rigoureux. Vous avez une forte motivation pour le développement des ressources humaines : venez l'exprimer chez nous, votre contribution sera déterminante pour le succès de notre projet. Anglais fortement souhaité. Poste basé à Plailly (60).

Merci d'adresser votre dossier sous référence F.744/M à notre conseil François Joule, Oberthur Consultants, qui le traitera en toute confidentialité.



Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

NOTES

Avec vous.

Notre service de conseil vous aide à développer vos projets.



Notre service de conseil vous aide à développer vos projets.



NOTRE AVENIR EST DANS LES TELECOMMUNICATIONS

Ingénieurs d'Affaires

SECTEURS DE POINTE / INFORMATIQUE

Avec vous,

nos abonnés peuvent communiquer en toute tranquillité

Responsable du service exploitation des réseaux

Nantes

Pionnier dans la conception, la réalisation et la maintenance de réseaux nationaux en téléphonie mobile, SFR va encore plus loin et s'affirme aujourd'hui comme un précurseur en matière de services aux abonnés.

Au sein des Services Techniques de la Direction Régionale de Nantes, vous prendrez la responsabilité du Service Exploitation des Réseaux sur la région Ouest de SFR.

Garant de la qualité du fonctionnement des réseaux, vous en assurerez l'exploitation et l'évolution avec une équipe dédiée d'ingénieurs système et ce dans un environnement technique complexe et évolutif. Manager et homme de projet, vous organiserez l'activité et les procédures dans votre service en relation étroite avec les équipes techniques de la Direction Régionale. La garantie de la continuité du service offert aux abonnés de SFR sera votre préoccupation permanente.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation ou équivalent, possédant une expérience technique et opérationnelle d'au moins cinq ans dans le domaine de l'exploitation de grands réseaux techniques de type télécom et/ou informatique.

Merci de transmettre votre dossier de candidature sous réf. 3113/LM, à notre conseil : ALPHA CDI, 20, avenue André Malraux, 92309 Levallois-Perret Cedex.



Le Monde Sans Fil est à Vous.

le Monde Sans Fil avance

Ingénieur commutation

Metz

Pionnier dans la conception, la réalisation et la maintenance de réseaux nationaux en téléphonie mobile, SFR va encore plus loin et s'affirme aujourd'hui comme un précurseur en matière de services aux abonnés.

Pour garantir l'intégrité du réseau SFR et la qualité des services aux abonnés, nous disposons d'Antennes Techniques Régionales chargées de l'ensemble des actions de déploiement, d'exploitation et de maintenance du réseau commuté en conformité avec un cahier des charges national.

Nous recherchons l'interlocuteur de l'Antenne de Metz.

En liaison directe avec la Direction Technique, vous suivrez toutes les opérations de déploiement, en particulier de commutateurs GSM et DCS et des réseaux de transmission. Vous assurerez la prise en compte à l'échelon national des problèmes techniques et des solutions adoptées sur la région Est.

Spécialiste reconnu de la commutation, vous êtes prêt à vous investir sur une mission stratégique. Vos compétences techniques seront la garantie d'une parfaite intégration à nos structures nationales et régionales.

Pour ce poste, basé à Metz, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous référence 3114/LM, à notre conseil ALPHA CDI, 20, avenue André Malraux, 92309 Levallois-Perret Cedex.



Le Monde Sans Fil est à Vous.

Les 2000 premières sociétés du monde vont bénéficier d'une vision unique

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

AT&T Solutions ouvre une ère nouvelle dans le conseil. Forts d'une expérience mondiale sans pareille, nous sommes seuls en mesure de fournir aux entreprises une expertise globale.

AT&T Solutions bénéficie d'une situation véritablement unique.

La continuité est totale entre notre expertise et nos moyens, de la réflexion stratégique à l'innovation technologique.

Nous sommes étroitement liés aux services de recherche et de développement des Laboratoires d'AT&T mondialement réputés. Nous faisons ainsi bénéficier nos clients de l'infrastructure de réseau d'AT&T corporation.

Ainsi nous ne concevons pas seulement des recommandations révolutionnaires, nous les créons et les appliquons dans la réalité de l'entreprise.

En intégrant les moyens innovants du commerce électronique, nous pouvons aider nos clients à anticiper le développement et les orientations des métiers et des marchés, et leur permettre ainsi de prendre un avantage concurrentiel significatif sur leurs concurrents.

Il s'agit de solutions globales avec un fort impact pour nos grandes sociétés internationales clientes et qui créent un point de non retour pour les autres acteurs du marché.

Il s'agit de mettre en place de nouveaux standards de pratiques commerciales par la capacité de réflexion et d'innovation d'AT&T Solutions et des ses grands clients mondiaux.



Face à une croissance forte en Europe, nous recherchons exclusivement des personnes d'un potentiel exceptionnel, capables de manager des projets, depuis leur définition stratégique jusqu'à leur aboutissement, et qui sauront s'épanouir au sein d'un cabinet d'expertise jeune et dynamique.

Votre évolution sera basée sur votre investissement personnel qui pourra vous mener à votre propre rythme au rang de «Partner».

Junior pour être associé à des projets de conseil, nous

La vôtre.

recherchons des candidats, grandes écoles d'ingénieurs, ou de commerce, MBA, débutants ou jusqu'à trois ans d'expérience.

Manager: Votre grande expérience du conseil, qui s'accompagne de préférence d'une bonne connaissance de l'informatique ou des télécommunications, vous permet de vous joindre à une équipe pan-européenne. Ce poste peut vous offrir de nombreuses opportunités de spécialisation.

Si vous partagez nos ambitions, notre enthousiasme et notre stratégie, si vous souhaitez participer à la modernisation du mode de pensée et des pratiques des acteurs du marché mondial, contactez-nous dès aujourd'hui.

Veuillez envoyer votre CV en anglais au Département des Ressources Humaines, AT&T France, Tour Horizon, 52, Quai de Dion Bouton, 92806 Puteaux Cedex.

Global One

ATLAS FRANCE

VOTRE AVENIR EST DANS LES TELECOMMUNICATIONS

Dans le cadre de son expansion, ATLAS FRANCE, opérateur de réseaux d'entreprise internationaux, recherche :

Ingénieurs d'Affaires

Au sein de la Direction des Affaires Commerciales, ils animeront et soutiendront le réseau commercial sur le marché français. A ce titre, ils qualifieront les projets, intégreront les solutions du Groupe Global One, monteront les affaires dans leurs composantes technique, juridique et financière.

Ils interviendront également auprès des entités du Groupe à l'étranger dans le cas d'offre à couverture mondiale.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieur, vous justifiez d'une expérience professionnelle réussie de 5 ans environ.

Connaissance des solutions télécoms, implication personnelle, rigueur, esprit d'équipe, excellent relationnel, autant de qualités pour réussir puis évoluer dans notre Groupe, en France ou à l'étranger.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Les postes sont basés en région parisienne.

Merci d'adresser, sous réf. AFR, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite, CV et photo à : SM CONSEIL - 3, rue Treillard - 75008 PARIS.

Des Hommes au service de la communication



Filiale de MATRA HACHETTE et d'ERICSSON, MET COMMUNICATION propose aux opérateurs de télécommunications des solutions clés en main pour réseaux téléphoniques fixes, mobiles et large bande. Notre entreprise et ses équipes au service des opérateurs renforce ses compétences autour de nouvelles technologies et recherche dans le cadre de l'expansion de ses activités large bande (ATM).

SPÉCIALISTE MICRO EMBARQUÉ (Réf. SMI/01)

Avec des connaissances spécifiques en réalisation de systèmes embarqués à base de micros famille Intel et processeur RISC ainsi qu'en réalisation de bus rapides.

CONCEPTEUR DE SYSTÈMES MATÉRIELS INTÉGRÉS (Réf. CSMI/01)

Avec des connaissances en VHDL et suivi de réalisation d'ASICs.

Selon votre domaine d'intervention, vous participerez au développement de la logique et du logiciel embarqué des cartes de nouvelle génération. De formation Ingénieur, vous avez une première expérience dans un domaine similaire. Une bonne connaissance en DPS et FPGA type XILINX et en matériel (conception) sera un atout supplémentaire. Une bonne maîtrise de l'anglais technique et un bon relationnel pour travailler au sein de petites équipes autonomes sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à notre conseil :



LABELLE Conseil
34, Boulevard Henri IV
75004 Paris

SECTEURS DE POINTE

THOMSON

THOMSON multimédia, 4ème groupe d'électronique grand public, n°1 aux Etats-Unis, n°2 en Europe sur les marchés de la télévision et des magnétoscopes, est aujourd'hui premier fournisseur mondial de télévision numérique (équipement de réception : décodeurs, antennes...). Nos produits sont vendus dans le monde entier sous des marques prestigieuses telles que : Thomson, Telefunken, Saba, RCA, GE, ProScan. Ils ont généré un chiffre d'affaires de 38 milliards de Francs. Dans le cadre du renforcement du Centre Qualité du groupe (Thomson Quality Center), nous recherchons :

un Responsable de groupe Test Logiciel (Software Test Manager) RAC LM460583

LE POSTE

Vous assurerez un service de 6 ingénieurs et êtes entièrement responsable de la mise en place et de la conduite des méthodes de test et validation logiciel pour l'ensemble des produits développés par le groupe en Europe.

PROFIL RECHERCHÉ

- 32/35 ans, excellente formation supérieure type ingénieur grande école.
- Expérience réussie et prouvée d'au moins 5 ans dans la mise en place des méthodes de test logiciel, notamment pour des applications embarquées et de grande série (Telecom, GSM, produits bruns, etc.).
- Une expérience préalable de développement logiciel sera un plus.
- Excellent communicateur, vous êtes un véritable patron d'équipe.
- Anglais indispensable.

Ces postes sont basés à Angers avec une rémunération motivante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet avec photo et rémunération actuelle sous référence choisie à Emmanuel DUPONT, H.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.



H.B.S. SELECTION LTD
a HBS Resources plc company



Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Shanghai - Madrid

des Ingénieurs Test Logiciel (Software Test Engineers) RAC LM460584

LES POSTES

Vous dépendez du Responsable du groupe Test Logiciel et contribuez à la mise en place des procédures et méthodes de validation de test logiciel.

PROFIL RECHERCHÉ

- 30 ans environ.
- Expérience d'au moins 2 ans dans la conduite de test logiciel.
- Une expérience préalable de développement logiciel sera un plus.
- Anglais indispensable.

TRIOLOGIE

Depuis 10 ans auprès des Grands Comptes Industriels de l'île de France, nous intervenons sur des projets qui, aujourd'hui, seront les techniques de demain. Nous partageons tous notre passion : L'Innovation Technologique.

Notre mission : nous vous proposons tous niveaux de la Gestion de Projets, du Support Technique à la Méthodologie à la Qualité, de l'Expertise.

ACTIVITES : Téléphonie, Radio, Nucléaire, Défense, etc.

ISO 9001, DBCT, CT2

Ingénieur process formage du verre

Notre groupe est l'un des leaders mondiaux dans le domaine des verres spéciaux. Dans notre usine à feu continu (650 salariés) nous produisons des verres optiques de haute technologie. Pour ces activités fortement tournées vers l'exportation, nous recherchons un jeune ingénieur process.

Intégré à notre Service Technique et Développement, vous optimiserez notre process de fabrication et participerez au développement des produits nouveaux.

Vous travaillerez à l'automatisation des équipements (soufflage et pressage) dans des conditions de production à haute température.

Évaluant dans l'environnement international de recherche et développement de notre groupe, vous vous formerez à un produit complexe et passionnant.

A 28 ans environ, jeune ingénieur généraliste (Centrale, Arts & Métiers, ENSCM...), disposant d'une première expérience, si possible

dans un site de production à feu continu, vous souhaitez vivre votre passion pour la technique sur le terrain dans un contexte industriel performant. Créatif et concret, excellent animateur, votre conviction vous permettra de réussir dans ce poste évolutif (production, responsabilité de projets techniques...).

La pratique de l'anglais est nécessaire. Localisation à 100 km au sud de Paris.

Merci d'adresser votre curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 27365 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 78049 Paris Cedex 17, qui transmettra.

CORNING
DIVISION OPTIQUE



EUROPEAN
SYNCHROTRON
RADIATION
FACILITY
GRENOBLE - FRANCE
INSTALLATION
EUROPEENNE DE
RAYONNEMENT
SYNCHROTRON
A Grenoble, France, l'ESRF est un institut de recherche financé par 12 pays européens. Il a pour mission de fournir aux scientifiques de ces pays des faisceaux de rayons X de haute qualité. Il recherche actuellement un (m/f) :

Ingénieur Détection

La fonction : Chargé du choix, du développement et de la maintenance de systèmes d'imagerie en rayons X utilisés principalement pour la cristallographie. La maîtrise de l'anglais, langue de travail, est impérative.

Qualifications : Le candidat devra avoir un diplôme d'ingénieur ou de docteur ingénieur. Une connaissance des principes de détection des rayons X est requise ainsi que la connaissance de la conception des systèmes électro-optiques.

Si l'opportunité de travailler dans un environnement scientifique international vous intéresse, envoyez-nous un fax (+33 76 88 94 60) ou un e-mail (brink@esrf.fr) avec votre adresse et nous vous fournirons un dossier de candidature à nous renvoyer complet avant le 31 mai 1996.

ESRF, Personnel Service, Ref. 2121, BP 250, F-38043 Grenoble, Cedex 9, France.



LYON

Ingénieur assurance qualité

Matériel Médical

Filiale (180 pers / 180 MF), d'un des leaders mondiaux des bio-technologies, nous possédons une solide notoriété dans le domaine des implants intra-oculaires et du matériel de chirurgie réfractive. Nous sommes certifiés ISO 9001 et "marqués" CEE. Nous souhaitons vous confier la responsabilité de la gestion et de l'évolution de notre système d'Assurance Qualité, dans le respect de la politique Qualité du groupe. De formation Ingénieur Bio-médical, ou micro-mécanique, complétée par un DESS Qualité, vous possédez 3 ans mini d'expérience de la mise en place et de l'animation d'un système d'AQ, acquis de préférence dans le domaine du matériel médical. Vous maîtrisez la langue anglaise. Merci d'adresser votre dossier de candidature à la Direction Qualité - CHIRON VISION FRANCE, 321 Avenue Jean Jaurès - BP 7252 69354 LYON CEDEX 07

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE CLASSE PARMI LES DIX PREMIERS EN FRANCE

Chimie/Biotechnologie
bilingue anglais
(allemand apprécié)

Ingénieur Brevets

Formation : Chimiste avec connaissances étendues en biotechnologie - CEPI - MANDATAIRE EUROPEEN (ou examen en cours) - Maîtrise de droit (ou expérience équivalente).

Profil : Agé de 30/40 ans, d'une très bonne présentation, parlant et écrivant couramment l'anglais, le candidat est doté d'une excellente culture générale et est très rigoureux. Il est particulièrement attiré par l'aspect juridique de la profession. Il possède en outre des qualités relationnelles reconnues et un esprit d'analyse et de synthèse.

Expérience : 8 à 10 ans avec expérience approfondie dans le domaine des consultations et litiges. Poste d'avenir pour candidat(e) de valeur.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence PBC 1903 à notre Conseil EGGO Conseils - 10, rue de Pouy - 75013 PARIS. Fax : 45.89.68.87. **Discrétion totale assurée.**

EGGO Conseils

Établissement public de recherche pour le développement rural des régions chaudes recrute : un ingénieur forestier (basé à Montpellier)

Il sera chargé :

- du suivi des projets et des appels d'offres des bailleurs de fonds qui soutiennent le développement forestier tropical
- de l'établissement de propositions techniques et financières
- de la négociation et du suivi d'accords d'association ou de propriété, des conventions et des marchés

Son profil :

- Ingénieur forestier ou équivalent (Bac + 5)
- 10 années minimum d'expérience professionnelle
- Expérience en matière de gestion de projets forestiers dans les pays tropicaux
- Pratique de la négociation technique et commerciale
- Connaissance des organisations internationales du domaine de la foresterie tropicale
- Anglais courant, espagnol apprécié

Candidatures : lettre + CV à : Direction des Programmes, CIRAD-Forêt, Campus Baillarguet, BP 5035, 34032 Montpellier Cedex, Fax : 67 59 37 55

INFORMATIQUE / I

Le directeur
projet de m



Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

Le directeur
projet de m

مكتبة الأهل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 8 MAI 1996 / XI

INFORMATIQUE / RÉSEAUX / TÉLÉCOMMUNICATIONS



Le directeur de notre projet de migration

350 KF +

GRAND EST (1 500 MF, 800 personnes) est la nouvelle Caisse Régionale dont le territoire couvre l'Est de la France, soit 10 départements et 170 Agences. Nos applications IARD sont supportées aujourd'hui par 3 systèmes d'information. L'enjeu est de les faire basculer sur un système unique : SIGMA, en passe de devenir le référentiel du Groupe.

Sous l'autorité du DOSI, vous pilotez cette opération, en coordination avec les utilisateurs et notre maître d'œuvre (un GIE du Groupe) équipé d'IBM/MVS.

Ingénieur de préférence, vous avez acquis votre savoir-faire sur mainframe dans le monde de l'Assurance et avez aujourd'hui la carrure d'un consultant senior ou d'un directeur de projet. Enfin, vous avez pris le virage de la maîtrise d'ouvrage.

Venez piloter de **DIJON** ce projet stratégique.

Ecrire à notre Conseil, Jean Thily, sous réf. 106/LM

"Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC SA
8, RUE ROYALE - 75008 PARIS

Chef de Projet Intégration de Systèmes

Opportunité exceptionnelle pour un chef de projet expérimenté de favoriser le développement de notre offre "intégration de systèmes".

300 KF

LA SOCIÉTÉ

- ◆ SSIH spécialisée en milieu industriel, 700 personnes, 10 agences en France, CA 800 MF.
- ◆ Expertise reconnue dans les technologies de systèmes d'information distribués et en maîtrise fonctionnelle de systèmes (automatismes).
- ◆ Embellissement de plus de 200 collaborateurs. Implication dans des projets d'envergure de systèmes d'information de production et de gestion pour l'industrie.

LE POSTE

- ◆ Sous la responsabilité directe du responsable de production, vous :
 - définissez, estimez et concevez les projets dans le domaine de la gestion technique et industrielle grâce à votre connaissance des solutions du marché,
 - conduisez les projets dans leur globalité en termes de management technique (conception d'architecture et de solutions) et humain.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM160406 à Catherine GIRARD, N.B.S. 44 rue du Collège, 75008 PARIS.



N.B.S. SELECTION LTD
a NBS Resources plc company



Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

DIRECTEUR R & D TÉLÉCOMS

BILINGUE ANGLAIS
POSTE BASÉ À RENNES

Responsable d'une équipe de chefs de projets et d'ingénieurs R & D, nous vous confierons la définition et l'orientation de la recherche et du développement de nos produits télécoms et réseaux informatiques. Rattaché à notre Directeur de Centre, vous devrez développer de nombreux contacts à l'international.

Vous disposez d'une connaissance des réseaux informatiques software et hardware (topologie LAN - Ethernet et ATM-LAN), ainsi que d'une maîtrise de technologies novatrices dans les nouvelles générations de réseaux informatiques. Votre expérience de ces 10 dernières années vous confère les compétences d'un ingénieur de recherche et d'un manager d'une équipe en recherche et développement.

Poste évolutif.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 44.3833/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Ingénieur Qualité Projets Informatiques

250 KF

LA SOCIÉTÉ

- ◆ Société de services informatiques spécialisée en milieu industriel certifiée ISO 9001.
- ◆ Filiale de l'ingénierie (2 200 personnes) d'un groupe de renommée mondiale.
- ◆ Projets d'envergure dans un environnement de haute technicité aux contraintes fortes de qualité et de sécurité.

LE POSTE

- ◆ Sous la responsabilité du Délégué Assurance Qualité Régional, vous :
 - assurez la gestion des indicateurs globaux de l'établissement,
 - participez à l'amélioration préventive et curative de la qualité,
 - optimisez les méthodes de travail et les procédures (audits).

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM160405 à Catherine GIRARD, N.B.S. 44 rue du Collège, 75008 PARIS.



N.B.S. SELECTION LTD
a NBS Resources plc company



Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

Chef de Projet Téléphonie



Le comité Français
d'Organisation
de la Coupe du Monde
de Football 1998
recherche un

Chargé de la conception et de la mise en œuvre d'un réseau téléphonique multi-sites, il assure le suivi des travaux de câblage et de raccordement et pilote l'installation des PABX sur une vingtaine d'implantations. Il élabore et met en place l'exploitation, la supervision et la gestion de la téléphonie sur ces sites. De formation ingénieur (INT, Supélec...) ou Bac + 5, vous avez une première expérience significative dans la gestion de projets intégrant la maîtrise des coûts et des délais, chez un industriel du secteur des télécommunications ou chez un opérateur de téléphonie. Rigoureux, pragmatique, vos réelles qualités relationnelles feront de vous un interlocuteur de qualité en interne comme en externe. La pratique de l'anglais est souhaitée. Fréquents déplacements à prévoir en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. SF624625 sur l'enveloppe à CANDISSIMO BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX qui transmettra.



L'EXPERTISE INFORMATIQUE

Fortement implanté dans les régions françaises nous créons 5 postes d'encadrement dans nos centres de compétence de la Division Est/Rhône-Alpes principalement implantés à :

Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Strasbourg et Nancy.

Directeurs de projets

Votre mission : en relation directe avec le Directeur du centre de compétences, vous serez responsable, dès la phase d'avant-vente, d'une opportunité d'affaire à transformer en projet de mise en œuvre d'un Système d'Information.

Vous assurerez la direction du projet et aurez comme objectif d'augmenter la satisfaction de votre client, tout en respectant les équilibres économiques prédéfinis lors de la négociation du projet.

Votre profil : De formation supérieure (école d'ingénieur ou Université), à 30-37 ans vous avez une réelle expérience (7 à 15 ans) et un fort potentiel d'évolution. Vous n'ignorez pas que le travail en équipe et la communication sont des facteurs majeurs du succès. Participant au développement de votre entreprise, votre évolution est étroitement liée à la nôtre.

Merci de faire parvenir vos candidatures (CV, lettre de motivation, photo, prétentions et localisation géographique) à CAP SESA :

Grenoble	Lyon	Strasbourg
Pierre Fournier	Clermont-Ferrand	Nancy
11, chemin des Prés	Jean-Paul Bajulaz	Jean François Caillard
ZIRST 4403	45 place Ch. Herzu	13, rue du Parc BP 313
38944 MEYLAN Cedex	BP 2122	OBERHAUSBERGEN
	69603 VILLEURBANNE Cedex	67088 STRASBOURG

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives

Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité

Tél. : 44-43-76-13

Fax : 44-43-77-32

VENTE CHEZ
RE MARCHAND
E JOURNAUX
22 F

LE MONDE DES CADRES

DIRECTEUR COMMERCIAL(E)

Vous intégrez notre groupe de presse pour créer, promouvoir et conduire des projets stratégiques nationaux et internationaux de grande envergure. Directement rattaché(e) au P.D.G., vous disposez d'une autonomie maximale pour recruter/animer votre force de vente et mener nos actions commerciales de très haut niveau.

De formation supérieure, vous parlez anglais couramment et vous justifiez d'une expérience réussie en vente de services dans une fonction équivalente. Servi(e) par un relationnel exceptionnel, vous aimez relever et gagner des challenges car vous êtes créatif(ve), enthousiaste et déterminé(e). (Ref 957181)

REDACTEUR(TRICE) EN CHEF

Vous intégrez notre groupe de presse pour animer et diriger la Rédaction de nos revues professionnelles en France et en Europe. Directement rattaché(e) au P.D.G., vous êtes le chef d'orchestre des équipes de Rédaction. Vous imaginez et conduisez les nouveaux projets avec notre Directeur Commercial.

De formation supérieure, vous parlez et rédigez l'anglais couramment et vous justifiez d'une expérience réussie en animation d'équipe et d'une parfaite connaissance du monde de la presse écrite. Servi(e) par de réelles qualités rédactionnelles et relationnelles et un excellent sens esthétique, vous incarnez vos titres sur le marché dont vous aurez rapidement une vision globale. (Ref 957182)

Adressez-nous vos C.V. et prétentions en indiquant la référence correspondante à :
L.C.M., 7, av de la Libération - 95890 Engien Les Bains

Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne

RESPONSABLE DU SERVICE COMMERCE

Vous animez une équipe de 6 personnes et assurez, par votre dynamisme et votre expérience du management d'équipes, les mobilités autour de projets pour atteindre les objectifs fixés par la CCI.

Animateur, vous intervenez auprès des Commerces. Intégratif, soucieux d'efficacité, doté d'un bon esprit d'initiative, vous savez être une force de proposition pour contribuer au développement et à la promotion du commerce traditionnel. Avec vos collaborateurs, vous concevez et mettez en œuvre des actions collectives et individuelles.

Homme de dialogue et de concertation, vous avez le goût de la communication et une bonne aisance relationnelle. Vous montrez des actions de partenariat en liaison avec les Unions Commerciales et les Municipalités, participez à des études et saurez, avec habileté, défendre les intérêts des ressortissants. Vous serez également amené à élaborer, coordonner et animer des actions de formation et sensibiliser les commerçants à une démarche qualité. Grâce à vos qualités de négociation et à votre force de conviction, vous saurez faire preuve d'efficacité dans la recherche de subventions.

A environ 40 ans, de formation Supérieure au Commerce et à la Gestion complète, si possible, par le CCEAC, vous disposez d'une solide expérience acquise en milieu commercial et de bonnes connaissances de la distribution. Une expérience commerciale réussie, dans un poste similaire, serait un atout.

La réussite dans ce poste évalue pour un candidat de valeur nécessaire d'être proche du terrain et implique une grande disponibilité et une forte implication personnelle.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 384 à CHANTAL KERVYN - 7, rue Robert le Coq - 75016 Paris.



Chantal Kervyn

Chargé de Mission Recherche et Développement

Société
d'Aménagement
Régional basée
à Clermont-
Ferrand, nous
contribuons au
développement
économique
et à
l'aménagement
du MASSIF
CENTRAL.

Aujourd'hui,
dans le cadre
de notre
développement,
nous
recherchons un

De formation supérieure (Bac + 5), vous disposez d'une expérience professionnelle confirmée (8 à 10 ans) vous a permis à l'approche marketing, aux études stratégiques et au développement économique des zones rurales. Une parfaite connaissance des collectivités territoriales et des PME/PMI est demandée. En relation directe avec notre Directeur Général, vous animez le programme R&D de la société : dans des domaines aussi variés que le tourisme d'espace, le secteur des PMU, le développement local, l'environnement, vous recherchez des idées de développement pour le MASSIF CENTRAL et vous évaluez l'activité future de SOMIVAL en concevant des prestations de service adaptées à ces évolutions. Très autonome, votre créativité, vos qualités de manager et votre sens de l'opérationnel vous conduiront à animer une équipe, que vous constituerez pour chaque projet R&D, et à tisser des partenariats externes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à l'attention de Monsieur REGNIER SOMIVAL BP 28 - 63001 CLERMONT-PERRAND Cedex 1.

SOMIVAL ...de l'idée à l'action.



LE CONSEIL GENERAL DE LA CHARENTE

envisage de recruter pour sa

Direction Economie et Développement

UN CONSERVATEUR TERRITORIAL DU PATRIMOINE

MISSIONS

Ce cadre organisera l'animation et la valorisation du patrimoine.

Il mettra en place un réseau de musées et de sites historiques, en relation avec des structures existantes ou à créer.

- ⇒ L'activité concernera particulièrement l'ethnologie et l'archéologie.
- ⇒ Il sera positionné au sein du service culturel (6 personnes à ce jour) et assurera la gestion des programmes départementaux.

PROFIL

- ⇒ Cadre A de la Fonction Publique Publique
- ⇒ Fortes capacités relationnelles, en raison de l'importance des contacts
- ⇒ Grande capacité concernant la communication avec les élus et les techniciens
- ⇒ Ouverture à la diversité des compétences du Conseil Général et des missions confiées aux agents du Département
- ⇒ Aptitude à la gestion administrative (subventions, programmes, etc...)
- ⇒ Compétence en ethnologie souhaitée.

STATUT

Conservateur Territorial du Patrimoine

Les candidatures devront être adressées à :
Mr le Président du Conseil Général de la Charente
Sous-Direction des Ressources Humaines et Communication Interne
31 Boulevard Emile Roux - B.P. 1404 - 16017 ANGOULEME CEDEX

AGENCE DE PROMOTION DE LA RÉGION AUTUNOISE BOURGOGNE

VILLE D'AUTUN (71400) 19 000 habitants

RECRUTE

UN DÉVELOPPEUR ÉCONOMIQUE

MISSIONS :

- ⇒ Accueillir, informer, orienter les entreprises.
- ⇒ Dynamiser les zones d'activités ; monter un observatoire des locaux vacants.
- ⇒ Promouvoir l'image de la Commune.
- ⇒ Recherche d'investisseurs.
- ⇒ Montage d'opérations d'investissement.
- ⇒ Prospection en direction des entreprises.

REMUNÉRATION :

- ⇒ Emploi contractuel

PROFIL :

- ⇒ Capacité d'initiative, de communication, de négociations, d'autonomie.
- ⇒ Bonnes connaissances des institutions intervenant dans le domaine économique (Communauté européenne, Etat, Collectivités territoriales) et du monde industriel.
- ⇒ Maîtrise de langue étrangère.

Adressez lettre manuscrite + CV à : CABINET DU MAIRE - Hôtel de ville - BP 133, 71402 AUTUN CEDEX

Le Conseil Général d'Eure et Loir organise un concours sur titres pour le recrutement de 2 ASSISTANTS SOCIAUX-EDUCATIFS (H/F) à la Direction de la Prévention et de l'Action Sociales

Diplôme d'Etat exigé

(Spécialité : Conseiller (e) en Economie Sociale et Familiale)

Date limite de dépôt des candidatures : 16 juillet 1996

Entretien avec le jury fixé : entre le 16 et 27 septembre 1996

Adressez vos demandes de dossier de candidature à :

Monsieur le Président du Conseil Général d'Eure-et-Loir
Direction Générale des Services, Départementaux Service du Personnel
1 place Châtelet - 28026 CHARTRES CEDEX

REED MIDEM ORGANISATION

Organisateur de salons professionnels internationaux, à Cannes et à Hong Kong (MIDEM, MILLA, MIP TV) recrute, dans le cadre de son développement international :

CEDEX

Synergies

ATTACHÉS DE PRESSE h/f

pour ses différents marchés

Les candidats retenus seront de formation supérieure. Ils doivent avoir une première expérience à l'international, d'1 an (junior) ou de 5 ans au moins (senior), de préférence en tant qu'Attachés de Presse dans l'un des domaines suivants : Musique, Multimédia ou Télévision.

Dotés d'un grand sens du contact, organisés, enthousiastes, ils doivent posséder une excellente capacité de rédaction en français et en anglais, et une parfaite maîtrise de ces deux langues à l'oral.

Ils assureront la responsabilité de toutes les relations presse, à l'échelon international. Postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en mentionnant la référence 1137/H à notre conseil Pierre LEMAHIEU.

12, RUE LINCOLN 75008 PARIS

LE CONSEIL GÉNÉRAL DES ALPES-MARITIMES

Organise un concours externe avec épreuve :

ASSISTANT TERRITORIAL QUALIFIÉ DE LABORATOIRE

6 postes ouverts : Spécialité "Technicien qualifié de laboratoire"

Conditions d'accès : être titulaire :

* du diplôme d'Etat de Laborantin d'analyses médicales,

* d'un DUT ou d'un BTS ou de tout autre diplôme ou titre homologué au niveau III, ou à un niveau supérieur, dans le domaine des sciences de l'environnement, de la physique, de la chimie, de la biologie, de l'agro-alimentaire, de l'agronomie ou des sciences vétérinaires.

Les dossiers d'inscription pourront être retirés et déposés jusqu'au 15 juillet 1996 - 16h 30 à l'adresse suivante :

CONSEIL GÉNÉRAL DES ALPES-MARITIMES - Direction des Ressources Humaines
Bureau des effectifs et des concours - Bâtiment "Tour Préfecture" - Bureau n° 106
Centre Administratif Départemental des Alpes-Maritimes - BP n° 77 - 06201 NICE CEDEX 3
L'épreuve d'admission est prévue à partir du 1er septembre 1996

هكزامن الذمهل

LE MONDE / MERCREDI 8 MAI 1996 / XIII

LES DIRIGEANTS

futurs managers à l'étranger



Grâce au professionnalisme de 3200 collaborateurs expérimentés dans les métiers du ciment, des granulats et du BPE, notre groupe s'est développé à l'étranger et a mené une démarche de diversification sur de nouvelles activités : papier, chimie du bâtiment...

Gestion rigoureuse, innovation, qualité des produits et primauté du client sont les principaux vecteurs de notre réussite.

Notre groupe recherche aujourd'hui des **MANAGERS** capables d'accompagner sa croissance dans le respect de ces valeurs.

Vous bénéficierez d'abord d'une période d'intégration dans l'une de nos usines en région Rhône Alpes/Centre avant d'en prendre la direction.

Homme d'affaires, vif et réactif, vous identifierez de nouveaux marchés et intégrerez en permanence les notions de productivité et de rentabilité dans votre action.

Votre réussite dans nos métiers, où les aspects industriels, mais également les performances commerciales sont des éléments déterminants, vous conduira à occuper une position de tout premier plan dans l'une de nos filiales à l'étranger.

Ingénieur de formation (Ponts, Mines, Centrale, ENSAM,...), vous êtes bilingue Anglais et véritablement mobile.

Votre expérience de la direction de centres de profits dans un contexte industriel fait de vous un véritable manager, reconnu pour son sens des affaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + prétentions), sous référence MV 40, à notre Conseil qui vous garantira la stricte confidentialité de votre candidature.

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69006 LYON

COCEPLAN

Démarrer, Développer, Diriger une Chaîne de Restauration Rapide en France

Un important groupe Européen (ayant déjà implanté en France l'une de ses activités) a le projet de développer, dans plusieurs pays d'Europe, une chaîne de restauration rapide qui connaît une croissance forte dans le pays dont le groupe est originaire.

Au sein d'une équipe internationale, le manager que nous recherchons sera chargé pour la France :

- d'adapter le concept au marché français,
- d'implanter et de diriger le premier point de vente,
- d'animer le déploiement des autres points de vente et d'assurer ensuite la Direction de cette activité.

La réussite de ce projet ambitieux implique :

- une expérience (environ 8 ans) marketing et terrain, acquise dans une chaîne de restauration (ou d'hôtellerie), dans le service expansion d'une entreprise de Grande Distribution ou dans les Directions Marketing et Ventes d'un groupe industriel de produits de grande consommation,
- des qualités marquées d'entrepreneur, de manager et de gestionnaire,
- la maîtrise de l'anglais.

Poste basé à Paris

etap

Ecrire sous réf.
198.3019 SM
Déclaration absolue

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

DIRECTEUR ADJOINT DE CLINIQUE H/F RENNES

Avec votre équipe, vous assurerez la direction opérationnelle des services administratifs, comptables, financiers et économiques. Vous aiderez en particulier les responsables d'unités de soins à établir une gestion optimale. Vous seconderez le directeur dans le fonctionnement global de l'établissement.

A 33/38 ans, de formation Bac + 4/5, de préférence en Gestion/Finances ou ENSP, vous avez 5 ans d'expérience environ comme cadre de direction dans les métiers de santé. Vous êtes familier des objectifs et des contraintes de gestion d'établissement. Nous recherchons pour ce poste évolutif des candidats ayant conduit ou accompagné des actions en matière de gestion médicalisée. Vous visez aujourd'hui des responsabilités plus larges. Votre projet professionnel et votre potentiel vous conduisent vers des fonctions plus généralistes de direction d'établissement.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 49 quai Malakoff, 44000 Nantes, sous la référence 50.2889/LM.

Mercuri Urval

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

PARIS

Nous sommes la filiale française d'un équipementier automobile international, fournisseur privilégié des principaux constructeurs mondiaux. Pour faire face à notre croissance, nous recherchons

INGÉNIEUR RESPONSABLE COMMERCIAL

Rattaché au Directeur Commercial, vous assurerez la gestion du portefeuille d'affaires existantes d'un constructeur français avec, pour missions :
• analyser les besoins du client
• piloter avec les services techniques les projets de développement
• remonter de nouvelles affaires pour accroître nos parts de marché dans le respect des marges fixées.
Agé de 35 ans environ, Ingénieur Grandes Ecoles (ECP, Mines, INSA...), vous avez acquis une expérience similaire, impérativement dans le milieu automobile. Réf. 57RC

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Rattaché au Directeur Commercial, vous prenez en charge des dossiers spécifiques en termes technique et commercial avec, pour missions :
• assister le chef de projet dans la définition du besoin client
• analyser la concurrence
• établir des propositions technico-commerciales permettant d'accroître nos parts de marché.
Agé de 28/30 ans, Ingénieur Grandes Ecoles (ECP, Mines, INSA...), vous avez acquis une première expérience en commercial ou études, en liaison avec des clients dans le milieu automobile. Réf. 57IR

● Ces postes nécessitent un anglais courant (l'espagnol ou l'allemand serait un plus) et s'adressent à des candidats ayant acquis impérativement une expérience dans un environnement industriel de produits fabriqués en grande série. Votre excellent sens de la négociation, de la rentabilité, de la satisfaction client, et votre rigueur associée à vos qualités relationnelles seront des atouts pour réussir dans ces missions et évoluer rapidement au sein de l'entreprise.

● Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à Media System, 6, Impasse des Deux-Cousins, 75649 Paris Cedex 17, qui transmettra.

148 associations, 3 000 administrateurs, 2 900 salariés
120 000 logements privés améliorés par an (7 milliards de travaux)
recherche pour sa fédération nationale (Paris) son

Mouvement Pact Arim
pour l'amélioration de l'habitat

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Sous l'autorité du président, vous préparez et mettez en œuvre les orientations du Mouvement, coordonnez et animez les instances statutaires, participez à l'organisation et à la mobilisation des adhérents sur l'ensemble de la métropole et des départements d'outre-mer.

Votre expérience de la vie associative et l'étendue de vos connaissances approfondies du cadre réglementaire et institutionnel lié au logement et à ses acteurs, votre sens des contacts humains et des relations publiques font de vous un interlocuteur privilégié des administrations centrales, collectivités publiques, élus et partenaires concernés par l'activité des associations adhérentes.

Ce poste s'adresse à une forte personnalité, 40-45 ans environ, de formation supérieure ayant acquis une solide expérience pour diriger une équipe pluridisciplinaire spécialisée dans l'habitat ancien privé.

Prise de fonction : 1^{er} septembre 1996.

Adresser avant le 30 mai 1996, lettre manuscrite de motivation, photo, CV et prétentions à :
M. le Président - FNC PACT ARIM, 27, rue de la Rochefoucauld, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE rattachée à un Groupe de dimension mondiale,
fabriquant des biens d'équipements dans le domaine des Travaux Publics,
recherche

son futur DIRECTEUR GÉNÉRAL

Rattaché directement au P.D.G. il aura la charge de la coordination des fonctions
Technique - Production - Vente

Anglais courant indispensable - formation ingénieur.
Large possibilités d'évolution dans le poste et dans le Groupe,
en France ou à l'étranger.

Ecrire sous Réf. 9007 :
LE MONDE PUBLICITE - 133, Avenue des Champs Elysées
75409 PARIS CEDEX 08

Société spécialisée dans le traitement des déchets radioactifs, filiale grands groupes,
cherche pour son siège à Eragny (95)

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Jeune ingénieur généraliste, vous serez chargé, au sein du service commercial d'une société en forte expansion, des études de marché, de la prospection commerciale, la réalisation des offres et les négociations contractuelles.

Vous êtes autonome, rigoureux et sensibilisé aux aspects économiques de vos responsabilités. Vos qualités personnelles de synthèse et de méthode ainsi que la maîtrise des outils informatiques vous permettront de mener à bien vos missions dans le cadre d'un CDD.

Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions sous la référence 9009 à : Le Monde Publicité, 133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08.

SCIENCES ET SANTÉ

GESTION - FINANCE

Toxicologue

GROUPE INDUSTRIEL

La Direction Recherche et Développement de notre Groupe recherche un toxicologue susceptible de travailler en équipe avec les autres spécialistes du Groupe, de dialoguer avec nos partenaires et de participer à des réunions internationales. Pour ce poste basé en province, nous souhaitons rencontrer un médecin, pharmacien ou biologiste, vétérinaire, Docteur en Sciences, âgé de 30 à 35 ans, possédant des connaissances en toxicologie, en chimie et physique, maîtrisant l'anglais parlé et écrit. Il aura effectué des travaux de recherche en physiologie respiratoire ou en toxicologie de l'environnement pendant plusieurs années, dans un laboratoire médical, pharmaceutique, universitaire... Par son dynamisme et son esprit d'équipe, il assurera un groupe de chercheurs et entretiendra des relations de confiance avec nos partenaires.

Merci d'adresser lettre de motivation + C.V. à notre Conseil, Paul-Emile TAILLANDIER Conseil - 34, rue de Fontbieu - 75008 PARIS, sous la réf. 8618/M ou par fax au 42 56 05 14.

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

PARIS - BORDEAUX - LYON - TOULOUSE - CARAIRES



SANOFI, société industrielle plurinationale, présente essentiellement en Santé Humaine, Parfums et Produits de Beauté, avec un CA de 40 milliards de Francs y compris affiliés, doit sa réussite à la richesse de ses 35.000 collaborateurs répartis dans 100 pays ; des hommes et des femmes animés par le même esprit d'ouverture et le même sens aigu du dialogue et la capacité à anticiper, à innover, à réaliser...

SANOFI Chimie, 1 000 personnes dans le Monde, gère la gestion de 3 sites industriels importants situés dans la Chimie de synthèse et assure le suivi de projets de développement. Au sein de cette division, nous recherchons :

Contrôleur de Gestion Chimie

Vous êtes chargé de la coordination du contrôle de gestion pour l'ensemble de nos activités. Dans le cadre de cette mission, vous analysez et commentez les résultats industriels, participez avec la Direction Industrielle à l'élaboration des budgets et plans, assurez le suivi économique de nos approvisionnements de principes actifs... Vous êtes en outre le garant d'un reporting efficace et rigoureux.

Après une formation, vous possédez un troisième cycle en gestion et 5 ans minimum d'expérience dans un secteur économique proche de la Chimie. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions sous pli fermé EP/86.19 à Elisabeth Picard - 82 avenue de France - 91250 Genthilly

Jeune Organisateur Coordinateur du schéma directeur

Nous sommes un établissement financier de premier plan, et conduisons actuellement un schéma directeur des systèmes d'information afin de développer et de fidéliser notre clientèle, et de réussir le déploiement de nos activités à l'international.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence SD/NG à notre conseil

EUROGROUP PARTICIPATIONS, 17 rue Louis-Rouquier, 92800 Levallois-Perret.

Au sein d'une équipe légère chargée de garantir la cohérence des systèmes d'information de notre Etablissement et la coordination du schéma directeur, vous prendrez en charge le domaine Titres/Marchés de capitaux (valeurs mobilières, TCN, produits dérivés...).

Vous validerez les choix d'architecture fonctionnelle, préparerez les arbitrages entre les métiers et réaliserez des études ponctuelles à la demande du directeur des systèmes d'information.

Vous avez 3/5 ans d'expérience en organisation dans le domaine bancaire et financier, avec une forte culture titres. Votre indépendance d'esprit, votre maturité professionnelle vous permettront de contribuer efficacement à ce projet stratégique.

Découvrez votre métier de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU LUNDI

Secteurs de Pointe

• Informatique/Recherche Télécoms • Ingénieurs Commerciaux
• Ingénieurs Conseils • Sciences & Santé

Carrières Technologiques Internationales

Dont Carrières Européennes en Entreprises

Le Monde

Cadre financier

Grand groupe
d'assurance
français, leader
sur son marché,
recherche pour
son service Trésorerie
un cadre financier.

Merci d'adresser
votre dossier
(lettre manuscrite,
CV, photo et prétentions)
à Media System,
réf. 27056, 6 impasse
des Deux Cousins,
75849 Paris Cedex 17.

Le titulaire du poste sera chargé de l'analyse du risque de signature et de contrepartie dans le cadre des investissements (principalement sur instruments de taux et actions) réalisés par le Groupe : analyse des émetteurs, étude des caractéristiques financières et juridiques des émissions, évaluation du risque et mesure du « spread » rémunérateur du risque. Diplômé(e) d'une école supérieure de commerce, analyse financier, membre de la SNAE vous avez acquis une solide expérience dans des fonctions d'analyse risque crédit au sein d'établissements bancaires. Ce poste nécessite une pratique courante de l'anglais et une parfaite connaissance des marchés financiers.

Opérateur marché monétaire

■ De formation scientifique (ENSAE, ISUP...), vous avez déjà pratiqué des activités de marchés.

■ Nous vous proposons d'acquies une bonne connaissance des marchés financiers en rejoignant notre équipe de gestion.

■ Rattaché au responsable de la gestion des produits de taux, vous interviendrez sur les marchés monétaires pour le compte des gestions, avant de prendre vous même en charge des portefeuilles.

■ Dans le cadre de la gestion patrimoniale, vous serez amené à proposer des solutions financières innovantes.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence R.G.M., à Thierry Gaudry MEESCHAERT 113, rue Réaumur 75002 PARIS.

MEESCHAERT

60 ans d'expérience en conseil et gestion de patrimoine.

Découvrez votre métier de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU LUNDI

Secteurs de Pointe

• Informatique/Recherche Télécoms • Ingénieurs Commerciaux • Ingénieurs Conseils • Sciences & Santé

Carrières Technologiques Internationales

Dont Carrières Européennes en Entreprises

Le Monde

CARRIÈRE

insérer

annonce

Initiatives

Appeler

Monde Publique

443-77-32

443-77-32

443-77-32

443-77-32

443-77-32

443-77-32

443-77-32

443-77-32

443-77-32

443-77-32

443-77-32

443-77-32

443-77-32

443-77-32

CARRIÈRES INTERNATIONALES

We are a leading American company specializing in the development, financing, operations and ownership of electric power, cogeneration and coal gasification plants. We are currently engaged in reinforcing our presence in Europe, Africa and the Middle East, from our European base which is located in Paris, France. In order to complete our team, we are looking for a:

PROJECT FEASIBILITY ENGINEER

You will help the Business Development Managers in providing an analysis of current projects by:

- validating the technical feasibility of the projects, including capital and operating costs,
- building technical solutions adapted to clients' needs and which will provide a financial return for our company.

You have as a minimum a Mechanical / Chemical degree and 5 to 10 years of experience as a power process engineer (IPP, experience a plus), project engineer or feasibility engineer. You have thus a good knowledge of power generation, specifically Cogeneration and Combined Cycle plants.

Flexible, creative and hardworking, you are able to give advice for several projects of the same time and to do proposals to fight deadlines. Enthusiastic, self-motivated, you also possess good organisational, communication and teamwork skills.

You are ready to travel to the United States and project sites worldwide. Real opportunities for progression.

Please send full cv, handwritten letter, stating salary, ref. 295/6/UM, to NICOLE ANCESSI CONSEIL, 19, rue de La Trémoille, 75008 PARIS. Your application will be reviewed in complete confidentiality.

NICOLE ANCESSI
E.O.N.E.F.I.L

In 1971 INTEL introduced the world's first microprocessor, today more than 80 % of all PCs worldwide are equipped with INTEL microcomputer components. The INTEL Pentium® Processor has become the standard for today's PCs. More than 41 000 employees have as their aim to maintain the company's reputation for technical innovation and its market leadership position. The European Distribution Sales Organization, based in Munich, Germany, now wishes to add experienced professionals with the following nationalities to their team: English, French, Dutch, Scandinavian, East European, Italian.

intel

ENGLISH, FRENCH, DUTCH, SCANDINAVIAN, EAST EUROPEAN, AND ITALIAN

Internal sales representatives

Distribution - Europe

To support our distributors for defined regions or product lines with emphasis on price negotiations, product information, delivery commitments, backlog and inventory management and -last but not least- achieving planned revenue. This requires close liaison with the regional sales organizations.

You will have a business or technical degree and a minimum of 4-5 years experience in sales/product marketing of computer or semiconductor products. You will have proven your ability to work flexibly but with a strong target orientation, to deal with multiple tasks and to develop a constructive relationship with distributors. Excellent communication and team-player skills are essential qualities. Fluency in English and at least one other European language (native) is required. Familiarity with PC application software is a prerequisite, SAP experience an asset.

We offer interesting positions providing scope for creativity and initiative, excellent opportunities for personal development together with an attractive compensation and benefits package, including profit sharing. Relocation assistance is available.

For further information please call Marien Erber-Ludwig, telephone 19.49. 89 13 06 82-0 or submit your full career details in English to our consultants.

Additional information on Intel and other job openings you will find in Internet: <http://www.intel.com>

Erber-Ludwig & Partner GmbH
Recruitment Advertising & Selection
Nymphenburgerstr. 148
D-80634 München
Fax: 19.49. 89 16 17 11 - E-Mail: erber-ludwig@t-online.de

Pour insérer
votre annonce
dans Initiatives :

Appelez
Le Monde Publicité

au

44-43-76-03 - 44-43-77-34

Fax : 44-43-77-32

Country Managers

AFRICA
(East, West,
Sub-Saharan)

The success of Rothmans International, one of the world's leading tobacco companies, cannot be overstated. With operations in over 160 countries and group turnover in excess of US\$4 billion, Rothmans International is well placed to take advantage of the opportunities for growth within its markets. The company's instantly recognisable brand names are synonymous with quality in this highly dynamic marketplace.

The chance to take full operational control of a market on the African continent will be of great appeal to all internationally career-minded FMCG professionals. You will be responsible for the achievement of key volume and profit targets and the development of brand share and market presence. You will work closely with local distributors, integrate sales, and marketing information and formulate major strategy.

Ideally a graduate with a minimum of three years' experience in a sales and marketing environment, and probably aged between 28-35 years, you will be looking to build upon your strong commercial grounding in emerging markets. If you have lived or worked in Africa this will be an added advantage. Man-management experience and fluency in written and spoken French and English are essential requirements.

You will have a strong personal presence, combined with advanced negotiation and communication skills. These are high profile positions that will give you the opportunity to develop in the role, and so fulfil your ambition for the next step into general management.

In addition to the excellent package offered, there is a host of benefits associated with this major international company.

THE NICHOLS CONSULTANCY
HUMAN RESOURCE CONSULTANTS

To apply, please send your CV to our retained consultants, The Nichols Consultancy Ltd, 11 Eghams Court, Boston Drive, Bourne End, Buckinghamshire SL8 5YS, England, Tel +44 (0) 1628 810717, Fax +44 (0) 1628 810829.

Découvrez votre emploi de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU MARDI

Dirigeants

Organisation & gestion des entreprises

• Gestion/Finances • Conseil/Audit • Ressources Humaines • Marketing & Communication • Fonction Commerciale

Le Monde des Cadres

Carrières Internationales

Donc Carrières Européennes en Entreprises

Le Monde

CARRIÈRES INTERNATIONALES



LA COMMISSION EUROPEENNE

recrute un

AGENT TEMPORAIRE (h/f) (grade A5/A4)

pour l'accomplissement de fonctions spécialisées au sein de la Cellule de prospective de la Commission, notamment d'une mission portant sur les transformations conjointes du travail et de la protection sociale dans les pays de l'Union européenne à l'horizon de 20 ans.

Cette tâche prospective devra être menée à partir de l'acquis de la Cellule et de la Commission européenne, en particulier, à partir de la connaissance des dynamiques territoriales et des processus d'innovation et d'adaptation des institutions sociales. Elle devra s'appuyer sur un réseau de correspondants extérieurs, scientifiques ou administratifs.

L'attention des intéressés est attirée sur le haut niveau des qualifications requises.

Le candidat idéal devra : ☐ être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ; ☐ avoir accompli des études universitaires complètes en sciences politiques ou en sciences sociales ; ☐ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues ; ☐ avoir acquis une expérience professionnelle d'au moins 12 ans après l'obtention du diplôme universitaire, dont 3 au moins dans la recherche prospective sur les évolutions sociales et sociétales dans l'Union européenne ; ☐ avoir acquis une expérience pratique, au sein d'associations ou d'administrations, des innovations en matière d'organisation et de management des ressources humaines ; ☐ avoir une bonne connaissance des méthodes d'évaluation, de coopération et de diffusion d'information par lesquelles l'Union européenne peut influencer les processus d'innovation analysés ; ☐ posséder une expérience de travail en équipe et de l'animation de réseaux de recherche.

Les candidats jugés les mieux qualifiés par rapport aux conditions requises seront convoqués à un entretien de sélection, à l'issue duquel un contrat d'une durée maximale de trois ans pourra être proposé à un lauréat.

Les candidatures des fonctionnaires des Institutions de l'Union européenne ne sont pas recevables.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé (en français, anglais ou allemand), dactylographié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que diplômes, attestations des employeurs, au plus tard le 31.05.1996 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante :

COMMISSION EUROPEENNE, Unité Recrutement SC41 (AT/2/96), rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

Les personnes ne répondant pas aux conditions et qualifications professionnelles indiquées ci-dessus sont priées de s'abstenir.

L'Ouverture Ernst & Young

Accompagner les entreprises multinationales dans l'amélioration de leurs performances et le reengineering de leurs processus en les faisant bénéficier de toutes les ressources d'innovation et d'expertise de son réseau international de consultants spécialisés, telle est la vocation d'Ernst & Young, leader mondial de l'Audit et du Conseil. Le très fort développement de nos activités au niveau Pan-Européen nous conduit à rechercher des :

Manager / Senior Manager EXPERTS EN LOGISTIQUE INTERNATIONALE

■ A 34/38 ans, diplômés de l'enseignement supérieur et si possible titulaires d'un MBA, parfaitement bilingues Anglais, vous justifiez de 10 ans minimum d'expérience de l'organisation et de la maîtrise des processus de logistique internationale, dont au moins 3 ans en cabinet de conseil. Au sein d'équipes multinationales et dans différents pays, vous avez exercé des responsabilités d'organisation et de management de projets logistiques stratégiques et avez développé d'excellentes capacités de communication écrite et orale, qui vous permettent d'imposer naturellement votre expertise tant auprès des comités de direction de filiales européennes qu'auprès des équipes de consultants. Vous êtes reconnus comme des experts dans ce domaine.

Pour ces postes basés à Paris, et nécessitant des déplacements fréquents en Europe, la maîtrise d'une seconde langue européenne est un avantage incontestable. De réelles possibilités d'enrichissement professionnel et personnel vous seront offertes au sein de notre organisation où vous ferez partie d'équipes dynamiques, enthousiastes, créatives et fortement impliquées dans le développement de leur activité.

Merci d'adresser, sans tarder, votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous la réf. EYC 966M à Monique HERBET - ERNST & YOUNG CONSEIL - Tour Manhattan - 6, Place de l'Iris - Cedex 21 - 92095 Paris-La Défense 2.

ERNST & YOUNG CONSEIL

futurs managers à l'étranger



Ce groupe recherche aujourd'hui des **MANAGERS** capables d'accompagner sa croissance.

Rendez-vous en rubrique Dirigeants.

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NR* HANDELSBLAU - EL PAIS - Le Monde - Süddeutsche Zeitung - DER LINGEN TIDENDE
CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standaard - THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES

VISA International Marketing

Excellent salary and benefits Based: London

Visa is a leading provider of card-based financial services, with a worldwide reputation and prominent market position throughout Europe. Now, as a result of internal promotion, they are seeking two energetic individuals with track records of business-to-business marketing success who are fluent in English and have a knowledge of at least one other European language.

With the ambition to make your mark in this high profile, service orientated industry, you will take responsibility for the design, implementation and success of a variety of cross-border marketing programmes. Working to precise targets within pre-agreed budgets, you will liaise with managers, colleagues and suppliers to consolidate and increase Visa's vast customer base.

You must be qualified to degree level in Marketing and probably have around four years' experience of project management in a fast-paced commercial environment.

A thorough knowledge of the entire marketing mix along with the ability to communicate the efficiency and value of your plans will be essential. Telecommunications, banking or financial services experience would be an advantage.

The benefits, in terms of rewards and career development, will fully reflect your contribution to Visa's continued and growing success.

If you are prepared for the next move in your career, please apply in English quoting ref: MD/EM/1, by 19 May 1996, to Europool, 10 Heath Villas, The Vale of Health, London, NW3 1AW, United Kingdom. Fax +44 171 435 3369.



The Source of Young Europeans in Business

